

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 14

SEPTEMBRE-OCTOBRE 1985

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais, kurde, italien, espagnol et turc.

Prix au numéro : France: 25 FF — Etranger : 30 FF  
Abonnement annuel (6 numéros) France : 120 F — Etranger : 150 FF

Périodique bimestriel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66  
[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- SOMMAIRE :
- HOMMAGE A YILMAZ GÜNEY
  - LA QUESTION KURDE A L'ONU?
  - ATTRIBUTION DES BOURSES D'ETUDES
  - ACTIVITES
  - NOUVELLES DE LA DIASPORA
  - PUBLICATIONS NOUVELLES
  - A SIGNALER
  - DANS LA PRESSE KURDE...
  - REVUE DE LA PRESSE
  - PUBLICATIONS EN VENTE

**HOMMAGE A Y. GÜNEY** *A l'occasion du premier anniversaire de la mort du cinéaste Yilmaz Güney, membre fondateur de l'Institut Kurde, celui-ci a organisé une série de manifestations de commémoration avec la participation de nombreux artistes, écrivains et poètes kurdes, turcs et occidentaux.*

*La première de ces manifestations a eu lieu à Paris, le 7 septembre de 20h à 01h. à la Maison de la Mutualité. Environ 3200 personnes, pour la plupart des travailleurs immigrés et des réfugiés kurdes et turcs venus de toutes les régions de France, de Belgique, d'Italie et de Suisse ainsi que de nombreux Africains, Arabes, Arméniens, Français, Grecs, Iraniens, Latino-américains etc... ont assisté à cette émouvante soirée de commémoration au cours de laquelle Mme. Fatoş GÜNEY, Mme. Irène MELIKOFF, professeur de turcologie, Kendal NEZAN, Server TANILLI et Bekir VEYSIKAN, qui ont tous bien connu GÜNEY, ont évoqué les dimensions multiples de l'existence brève mais si riche et fertile de l'artiste disparu. Les poètes Nihat BEHRAM et Hüseyin ERDEM ont récité des poèmes de GÜNEY. Dans la partie artistique du programme, Sümeýra ÇAKIR, EMEKÇI, Nasirê RIZAZI, Ehmedê SILIVI, ŞIVAN, XOSROW et ADNAN de Koma Zozan ont chanté des chants populaires d'Anatolie et du Kurdistan et la comédienne Ayşe EMEL a interprété une courte pièce de théâtre sur la situation des femmes.*

*Toujours à Paris, le 10 septembre à 18h. a été inaugurée, dans les salons de l'Institut, une exposition d'affiches et de photos retraçant l'oeuvre de GÜNEY. Elle s'est poursuivie jusqu'au 30 septembre.*

*Le 13 septembre une manifestation similaire a réuni plus de 2000 personnes dans le Grand Amphithéâtre de l'Université Libre de Berlin Ouest. Le 21 septembre à Cologne, au coeur d'une région comptant une forte population immigrée kurde et turque près de 10 000 personnes sont venues participer à la dernière de ces soirées de commémoration qui s'est tenue de 19h. à 24h. au Palais des Sports. Soutenue par le Parti Social-Démocrate (SPD) et les Verts allemands cette soirée a trouvé un large écho tant dans la presse qu'à la radio-télévision de la République Fédérale. Au nom du SPD, Heinz Oskar VETTER et*

Klaus THÜSING, responsable des relations internationales du Parti, ont pris la parole pour dire combien ils étaient solidaires du combat pour la liberté des peuples turc et kurde que symbolisait Güney. Au nom de cette même solidarité avec les immigrés, avec les artistes et intellectuels persécutés, avec les peuples kurde et turc, deux groupes de musique allemands Maurenbrecher, Zupfgeigenhansel et Herbert Grönemayer ainsi que le poète Lutz Görner sont venus participer au programme artistique de la soirée où se sont également produits Nizamettin ARIÇ, Melike DEMIRAG, EMEKCI, Tülay GERMAN, Ehedê SILÎVÎ, ŞIVAN, Orhan TEMUR. Nihat BEHRAM a récité des poèmes, les écrivains Mahmut BAKSI et Ömer POLAT ont apporté leur témoignage sur l'auteur de YOL dont la vie a été évoquée par Mme. Güney et Kendal Nezan.

Le lendemain de cette manifestation, le 22 septembre à 19h, la chaîne WDR-TV a donné des extraits de la soirée tandis que, la première chaîne de la télévision allemande ARD, a diffusé le soir même le film YOL, puis, le 24 septembre à 23h dans le cadre de son émission "Kulturwelt Spiegel", un reportage de 26 minutes sur la soirée d'hommage et sur le cinéma dans la Turquie des généraux.

La presse turque, notamment les quotidiens pro-gouvernementaux Tercüman, Hürriyet et Milliyet ont réagi avec virulence à "cette insolence des médias d'un pays ami et allié de la Turquie". Le quotidien Tercüman a orchestré, une semaine durant, une campagne de presse incitant les immigrés turcs à envoyer des lettres et des télégrammes à la télévision allemande pour protester contre la diffusion des films et des manifestations "des hors-la-loi" et des "traîtres séparatistes".

L'ambassade turque qui, quelques semaines plus tôt, n'avait pas craint le ridicule en demandant aux autorités allemandes d'empêcher la participation d'une troupe folklorique kurde au premier Festival International de Folklore de Munich a de nouveau protesté auprès du gouvernement de Bonn contre la "conduite hostile de sa télévision" (voir dans la revue de presse des extraits des journaux turcs).

#### LA QUESTION KURDE A L'O.N.U. ?

Au cours de la trente-huitième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de l'O.N.U. qui s'est tenue, en août dernier, à Genève, trois organisations non gouvernementales ont évoqué la question kurde.

Intervenant, vendredi 23 août, dans le débat sur la question de la violation des droits de l'Homme et des libertés fondamentales dans tous les pays, Verena GRAF, observateur de la Ligue Internationale pour les droits et la libération des peuples, a alerté la Sous-Commission "au sujet de la situation permanente de violations systématiques des droits de l'Homme et des peuples ainsi que des libertés fondamentales, dont est victime le peuple kurde en Turquie, en Iran, en Irak et en Syrie, Etats qui partagent et dominent le pays kurde".

L'observateur s'est étonné que les Nations-Unies n'aient jamais pris position au sujet de la question kurde "alors que le droit à l'auto-détermination de ce peuple est garanti par la Charte et que sa souveraineté nationale fut reconnue par le Traité de Sèvres ainsi que par la Société des Nations. Or le Traité de Lausanne de 1923, obéissant aux intérêts propres des puissances coloniales de l'époque, dressa un obstacle devant ce droit à l'auto-détermination. C'est là l'origine de la situation tragique actuellement vécue par le peuple kurde".



Le même jour, au nom du Groupement pour les droits des minorités, Mme Pipa TUCKMAN a pris la parole pour "faire part des ses préoccupations à l'égard de la situation du peuple kurde en Turquie, en Irak et en Iran". Mme Tuckman a souhaité que la Sous-Commission examine la situation du peuple kurde dans ces trois pays. Elle a également suggéré qu'une discussion politique de la question ait lieu à l'Assemblée Générale.

M. Picardo ESPINOSA, observateur du Centre Europe-Tiers-Monde a également exprimé sa préoccupation devant "la violation systématique des droits de l'Homme et des libertés fondamentales des personnes appartenant au peuple kurde en Turquie, en Iran et en Iraq. En effet, le peuple kurde est devenu une minorité en Turquie, en Iran, en Iraq et en Syrie, après que son pays a été artificiellement partagé selon les intérêts coloniaux britannique, français et turc pour le pétrole du Kurdistan". M. Espinosa fait remarquer que "le peuple kurde, qui constitue le plus grand peuple du monde n'ayant pas, jusqu'à maintenant, droit à son indépendance nationale, ni à son développement socio-économique risque de plus l'anéantissement total".

Pour le représentant turc, M. Tahsin TARLAN qui a pris la parole pour répondre aux intervenants, il s'agit des "tentatives visant à créer des divisions artificielles entre la population musulmane de l'Anatolie pour désintégrer le pays". D'ailleurs, la Constitution de son pays, Etat indivisible, "garantit les droits et libertés fondamentaux à tous les citoyens sans aucune distinction". En revanche, ajoute le porte-parole turc, "la violation des droits de l'Homme de la minorité turque en Bulgarie constitue un problème très grave".

La Sous-Commission s'est contentée d'enregistrer ces déclarations qui n'ont pas été suivies de débat ni de décision quant à l'opportunité de poser la question kurde devant l'Assemblée Générale de l'O.N.U.

#### ATTRIBUTION DES BOURSES D'ETUDES

La Commission des Bourses de l'Institut Kurde s'est réunie le 17 septembre à Paris pour examiner les dossiers de demande de bourse des étudiants kurdes souhaitant faire des études supérieures.

Le jour de la réunion, 60 demandes émanant des Kurdes résidant en Europe (France, RFA, Suède, Italie, Grèce, Bulgarie, Angleterre, Autriche, Danemark), au Kurdistan et en Algérie étaient parvenues à la Commission. Parmi les candidats on compte 24 Kurdes d'Irak, 23 de Turquie, 7 d'Iran et 6 de Syrie. 36 d'entre eux sont bacheliers, un titulaire du DEUG, 16 licenciés, 3 titulaires d'une maîtrise, 3 diplômés d'études approfondies et deux étudiants en doctorat. Quant à la répartition selon les sexes, on compte 4 femmes et 56 hommes.

La Commission, composée de 7 enseignants et chercheurs kurdes de Turquie, d'Iran, d'Irak et de Syrie, a sélectionné, sur dossier, 25 de ces candidats qui ont été invités à se présenter aux entretiens qui auront lieu les 12 et 13 octobre prochain au siège de l'Institut. Au terme de ces entretiens approfondis qui constituent l'étape finale du concours, 17 candidats seront retenus et répartis, selon les disciplines qu'ils souhaitent étudier, entre divers pays européens.

## ACTIVITES

Le programme d'activités d'animation et d'enseignement pour le 4ème trimestre débutera mardi 1er octobre avec les cours de kurde (kurmanji, sorani), de français (niveaux débutant et moyen), de danse et de musique. Pour inscriptions et renseignements, contacter l'Institut.

Dans le cadre des après-midi de "Connaissance des Kurdes" les conférences suivantes, ouvertes au public, auront lieu au siège de l'Institut:

- Dimanche 13 octobre à 16h: "Les Kurdes de Transcaucasie, passé et présent" par le Dr Ismet Chériff Vanly.

- Dimanche 10 novembre à 15h: "La confrérie des Naqshbandis au Kurdistan, au XIXème siècle par Halkawt Hakim.

## NOUVELLES DE LA DIASPORA

. RFA: TEMPÊTE AUTOUR DU FOLKLORE.

A l'initiative d'International Society of the Friends of Folkdance, du 6 au 11 août 1985, un Festival International du Folklore s'est déroulé à Munich. Une centaine de troupes folkloriques représentant 35 pays ont participé à cette fête estivale dont l'objectif semblait surtout être l'animation culturelle de la capitale bavaroise à un moment où une bonne partie de ses habitants se trouvait en vacances.

Invité par le comité d'organisation du Festival, le Groupe Folklorique Kurde de Nürnberg a également pris part à cette manifestation. La Turquie qui, pour des raisons financières, n'avait pu envoyer de troupes folkloriques est énergiquement intervenue, par le biais de son ambassade à Bonn et de son consulat à Munich, auprès des autorités fédérales, du gouvernement de Bavière et du Comité d'Organisation du Festival pour empêcher la participation du groupe folklorique kurde, sous le prétexte que cela porterait gravement atteinte à l'unité nationale et à l'intégrité territoriale de la République turque. Ne comprenant pas très bien en quoi des manifestations aussi pacifiques que des danses folkloriques pourraient mettre en péril l'unité de la Turquie, les organisateurs n'ont pas cédé aux pressions turques et le groupe kurde a pu se produire rencontrant un vif succès auprès du public. Le régime turc qui interdit sur son sol l'usage même des mots "kurde" et "Kurdistan" et qui réprime sévèrement toute manifestation de l'identité kurde a déclenché à travers sa presse toute une campagne contre ce "scandale" et la "trahison" des Allemands. Le 9 août, le Ministère turc des affaires étrangères a même publié un long communiqué où il "considère inadmissible qu'une telle manifestation ait pu avoir lieu dans un pays ami et allié".

. FRANCE: CREATION D'UNE UNION DES REFUGIES DU KURDISTAN.

Des réfugiés politiques kurdes résidant en France viennent de créer à Paris une Union des Réfugiés du Kurdistan qui se propose notamment de s'occuper des problèmes économiques et sociaux des réfugiés vivant en France, de coopérer avec les organisations démocratiques pour combattre le racisme et la xénophobie et d'obtenir des autorités françaises la reconnaissance de la qualité de "réfugié kurde" aux réfugiés politiques originaires du Kurdistan. Précisons que dans les pièces d'identité délivrées par l'OFPPA, ceux-ci sont actuellement qualifiés, suivant les cas, de réfugié turc, irakien, syrien ou iranien.

L'Union appelle de ses vœux la création dans d'autres pays d'Europe de structures similaires afin de rassembler les réfugiés kurdes d'origines géographiques et politiques diverses et de leur permettre de continuer en Europe, dans le cadre de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, leur combat pour la liberté du peuple kurde.  
Adresse: U.R.P.K., 67, rue de Dunkerque, 75009 PARIS.

. AUSTRALIE: CAMPAGNE POUR LA SENSIBILISATION DE L'OPINION PUBLIQUE.  
La communauté kurde d'Australie a lancé en août dernier une campagne pour sensibiliser l'opinion publique de ce pays à la question kurde. Dans ce cadre, des conférences ont été données à l'Université de Melbourne (le 17. 8) et à l'Université Macquarie de Sydney (le 21. 8) et des soirées de solidarité organisées à Melbourne (le 16. 8), Canberra (le 22. 8) et à Sydney avec la participation des artistes aborigènes, chiliens, grecs, indiens, kurdes, palestiniens et turcs ainsi que des personnalités australiennes. Parmi ces dernières Mme Rose Kelly, députée fédérale représentant le Premier Ministre R.J.L. Hawke et le Ministre de l'Immigration et des affaires ethniques, Chris Hurford; M. Phillip Ruddock, député fédéral, Ministre de l'Immigration et des affaires ethniques au Shadow Cabinet, représentant le leader de l'opposition; le Sénateur Don Chipp, leader des Démocrates Australiens; M. Mc Mullen, secrétaire du Labor Party; Dr Andrew Theophanow, député fédéral et Dr Heinrich Stefanik, secrétaire général du Conseil de la Fédération des Communautés Ethniques d'Australie. La presse et les radios ont accordé une bonne place à ces manifestations en publiant, notamment des interviews des journalistes kurdes Mahmut Baksi et Chahin Bekir, animateurs de cette campagne.

**PUBLICATIONS  
NOUVELLES**

- \* Réédition des ouvrages de Yilmaz Güney: cinq des romans et récits de Güney, en turc viennent d'être réédités en Europe. Il s'agit de "Boynu Bükük öldüler" (roman traduit en français sous le titre: Les Champs de Yüréghir); "Soba, pencere cami ve iki ekmek istiyoruz" (Nous voulons un poêle, des carreaux et deux pains; roman sur la vie dans les prisons turques); "Salpa" (roman); "Hücrem" (Ma cellule, récit); "Sanik" (L'accusé) et "Oğluma Hikayeler" (Contes à mon fils). Ces ouvrages sont en vente à l'Institut.
- \* Images du Kurdistan de Turquie, en hommage à Yilmaz Güney; par Şuayip Adlig, album de photos en noir et blanc, Lery-France.
- \* Kurdische Volksdichtung, Spiegel, Spiegel der Kurdischen Seele; Thomas Bois, O.P, 128p. Traduction en allemand d'une étude du père Bois "L'âme des Kurdes à la lumière de leur folklore", éditée par Kurdisches Institut, Bonn.
- \* The Importance of Cultural Elements in the Struggle of the Kurdish People; papers of the Research Institute of the Oppressed Peoples' Congress on Fall 1983 at Amsterdam, 89p.
- \* Kurdî, Ziman û Rêzman/ Kurdish, Language and Grammar; Dr S. Khoshnaw, South Manchester Resources Centre, Angleterre, 125p. Eléments de kurde, écrits en caractère latin, explications et commentaires en anglais.
- \* Cûlanewey rizgarîxwazaney kurd le xebatê da bo serbexoy netaweyetî û siyasî (Le mouvement de libération kurde dans sa lutte pour l'indépendance nationale et politique); en kurde caractères arabes, Suède, 82p. Une étude du professeur Radovan Pavic, traduite en kurde par Mahmoud Mola Ezat.
- \* Village agricole communautaire au Kurdistan; mémoire pour le diplôme de l'Ecole Spéciale d'Architecture de Paris, Hasoo Jafar, 107p.

\* *Kurdistan, weten we cha'b bidûn dewle* (Le Kurdistan, pays et peuple sans Etat); Jawad Mella, Londres, 99p. En arabe.

\* *Helbijartin û birêvebirin li Swêdê* (Elections et administration en Suède); une brochure d'information destinée aux immigrants kurdes, éditée par Statens Invandrarverk, en kurmancî, caractères latins et en kurde méridional, caractères arabes, 40p.

**A SIGNALER**

\* Exposition des pastels du peintre Remzî, membre fondateur de l'Institut, à la Galerie Istria-Damez; 5, rue des Saussaies, 75008 Paris, du 17 octobre au 30 novembre 1985.

\* Invité par l'Institut d'Orientalisme de l'Académie des Sciences de l'URSS, Dr Ismet Chériff Vanly, historien, membre fondateur de l'Institut Kurde, donnera, du 9 au 23 novembre 1985 une série de conférences sur les Kurdes à Moscou, Léninegrad, Erévan et Tbilissi.

\* Droits de l'Homme et relations Nord-Sud, travaux du Congrès de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme organisé à l'UNESCO les 17 et 18 novembre 1984, dédié à Mehdi Zana, ancien maire kurde de Diyarbekir, actuellement incarcéré. Ed. l'Harmattan, Paris, préface de Mme Danielle Mitterrand.

**DANS LA PRESSE  
KURDE**

\* *BEYAN*, revue littéraire paraissant à Bagdad, en caractères arabes, vient de publier un numéro spécial (101-102). Dans cette livraison on trouve notamment, une étude du Dr E.M. Ressoul sur les épopées, un article du Dr Kurdistan Mukriyani sur le poète classique Nalî, la présentation d'un "grand poète du Kurdistan de Turquie, Ahmed Arîf" par M. Zamdar ainsi que des traductions de Cervantès, Shakespeare et Maïakovsky.

\* *SIRWE*, revue littéraire publiée en caractères arabes par les éditions Selahedînî Eyûbî (Saladin) à Ourmiah (Kurdistan d'Iran). Dans ce premier numéro qui vient de paraître: un article sur le poète Salim, une étude sur la géographie du Kurdistan d'Iran, des textes sur le folklore, la langue et le vocabulaire kurdes, des poèmes et un article sur le "souverain musulman kurde Saladin".

\* *Mamostayê Kurd* (Le maître kurde), périodique de la section kurde de l'Ecole Normale Supérieure de Stockholm, *Kurdîska*, Box 34103, 10026 Stockholm. Le premier numéro de cette revue est paru en mai 1985. Sur ses 58 pages, 35 sont rédigées en kurmancî, caractères latins, le reste en caractères arabes. Au sommaire de ce numéro: une étude sur les dialectes kurdes, des articles sur les poètes classiques Djazîrî et moderne Goran, une étude sur l'histoire du théâtre kurde, des notes de lecture, des poèmes et l'éditorial du rédacteur en chef Ferhad Shakely sur le patriotisme kurde, la science et la liberté.

\* *Rojnama biyaniyan* (Le journal des étrangers), numéro spécial de 16 pages dont la moitié est en kurmancî, caractères latins, l'autre moitié en soranî, caractères arabes. Cette publication éditée en août, par les autorités suédoises a pour but d'informer les immigrants kurdes sur les programmes et les activités des 6 partis politiques en Suède, en prévision des élections de septembre 1985.

\* *Svensk-Kurdisk Journal*, Box 615, 19126 Sollentuna, Suède. Le numéro 2 de ce périodique en langue suédoise est paru en juin dernier. Il comporte 27 pages et se propose de faire connaître les Kurdes au public suédois. Dans ce numéro sont publiés des articles sur la femme kurde, sur la question kurde, sur les poètes Mewlewî et Goran, une fable, une nouvelle de Hassan Qizilji, des poèmes, etc. On y évoque également la mémoire de Salih Youssifi, intellectuel progressiste et dirigeant politique kurde assassiné le 25 juin 1981 à Bagdad.

-----  
**LA REVUE DE PRESSE, EN BREF**

*YILMAZ GÜNEY*, hommage à l'occasion du premier anniversaire de sa mort (AFP, 3.9.85, *l'Humanité*, *Quotidien de Paris*, 4.9.85, *Libération* 6 et 9 sept. 1985).

*INSTITUT KURDE REND HOMMAGE A YILMAZ GÜNEY* par une série de manifestations dans plusieurs villes (*Le Matin* 6.9.85, *Cinéma* 18.9.85, bulletin mensuel du Comité de Défense des Droits Démocratiques en Turquie sept/oct. 85).

*UN FESTIVAL CULTUREL KURDE à Cologne à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Yilmaz Güney* (le journal allemand *General an Zeiger* 21.6.85).

*LA CULTURE KURDE à Bonn et à Cologne, un grand peuple dispersé entre l'Iran, l'Irak, la Syrie et la Turquie* (le journal allemand *De Schnüss*, août 85).

*LA MEMOIRE D'UN SYMBOLE*, hommage à Y. Güney (le journal allemand *Tages Zeitung*, 20.9.85).

*HOMMAGE A YILMAZ GÜNEY*, au Palais des Sports à Cologne (le journal allemand *Bonner Rundschau* 23.9.85).

*HOMMAGE A UNE FIGURE SYMBOLIQUE*, un grand festival se prépare à Cologne pour Y. Güney (le journal allemand *Kölner Stadt en Zeiger*, 23.9.85).

*UNE MINORITE IGNOREE* (revue allemande *Stadt Revue*, sept. 85).

*HOMMAGE A YILMAZ GÜNEY*, cinéaste et militant révolutionnaire kurde, à Paris, Berlin et Cologne. Une cohésion, autour du prestige et de l'autorité de Yilmaz Güney, que n'a jamais connue le peuple kurde durant ses 70 ans d'exil (*Espaips, Paraips*, 16.9.85).

*YILMAZ GÜNEY EST PARTI*. Un an après sa mort, sa vie et son oeuvre (journal arabe *Al-Ittihad Al-Ishtiraky*, 28.9.85).

*INCIDENT PENDANT LA SOIREE A LA MEMOIRE DE YILMAZ GÜNEY*. Des slogans en kurde, un appel à la révolte dans l'Est de l'Anatolie, les journalistes empêchés de prendre des photos... (quotidien turc *Milliyet*, 24.9.85).

*SOIREE AUX SLOGANS A COLOGNE*. Au cours de la soirée à la mémoire de Yilmaz Güney, déchu de sa nationalité, des discours en kurde ont été prononcés, les journalistes ont été empêchés de prendre des photos. (quotidien turc *Hürriyet* 24.9.85)

REGARDEZ L'INSOLENCIE, la radio NDR (RFA) a calomnié Atatürk et les grands leaders turcs. (Quotidien turc Hürriyet, 25.9.1985).

LA DEUXIEME INSOLENCIE DE L'ARD, des hommes-la-loi ont été montrés à l'écran. (Quotidien turc Tercüman, 26.9.1985).

NOTRE CONSULAT (Turc) A PROTESTE auprès de l'ARD, il est demandé au Gouvernement Fédéral d'intervenir auprès de la télévision d'un pays ami et allié devenue un instrument des activités visant l'intégrité territoriale de la Turquie. (Quotidien turc Tercüman 28.9.85).

UNE PORTRAIT UNIQUE de la vie quotidienne au Kurdistan. (The Jerusalem Post 29.12.1984).

RADIO 2 EA, une émission en langue kurde à Sydney. (Press Release).

UN CONCERT KURDE se transforme en un événement politique. (Workers World, 7.4.1985).

INSTITUT KURDE DE PARIS, une présentation de l'Institut. (The Armenian Mirror-Spectator, 3.3.1985).

LA FRANCE DE TOUTES LES LANGUES, Le Conseil des ministres adopte le projet de création d'un Conseil National des Langues et Cultures en France. (Le Matin de Paris, 7.8.1985).

UNE CULTURE IGNOREE, les Kurdes en RFA. (La revue allemande IKA N°26)

INSTITUT KURDE, l'une des composantes de la mosaïque des cultures en RFA vous invite à un festival à Cologne. (Afghanistan Tribune, juillet 85).

LE CENTRE CULTUREL KURDE à Bonn est l'un des quatre grands centres d'immigrés en RFA. (le journal allemand Rhein-Sieg-Zeitung, 13.9.1985).

LE MAIRE DE SPANDAU visite le centre social pour les femmes immigrées kurdes. (journal allemand Volklat).

L'HISTORIOGRAPHIE TURQUE à propos des Kurdes et de la question kurde. (le journal kurde soviétique Riya Teze, 10.7.1985).

L'OFFRE D'AMNISTIE DE SADDAM n'impressionne pas l'opposition irakienne. (la revue Arabia, avril 1985).

UNE ACTION DE LA GUERILLA KURDE, prise d'otage en Irak. (Tokyo Shimbun 25.6.1985).

DEUX JAPONAIS ENCORE EN DETENTION, les guerilleros kurdes ont libéré 22 otages étrangers. (Mainichi Shimbun 4.7.1985).

LES JAPONAIS EN POURPARLERS avec les Irakiens pour la libération des otages. (The Japan Times, 5.7.1985).

LES REBELLES KURDES LIBERENT les 22 otages. (Mainichi Daily, 5.7.85).

DINER AVEC L'AMBASSADEUR, visite en Turquie. (le quotidien australien The National Times, 4.7.1985).

TURQUIE, Mehdi ZANA, maire de Diyarbakir, condamné à 24 ans d'emprisonnement. (The Times, 9.7.1985).

"OPERATION SOLEIL" contre les villages kurdes. Les séparatistes kurdes très actifs à l'Est de la Turquie. (le quotidien berlinois Die Tages Zeitung, 19.7.1985).

LES KURDES D'IRAK durcissent leurs revendications. (Le Monde Diplomatique, juillet 1985).

LES KURDES A L'EST DE L'ANATOLIE à la recherche d'une identité. (le quotidien du Golfe, Al Khalij, 27.7.1985).

AFFRONTLEMENTS entre les Kurdes et le gouvernement turc dans la région de Siirt. (le quotidien arabe, Al Qabas, 17.7.1985).

TURQUIE: Moscou prépare la révolte kurde. Une critique: La Syrie nourrit les séparatistes kurdes, "Opération Soleil" sans succès. (le quotidien allemand, Die Welt, 13.6.1985).

DES PRENOMS KURDES INTERDITS, la RFA apporte son soutien à la politique de la Turquie, son allié de l'OTAN. (le journal allemand, Die Grünen, 27.7.1985).

LES KURDES SUR PLUSIEURS FRONTS, cette fois-ci c'est la Turquie qui ouvre un nouveau front. (le quotidien norvégien, Bergens Tidende, 12.7.1985).

BIENVENUE du Secrétaire d'Etat, Torbjörn Froysnes, à Alexander Bertelsen (Dogan Kilic), Kurde naturalisé norvégien, arrêté en Turquie. (le quotidien norvégien, Beiderbladet Torsdag, 25.7.1985).

LE GENOCIDE menace le peuple kurde. (le journal norvégien, VG-Oslo, 27.7.1985).

SIX SOLDATS TURCS TUES par des séparatistes kurdes. (AFP, 2.8.1985).

LE MONT ARARAT "FERME" POUR CAUSE DE KURDES, un groupe de 7 alpinistes japonais et ouest-allemands ont été victimes des autonomistes kurdes sur le mont Ararat. ( France-Soir, Libération, Nice Matin, 1.8.1985).

PROTESTATION TURQUE après des manifestations de kurdes lors d'un festival mondial de folklore. (AFP, 8.1985).

INFLITRATION D'AGENTS ETRANGERS parmi les groupes ethniques, en Australie, en particulier les Kurdes. (Sydney Morning Herald, 8.8.85).

L'AUTRE GUERRE DU GOLF, les Kurdes continuent de se battre avec l'aide de l'Iran contre les Irakiens. (International Herald Tribune, 8.8.85).

OLOF PALME menacé de mort par des Kurdes. (quotidien suédois, Aftenspoften, 7.8.1985).

LA GUERRE DES KURDES de Turquie, pour l'indépendance, continue. (Gulf Daily News, 12.8.1985).

TURQUIE: Le Sud-Est, une région sous surveillance, le tiers de l'armée d'Ankara est stationné dans cette région stratégique et négligée où la guérilla kurde est plus active que jamais. (Figaro, 12.8.1985).

KURDES EN EXIL, La Suède met en cause les Syriens. (le journal de Genève, 14.8.1985).

LA TURQUIE CONTRE LES KURDES, depuis un an, le gouvernement lutte contre leur réveil nationaliste. (Rhone Alpes, 15.8.1985).

UN AN DE GUERRE AUX KURDES, selon un bilan officiel turc, depuis un an 99 rebelles, 56 militaires et 63 civil ont été tués. (l'Humanité, 15.8.85, Libération, 21.8.85, La Croix, 17.8.1985).

AMNESTY INTERNATIONAL invite les autorités turques à lutter beaucoup plus énergiquement contre la torture. (Le Monde, 26.8.1985).

106 PEINES DE MORT requises contre des séparatistes kurdes dans le procès, à Diyarbakir. ( Le Figaro, Libération, 28.8.1985).

UN MEDECIN FRANÇAIS de "Médecins du Monde" a passé un mois chez les Kurdes iraniens pour soigner les blessés. (Var Matin, 28.8.1985).

LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME communique les récentes condamnations à mort en Turquie. Un tribunal militaire vient de prononcer 22 condamnations à mort. (Après Demain, juillet 1985).

DEUX SEPARATISTES KURDES tués près du Mont Ararat et deux autres blessés par les forces armées turques selon une source officielle. (AFP, 20.8.1985).

NEUVIEME ANNIVERSAIRE de la résistance kurde. Le bilan d'une année de lutte armée du Front National de Libération du Kurdistan. (La Croix, 21.8.1985).

LA RESISTANCE KURDE CONTINUE sa lutte légitime contre le colonialisme turc pour la libération du territoire kurde. La résistance compte 10 000 partisans dont 40% sont armés. (Aden Domestic Service in Arabic, 29.8.1985).

LA LUTTE DU PEUPLE KURDE en Irak, Iran et Turquie. (Information 30.8.85).

L'ARMEE TURQUE à la recherche des maquisards kurdes tout au long de ses frontières avec l'Iran, l'Irak et la Syrie. (le journal allemand, Der Tagesspiegel, 31.8.1985).

LA SOUS-COMMISSION DES NATIONS-UNIS sur l'Arrêt de la Discrimination et de la Protection des Minorités a entendu une déclaration de la Ligue Internationale des Droits de l'Homme à propos de violations systématiques des droits de l'homme et libertés fondamentales du peuple kurde en Irak, Iran, Syrie et Turquie. Le représentant turc a attiré l'attention sur les problèmes de la population turque en Bulgarie. (Service de l'Information des Nations-Unis, 23.8.1985).

LES KURDES: Un peuple dont le droit est renié sur l'arène internationale. (le rapport du Groupement des Droits des Minorités).

DOUZE ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES s'adressent à la Sous-Commission des Droits de l'Homme sur la question de la violation des droits de l'homme dans tous les pays. (Service de l'Information des Nations-Unis, 26.8.1985).

INTERVENTION ORALE de la Ligue Internationale pour les Droits et la Libération des Peuples à la 38ème session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités pour ce qui concerne les droits du peuple kurde. (Août 1985).

INTERVENTION du "CENTRE EUROPE TIERS-MONDE" à la 38ème session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités pour dénoncer la violation des droits de l'homme appliqué à l'encontre du peuple kurde. (Août 1985).

LE KURDISTAN OU LA MORT, face à la jihad islamique, la guerre sainte totale, les Kurdes opposent de vieilles armes disparates, un instinct formidable, leur courage et le romantisme de toutes les gérillas. (La Gazette des Armes, août 1985).

DIYARBAKIR, visite d'une prison en Turquie. (revue allemande, IKA n°26).

UN REPORTAGE de C. Kutschera sur la lutte des Kurdes en Irak. (The Middle East, septembre 1985).



STOCKHOLM: Huit Kurdes en grève de la faim. Ils refusent d'être considérés comme terroristes. (Libération, 26.9.1985).

L'AMBASSADE DE SUEDE à Paris occupée par une trentaine de Kurdes en signe de protestation contre les expulsions des réfugiés du Proche-Orient. (AFP, 25.9.1985).

CINQ SOLDATS TURCS TUES par des séparatistes kurdes au cours d'une embuscade dans le Sud-Est de la Turquie. (AFP, 29.9.1985).

LA GUERRE TRANQUILLE DES PETITS FILS DU SULTAN SALADIN, la lutte centenaire des Kurdes pour une grande autonomie. (Der Tagesspiegel, 15.9.85).

IL NE PEUT Y AVOIR DE PUBLICATIONS EN KURDE EN RFA, une lettre du syndicat allemand DGB adressée au Ministre du Travail M. BLUM proteste contre les démarches de certains députés pour faire publier en kurde une brochure d'information "Lieu de travail, l'Allemagne". L'auteur de cette lettre affirme que "d'après certains savants, la langue kurde n'est autre que l'assemblage d'expressions prises un peu dans toutes les langues". (le quotidien turc Tercüman, 25.9.1985).

SCANDAL A MUNICH, à l'ouverture du Festival Mondial de Folklore, une équipe folklorique portant le drapeau kurde a été présentée au nom de la Turquie. Le ministère des Affaires Etrangères a protesté auprès du gouvernement allemand. (le quotidien turc Milliyet, 8 et 10.8.1985).

L'EXCUSE TARDIVE DE LA RFA, suite aux protestations de l'Ambassade turque à Bonn, le groupe séparatiste a été exclu du festival de Munich. (le quotidien turc Milliyet, 12.8.1985).

QUELLE AMITIE !, la participation des Hors-la-loi au Festival Mondial de Folklore à Munich a suscité une protestation de notre Ministère des Affaires Etrangères. Cette participation est considérée comme une atteinte à l'intégrité territoriale de la Turquie. (le quotidien turc Hürriyet, 10.8.1985).

LE MENSONGE ALLEMAND, au festival folklorique de Munich, le groupe séparatiste dont on nous avait annoncé l'exclusion s'est de nouveau produit lors des festivités de clôture du festival. (le quotidien turc Hürriyet, 12.8.1985).

LA PARTICIPATION DES KURDES au Festival Mondial de Folklore n'est pas possible. Le comité organisateur ne veut pas de politique. (le journal allemand Nürnberger Nachrichten, 11.8.1985).

PARTICIPATION KURDE INTERDITE au festival de folklore qui vient de commencer. (Sud Deutsche Zeitung, ABERD Zeitung, 10-11.8.1985).

LA DANSE DE 4000 COSTUMES de 35 nations, les Kurdes exclus. (l'hebdomadaire berlinois Die Zwei, 17-23 août 1985).

PUBLICATIONS EN VENTE

L'Institut Kurde diffuse des livres, disques, cassettes et cartes postales. Vous en trouverez la liste ci-dessous. Pour vous les procurer, envoyez le bon de commande ci-joint, avec votre règlement, par chèque, CCP ou mandat. Aucun envoi ne sera fait contre remboursement.

LIVRES	LES KURDES , de Basile Nikitine	128 F	
	LES KURDES ET LE KURDISTAN , ouvrage collectif, Maspéro	35 F	
	KURDISTAN UND DIE KURDEN , ouvrage collectif, en allemand	40 F	
	LE KURDISTAN IRAKIEN, ENTITE NATIONALE , de I.S.Vanly	90 F	
	MA VIE DE KURDE , de N. Zaza	70 F	
	LES CHAMPS DE YUREGHIR , de Y. Güney	85 F	
	LETTRE A L'UNESCO , de I. Beşikçi	20 F	
	SAVUNMA , de I. Beşikçi , en turc	60 F	
	ŞIVAN'IN SEVDASI , de M. Baksî , en turc	30 F	
	DIYARBAKIR'DA İŞKENCE , de Ş. Kaya , en turc	30 F	
	LE KURDISTAN D'IRAN , d'Aide Médicale Internationale	85 F	
	LES KURDES AUJOURD'HUI , de C. More	110 F	
	MOUVEMENT NATIONAL KURDE, de C. Kutschera	150 F	
	ANTHOLOGIE DE LA POESIE POPULAIRE KURDE, de G. Chaliand	35 F	
	MEMOIRE DU KURDISTAN, de J. Blau	60 F	
	CHILDREN OF THE JINN, de Margaret Kahn	100 F	
	SANCI, d'Orhan Kotan (en turc)	20 F	
	GRAMMAIRE KURDE, de Bedir Khan et R. Lescot	125 F	
	MANUEL DE KURDE SORANI, de J. Blau	80 F	
	CASSETTES VIDEO	WELATÊ ME KURDISTAN (Video Kurdistan)	300 F
DENGÊ KURDISTANÊ (Kurdistan Collective)		300 F	
DISQUES	ŞIVAN PERWER, The Kurdish Troubadour	70 F	
	KOMA ZOZAN, Chants et Musique du Kurdistan	55 F	
	TEMO, Barde du Kurdistan	70 F	
	ŞERIN & R.F.A.S. band	70 F	
	LE MUR, la musique du film	55 F	
	YOL, la musique du film	55 F	
CASSETTES	ŞIVAN PERWER N°1 à 7	35 F	
	ŞIVAN PERWER N°8 et 9	40 F	
	GULISTAN N°2 et 3	35 F	
	MELIKE DEMIRAG N°1 à 4	35 F	
	BARAN N°2	35 F	
	FEQIYE TEYRA N°2 à 4	35 F	
	MEHMET KOÇ N°12	35 F	
	JI BO ZAROKEN KURDISTAN N°1	35 F	
	ARIF & HESEN CIZREWI	éditée par l'Institut	35 F
	LA VOIX DES FEMMES KURDES	"	35 F
	ARAME TIGRAN	"	35 F
	MUSIQUE INSTRUMENTALE KURDE	"	35 F
	MUSIQUE POPULAIRE DU KURDISTAN N°1 à 3	"	35 F
	CIWAN N°3	"	35 F
	Cartes postales couleur (2F), noir et blanc (1F)		
	Affiches de l'Exposition & de l'inauguration		20 F
	Affiches de la fête de Newroz 1984		10 F
	Hêvî N° 1 et 2		40 F
	Studia Kurdica N° 1		40 F
Mizgîn N° 1 et 2		15 F	
Bulletin de l'Institut (numéros précédents)		25 F	

LIVRES ET PERIODIQUES EN LANGUE KURDE

POESIE	Cegerxwîn : RONAK	35 F
	ZEND-AVISTA	35 F
	SEFAK	35 F
	HÊVÎ	35 F
	F. Cewerî : DÊ ŞÊRÎNE	25 F
LIVRES D'ENFANTS	Bozarslan : MEYRO	35 F
	MIR ZORO	35 F
	GURE BILURVAN	35 F
	SERKFTINA MIŞKAN	35 F
	M. Baksi : KEÇA KURD ZOZAN	35 F
	ZAROKÊN IHSAN	35 F
	A. Lindgren, I. Wikland : BELÊ LOTTA KARE BAJO	35 F
	G. Bergstrom : MA TU TIRSONEK Î ALFONS OBERG	35 F
	L. Ferick, J. Carlbrand : MA GAKÛVÎ KÛÇIKAN DIXWIN	35 F
	KINO DIGOT ALIKARÎ BIKIM	35 F
	ALFONSÊ ŞÎT	35 F
	ALFONS Î CINAWIR	25 F
	KINO DIGOT LI WÊ DERÊ BINÊRE	35 F
	A. Lindgren : KEÇA ŞERUT LOTTA	25 F
	S. Behrengî : MASIYÊ REŞ Ê PIÇÛK	15 F
PERIODIQUES	HÊLÎN (n° 1 à 11) (pour enfants)	6 F
	HÊVÎ (n° 1 à 13) "	6 F
	KULÎLK (n° 1 à 13) "	10 F
	ROJA NÛ (revue artistique et culturelle) (n° 1 à 7)	12 F
	BERBANG "	10 F
	TEKOŞER "	10 F
ROMAN	EREB ŞEMO : Dim Dim	30 F
	M. BAKSI : Hêlîn	25 F
	BIRINDAR : Xanê	15 F
	Soro	30 F

**BON DE COMMANDE**

Je désire recevoir les publications suivantes :

..... Nombre ..... x ..... F = ..... FF  
 ..... Nombre ..... x ..... F = ..... FF  
 ..... Nombre ..... x ..... F = ..... FF  
 ..... Nombre ..... x ..... F = ..... FF  
 ..... Nombre ..... x ..... F = ..... FF

Je joins un chèque de ..... F, représentant le montant de ma commande.

NOM :

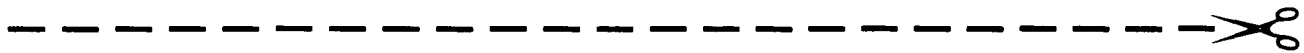
ADRESSE :

**BULLETIN DE SOUSCRIPTION**

Je souhaite contribuer à l'action culturelle de l'Institut Kurde.  
Je vous envoie un chèque de ..... F.

Je souhaite recevoir régulièrement le bulletin de l'Institut.  
Je vous envoie un chèque de **120 F**, représentant l'abonnement annuel.

NOM :  
ADRESSE :



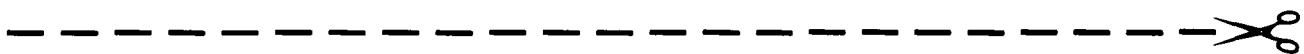
**BON DE COMMANDE STUDIA KURDICA** (revue en arabe, persan et turc anglais et français)

Je souhaite recevoir ..... exemplaire (s) de **STUDIA KURDICA**, en langue ..... au prix de 30 FF (pour la France) ou 5 Dollars (pour l'étranger).

numéro (s) désiré (s) .....

Je vous adresse mon règlement de ..... par  chèque bancaire,  CCP,  mandat-lettre,  mandat international, à l'ordre de l'Institut Kurde de Paris.

Nom :  
Adresse :  
Date :



**BON DE COMMANDE HÊVÎ** (revue culturelle en langue kurde)

Je souhaite recevoir ..... exemplaires de **HÊVÎ**, au prix unitaire de 40 FF (pour la France) ou 6 Dollars (pour l'étranger).

Les numéros désirés .....

Je souhaite soucrire ..... abonnements à **HÊVÎ** (2 numéros par an), à partir du numéro ....., pour le prix unitaire de 80 FF (pour la France) ou 12 Dollars (pour l'étranger).

Je vous adresse mon règlement de ..... par  chèque bancaire,  CCP,  mandat-lettre,  mandat international, à l'ordre de l'Institut Kurde de Paris.

Nom :  
Adresse :  
Date :

TELEGRAMME DE BREST

LE SOIR

Liberation

Fédération  
Internationale  
des Droits  
de l'Homme

il manifesto

La Republique des Pyrenées

DIE BRÜCKE

Milliyet  
Halk Gazetesi

LE MATIN  
DE PARIS

Народна  
КВАТРА

LYON MATIN

Le Monde

Die Grüner

LE FIGARO

SEMAINE PROVENCE

REVUE DE PRESSE  
BERHEVOKA ÇAPÉ  
RIVISTA STAMPA  
THE PRESS REVIEW  
BASIN DERLEMESİ  
DENTRO DE LA PRENSA  
PRESSEREVUE

LA CROIX  
THE TIMES  
LA GAZETTE  
DE LAUSANNE

THE GUARDIAN  
vie culturelle

L'EXPRESS

SYDNEY MORNING  
HERALD

Cumhuriyet

LE MONDE  
diplomatique

Le Parisien

CROIRE

Hürriyet

afrique  
asie

L'Humanité

Télérama

FINANCIAL TIMES

FRFR  
FRA0148 4 A 0137 FRA /AFP-QT06  
Cinéma

L'Institut kurde de Paris célèbre la mémoire du cinéaste Yilmaz Güney

PARIS 3 sept (AFP) - Un an après la mort du cinéaste turc kurde Yilmaz Güney ("Yol", "Le troupeau"), l'Institut kurde, qu'il fonda, organise à Paris une série de manifestations avec la participation de nombreux artistes, écrivains et poètes kurdes et turcs.

A Paris, le 7 septembre de 20 h à minuit, une soirée de commémoration se déroulera à la Mutualité, 24 rue Saint-Victor 5<sup>ème</sup>, avec de nombreux chanteurs, poètes et comédiens et l'intervention de ses proches et amis, notamment Mmes Fatos Güney et Irène Melikoff.

Du 10 au 30 septembre, une exposition d'affiches et de photos à l'Institut Kurde de Paris, 106 rue La Fayette Paris 10<sup>ème</sup>, rassemblera pour la première fois des documents sur la vie et l'œuvre du cinéaste.

ad/jma  
AFP 031107 SEP 85

## L'Humanité

4 9 1985

### In memoriam Güney.

Un an après la mort du cinéaste turc kurde Yilmaz Güney (Yol, le Troupeau), l'Institut kurde, qu'il fonda, organise à Paris une série de manifestations avec la participation de nombreux artistes, écrivains et poètes kurdes et turcs. A Paris, le 7 septembre (de 20 heures à minuit), une soirée de commémoration se déroulera à la Mutualité, 24,

rue Saint-Victor, Paris-5<sup>e</sup>, avec la participation de nombreux chanteurs, poètes et comédiens et l'intervention des proches et amis du cinéaste, notamment Mmes Fatos Güney et Irène Melikoff. Du 10 au 30 septembre, une exposition d'affiches et de photos à l'Institut kurde de Paris, 106, rue La Fayette, Paris-10<sup>e</sup>, rassemblera, pour la première fois, des documents sur la vie et l'œuvre du cinéaste.

## LE QUOTIDIEN DE PARIS

4.9.1985

### Hommage à Yilmaz Güney

En 1984, en pleine gloire (le public français le connaît surtout depuis la célèbre palme d'or à Cannes pour « Yol ») décédait Yilmaz Güney, cinéaste kurde. Il était aussi le fondateur de l'Institut kurde de Paris, qui lui rend hommage du 7 au 30 septembre à la maison de la Mutualité, puis dans les salons de l'Institut. A cette occasion, de nombreux artistes, chanteurs, poètes et comédiens assureront le programme artistique et des expositions d'affiches et de photos retraceront la vie et l'œuvre, sans oublier le combat) de Yilmaz Güney.

Samedi 7 septembre: soirée de commémoration à la Mutualité. Du 10 au 30 septembre: exposition d'affiches et de photos à l'Institut kurde de Paris, 106, rue de La Fayette, 75010 Paris.

## Libération

6.9.1985

### Pour Güney

Un an après la mort de Yilmaz Güney (Yol, le Troupeau), l'Institut kurde, qu'il fonda, organise à Paris une série de manifestations. Demain, de 20h à minuit, une soirée de commémoration se déroulera à la Mutualité, 24 rue Saint-Victor, 5<sup>e</sup>, avec de nombreux chanteurs, poètes et comédiens et l'intervention de ses proches et amis, notamment Mmes Fatos Güney et Irène Melikoff.

Du 10 du 30 septembre, une exposition d'affiches et de photos à l'Institut kurde de Paris, 106 rue La Fayette, Paris 10<sup>e</sup>, rassemblera pour la première fois des documents sur la vie et l'œuvre du cinéaste.

## Libération

7.9.1985

### INITIATIVES

**YILMAZ GÜNEY.** A l'occasion du premier anniversaire de la mort du cinéaste kurde, une soirée de commémoration est organisée avec des artistes écrivains et poètes par l'Institut kurde de Paris. *Sam de 20h à minuit, Mutualité, 24 rue St-Victor, Paris 5. Rens : 824 64 64.*  
**ARLES.** Début des traditionnels « Prémices du riz » avec notamment concerts, expositions, etc. *Jusqu'au 22/9. Rens : office du tourisme, 90/96 29 35*

## L'INSTITUT KURDE REND HOMMAGE A YILMAZ GÜNEY

**L** y a un an mourait le cinéaste Yilmaz Güney, auteur des films *le Troupeau* et *Yol*, film qui obtint la Palme d'or au Festival de Cannes en 1982 (ex aequo avec le film de Costa-Gravas, *Missing*). Homme à facettes multiples, Güney était né dans une famille de métayers kurdes de la région d'Adana (sud-est de la Turquie); il avait commencé à travailler dans les champs de coton de la Tchoukourova, la plaine d'Adana, avant de découvrir les idées révolutionnaires et le militantisme, ce qui lui valut de connaître la prison à vingt ans. Libéré, il émigra à Istanbul, devint rapidement un jeune premier en vue du cinéma turc, le « Belmondo » des mélés anatoliens, le « roi laid » des cinémas populaires, avant de passer de l'autre côté de la caméra.

La suite de sa vie est plus connue en France : la prison après l'assassinat (controversé) d'un juge d'extrême droite dans un restaurant durant la période de violence politique, les films conçus derrière les barreaux et tournés par ses assistants Serif Gören et Zeki Okten dans des conditions de quasi-clandestinité, les visites d'Elia Kazan (un Grec d'Anatolie émigré aux Etats-Unis), l'évasion et la fuite dans une barque de pêcheur vers la Grèce, puis la France, le soutien amical de Jack Lang, l'exil à Paris, un autre film, *le Mur*, sur les prisons turques, tourné dans une abbaye gothique au nord de Paris, la maladie et la mort.

Ce que l'on sait moins ici, c'est que la Palme de Cannes et surtout



Yilmaz Güney en mai 1982 au cours du Festival de Cannes. Il recevait la <sup>Sygnu</sup> Palme d'or pour son film « Yol »

les positions courageuses de Güney contre le régime militaire en Turquie et pour le droit des populations kurdes d'Anatolie à disposer d'elles-mêmes (à commencer par leur langue, toujours proscribed, et à leur culture niée par l'Etat turc) ont coûté cher à Güney : le régime d'Ankara l'a immédiatement déchu de sa nationalité. Plus irréparable encore, ses écrits et surtout ses films ont été interdits, les copies ont été détruites : un autodafé digne des meilleurs jours de l'Inquisition ou du régime hitlérien...

Güney avait activement participé à la fonction de l'Institut kurde de Paris en octobre 1981, qui est aujourd'hui encore la seule institution culturelle des Kurdes dans le monde. Ce seul fait permet de mesurer la solitude de ce peuple de 15 millions d'hommes, toujours privé de la parole par les Etats qui se partagent son territoire.

L'Institut kurde travaille à rassembler la mémoire éparse des Kur-

des, à sensibiliser l'opinion occidentale au sort de ce peuple oublié, sans oublier l'aide aux immigrés et réfugiés (environ 40 000 Kurdes, surtout originaires de Turquie, vivent aujourd'hui en France).

Une soirée à la mémoire de Güney se déroulera à la Mutualité, le samedi 7 septembre de 20 h à minuit, à l'initiative de l'Institut kurde. Ce sera une soirée de fête et de résistance avec de nombreux chanteurs, poètes et comédiens venus du pays kurde ou d'autres horizons.

**Diego Solanas**

Du 10 au 30 septembre, une exposition d'affiches et de photos à l'Institut kurde de Paris, 106, rue La Fayette, Paris 10<sup>e</sup>, rassemblera pour la première fois des documents sur la vie et l'œuvre du cinéaste. L'Institut kurde cherche par ailleurs à rassembler les copies des films de Güney qui auraient pu être sauvées, afin d'organiser une rétrospective de son œuvre.

CINEMA 85

18.9.1985

### Yilmaz Güney à l'affiche

Il y a un an mourait Güney, le réalisateur du *Troupeau*, de *Yol* (palme d'or à Cannes en 1982) et *le Mur*. L'Institut kurde de Paris vous propose jusqu'au 30 septembre une exposition d'affiches et de photos qui rassemble, pour la première fois, des documents rares ou inédits sur la vie et l'œuvre de ce cinéaste.

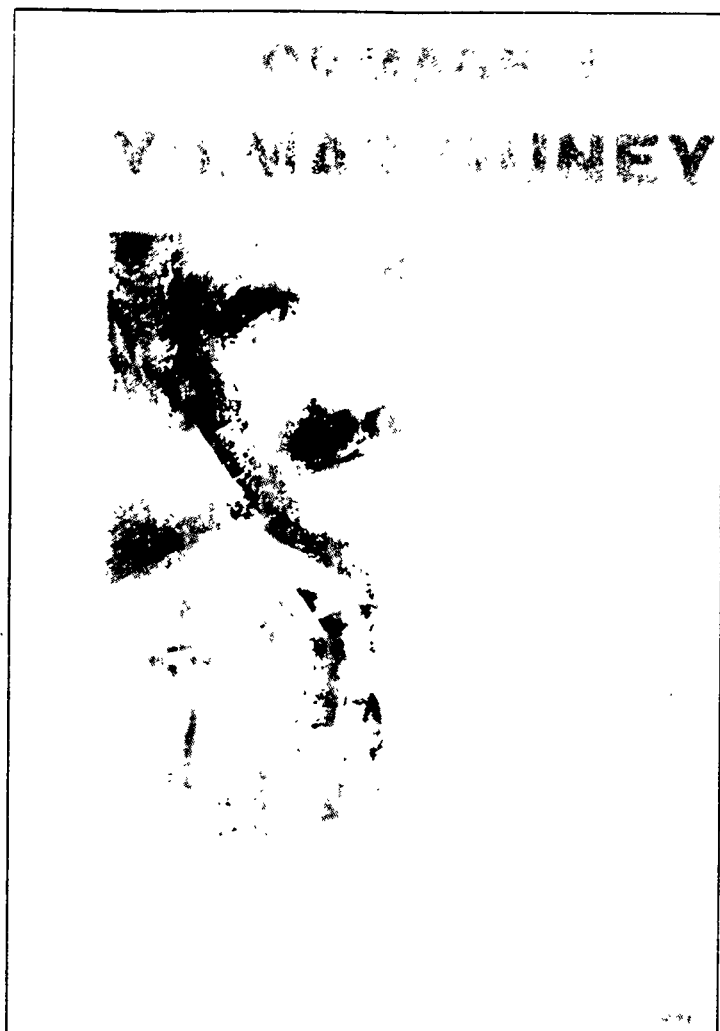
On le connaît par ses derniers films mais il fut auparavant un militant politique emprisonné dont les écrits et les premiers films furent interdits et même détruits.

Il avait en 1981, contribué à l'action de l'Institut kurde pour faire connaître la situation de ce peuple de 15 millions d'hommes, condamnés au silence par les Etats qui occupent leur territoire.

Découvrez mieux cet homme disparu trop jeune en visitant l'exposition à l'Institut kurde de Paris, 106, rue Lafayette, Paris 10<sup>ème</sup> (tél. 824.64.64).

L'Institut recherche par ailleurs des copies des films de Güney qui auraient pu être sauvées. En effet, il espère organiser une rétrospective de son œuvre.

## CULTURE



*Affiche préparée  
par l'Institut Kurde  
de Paris à  
l'occasion de  
l'hommage rendu  
à Yılmaz Güney.*

## HOMMAGE A YILMAZ GÜNEY

Ce mois de septembre marque la 1ère commémoration de la mort de Yılmaz Güney, le plus connu des metteurs en scène de Turquie, décédé à l'âge de 47 ans. Voici un extrait d'une interview qu'il accorda en 1982 où résume son point de vue sur l'art: "... Mon point de départ est la lutte de classe, la lutte de la classe ouvrière pour conquérir le pouvoir politique, cette lutte a plusieurs voies: nous avons une lutte politique et une lutte économique; nous avons aussi celle qui est culturelle et idéologique. D'une part, l'activité artistique et en particulier le cinéma semble faire partie de la troisième voie, il fait partie de celle qui est culturelle, idéologique mais en même temps du combat politique parce que à travers le cinéma, il est possible de travailler sur les émotions, les motivations et la conscience des personnes. Il est possible d'orienter ces émotions vers la révolution, mais en soi, le mouvement

artistique, la création artistique ne peuvent prétendre avoir toutes les fonctions du combat politique. Il doit être complété par un certain travail politique, il faut un travail politique supplémentaire pour compléter son influence. Il n'est pas juste de rechercher dans l'art toutes les tâches, les fonctions du combat politique: on ne doit pas essayer de mettre dans l'art toutes ces tâches et ces fonctions. L'activité artistique rend plus aisé le mouvement politique mais on ne doit pas essayer d'imposer la totalité du rôle du combat politique à la création artistique.

D'autre part, nous devons simplement prendre en considération les conditions existantes et à partir de là évaluer correctement à quelle audience nous devons essayer de faire parvenir notre message, et nous devons essayer d'avoir l'audience la plus large possible. On peut créer une

oeuvre pour une audience étroite mais celle-ci est plus ou moins composée de personnes qui ont déjà une certaine conscience, et qui possède déjà une certaine connaissance. Moi, je choisis toujours de m'adresser à une très large audience. C'est mon but, je me le suis fixé dès le début. Dans cette perspective, certaines personnes, certains camarades apportent un point de vue critique mais très étroit à mon oeuvre. Ils ne comprennent pas que j'essaie d'atteindre de très larges masses; et ils ne comprennent pas que l'art a son domaine particulier et que l'on ne peut attendre de l'art de remplir toutes les tâches et les fonctions des mouvements politiques. Mais j'accorde peu d'importance à ces critiques. Et dans ce sens le succès de *Yol* hier et aujourd'hui — *Yol* est vu par un très grand nombre — n'est pas une coïncidence. Je l'ai délibérément fait ainsi..."



# GENERAL AN ZEIGER

Freitag, 21. Juni 1985

## *Ein Festival kurdischer Kultur*

TRAUERFEIER FÜR YILMAZ GÜNEY IN KÖLN

Die deutsche Sektion des Kurdischen Instituts, die seit geraumer Zeit in Bonn (Colmantstr. 5) ein Domizil gefunden hat und unter der Ägide ihres rührigen Leiters Dr. Yekta schon zahlreiche kulturelle Veranstaltungen durchführen konnte, organisiert gemeinsam mit dem Kulturforum der SPD eine Trauerfeier für den im Pariser Exil gestorbenen kurdischen Regisseur Yilmaz Güney. Rund zehn Stunden wird die Mammutveranstaltung zu Ehren des international bekannten Filmemachers dauern, die am 21. September von 19 Uhr bis Mitternacht in der Kölner Sporthalle stattfindet.

Das Programm beginnt mit einem vom kurdischen Institut zusammengestellten Dokumentarfilm über Leben und Werk Güneys. Darauf folgt eine Podiumsdiskussion, an der u. a. Ingeborg Drewitz teilnehmen werden. Ferner wird die Witwe von Yilmaz Güney anwesend sein. Eingeladen war außerdem Günter Grass, der allerdings bedauerlicherweise aus Termingründen absagen mußte.

Musikalische Beiträge stehen im Mittelpunkt des Programms – ein wenig ungewöhnlich bei einer Trauerfeier für einen Filmregisseur, aber durchaus plausibel, wenn man die zum großen Teil von der Musik inspirierten Filme Güneys kennt. So werden die Musiker und Sänger seiner Filmmusiken

in der Sporthalle auftreten, wobei die musikalischen Einlagen von tonlosen Ausschnitten aus Güney-Filmen begleitet werden. Zu den Stars des Abends gehören eine türkisch-kurdische Folkloregruppe der Universität Köln sowie Melike Demirag. Shivan, der wohl bekannteste und bedeutendste kurdische Sänger, wird zwei eigens zu Ehren Güneys geschriebene Lieder singen, die ebenfalls von filmischen Impressionen aus dem Schaffen des großen, leider viel zu früh verstorbenen Regisseurs begleitet werden.

Trauerfeiern zu Ehren Güneys finden – ebenfalls auf Initiative des kurdischen Instituts – am 7. September in Paris und am 14. September in Brüssel statt. JÜ

# Kurdische Kultur Bonn - Köln

**Kurdistan: eine Landschaft, die vielen Deutschen zumindest durch einen Abenteuerroman Karl Mays ein Begriff geworden ist. Heute ist Kurdistan eine Nation ohne eigenen Staat, aufgeteilt zwischen Türkei, Iran, Irak und Syrien.**

Die Kurden leben in allen diesen vier Ländern als große Minderheit, ohne aber als ethnische Gruppe offiziell anerkannt zu sein. In der Türkei z.B. bilden die Kurden die zahlenmäßig größte Minderheit mit eigener (indogermanischer) Sprache und eigener Kultur. Ihre Versuche, die eigene Kultur zu pflegen und sich ihre kulturelle Identität zu bewahren, führen seit Jahrhunderten zu schwerster Verfolgung durch die jeweilige Zentralregierung. Nach offizieller Sprachregelung gibt es keine Kurden, sondern nur "Bergtürken", der Gebrauch der kurdischen Sprache ist verboten.

Viele Kurden sind Arbeitse migranten geworden, weil die allgähliche Unterdrückung, aber auch die wirtschaftliche Vernachlässigung der kurdischen Heimatgebiete durch die jeweiligen Zentralstaaten ein menschenwürdiges Leben unmöglich machen. Allein unter den etwa 1,4 Millionen türkischen Staatsbürgern in der Bundesrepublik sind 400 000 Kurden. Probleme bei der Anerkennung als Sysuchende haben viele schon erlebt.

Einen ganz besonderen politischen Akt leistete sich die Bundesregierung im Fall des auch bei uns bekannten kurdischen Filmregisseurs Yilmaz Güney. Als er zur Präsentation seines preisgekrönten Films "Yol" in die Bundesrepublik einreisen wollte, wurde ihm dies verweigert. Der prominente Kurde, den die türkische Militärregierung ausgebürgert hatte, durfte laut Aussage von Carl-Dieter Spranger, Staatssekretär im Bundesinnenministerium, nicht einreisen, "weil seine Anwesenheit im Bundesgebiet Belange der BRD beeinträchtigen würde". So einfach wird das hierzulande gehandhabt.

Kurdische Institutionen in der Bundesrepublik, zum Beispiel Beratungsstellen, Theater, Kultur- und Jugendtreffs, Siedlungsprojekte und nicht zuletzt das Kurdische Institut in Bonn brauchen personelle, räumliche und finanzielle Unterstützung.

Bei der Gestaltung der kurdischen Identität und der Begegnung mit Menschen anderer Völker kommt der Arbeit des Kurdischen Instituts (KI) große Bedeutung zu. Seinem Selbstverständnis nach ist es "eine Einrichtung, die die in Europa lebenden Künstler, Forscher und Schriftsteller verschiedener Herkunft und unterschiedlicher Strömungen vereint. Seine Aufgabe ist es, den Kurden das Wissen um ihr kulturelles Leben zu erhalten und die Öffentlichkeit sowohl über die nationale und kulturelle als auch über die soziale Frage der Kurden zu informieren". Zu den Publikationen des Kurdischen Instituts gehört die Literaturzeitschrift "Hevi" (Hoffnung), das sozial- und kulturwissenschaftliche Periodikum "Studia Kurdica", "MIZGIN" — eine kurdisch-deutsche Zeitschrift mit praktischen Tips fürs Leben und wirklich guten, unterhaltsamen Beiträgen, einige Gesundheitsratgeber, Bücher ...

Eine erste Serie von Kassetten mit kurdischer Musik — Instrumentalmusik und Volkslieder — sowie die ersten Videokassetten, die jemals in kurdischer Sprache bespielt wurden, können beim KI gekauft werden.

Ein weiterer Schwerpunkt ist die betonte und bewußte Hinwendung zur Sozialarbeit, deren Notwendigkeit im Gastarbeiterland Bundesrepublik verständlich ist. Mit dem Deutschen Roten Kreuz, der Rheinisch-Westfälischen Auslandsgesellschaft, der Universität Dortmund und anderen Institutionen besteht ein fruchtbare Zusammenarbeit. Im einzelnen umfaßt die soziale Beratung nahezu alle Lebensbereiche: Gesundheit, Asyl, Stipendien, Wohnungssuche, Sprachkurse, Lehrstellen für Jugendliche, Familienberatung, Krankenbetreuung.



Yilmaz Güney

gestorben im Exil



Im Juli dieses Jahres fand in den Rheinauen ein kurdisches Fest statt. Kurdische Kleidung, Tanz, Musik und kurdische Spezialitäten haben dort einen Augenblick ahnen lassen, welche Kraft und Vitalität dieses Volk in sich trägt und darstellt. Das Kurdische Institut war vor allem an der Vorbereitung des Festes beteiligt.

Eine ständige Ausstellung kurdischer Künstler ist in den Räumen des Instituts von Montag bis Samstag zwischen 10 und 18 Uhr zu besichtigen. Die Bilder werden auch verkauft. Es lohnt sich, einfach mal reinzuschauen. All berät die Besucher gern und vielleicht wird gerade kurdischer Tee gekocht und Du kannst ihn gleich probieren.

### **Festival kurdischer Kultur in Köln**

Ein weiteres kulturelles Ereignis ist ein Festival kurdischer Kultur als Erinnerung an den im vergangenen Jahr verstorbenen Film-Regisseur Yilmaz Güney. In der Kölner Sporthalle wird am 21. 9. vom 14 Uhr nachmittags bis Mitternacht ein orientalisches Fest steigen. Zehn Stunden lang werden Kurden, Deutsche und andere Nationalitäten die kurdische Kultur in ihrer Vielfalt und vitalen Kraft genießen können. Das KI versteht das Festival auch als Plattform für ein multikulturelles Mosaik. Deshalb werden Künstler anderer Länder ihre Fähigkeiten einbringen. Das Programm beginnt mit einem vom KI zusammengestellten Dokumentarfilm über Leben und Werk Güneys. Darauf folgt ein Rundgespräch mit Ingeborg Drewitz, Udo Lindenberg, der Witwe Güneys, Freimut Duve und anderen. Musikalische Beiträge stehen im Mittelpunkt des Programms. Dies mag bei einer Trauerfeier zunächst ungewöhnlich erscheinen. Jeder, der die Filme Güneys kennt, die zum größten Teil von Musik inspiriert sind, wird das aber verstehen. Musiker und Sänger seiner Film-musiken werden auftreten, wobei die musikalischen Einlagen von tonlosen Ausschnitten aus Güney-Filmen begleitet werden. Zu den Stars des Abends gehören eine kurdisch-türkische Folkloregruppe der Universität Köln und Melike Demirag. Shivan, der wohl bekannteste kurdische Sänger, wird zwei eigens zu Ehren Güneys geschriebene Lieder singen, die ebenfalls von filmischen Impressionen aus dem Schaffen des großen Regisseurs begleitet werden. Weitere Festivals finden am 7. 9. in Pais und am 14. 9. in Brüssel statt.

Mehr als elf Jahre hat Yilmaz Güney, der populärste Star und bedeutendste Regisseur des tür-

kischen Kinos, in Gefängnissen verbracht. In der Türkei ist er eine nationale Kultfigur: für große Teile des Volkes, weit übers Kino hinaus, ein Idol des Widerstands und der Freiheit, für die damals herrschenden Militärs ein Staatsfeind ersten Ranges. Nicht nur Güneys Filme sind bis heute verboten, auch die Fotos, Poster und Kalender sind verschwunden, die früher in Tausenden von Cafés Barbierläden, Schutzputzerbuden im Land hingen, oft neben dem Bild des

und Gedichte und hatte auch schon gewisse Erfahrungen mit der Polizei sowie eine zweijährige Haftstrafe hinter sich — wegen der Veröffentlichung eines Gedichts, das man ihm als "kommunistische Propaganda" auslegte. Als Drehbuchschreiber war er ins Filmmilieu gekommen und stand plötzlich als Schauspieler da. Was er von diesem Metier verstand, hatte er während der Schulzeit aufgeschnappt: als Dorf-Kinovorführer und Gehilfe eines Provinz-

Allein im Jahr 1965, auf der Höhe seines Ruhms, hat Yilmaz Güney, von seinen Fans liebevoll der "häßliche König" genannt, in 27 Filmen mitgespielt, für wenigstens vier davon hat er auch das Drehbuch geschrieben. Damals sind eine Menge Leute durch ihn reich geworden. Deshalb investierte er seine Gagen bald in die Befreiung von diesen Leuten: er begann, als Autor, Regisseur, Star und Produzent in einem, seine eigeren Filme zu machen. Die großen Vorbilder waren die Sicas



**Endise - Unruhe, Türkei 1974, während der Dreharbeiten wurde Güney gefilmt.**

Staatsgründers Atatürk. Yol ist der letzte Film, der in der Türkei gedreht werden konnte. Beim Festival in Cannes wurde er mit der "Goldenen Palme" prämiert, in Bonn lief er sechs Wochen lang. Yol (der Weg), diese heftige, gleichermaßen von Zorn auf die herrschenden Zustände wie von Heimatliebe glühende Kinoballade, war der Höhepunkt einer Filmemacher-Karriere, die fast zufällig begann.

In den 60er Jahren, als die üppig florierende türkische Kinoindustrie an die 250 Filme pro Jahr auf den Markt warf, avancierte Yolmaz Güney, der Kurde, der 1937 als Sohn eines Gutsverwalters im südlichen Anatolien geboren wurde, beinahe über Nacht zum Superstar der Nation. Er studierte damals Wirtschaftswissenschaften, schrieb Prosa

Verleiher sah er sich seine Idole Burt Lancaster, Jack Palance, Marlon Brando dutzende Male an, bis er sie schließlich auswendig konnte — ihre gespannte, lakonische Spielweise, die sich kraß von der Theatralik türkischer Altstars unterschied, ahmte er nach, als er selbst vor der Kamera stand. Eine Sensation. Seine Rolle war immer dieselbe: der furchtlose Draufgänger, der sieghafte Rebell, der Rächer der Enterbten, der gerechte Bandit, der den armen Kleinen gegen die bösen Großen hilft: Belmondo oder James Dean oder Bruce Lee, Robin Hood oder Zorro oder Zapata auf Türkisch — eine romantische Traumfigur für all die Gedrückten, Zukurzgekommenen, Entrechteten, die die türkischen Kinos füllten, und für die Jugend erst recht.

"Fahrraddiebe" und "Viva Zapata" von Elia Kazan. Später nahm der "häßliche König", der freche Rebell auch auf der Leinwand immer deutlichere Züge eines Sozialrevolutionärs an. Die Trilogie "Sürü" (Die Herde), "Düşman" (Der Feind) und "Yol" (Der Weg) haben ihn weit über die Türkei hinaus bekannt gemacht. Diese Filme sind von der ungestümen Kraft ihres Autors geprägt. Bilder eines Volkes, das zwischen mittelalterlichem Feudalismus und hektischer Modernisierung zerrissen ist.

**Vorverkauf für das Güney-Festival in Köln bei: Kurdisches Institut, Colmantstr. 5, 5300 Bonn Tel. 63 55 48**

In Erinnerung an Yilmaz Güney

## Eine Kultfigur des Widerstands



Yilmaz Güney, 1982

Foto: Markos Kaklidakis

Im September vergangenen Jahres starb Yilmaz Güney. Im Pariser Exil. Ausgebürgert von der türkischen Regierung, lebte er die letzten Jahre in Frankreich. Unbeirrt, trotz der Auslieferungsanträge, verfolgt von den „Grauen Wölfen“, setzte er seine filmische Arbeit fort. Sein letztes Werk, „Le Mur“, war die Inszenierung türkischer Verhältnisse in einem französischen Kloster. Mauern, Gitter, Stacheldraht. Staatliche Macht und menschliche Brutalität. Sein Leben. Als Kind armer Landarbeiter geboren, schaffte er den Aufstieg zum beliebten Filmschauspieler. Sein Portrait hing in den Cafés, den Barbierstuben neben denen des Staatsgründers Atatürk. Trotz seiner Popularität las die Regierung aus seiner ersten Erzählung „Gleichung mit drei Unbekannten“ kommunistische Propaganda heraus. Er wanderte für 18 Monate ins Gefängnis. Nach der Freilassung trat er als „türkischer Belmondo“, als Rächer der Betrogenen und Haudegen in zahlreichen Filmen auf, schrieb auch eigene Drehbücher. Gleichzeitig verstärkte er seinen Kampf gegen das Unterdrückungsregime.

1974 wird er mit einem Mord an einem Staatsanwalt in Südanatolien in Verbindung gebracht und in einem umstrittenen Prozeß zu 18 Monaten Haft verurteilt. Eingesperrt von den Herrschenden, isoliert von seinen Freunden, schreibt er im Gefängnis die eindringlichen Drehbücher

zu seinen Filmen „Sürü — Die Herde“, „Düsman — Der Feind“ und „Yol — Der Weg“. Während eines Hafturlaubs 1981 taucht er unter und setzt sich nach Frankreich ab.

Yilmaz Güney, in der Türkei eine nationale Kultfigur, Symbol des Widerstandes und der Freiheit, galt den regierenden Militärs als Hauptfeind ihres Staates. Yilmaz Güney war Kurde. Verstand sich als Kurde. Seine Filme sind eine große Reminiszenz an das kurdische Volk. An ein Volk ohne Staat, als ethnische Minderheit verteilt in der Türkei, dem Iran, dem Irak und Syrien lebend. Vertrieben, vernichtet. Jahrhundertlang nur durch seine kulturelle Identität zusammengehalten. Güneys Arbeit war Bestandteil dieser Kultur. Die feudalistischen Strukturen in den Dörfern, die patriarchalisch-religiösen Familienverhältnisse, die karge Landschaft, die Einsamkeit der Menschen, all dies zeichnet Güney in traurig sehnsüchtigen Bildern.

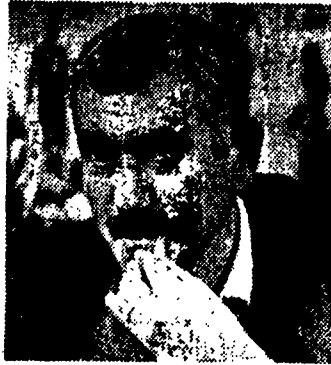
Auch das deutsche Publikum erlag der Faszination und der Leidenschaft, die der Filmemacher der Natur, den Menschen und seiner Heimat entgegenbrachte. Gleichzeitig nahm es aber auch die Botschaft des unterdrückten Volkes, den Ruf nach Freiheit auf.

Nachdem bereits vor zwei Wochen in Paris und am letzten Wochenende in Berlin ein Fest zu Ehren Güneys stattfand, soll nun am Samstag in der Kölner Sporthalle die Hauptveranstaltung über die Bühne gehen.

Initiiert wurden die Güney-Wochen vom Kurdischen Institut in Paris und dessen deutschem Ableger in Bonn. Da sich die Veranstaltungen in Paris und Berlin durch regen Andrang auszeichneten, hoffen die Organisatoren, nun auch die Kölner Sporthalle füllen zu können. Beabsichtigt ist eine Trauerfeier für Yilmaz Güney, eine Erinnerung an den kurdischen Filmregisseur und seine Werke, aber auch ein kurdisches Kulturfestival. Neben seiner Witwe werden Heinz Oskar Vetter und Klaus Thüsing sprechen. Den deutschen Teil des musikkulturellen Festes bestreiten M. Maurenbrecher, Zupfgeigenhansel, Herbert Grönemayer, die Moderation übernimmt Lutz Görner.

Termin: 21.9. ab 19 Uhr in der Kölner Sporthalle. Eintritt 10/12 Mark. Am 22.9. läuft in der ARD um 21 Uhr „Yol — Der Weg“ von Yilmaz Güney. *Ma.K.*

23.9.1985



Regisseur Yilmaz Güney

## Erinnerung an Yilmaz Güney

In der Kölner Sporthalle

VON BARBRO SCHUCHARDT

Köln. „Dieser Abend ist der Beweis dafür, daß Yilmaz Güney in unseren Herzen weiterlebt. Aber keine politische Gruppierung soll ihn für sich reklamieren.“

Mit kraftvoller Stimme beschwor Fatos Güney in der Kölner Sporthalle die Erinnerung an ihren Mann, den großen türkischen Film-Regisseur, der vor genau einem Jahr im Pariser Exil starb. 6500 Menschen – vor allem Türken, Kurden, Perser und Araber – waren in der ausverkauften Halle zusammengelassen, um dieses Mannes zu gedenken, der zwölf Jahre im Gefängnis verbracht hat.

Das von ihm in Paris gegründete Kurdische Institut hatte diese „Hommage à Yilmaz Güney“ zusammen mit dem SPD-Kulturforum Bonn organisiert und eine beachtliche Liste unentgeltlich auftretender Prominenz für ein Programm gewonnen, das von 19 Uhr bis nach Mitternacht dauerte. Der Gedenkabend war nicht nur dem Künstler Yilmaz Güney gewidmet, sondern vor allem seinem Einsatz für den Freiheitskampf aller Unterdrückten, in erster Linie der halben Million hierzulande lebender Kurden, die in ihrer Heimat verfolgt sind.

Als Moderator des an die 20 Namen umfassenden Programms hatte man den Kölner Rezitator Lutz Görner gewonnen. Er sorgte für die reibungslosen Übergänge im Programm, das aufgrund seines Umfangs leider nur in geringem Maß übersetzt werden konnte.

Daß es sich ohnehin um eine eher interne Veranstaltung handelte, bewies auch die relativ geringe Resonanz auf die deutschen Beiträge des Abends, etwa durch den Berliner Liedermacher Manfred Maurenbrecher und „Zupfgeigenhansel“. Mehr Beifall bekamen schon der ehemalige DGB-Vorsitzende Heinz-Oskar Vetter, jetzt Mitglied des Europarats, und der SPD-Kulturreferent Klaus Thüsing mit ihrer Forderung nach mehr Rechten für Kurden und Türken in der Bundesrepublik. Auch zum Kölner Liedermacher Rolli Brings und seinem „Morje, Morje“ fand das Publikum besseren Zugang als zum intellektuellen Agitprop.

Begeistert gefeiert wurden die türkischen und kurdischen Liedermacher wie Emekci, Tülay German, Nizamettin Aric, Orhan Temur, Sivan und allen voran Melike Demirag. Als Darstellerin in mehreren seiner Filme sang sie live zu einer 40minütigen Einblendung aus Güney-Filmen. Umjubelt wurde auch Ahmed Silivi, der Sänger des Liedes in „Yol“, der bisher seine Mitwirkung nicht preisgeben durfte, um seine Familie nicht zu gefährden. Trotz des flammenden Engagements blieben die Zuschauer diszipliniert. Polizeiwagen und Handtaschenkontrollen am Eingang zeugten allerdings von Befürchtungen der Veranstalter.

# Kölner Stadt an Zeiger

23. 9. 1985

## Eine Symbolfigur für den Widerstand

Große Kölner Feier zu Ehren von Yilmaz Güney

Die Kölner Sporthalle ist für die Ehrung von Yilmaz Güney zu klein, übertrieb Lutz Görner ein wenig, als er die Resonanz beschrieb, die der Abend zur Erinnerung an den türkisch-kurdischen Regisseurs fand. Yilmaz Güney war vor einem Jahr, am 9. September 1984, im Pariser Exil einem Krebsleiden erlegen. Die kleine Übertreibung von Görner (die Halle war nicht ganz ausverkauft) war angesichts der Teilnahme der Menschen berechtigt. Görner führte durch das Programm, an dem sich kurdische, türkische und deutsche Künstler beteiligten, unter ihnen Tülay German, Melike Demirag und „Zupfgeigenhansel“.

Welche Bedeutung Yilmaz Güney, der als Schauspieler populär wurde und der mit seinen Spielfilmen wie „Sürü“ oder „Yol“ auch hierzulande Anerkennung fand, für die Kurden und Türken besitzt, konnte man an den Begeisterungstürmen erkennen, mit denen die Projektion von Ausschnitten seiner Filme begrüßt wurde. Güney ist für den Widerstand gegen die türkische Militär-junta eine Symbolfigur – nicht nur, weil er sich am Kampf für demokratische Verhältnisse in der Türkei und für die kulturelle Autonomie der Kurden beteiligt hatte. Auch weil er dem Leben der

Menschen in seinen Filmen mächtigen Ausdruck verlieh.

Auf der Identität des Künstlers und des Politikers Güney beharrte in ihrer Rede die Frau des Regisseurs, Fatos Güney: Wer ihn allein als Politiker für sich oder irgendeine Parteigruppierung vereinnahmen wollte, würde wider die Grundsätze Güneys handeln. Die mit Spannung erwartete, zum Teil kontrovers aufgenommene Rede von Fatos Güney wurde leider nur zu einem kleinen Teil für die deutschen Besucher übersetzt. Sie rief noch einmal den Leidensweg ihres Mannes ins Gedächtnis, der viele Jahre auf Grund eines obskuren Urteils in den Gefängnissen verbringen mußte, ehe ihm die Flucht ins Ausland gelang. Der ehemalige SPD-Bundestagsabgeordnete Klaus Thüsing erinnerte daran, daß die Bundesregierung 1983 bereit war, ihn an die Türkei auszuliefern. Thüsing protestierte zudem gegen die Aushöhlung des Asylrechts in der Bundesrepublik.

In den sehr pathetischen Momenten des Abends waren immer wieder die Kinder zu hören, die sich abseits der Eltern und zum Ärger mancher Saalordner vergnügten. Ein Stück Autonomie, das Yilmaz Güney sicher gefallen hätte. D. L.

Tagestip

Yilmaz Güney

Das Festival ist eine Trauerfeier für YILMAZ GÜNEY, den bekannten kurdischen Filmregisseur, der am 9. September 1984 in Paris gestorben ist. Er war Vorstandsmitglied des Kurdischen Instituts. Aufgrund seiner Zugehörigkeit zum kurdischen Volk verbrachte Güney mehrere Jahre in Gefängnissen. Alles, was ihm im Laufe der Jahre zustieß, hatte nur einen Grund: Seine Identifikation und Solidarität mit dem kurdischen Volk. Wir alle haben in ihm einen der größten Filmemacher der letzten Jahrzehnte verloren. Mit ihm verlieren wir den Verteidiger der kulturellen Rechte von 20 Millionen Menschen und einen Freund von Mensch und Natur. - Alle Freunde Güneys und alle, die sein Werk kennenlernen möchten, sind herzlich eingeladen. Musiker und Sänger seiner Filmmusiken werden auftreten, Ausschnitte aus seinen Filmen werden gezeigt und Künstler anderer Länder geben ihren Beitrag für dieses multikulturelle Treffen. Auftreten werden u.a. Melike Demirag (türkische Sängerin/Schauspielerin), Sivan + Gulistan (kurdisches Sängerpaar), Manfred Maurenbrecher (Liedermacher), Zupfgeigenhansel (dt. Volkslieder demokratischer Tradition) - es wird ein Rundgespräch geben mit Ingeborg Drewitz, Kendal Nezan, Fatos Güney - es werden Ausschnitte aus den Filmen Güneys gezeigt, die Musik dazu wird live gespielt.

Das Festival beginnt um 19.00 und findet in der Kölner Sporthalle statt. Vorverkauf: Kurdisches Institut, Colmantstraße 5, 5300 Bonn 1, Tel.: 0228/ 63 55 48

Stadt Revue. 9. 1985

DIE IGNORIERTE MINDERHEIT

In den Statistiken über ethnische Minderheiten in der BRD existieren sie ebensowenig wie in der offiziellen türkischen Sprachregelung, obwohl die ca. 350 000 Kurden die viergrößte nationale Minderheit in der BRD darstellen. Ein Drittel aller Arbeitsmigranten aus dem Staatsgebiet der Türkei sind Kurden, und doch werden sie bei uns meist als Tur-

ken seit dem 7. Jahrhundert als Schriftsprache. Sie gehört zum nordwestiranischen Zweig der indogermanischen Sprachfamilie und ist weder mit dem Türkischen noch mit dem Arabischen verwandt.

Kurdistan das Land der Kurden im Herzen Vorderasiens mit einer Fläche von der Größe Frankreichs ist heute aufgeteilt zw-



Yilmaz Güney

ken behandelt. Viele von ihnen sind nicht nur wegen der wirtschaftlichen Rückständigkeit und Armut in ihrer Heimat gekommen sondern auch wegen der Unterdrückung und Verfolgung ihrer Sprache ihrer kulturellen Identität und ihres Unabhängigkeitswillens. Aber auch in der BRD sind sie bisher nicht als eigenständige Volksgruppe anerkannt. Kurdische Kinder, die nicht in deutsche Regelklassen kommen werden z.B. grundsätzlich in türkische Klassen gesteckt, obwohl nicht alle von ihnen türkisch verstehen. Besonders schwierig ist auch die Situation kurdischer Frauen, die weder deutsch noch türkisch sprechen (die meisten ihrer Männer haben gezwungenermaßen beim Militärdienst die Grundzüge der türkischen Sprache erlernt). Im Unterschied zu Schweden gibt es bei uns keine Radiosendungen in kurdisch, geschweige denn Fernsehsendungen, obwohl sich doch gerade auch dann die viel beschworene Medienvielfalt ausdrücken mußte. Die Rechtlosigkeit dieses Volkes ohne eigenen Staat setzt sich somit in der BRD fort. Als Ausländer werden sie diskriminiert und zugleich als Kurden ignoriert.

Etwa 20 Millionen Menschen zählt das Volk der Kurden. Ihre Sprache, das Kurdische, existiert

in der Türkei, Irak, Iran, Syrien und der Sowjetunion. In der Türkei, wo die Hälfte der Kurden lebt, steht jedoch schon das Wort „Kurde“ unter Strafe. „Bergtürken“ ist die offizielle Bezeichnung. Jede Erinnerung an die kurdische Geschichte wird hier sorgfältig aus den Büchern getilgt. Im Iran führen die schiitischen Ayatollahs ihren Heiligen Krieg gegen die 6 Millionen Bewohner der Nordprovinz (die meisten Kurden sind sunnitische Moslems) obwohl die Kurden einen wichtigen Anteil beim Sturz des Schah-Regimes hatten. Und der Irak ließ es bisher bereitwillig zu, daß die türkische Armee auf irakischem Territorium ihren Vernichtungsfeldzug gegen die kurdische Bevölkerung fortsetzen konnte.

Umso größere Bedeutung gewinnt deshalb die Arbeit des Kurdischen Instituts, das im vergangenen Jahr in Bonn seine Arbeit aufnahm. Seinem Selbstverständnis nach ist es eine Einrichtung, die die in Europa lebenden kurdischen Künstler, Forscher und Schriftsteller verschiedener Herkunft und unterschiedlicher Strömungen vereint. Seine Aufgabe ist es, den Kurden das Wissen um ihr kulturelles Leben zu erhalten und die Öffentlichkeit über nationale, historische und soziale Fragen der Kurden zu informie-



ren. In seiner Art ist das Kurdische Institut einzigartig in der BRD. Während alle anderen ausländischen Kulturinstitute in Bonn, Berlin, Hamburg oder München mehr oder weniger Instrumente der Kulturpolitik anderer Staaten sind, ist das kurdische Institut eine Einrichtung in der sich ein Volk ohne Staat repräsentiert. Erste Ergebnisse der Arbeit sind die Herausgabe der Literaturzeitschrift Hewi (Hoffnung), des sozial- und kulturwissenschaftlichen Periodikums Studia Kurdica sowie die deutsch-kurdische Zeitung Mizgin. Außerdem wurden Musikkassetten mit kurdischen Liedern produziert, was deshalb von großer Bedeutung ist, weil es weltweit keine Schallplatten mit kurdischer Musik gibt. Mithras gibt es beim Kurdischen Institut auch die ersten Videokassetten, die jemals in kurdischer Sprache bespielt wurden.

Das Kurdische Institut ist gemeinsam mit dem Kulturforum der SPD auch Veranstalter des Deutsch-Kurdischen Festivals am 21.9. in der Sporthalle anläßlich des 1. Todestages von Yilmaz Güney (siehe auch Tageskalender). Yilmaz Güney, der fast immer und überall als der herausragende türkische Filmemacher bezeichnet wird, war Kurde und zuletzt auch Mitarbeiter des Kurdischen Instituts in Paris. Sein Leben hat er zwischen Kino und Knast (11 Jahre insgesamt) verbracht. In der Türkei war er nicht zuletzt deshalb eine Kultfigur, weil er über das Kino hinaus, fast schon ein Idol des Widerstands. Auch in seinem preisgekrönten Film „Yol“ geht es um Knast und zugleich um ein ganz und gar ungeschminktes Bild von überkommenen Traditionen und einer gefängnisartigen Moral bei den einfachen Leuten der Region, die im Film auch beim Namen genannt wird: Kurdistan.

Kurdisches Institut Colmantstr. 5 5300 Bonn 1

92AA-  
7CZC GPP980  
ESPAIPS  
.PARAIPS  
M36818/1

-09:16-

NUE

FRANCIA:  
HOMENAJEAN EN PARIS, BERLIN Y COLONIA  
AL CINEASTA KURDO YILMAZ GUNEY

POR JOSE ANTONIO VERA

PARIS, 7 SEP (ESPECIAL DE IPS) HACE HOY UN AÑO QUE FALLECIO, EN PLENA GLORIA Y JUVENTUD, EL CINEASTA Y MILITANTE REVOLUCIONARIO KURDO YILMAZ GUNEY, GANADOR EN 1982 DE LA PALMA DE ORO DE CANES, CON SU PELICULA 'YOL'.-

EN EL PRIMER ANIVERSARIO DE SU DESAPARICION, EL INSTITUTO KURDO DE PARIS, DEL QUE FUE FUNDADOR, INAUGURO UN HOMENAJE QUE DURARA HASTA EL DIA 30 EN LA CASA DE LA MUTUALIDAD, EN PARIS, Y EN LAS CIUDADES DE BERLIN Y COLONIA, EN ALEMANIA FEDERAL.-

NUMEROSOS ARTISTAS DE CINE Y TEATRO, POETAS, CANTORES, MUSICOS Y PINTORES, ANIMAN DIVERSOS PROGRAMAS ILUSTRADOS CON MUESTRAS DE AFICHES Y FOTOS, Y LA PROYECCION DE DOCUMENTALES Y LARGOS METRAJES, ALGUNOS DE SU PROPIA Y PROLIFERA PRODUCCION.-

GUNEY, QUIEN PASO 12 AÑOS EN LAS PRISIONES DE TURQUIA, POR SU MILITANCIA DEMOCRATICA, DEJO VARIOS PROYECTOS A MITAD DE CAMINO, Y UNA LABOR POLITICA JUZGADA MUY MERITORIA POR EL GRUESO DE LA DIASPORA DE SU PAIS, OCUPADO EN 1915 POR EL IMPERIO OTOMANO.-

EN FRANCIA RESIDEN 200 MIL KURDOS, CON FUERTE DIVISION POLITICA, QUE HA GENERADO CERCA DE 40 GRUPOS DE OPOSICION AL REGIMEN DE ANKARA. 'EL UNICO QUE LOGRABA REUNIRNOS ERA YILMAZ', DICEN MUCHOS DE SUS DIRIGENTES. (SIGUE).-

FRANCIA: HOMENAJEAN/2

EL PRESTIGIO Y LA AUTORIDAD DE GUNEY ESTABA CONSIGUIENDO UNA COHESION QUE JAMAS CONOCIO EN SUS 70 AOS EL EXILIO KURDO, QUE SUMA TRES MILLONES DE PERSONAS, ANADEN.-

EN ALEMANIA FEDERAL HAY DOS MILLONES DE REFUGIADOS, EN HOLANDA, BELGICA Y LUXEMBURGO (BENELUX) 300 MIL, EN LA ESCANDINAVIA, UNA CANTIDAD SIMILAR, Y EN SUIZA Y AUSTRIA, UNOS 200 MIL EN CADA UNO.-

ELLO EXPLICA LA IMPORTANCIA DEL HOMENAJE QUE SERA RENDIDO A GUNEY EN COLONIA (RFA), DESDE EL DIA 21, ENCABEZADO POR LA UNION DE ESCRITORES Y LA SECCION CULTURAL DEL PARTIDO SOCIALDEMOCRATA (SPD), EL PEN CLUB, LOS 'VERDES', Y OTRAS INSTITUCIONES Y PERSONALIDADES DE RENOMBRE.-

FATOS GUNEY, LA ESPOSA DE YILMAZ, QUIEN SE EMPENA EN PROSEGUIR PARTE DEL INTENSO TRABAJO DEL CELEBRE ARTISTA, RECIBIO AYER A IPS EN SU CASA, CONVERTIDA EN UN PEQUEÑO MUSEO CON NUMEROSAS PIEZAS QUE TESTIMONIAN DE LA VIDA DEL MILITANTE NACIONALISTA, DEL ACTOR DE MAS DE 120 FILMES, AUTOR DE LA MITAD Y REALIZADOR DE LOS MAS CONSAGRADOS.-

AL FRENTE DE LA SOCIEDAD 'GUNEY-FILM', FATOS ESTA EN EL PROCESO DE CONTRATACION DE TECNICOS PARA HACER REALIDAD ALGUNOS DE LOS LIBRETOS DE SU MARIDO, EN PARTICULAR UN DOCUMENTAL DE HORA Y MEDIA, SOBRE LOS ULTIMOS 40 AÑOS DE LA HISTORIA DE TURQUIA.- (SIGUE).-



7CZC GPP981  
ESPAIPS  
.PARAIPS  
M3G818/2FIN

FRANCIA: HOMENAJEAN/3

DE LOS NUMEROSOS PROYECTOS DE GUNEY, SU ESPOSA DESTACO UNO QUE CONCIBIO CON EL REALIZADOR ARGENTINO FERNANDO SOLANAS, EN EL QUE TRABAJARON JUNTOS UNOS SEIS MESES Y EN EL QUE EL CINEASTA KURDO INVIRTIO ALREDEDOR DE 35 MIL DOLARES.-

LA PELICULA 'EL EXILIO DE GARDEL', UNA REFERENCIA AL EXILIO LATINOAMERICANO EN GENERAL, QUE ACABA DE SER PRESENTADA POR SOLANAS EN EL FESTIVAL DE VENECIA, RESULTO SER LA UNICA INCURSION DE GUNEY EN EL CINE DEL CONTINENTE AMERICANO, SUMAMENTE PROMETEDORA, A JUZGAR POR LA EXITOSA RECEPCION DEL FESTIVAL.-

'GUNEY TENIA UN INMENSO CARINO POR LATINOAMERICA, ESTABA APRENDIENDO ESPANOL Y SE INTERESABA MUCHO EN LA CULTURA INDIGENA, PERO SOLO PUDO REALIZAR EL 20 POR CIENTO DE SUS PROYECTOS', LAMENTO LA ENTREVISTADA.-

EN EL MOMENTO DE SU DESAPARICION, EL REALIZADOR KURDO TENIA EN MARCHA 'EL CUCHILLO GRIEGO', Y 'LA MUERTE DEL TORO', AMBOS FILMES INSPIRADOS EN LA TRANSICION A LA DEMOCRACIA EN ATENAS Y EN ESPANA.-

UNA SERIE DE CORTOS, DE MEDIA HORA CADA UNO, ESTABA RODANDO PARA HACER CONOCER LA LUCHA DEL PUEBLO DE KURDISTAN, BAJO CONTRATO DE LA TELEVISION FRANCESA, AL TIEMPO QUE PREPARABA CUENTOS DE HISTORIA SOBRE AMERICA LATINA, ESPANA, PORTUGAL Y AFRICA.- (SIGUE).-

-----  
FRANCIA: HOMENAJEAN/4

GUNEY DEJO TRES GRANDES NOVELAS, REEDITADAS JUNTO A TODA SU OBRA EN OCASION DE ESTE HOMENAJE. 'EL CANTO DEL YUREGHIR' FUE LA PRIMERA, ESCRITA A LOS 21 ANOS, CUANDO CAYO PRESO POR PRIMERA VEZ, INSPIRADA EN SU REGION NATAL DE ATANA, EN LA PLANICIE DE SILESIA, Y LA 'TRILOGIA DE SELIMYE', LA GRAN PRISION MILITAR DE ESTAMBUL, DONDE ESTUBO ENCERRADO ENTRE 1972 Y 1974. AMBAS HAN SIDO EDITADAS EN FRANCES.-

LA TERCERA, DE 1976, FUE 'RECLAMAMOS UNA PELUSA DE VIDRIO PARA LAS VENTANAS Y PAN', HISTORIA DE UNA REVUELTA DE NINOS, QUE INSPIRO SU PELICULA 'EL MURO'. GUNEY TAMBIEN ESCRIBIO 'CARTAS DE SELIMYE' DEDICADAS A SU ESPOSA E 'HISTORIAS A MI HIJO'.-

ESTA CONMEMORACION, DECLARO FATOS A IPS, DEBE CONVERTIRSE MAS QUE NADA EN UNA PROTESTA GENERALIZADA CONTRA EL REGIMEN DE TURQUIA, SI REALMENTE QUEREMOS HOMENAJEAR A GUNEY, CUYO MERITO MAYOR HA SIDO EL DE LLEVAR EL MENSAJE DE LA LUCHA DE SU PUEBLO ANTE LA OPINION PUBLICA DEL MUNDO.-

GUNEY FUE UNA BANDERA DE COMBATE DE LOS OPRIMIDOS, SIN DISTINCION NINGUNA, Y POR ELLO HAY QUE SUPERAR EL MARCO CULTURAL DEL HOMENAJE EN FRANCIA Y ALEMANIA FEDERAL, Y EN EL QUE YA SE PREPARA PARA 1986 EN GRECIA, ANADIO.-

EN SU OPINION, MIENTRAS PROSIGA EL ENFRENTAMIENTO ENTRE LAS FUERZAS DE LA MODERNIZACION Y LAS DEL FEUDALISMO, Y LAS DE LA LIBERACION DEL INDIVIDUO DE LA DEPENDENCIA Y LAS DICTADURAS, GUNEY NO ESTA MUERTO. (FIN/JAV).-

# يلماز غونوي الذي رحلت... يلماز غونوي الذي كان

دو الكيف بوشعيب

لنفسه خطأ ذا طابع متميز في الساحة السينمائية بتركيا، بل لقد اعطى نفسه ثوريا للسينما التركية التي ظلت مرتبطة بالسيناريوهات الكلاسيكية، وقد سلت الاضواء على العلاقات الطبقية والمظالم والتناقضات الاجتماعية وخاصة اضطهاد الانسان واستغلال المرأة خاصة في الوسط القروي، حيث تتمحور افلامه حول الحياة في تركيا وثقل التقاليد والعادات البالية لانه «عاش حياة مليئة بالكفاح المستمر من اجل الحرية وحقوق الانسان ومن اجل سينما مناهضة لاضطهاد لاجتماعي والسياسي الذي يعاني منه الشعب التركي، وضد التقاليد البالية التي تخضع المرأة للرجل والاسرة»

وعندما اختار يلماز غونوي ان يبدي «قرر ان تكون افلامه ايضا ملتزمة وجادة، ومختلفة عما اعتاده الجمهور المنوم (بفتح الواو) افلاما تمتاز بمستوى تقني عال وناضجة على مستوى المحسوس والشكل الذي يطرح به المضمون الفكري والسياسي للفيلم».

وهذا ورغم دخوله الى السجن عدة مرات، لم تنقطع صلته بالسينما، بل لم ينقطع عن العطاء والابداع، ويمكن اجمال اهم انتاجاته الفلمية في:

1970 - «الامل» - يصور طفولة المخرج وطموح والده الى الثروة. -  
1972 «مرثية» يتناول حياة المريرين بالمنطقة.

1974 - «الصديق» - يصور البورجوازية التركية.

1974 - «قلق» يتناول العمال الزراعيين الموسمين (لكنه اعتقل بعد اسبوع واحد من التصوير واكمل هذا الفيلم المخرج التركي شريف غورين وهو صديق ليلماز غونوي).

1978 - «القطيع»: يحكي معاناة عائلة من الرعاة قدمت من الاناضول الى اسطنبول لبيع ماشيتها وامترضت له خلال الطريق.

1979 - «العدو».

وهذا الشريطان الاخيران اشرف غونوي على اخراجهما معا من داخل السجن، حيث تولى الاخراج زكي اوكتن. وقد منعا نهائيا من العرض في تركيا



يلماز غونوي

الفرار من السجن حيث التحق بفرنسا عبر سويسرا، وكان رد النظام العسكري عليه ان جرده من الجنسية التركية ومنع جميع كتبه وافلامه وحتى صورته من التداول داخل تركيا.

لكن غونوي العنيد والذي «تعلم السينما في مدرسة الحياة والمعاناة» ظل مصرا على العطاء. فأخرج سنة 1983 شريط «الجدار» ليس هو القائل «ان هدف الصراع الذي تخوضه الطبقات المضطهدة هو الوصول الى الديمقراطية والتخلص من القمع والاضطهاد فالصراع ضد الحكم العسكري واسع وممتد عبر تركيا، لكنه سري بالضرورة، فالمصالح الامبريالية للشركات الامريكية صارت تجثم بك ثقلها على تركيا، ومن ثم فان اي شخص يقف ضد هذه المصالح هو ضمنيا، يدعم الصراع ضد العسكر».

ان يلماز غونوي الذي كان شريرا للسينما التركية وبطلها غير المنازح صار فيما بعد «شريرا» ملاحقا من قبل السلطات التركية بطلبات الاسترداد واحكام بالسجن تضاف الى احكام.

فهل يمكن القول انه كانت ليلماز غونوي فلسفة سينمائية متميزة؟ مما لا شك فيه، ان هذا المخرج قد اختار

تيار سينمائي جديد في تركيا عرف باسم «السينما المغايرة او البديلة» بصحبة مجموعة من السينمائيين الشباب «وكان الاسلوب السينمائي الجمالي لهذا الاتجاه نابعا من المواقف الفكرية والسياسية الواعية والملتزمة بخط ايدولوجي واضح ومتبلور».

الا ان اوضاع المجتمع التركي الذي عرف عدة انقلابات عسكرية سنة 1960 ثم 1971 واخيرا سنة 1980 تدهورت نحو القمع والاعتقالات التعسفية حيث انعكس ذلك سلبا على عدة مجالات، ولقد دخل يلماز غونوي، في ظل هذه الظروف، الى مختلف السجون التركية فقد امضى 20 سنة عبر 25 سجنا، الا ان ذلك لم يؤثر على نشاطه السينمائي حيث كتب في السجن عدة سيناريوهات لا اقل اخرجها من وراء القضبان مثل القطيع، بوك والعدو... بل لقد انجز يلماز غونوي جك افلامه من وراء قضبان الزنازن التركية وخلف الابواب الحديدية المغلقة والمحروسة، حيث كان يعطي تعليماته الدقيقة لمساعديه، واستطاع بهذ الطريقة اخراج افلام اتسمت بطابعه وتأثيره رغم سلطات الجلادين في السجن.

وفي سنة 1981 استطاع يلماز غونوي

صباح الاحد 9 ستمبر 1984 انطفاة الشعلة المتقدة للمخرج التركي يلماز غونوي في منفاه ببباريس عن عمر يناهز 47 سنة كانت حافلة بالحركة والعطاء، فن الارض الطلاحية الى الكتابة والتأليف والشعر الى السينما تمثيلا، مرورا بالسجون التركية، وصولا الى الاخراج السينمائي ورحيلا في ارض الاغتراب بعيدا عن الوطن ومجردا من جنسيته تجريدا.

يلماز غونوي من اصل كردي، ارتبط بالأرض وعمل الفلاحين، دخل السجن لأول مرة سنة 1955 حيث حكم بسبع سنوات ونصبت بتهمة الدعاية للشيوعية، درس الحقوق والاقتصاد وأول اتصال له بالسينما كان سنة 1953 حين عمل في شركة لتوزيع الافلام،

وفي سنة 1958 دخل ميدان التمثيل حيث مثك العديد من الادوار في افلام تجارية الى حدود سنة 1968 بلغ عددها اربعين فيلما، لعب غونوي هذه الادوار في وقت كانت فيه الساحة السينمائية التركية مرتعا للافلام التجارية الرديئة والموجهة لاستهلاك البليد والتخديري البعيد كل البعد عن الازواغ الاجتماعية لتركيا «الحديثة».

لكن في المقابل وفي صراع مخاضيه ظهرت محاولات جادة بذلها بعض السينمائيين خاصة في الستينات حيث ظهرت آثارهم واضحة فيما بعد على الانتاجات الموالية «وقد أسس هؤلاء السينمائيون ما عرف فيما بعد بمدرسة السينما الوطنية والتي كان على رأسها المخرج هليث رفيق. وتعتبر سنة 1965 التاريخ الرسمي لظهور هذه المدرسة وموضوعها الرئيسي... هو الهوية الثقافية والوطنية لهذا البلد...».

في ظل هذه الاجواء اتجه يلماز غونوي الى كتابة السيناريو، حيث عمل المخرج عاطف يلماز، وفي سنة 1968 اتجه الى العمل في الاخراج إذ اخرج فيلما عن الزواج الاجباري لدى الاكراد، وكانت تلك نقطة انطلاق نحو اخراج افلام ذات طابع اجتماعي سياسي متأثرا فيها بالواقعية الجديدة الايطالية. واسس شركة للانتاج. وقد استطاع يلماز غونوي باجتهادته ان يترجم ظهور

بعد انقلاب الجيش سنة 1980 -  
1981 : «الحفل»  
1982 - يول (الطريق) ويحكى  
قصة خمسة سجناء اعطيت لهم اجازة  
ايام معدودة. اخرج غونى هذا الشريط  
بمساعدة المخرج شريف غورين.  
وشارك به في مهرجان كان لسنة  
1982 حيث فاز بالجائزة الاولى مناصفة  
مع فيلم مفقود لكوشا غفراس.  
1983 - الجدار الذي  
اخرجه بمساعدة المخرج مارين كرميتز  
وزارة الثقافة الفرنسية حيث صور في  
كنيسة فرنسية ويدور حول  
معاناة لاطفال الاتراك.

ان يلماز غونى الذي مرت هذا الشهر  
سنة كاملة على رحيله عن العالم والسينما،  
ستظل ذكراه خالدة بفضل ابداعاته  
التي تعد معلمة من معالم السينما  
الجلدة والهادقة رغم انف قرارات العسكر  
الاتراك، الذين لم ترصفهم في غونى،  
يوم وفاته، سوى هارب من العداقة بك  
خائن في حين اعلنت صحف اخرى  
وفاته باقتضاب ودون تعاليف.  
لذا، فلا غرابة ان تكون باريس ولييس  
مدينة تركية هي التي احييت ذكراه  
عرفانا منها بمكانته. نعم باريس هي  
التي احتضنت احياء الذكرى التي  
نظمها واشرف عليها معهد الدراسات

الكردية في باريس والذي يعد غونى  
احد مؤسسيه. وقد عرض في مهرجان  
«احياء الذكرى» صور وافلام وثائقية عن  
حياة غونى واعماله. بالاضافة الى معرض  
خاص عن المخرج سينتقل الى برلين  
وكولونيا في المانيا حيث تتواجد  
جاليات تركية هامة.

هذا ما حصل في باريس فرتسا وذاك  
ما يحصل في تركيا الحظ الاطلسي.  
وبهذه المناسبة نعبّر عن طمعنا  
في رؤية احدى روائع يلماز غونى  
على الشاشة الصغيرة ضمن ركن افلام  
المخرجين اما السوق التجاري فهي  
تسمح في برك آسنة من الخردات، ولا

حاجة ولا امل في انتظار افلام احد افلام  
هذا المخرج وتسربه اليها.

مصادر للمقالة : مجلة الكرمل  
العدد 7 - 9  
- جريدة لوموند  
شتمبر 1984

# Milliyet

Halk gazetesi 24 EYLÜL 1985

Kürtçe sloganlar atıldı... Doğu Anadolu'da isyan başlatılması istendi  
Gazetecilerin fotoğraf çekmesi engellendi...

## Yılmaz Güney'i anma toplantısında olay

● Merkezi Paris'te bulunan "Kürt Enstitüsü"yle, Federal Alman Sosyal Demokrat Partisi Kültür Örgütü tarafından Köln'de ortaklaşa düzenlenen anma toplantısında konuşan Fatoş Güney, Türkiye'ye dönmeyeceğini söyledi

KÖLN, ÖZEL

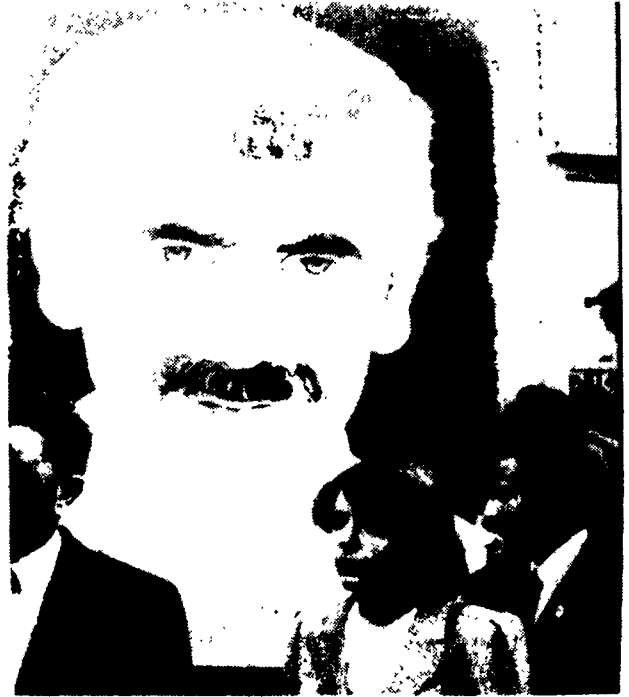
**T**ÜRK vatandaşlığından çıkarılan sinema sanatçısı Yılmaz Güney'i anmak amacıyla Federal Almanya'nın Köln kentinde önceki akşam düzenlenen toplantıda Kürtçe sloganlar atıldı ve Doğu Anadolu'da bir "isyan" başlatılması istendi. "Milliyet" muhabirinin fotoğraf çekmesine engel olunurken, makinesindeki filmlerinin yanı sıra, basın kartını da alan toplantıyı düzenleyenleri, basın kartını daha sonra iade ettiler.

Merkezi Paris'te bulunan "Kürt Enstitüsü"yle, Federal Alman Sosyal Demokrat Parti Kültür Örgütü tarafından ortaklaşa düzenlenen geceye Yılmaz Güney'in eşi Fatoş'un yanı sıra, Melike Demirağ, Nizamettin Arıç, Ayşe Emel, Nihat Behram, Tülay German, Gülistan, Ömer Polat, Nesire Rızazi, Ali Recai Hacıoğlu, Kendal Nazan ve Alman Sosyal Demokrat Milletvekili Klaus Thusing, konuşmacı olarak katıldı.

Güney'in filmlerinden parçaların gösterilmesinden sonra söz alan Fatoş Güney, Türkiye'ye dönmeyeceğini açıkladı. Güney'in konuşması sık sık Kürtçe sloganlarla kesildi.

Daha sonra kürsüye gelen Federal Alman Parlamentosu Thusing, Türkiye'ye yapılan askeri ve ekonomik yardımların kesilmesini isteyerek, "Yılmaz Güney'in, sağlığında Almanya'ya girmesine engel olan Bonn Hükmü, bu toplantıya izin vererek günah çıkartıyor" dedi.

"Kürt Enstitüsü Başkanı" olarak takdim edilen Kendal Nazan, "Halkın dili ile konuşacağımı" söyleyerek, Kürtçe konuştu ancak, salondakiler anlamadıkları için dinlemediler ve sürekli slogan atıldılar.



Fatoş Güney Yılmaz Güney'in eşi Fatoş Güney, Köln'deki toplantıda da, kocasının geçtiğimiz yıl yapılan cenaze töreninde olduğu gibi duygularını belli etmemeye çalışıyordu.



Melike Demirağ

Toplantıda Yılmaz Güney hakkında konuşma yaptı.



Tülay German

Köln'de düzenlenen toplantıya Tülay German da katıldı.

# Köln'de sloganlı toplantı

● Türk vatandaşlığından çıkarılan Yılmaz Güney'i anma toplantısında Kürtçe konuşmalar yapıldı, resim çekmek isteyen gazetecilere engel olundu.

**KÖLN, (Hürriyet)-**Köln'de, Türk vatandaşlığından çıkarılan sinema sanatçısı Yılmaz Güney'i anmak için düzenlenen toplantıya katılan 3 bine yakın izleyici Kürtçe sloganlar attı. Polisin çok sıkı önlemler aldığı, "Yılmaz Güney'i Anma Gecesi"nde konuşan Fatma Güney, "Artık kesinlikle Türkiye'ye dönmeyeceğini" açıkladı.

Merkezi Paris'te bulunan "Kürt Enstitüsü" ile Federal Alman Sosyal Demokrat Parti Kültür Örgütü tarafından ortaklaşa düzenlenen gecede fotoğraf çekilmesine izin verilmediği gibi, bir gazetecinin de çektiği filmlere el konuldu. Zaman zaman Kürtçe sloganların atıldığı toplantıda konuşan SPD Milletvekillerinden Klaus Thusing, "Almanya'nın Yılmaz Güney'e giriş izni veremeyerek en büyük hatayı işlediğini; Türkiye'ye yapılan Alman yardımlarının mutlaka kesilmesi gerektiğini" söyledi.

Geceye Melike Demirağ, Nizamettin Arıç, Ayşe Emel, Nihat Behram, Tülay German, Güllistan, Ömer Polat, Nesire Rizazi ve Silvan adlı sanatçılar da katıldı.

## ARD'DE YAYINLANAN «YOL» FİLMİNİ GURBETÇİLER TEPKİYLE KARŞILADI

**F**RANKFURT, (AkaJans)- Federal Alman birinci televizyonu ARD'de yayınlanan Yılmaz Güney'in "Yol" isimli filmi birçok gurbetçi tarafından tepki ile karşılandı.

Almanya'nın ünlü televizyon dergisi "Horzu"dan "Yol" filminin yayınlanacağını okuyan ve "Horzu" dergisinin Yılmaz Güney'i öven yazısını gören birçok gurbetçi gazetemize telefon ederek filmi protesto etti. Almanya'da yaşayan birçok Türk vatandaşının "ARD"ye ve "Horzu" dergisine mektup yazarak "Yol" filmi protesto edecekleri öğrenildi.

Ünlü "Horzu" dergisinin Yılmaz Güney'i bir sanat kahramanı olarak göstermesini büyük tepki ile karşılayan birçok vatandaş "Horzu" dergisindeki yazıyı okuyanlar Yılmaz Güney'i millî kahraman sanacaklar. Yılmaz Güney'in adam öldürmek suçundan hapse yatığından hiç söz edilmiyor" şeklinde konuşular.

"Horzu" dergisinin Yılmaz Güney hakkında "Bağımsızlığın ve karşı koymanın önderi" şeklinde yazması üzerine gazetemizi arayan gurbetçi Mehmet Onal şöyle konuştu: "Biz Bad Homburg'da oturan çok sayıda Türk olarak Horzu dergisine bir mektup yazarak gerçekleri saptırmasın diye protesto edeceğiz. Bu tür yayınlar yüzünden güzel Türkiye'miz Avrupa ülkelerinde yanlış tanınıyor. Yılmaz Güney'in suç işlediği unutuluyor ve gökürte çıkarılıyor. Daha önceki ZDF'de bu tür yayınlar olmuştuk. O zaman da mektupla protesto ettik. Almanya gibi demokrasiye önem veren bir ülkenin böyle davranması çok üzücü."

## NDR radyosu Atatürk ve Türk büyüklerine dil uzattı

# Küstahlığa bakın

**FRANKFURT (Hürriyet)** - Hamburg, Hannover ve Bremen bölgelerinde yayın yapan "NDR 3., radyosu Helga Elas isimindeki amatör bir muhabirine Türkiye'yi şimdiye kadar görülmemiş şekilde suçlayan, Atatürk'ten Başbakan Turgut Özal'a kadar bütün devlet adamlarımıza dil uzatan bir program hazırlatarak yayınladı. İğrenç ve asılsız iddialarla dolu "Dünyanın bundan ne haberi var ki?," adlı yarım saatlik programı dinleyen vatandaşlarımız çileden çıkarak olayı Başkonsolosluğımıza ve gazetemize başvurarak ağır bir dille protesto ettiler. "Bu kadını Türkiye düşmanları satın mı aldı?," "Dost bildiğimiz NATO müttefikimiz Almanya bir kısmı da bizim cebimizden çıkan paraları Türkiye'nin parçalanmasını isteyen bir programa nasıl harcar?," diye sordular.

### ATATÜRK'TEN BAŞBAKAN ÖZAL'A KADAR DİL UZATILDI

Amatör bir muhabirin hazırladığı "Dünyanın bundan ne haberi var ki?," isimli programda Türkiye'de 1915 yılında 1.5 milyon Ermeni dışında 1 milyon 500 bin de Kürt'ün öldürüldüğü, azınlıkların ezilip görüldüğü, soykırımının Atatürk ve Talat Paşa'nın emriyle gerçekleştirildiği, laz, arnavut, çerkez gibi gruplara baskı yapıldığı ve bunlara özgürlük verilerek devlet kurumlarının sağlanması gerektiği, Türkiye'nin 67 ilinden 20'sinin Kürtlere ait olduğu ve halkının yüzde 80'ini kendi başına devlet kurmak isteyen Kürtlerin oluşturduğu ileri sürüldü.

- Helga Elas adlı bir amatör muhabirin hazırladığı programda, Türkiye'ye şimdiye kadar görülmemiş asılsız iddialarla saldırıldı ve Hitler bile Türkler'den masum gösterildi.
- Kendisini aradığımız muhabir, "Ben Türkler'i bilirim. Gerçekleri çarpıtmaya çalışırlar," deyip telefonu kapattı.

Türk ordusunun kadın, erkek, çocuk demeden azınlıkları işkence ile öldürdüğü, kendi dillerinde ve serbest bırakmadığı, Hitler'in cinayetlerinden daha çirkin soykırımların yapıldığı da öne sürülen ve Türkiye'nin parçalanması arzuları ile dolu programda Türk Hava Kuvvetleri'nin Kürt köylerini bombaladığı da iddia edildi.

Başbakan Turgut Özal'ı "bile bile,, Ermenilere soykırımın uygulandığı günün yıldönümü olduğu ileri sürülen 24 Nisan'da Almanya'ya gelmekle suçlayan program, "Baskı karşı baskıya yol açar, bütün azınlıklara özerk idare hakkı verilmelidir,, sözleriyle bitirildi.

### BÖLÜCÜLER SATIN MI ALDI?

Vatandaşlarımızın "Bölücüler satın mı aldı?," diye sordukları Helga Elas, gazetemizin protestoları ilemek ve bu yanlış bilgilere nereden aldığı sorular için açtığı telefona, "Ben Türkleri bilirim. Gerçekleri çarpıtırlar. Bunlar tarihi gerçektir, ben değiştiremem,, cevabını verdikten sonra telefonu yüzümüze kapattı. Hamburg'daki NDR merkezinden bir görevli soyadı Elas olan muhabirin "Bir Yunanlı ile evli olabileceğini, ancak kesin bilgisi olmadığını,, belirtti.

Eşi görülmemiş suçlamaların yer aldığı yayın üzerine Hannover Başkonsolosluğumuz radyo idaresini resmen protesto etti. Başkonsolosumuz Acar Germe olayın üzerine gidilerek kanuni yünden girişimlerde de bulunulacağını açıkladı ve olayı "Eşi görülmemiş rezalet,, olarak nitelendi.

# KAÇAKLARI EKRA NA ÇIKARDILAR

## "BU TUR FİMLER YABANCI DÜŞMANLIĞINI KÖRÜKLER,,

### İŞTE BİR MEKTUP

Yol filmi, Almanya'daki Türk işçilerin huzurunu kaçırdığını ve ülkemizin Almanlara yanlış lanıtıldığını belirten gurbetçiler şunları söyledi:

Rehim Erken (Berlin), Kemal Özçetin (Frankfurt), Orhan K. (Frankfurt) Filmde Türkiye'nin bir şehri Kurdistan diye gösteriliyor. Ülkemizde Kurdistan diye bir şehir yoktur.

Koşem Hestaurant çalışanları (Hamburg) Bu film...

FRANKFURT (Tercüman)- Pazar akşamı Alman ARD televizyonunda ekrana getirilen "Yol" filminin tepkileri devam ediyor. Gurbetçiler ARD'ye protesto telefonları yazdıkları bir daha böyle filmlerin gösterilmesini istedi.

"Yol" gibi filmlerin Almanya'daki Türk işçilerin huzurunu kaçırdığını ve ülkemizin Almanlara yanlış lanıtıldığını belirten gurbetçiler şunları söyledi:

Rehim Erken (Berlin), Kemal Özçetin (Frankfurt), Orhan K. (Frankfurt) Filmde Türkiye'nin bir şehri Kurdistan diye gösteriliyor. Ülkemizde Kurdistan diye bir şehir yoktur.

Koşem Hestaurant çalışanları (Hamburg) Bu film...

Türkiye üzerine yönelik yabancı düşmanlığı yetimiyormuş gibi, böyle filmlerin ekrana getirilmesi ile ARD huzurumuzu kaçırıyor. Biz de, ARD'deki yetkililerle iletişime geçtik. Ülkemizde Kurdistan diye bir yerin olduğunu ARD'yi aramaya rağmen, bu soruya kimse cevap vermedi.

Yusuf Saygın (Neuss), "ARD için böyle filmleri ekrana getiyor. Biraz ZDF bu tür filmleri gösteriyordu. Sırdı sıra ARD'ye nu geldi. Çok uzucu olay. Niçin bizi kutuluyorlar. Şaşırsın. Tercüman bu konuları hep ele alıyor. Fakat Ankara'daki yetkililer için ilgilenmiyor. Biz için desteklemiyor. Bu hep böyle devam mı edecek? Gerçekten işlem yapılıyor. Biziz yalnız...



Almanya'daki gurbetçilerin ARD'ye tepkisi devam ediyor. Dunkü gazetemizde okuyucularımızın görüşlerine geniş şekilde yer vermiştik.

# ARD'NİN İKİNCİ KÜSTAHLIĞI

BONN (AkaJans)- Alman birinci televizyonu ARD'nin önceki akşamki "kültür dünyası" programında Yılmaz Güney konusu dile getirilerek, ayrılıkçı grupların propagandası yapılarak, Türkiye hakkında mesnetsiz iddialarda bulunuldu.

Vatandaşlarımız arasında büyük tepki yaratan programın Bonn'daki "Kürt enstitüsü" ile Sosyal Demokrat Partisi SPD'nin kültür formu tarafından tertiplendiği belirtildi. Kaçaklardan Melike Demirağ'ın da Kürtçe şarkılarıyla ekrana getirildiği programda, Paris'te kanserden ölen Yılmaz Güney'in bir konuşması nakledilerek, Nazım Hikmet'ten şiirler okunup, Fatoş Güney konuşuruldu.

Yılmaz Güney'in eşi konuşmasında, kocasının film çalışmalarının Türkiye'de

önlendiğini iddia edip, bu yüzden olaylar çıktığını öne sürerken, cinayet suçuna hiç temas etmemesi dikkatli çekti.

Programda daha sonra, Tülay German, Pir Sultan Abdal'dan bir şarkı okudu ve 12 Eylül askeri yönetimi kınanarak işçene iddialarına yer verildi.

Türkiye'de insan haklarına uyulmadığı için Avrupa ekonomik topluluğunun kararlar aldığı 600 milyon mark'lık yardımı vermediği öne sürülen Türkiye aleyhinde programda, Türkiye'nin film üretiminde 1972 yılında dünya üçüncüsü olduğu, yılda 300 film ürettiği, ancak askeri rejimle birlikte bunun engellendiği ifade edilerek televizyonun da film piyasasını battaladığı bildirildi.

Programda daha sonra

Alman birinci televizyonu ARD'nin İstanbul muhabiri, Peter Mezger ekrana getirilerek konuşuruldu.

Mezger konuşmasında Yeşilçam'ı Türkiye'nin Hollywood'u olarak tanımlayarak, bugün eski gerçekçi filmlerin artık yapılamadığını, Yılmaz Güney'le çalışan rejisörlerin artık günlerini iskanbil oynamakla geçirdiğini öne sürerek, "Türkiye'de bugün sansürün bütün gücüyle yürürlükte olduğunu, sivil işçileri bakanlarının ne çeşit film yapıldığını en küçük teferruata kadar bilmek, öğrenmek istediğini" iddia etti. Güney'in Yol filminde rol alan Tarık Akan'ın yurtdışına çıkmasına izin verilmediğini bildiren konuşmacı pek çok aktörün ve sanatçının istediği filmleri artık çeviremediklerini öne sürdü.

Programda daha sonra Türk filmciliğinin içinde bu-

lunduğu sıkıntı ve meseleler dile getirilerek, kaliteli film yapımının kalmadığı iddia edildi.

### ARD'YE PROTESTO TELGRAFLARI YAĞIYOR:

Federal: Almanya'da son günlerde Türkiye aleyhinde yayınların dikkati çekecek derecede artış göstermesi, bu ülkede yaşayan 1.5 milyon Türk vatandaşlarımız arasında büyük tepki ve üzüntüye yol açmış bulunuyor.

"Bundan gaye, toplumumuz arasında huzursuzluk yaratıp bizi bu yolla ülkemize geri göndermek mi istiyorlar" diye soran vatandaşlarımız, federal hükümetin bu konudaki suskunluğunu da anlayamadıklarını belirterek, hükümetimizden de buna son verici teşebbüste bulunmasını istiyorlar.

## Alman televizyonunun yayınına tepkiler devam ediyor

### Elçiliğimiz ARD'yi protesto etti..

BONN, (Akaşans)- Alman birinci televizyonu ARD'nin, Yılmaz Güney'in ölümünün yıldönümü bahane edilerek, Türkiye'nin bütünlüğünü parçalamaya yönelik sinsi emellere alet olarak Türkiye aleyhine iki akşam üst üste sürdürdüğü yayının vatandaşlarımız arasında yarattığı tepki devam ederken, Bonn Büyükelçiliğimiz de bu tutumundan dolayı televizyon yetkililerini alışılmışın dışında sert bir dille protesto etti.

Türkiye'nin toprak bütünlüğünü bozup, Türk milleti arasına nifak sokup, milli birlik ve beraberliği sarsmayı amaçlayan Marksist-Leninist mihrakların tesirinde kaldığı belirtilen ARD'nin yaptığı yayın Türkiye'de de nefret yaratıp, büyük tepkilere yolaçtı.

Bilindiği üzere, merkezi Paris'te bulunan Kürt Enstitüsü ile SPD'nin ortaklaşa tertiplemediği Yılmaz Güney'i anma adındaki geceyi takiben, Alman televizyonu ekranlarına "Yol" filmini getirmiş ve daha sonra da kaçak katilin yakınlarını konuşturarak onların Türkiye'ye dil uzatmalarına imkân tanımıştı.

Türkiye'yi Batı camiasından kopararak zayıf düşürme yolunda milletlerarası kuruluşlarda başlatılan teşebbüslerin akamete uğraması üzerine strateji değiştirerek bütün gayretlerini Türkiye'nin toprak bütünlüğüne ve milli birlik ve beraberliğini parçalamaya yönelik dış mihraklar bu emellerine hiçbir zaman kavuşamayacaklardır.

Türkiye'nin siyasi istikrara ve iç huzura kavuşup ekonominin giderek güçlenmesinden telaşa düşen, ayrılıkçı ve bölücülerin bu açık emel ve faaliyetlerine, dost ve müttefik bir ülke televizyonunun alet olması büyük üzüntü yaratmış bulunuyor.

ARD'nin, Federal Almanya'da vatanına ve milletine bağlı 1,5 milyon Türk'e karşı bir saygısızlık olarak nitelendirilecek yayında "tarafsızlık ilkesine" sığınması, ancak ve ancak kendilerini tatmin edecek bir sebep olarak gösterilebilir.

Türkiye'nin içişlerine müdahale anlamına gelebilecek ARD'nin bu yayını karşısında federal hükûmete de bazı ciddi sorumluluklar düştüğüne dikkati çeken siyasi çevreler, dost ve müttefik bir ülke televizyonunun bu şekilde sorumsuzca bir yayın yapmasının tevlinin mümkün olamayacağını dile getiriyorlar. Türkiye'nin

Batı camiasından kopmasının herşeyden önce Batı'nın savunmasını tehlikeye düşüreceğine işaret eden aynı çevreler, federal hükûmetin bu tip yayınlar karşısında "sükût" etmesinin de anlaşılması güç olduğunu belirterek, "Başta Kohl olmak üzere, koalisyon hükûmetinin kanatlarının üzerlerine düşen görevi yerine getirmesinin artık kaçınılmaz bir zaruret haline geldiğini" belirtiyorlar.

*Dost ve müttefik bir  
ülke televizyonunun  
Türkiye'yi bölmeye  
yönelik faaliyetlere  
vasıta olması karşısında  
federal hükûmetin olaya  
el koyması isteniyor*



29.12.1984



(Above) Jewish refugees from Kurdistan (Moshe Shapiro, U.S.).

# Unique portrayal of daily life in Kurdistan

By MEIR RONNEN  
J.P. Art Editor

AUGUST 21, 1981. — A unique portrayal of Kurdistan as an entity (it is currently divided among five countries) is an exhibition entitled "The Jews of Kurdistan," which opened this week at the Israel Museum. The Jewish community of Kurdistan no longer exists. The Kurdish people themselves have undergone severe trials. Their country is divided among Iraq, Iran, Turkey, Syria and Russia.

The exhibition is another first for the museum: it reconstructs whole facets of a life and society. Although it primarily relates to the Jews, it presents a unique opportunity of promoting a wider understanding of Kurdistan itself. It follows two other mammoth ethnological shows at the museum, devoted to the Jews of Bukhara and Morocco.

The show of some 500 items and photographs is the culmination of an extensive survey carried out by the Department of Jewish Ethnography at the Israel Museum between 1974-1981. The findings were gathered from some 50 villages in Israel. In addition, a visit by members of the survey team to Iranian Kurdistan in 1977 has helped complete the picture of the centuries-long adaptation of the Jews of Kurdistan to their geographical and cultural environment.

The tradition established by the Israel Museum of documenting various communities (coming up are Afghanistan and Yemen) creates a valuable national, cultural and ethnic repository. Many of the diffe-

rent ethnic groups residing in Israel have no access to their former countries, where they lived for hundreds if not thousands of years.

The strong religious and national affiliation of Kurdish Jews has always been reflected in their unceasing and devoted association with Eretz Israel. They were among the first eastern Jews to immigrate to Eretz Israel with the renewal of Jewish settlement here in the modern era. Some came as early as 1812 and settled in out-of-the-way places such as Sejera. Jerusalem had a substantial population of Kurdish Jews already before World War I. Prior to the mass immigration, in 1950-52, of Iraqi and Turkish Kurdish Jewry and most of Iranian Kurdish Jewry to Israel, there were about 25,000 Jews in the various regions of Kurdistan, spread sparsely over about 200 villages, towns and cities. In Israel today there are over 100,000 citizens of Kurdish origin.

The exhibition highlights three main centres of activity in daily life: the synagogue, the home and the market. Reconstructions of a typical house, a synagogue and a section of a market house the artefacts. Over 300 objects associated with Jewish life in Kurdistan were added to the department's collection as a result of the survey. They represent the last of the culture. Immigrants to Israel could bring little with them and only sentiment saved these objects.

Everyday life is illustrated by scenes from the home, including the kitchen (culinary demonstrations will be given). The dress of both men

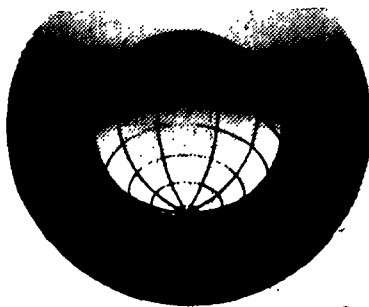
and women was similar to that of the mainstream Islamic culture, although it was often elaborately embroidered. Embroidery, serving both a utilitarian and talismanic purpose was a popular craft among the Jewish women of Kurdistan. Weaving, especially in the Iraqi sector of Kurdistan, was learned from the indigenous population and was one of the major crafts practised by Jews, men and women alike. A Kurdish weaver will demonstrate his craft on a specially reconstructed pitreadle loom during the exhibition. (Looms for women were generally portable and smaller). In Iraqi Kurdistan women made both kelim rugs and pile carpets.

Jewellery made by this community in gold and silver is also on display. Semi-precious stones, sometimes imbued with talismanic power, were occasionally used. The belief in the healing and protective powers of amulets is a basic tenet of the Kurdish world view. Most of the Jewish amulets are from Iraqi Kurdistan. The majority were intended for women and children although some were worn by men and others served to protect the home and synagogue.

According to a tradition prevalent among the Jews of Kurdistan, and mentioned in accounts of travellers who visited Kurdistan over the centuries, Kurdish Jews are the descendants of the Israelite and Judean tribes exiled by the kings of Assyria, or as the Prophet Isaiah called them: "... which were ready to perish in the land of Assyria" (27:13).

25.5.1985

# PRESS



# RELEASE

WOLLONGONG : 1485 KHZ  
 SYDNEY : 1386 KHZ  
 NEWCASTLE : 1584 KHZ



## RADIO 2EA



Radio 2EA is about to increase its number of language programs to 57 with the introduction, in August, of four new languages: Kurdish, Afghani, Indonesian and Kannada.

**KURDISH:** In the late 1960s and early '70s Kurds began arriving in Australia from Turkey, Iran, Iraq and Syria. Ninety percent of the Kurdish speaking people are Muslims. The exact number of Kurdish speakers in Australia is not known. However, estimates by the Kurds themselves come between three and four thousand in the Sydney Metropolitan area. Being a somewhat isolated community, this figure could be much higher.

The Co-ordinator of the Kurdish language program is Mr Chaheen Baker.

RADIO 2EA is a station of the Special Broadcasting Service.

ADDRESS: G.P.O. Box 21, SYDNEY, NSW 2001. (263 Clarence Street, SYDNEY).

TELEPHONE: 267-1744 TELEX: TOWEA26617.

RADIO 2EA BROADCASTS IN 53 COMMUNITY LANGUAGES.



## Kurdish concert turns into political event

By Michael Bar-Am

NEW YORK, June 21—Over 200 enthusiastic supporters of the Kurdish people's heroic struggle for self-determination attended an electrifying concert this evening given by Shivan Perwer and Gulistan. Both are Kurdish political exiles and live in Sweden.

The Kurdish nation of 18 million people is one of the largest ethnic groups in the Middle East. Their homeland, Kurdistan, is politically divided between Iran, Iraq, Syria and Turkey.

Turkey is ruled by a U.S.-backed fascist military junta, has U.S. military bases and is a member of NATO. There are nine million Kurds who live in Turkey. It is illegal for them to speak Kurdish publicly or to give their children Kurdish names. This is one part of what the Kurdish struggle is about.

Shivan was born in Turkey and has been in exile since 1976. While he is little known in the U.S., his popularity among Kurds and progressive Arabs,

Iranians and Turks is immense.

This writer spoke to a progressive Turkish student who travelled over 400 miles for the concert and was going back the next morning. Shivan's last concert in the Middle East was held in Beirut in 1978 and thousands of Kurds attended. Today his tapes are banned in Iran, Iraq and Turkey.

Shivan is a revolutionary who does not sing for money. He describes himself as a teacher. His U.S. tour has been sponsored by the Ad Hoc Committee in Solidarity with the People of Kurdistan.

At tonight's event, solidarity messages were given by the Solidarity Committee with the People of Turkey, Workers World Party, the People's Anti-War Mobilization, and the Iranian Students Association/Supporters of the Iranian Peoples Fedayeen Guerrillas. The program was introduced by the well-known Kurdish poet Mahmoud Bakal.

WORKERS WORLD 74J1985

# The Kurdish Institute Of Paris

By Jackie Abramian

Paris, France

Founded in 1983, the Kurdish Institute, has brought together artists, researchers, and writers of Kurdish origin, with the goal to "safeguard and preserve" Kurdish culture, which presently is muzzled under a systematic repression. A cultural genocide keeps the Kurdish people in a dramatic and undeveloped manner today, on the fringe of the 20th century, and the Institute attempts to alter this situation.

Located on the Lafayette Street in Paris, the Kurdish Institute with 50 volunteers and three paid staff provides the Kurdish population of Paris and the diaspora with a rich library collection of 3,000 Kurdish related books, a large and rare archival collection of Kurdish films, music and musical instruments, making it perhaps one of the richest collections of Kurdish cultural material in the world. The Institute also has a large Kurdish related press archive, an audio visual center of 2,000 slides, and video documentation of Kurdish life in Iran and Iraq. The Institute also has an inventory of library sources on Kurdish material.

Besides its library, musical instruments and film collections, the Institute offers Kurdish language classes, as well as French courses for Kurdish immigrants. The classes, held at a specially designed room in the Institute, are taught by linguists from local universities.

The Institute has set up a printing house for various magazines. It hopes to establish the first Kurdish publishing house; already 50 manuscripts are ready for publication.

The Institute prints a number of magazines, including *Hevi*, dealing with problems of Kurdish language and literature and *Studia Kurdica*, a study of social and political aspects of Kurdish life

in the world. In addition, the Institute prints its own news bulletin. *Studia Kurdica* will eventually appear in five languages: Arabic, Persian, Turkish, French and English.

"*Studia Kurdica* will enable us to establish contact with people we live with," says Ali Buçak, Kurdish Institute technical editor, Administrative Committee member, and *Studia Kurdica* editor.

The Kurdish Institute's objective is encouragement of research in Kurdish art, literature, history, etc. It attempts to inform the general public on such matters as the dilemma presently facing the Kurdish people in Turkey, Iran and Iraq. It also aims at propagating Kurdish history and culture.

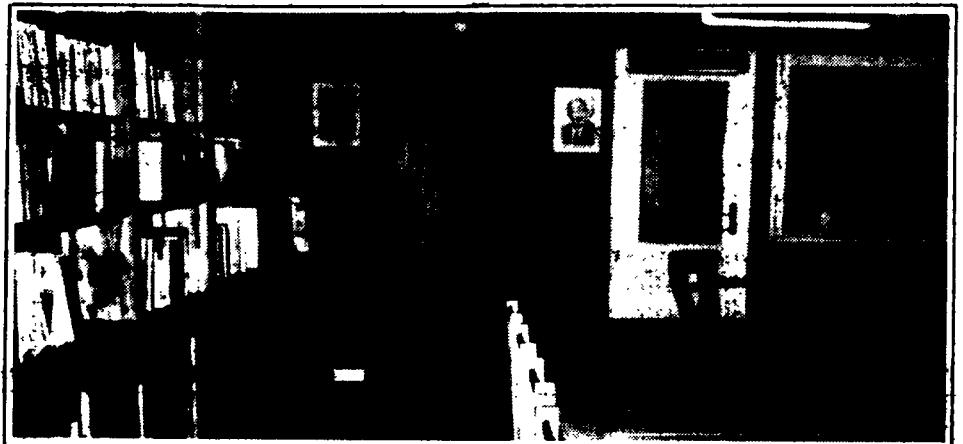
During a round table discussion in 1983, sponsored by the Kurdish Institute, writers and linguists from around the world gathered to standardize the Kurdish alphabet, spelling and various

ing on translations of two books: a 1970 Kurdish grammar, done in French, and a 1978 comparative Kurdish grammar, in Russian. The Institute hopes to translate these two into Turkish and Kurdish.

In addition to research, the Institute is also involved in sponsoring art exhibits. An exhibition of Kurdish painting was sponsored during November 3-26, 1983, followed by a 1984 Nevroz (New Year) dance concert. Having the largest collection of Kurdish records and musical instruments, the Institute hopes to mass produce cassette tapes of Kurdish songs and folk dances periodically.

As a participant in the second International Language Expo on January 25-30, 1984, the Institute was praised by the French Ministry of Education. The Institute has also produced animated films to educate young Kurds on their national culture, history and language.

The Kurdish Institute of Paris offers the best opportunity for researchers of Kurdish related subjects. Within its two-story compound, it houses a large library, a print shop, a tea house, a language class, an archival office and the main lounge. The walls are decorated with specimen of Kurdish art, musical instruments, hand-woven artifacts, and large paintings and photos of the award winning Kurdish filmmaker, Yilmaz



Part of the library at the Institute.

Kurdish dialects. The Institute hopes to publish a Kurdish language dictionary, and has thus far collected 50,000 Kurdish words. The Institute also is work-

Güney. With such a large collection of publications, films, artifacts and archives, the Institute tries to preserve Kurdish culture, to educate the Kurds living in the diaspora, and, not the least, it is determined to prevent the systematic destruction of this rich heritage.

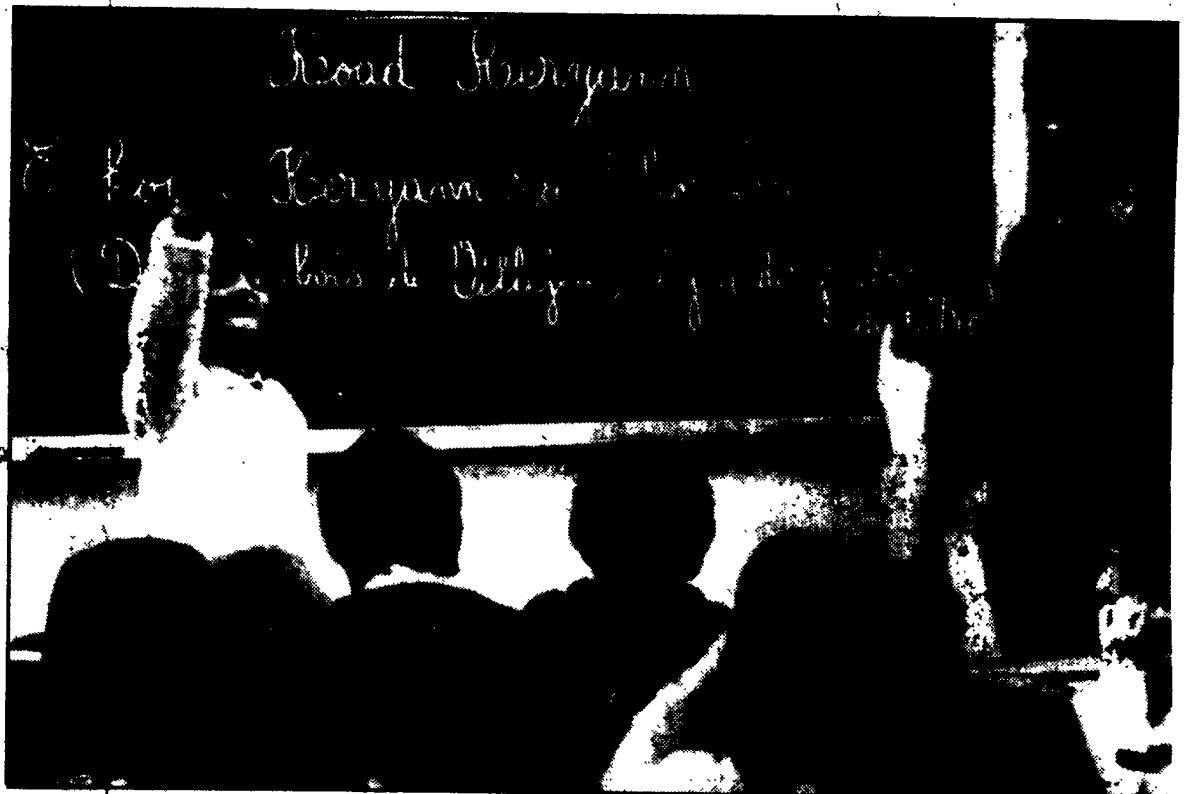
# LA FRANCE DE TOUTES LES LANGUES

*Le Conseil des ministres adopte aujourd'hui le projet de création d'un Conseil national des langues et cultures de France. Il aura notamment pour tâche de promouvoir les langages régionaux. Cette décision soulève déjà une polémique*

C E matin, en Conseil des ministres, Jack Lang va soumettre à ses collègues le projet de création d'un Conseil national des langues et cultures de France (CLCF). Un projet qui ne date pas d'hier — il découle en droite ligne du rapport sur les cultures régionales et communautaires, commandé à Henri Giordan dès 1981. Un projet, surtout, auquel l'actuel locataire de la rue de Valois attache une grande importance, dans la mesure où il va lui permettre de s'affirmer non plus comme le seul ministre de la Culture, mais bien comme le ministre des cultures d'une France s'admettant plurielle, d'une France décidée à compter au nombre de ses richesses la diversité et la vitalité des cultures qui la composent.

Samedi dernier, en visite à Lorient pour l'inauguration du XV<sup>e</sup> Festival interceltique (voir *le Matin* de lundi), Jack Lang a levé le voile sur ce conseil, organe consultatif, composé de trente à quarante membres, qui aura notamment la charge de publier un rapport annuel. A la fois lieu d'échanges, de rencontres, de propositions, carrefour d'idées et « outil » à la disposition des pouvoirs publics, le CLCF devrait être mis en place dans les mois qui viennent. Il aura plus particulièrement pour rôle de formuler des avis à l'intention du gouvernement, concernant le soutien et la promotion des langues et des cultures de France.

Ses membres seront nommés pour quatre ans par le premier ministre et choisis, en fonction de leur compétence et de leur représentativité, dans les principales communautés culturelles du pays. Etant entendu que les communautés culturelles concernées ne se limitent pas aux communautés régionales (Bretagne, Alsace, Pays basque...), mais englobent les communautés immigrées (Arméniens, Arabes, Tziganes...).



Cours de breton dans une école primaire de Rennes

L'annonce de la création du Conseil national des langues et cultures de France est également l'occasion pour le ministre de la Culture de dresser un bilan de l'action de ses services en faveur du développement culturel des diverses communautés. De rappeler, par exemple, le soutien financier apporté à de multiples initiatives par la direction du développement culturel en ce qui concerne les langues et cultures régionales. Une ligne budgétaire spécifique a notamment été créée à cet effet en 1983 (dotée de 5 millions de francs), puis largement déconcentrée en 1984.

De nombreux centres régionaux ont été aidés, comme le Centre culturel de Flandres, l'Atelier régional de production cinématographique de Bretagne, le Carrefour de l'Occitanie, le Centre de documentation catalan de Perpignan... De même, diverses

initiatives ont été soutenues, afin de favoriser l'expression artistique et culturelle des ressortissants des départements et territoires d'outre-mer résidant en métropole ou visant à susciter des projets culturels émanant des Français musulmans.

Enfin, la direction du développement culturel consacre aussi un budget particulier au soutien des organismes, au développement des projets exprimant l'identité propre des autres communautés parties prenantes de la vie nationale, qu'il s'agisse des communautés juive, arménienne, kurde, tzigane. De nombreuses institutions culturelles communautaires ont ainsi été aidées, parmi lesquelles : l'Institut kurde, le Centre de recherches sur la diaspora arménienne, le Carrefour de la différence, le Centre d'études tziganes, le Centre d'études de documentation et d'informations arméniennes...

A noter par ailleurs que, lors de son passage à Lorient samedi, le ministre de la Culture a indiqué, en prélude à sa communication au Conseil des ministres de ce matin, que le premier CAPES (certificat d'aptitude au professorat d'enseignement secondaire) en langue bretonne, sera créé dès la rentrée prochaine. Il a enfin annoncé que le gouvernement était favorable au bilinguisme routier, précisant qu'après accord de la région et si les collectivités locales de Bretagne le souhaitent, les panneaux de signalisation « pourront être modifiés dans les mois à venir ».

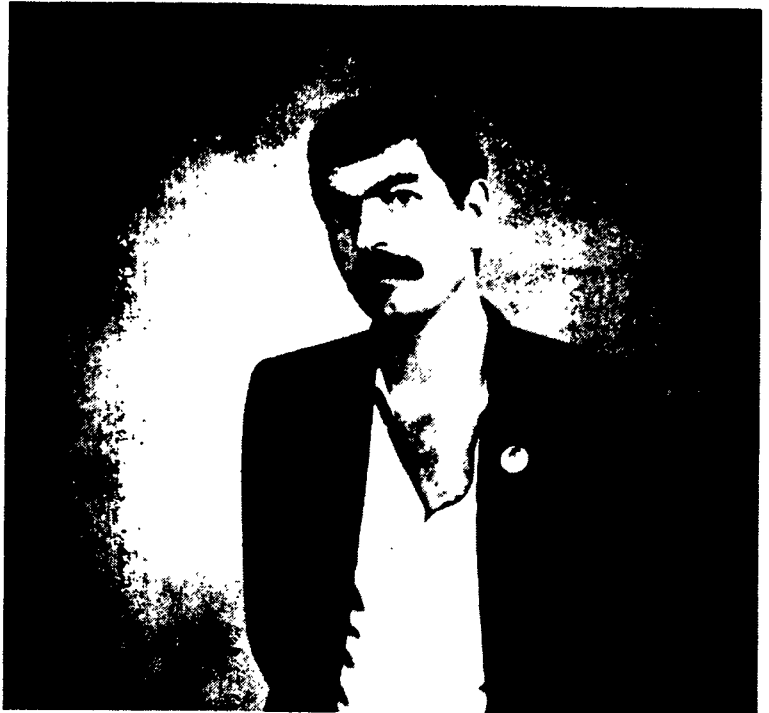
Une décision qui aurait au moins le mérite de stopper la marée noire qui, depuis quelques mois, submerge la signalisation routière en Bretagne, les mouvements indépendantistes partisans du bilinguisme barbouillant systématiquement les panneaux de gou-

dron ou de peinture. Une décision de nature cependant à alimenter la polémique qui s'engage...

Bernard Le Saux

8.30 La voix du silence  
Emission de Antoine Spire, avec la collaboration de Danièle Enoch.  
Les Kurdes, avec M. J. Kendal, directeur de l'Institut kurde, Me Yidirin Hussein, un Kurde irakien et un Kurde syrien, anonymes. Poèmes de Goran, Cigerxwîn et Bozarslan.

# Le Kurdistan en photos



Suayip Adlig a pris le chemin de l'exil en 1983. Auparavant, il a réalisé un reportage photographique sur son pays, le Kurdistan de Turquie; reportage effectué dans des conditions difficiles quand on sait que la langue et la culture kurdes sont inter-

dites par le gouvernement turc.

Suayip Adlig exposera ses photos au centre des Chalandes durant toute la durée du festival. Une partie d'entre elles sont consacrées au cinéaste Ylmaz Guney, réalisateur de « Yol », « Le Mur ».

## Le Monde

7.9.1985

LU

« LES KURDES AUJOURD'HUI », de Christiane More

### Mouvement national et partis politiques

**V**OILA un livre sur les Kurdes qui n'a pas d'équivalent. Pourtant, les études ne manquent pas sur ce peuple écartelé entre cinq Etats (Turquie, Syrie, Irak, Iran, URSS) qu'opposent des inimitiés ancestrales, victimes de l'histoire, des intérêts des grandes puissances et de ses propres divisions. Elles traitent, habituellement, de l'histoire, des coutumes et de l'héritage culturel des Kurdes, et, pour la période contemporaine, de leurs luttes pour l'unité et l'autonomie ou l'indépendance. Dans la première partie de son livre, « Le Kurdistan et les Kurdes », Christiane More résume ces différents aspects pour éviter au lecteur de se reporter à plusieurs ouvrages.

Son apport original réside dans les jeux autres parties. « Il s'agit, écrit Maxime Rodinson dans sa préface, d'une étude précise, soignée, documentée, des partis politiques kurdes et de quelques organisations dont la fonction se rapproche de celle des partis. L'auteur en donne un exposé sobre, précis, clair et qui n'ose rien d'essentiel. Elle en fait l'histoire, s'efforce d'en définir l'idéologie dans ses diverses fluctuations et d'en reproduire le ou les programmes, d'en situer l'implantation, la représentation à l'étranger ainsi que les rapports avec les autres partis au Kurdistan ou au dehors. » Bref, même si, ici ou là, on eût souhaité plus de détails, c'est un ouvrage

accessible à tous les publics et indispensable pour comprendre la complexe question kurde.

Autre point important : Christiane More a travaillé sur le terrain. Elle a découvert le problème kurde en arrivant en Irak le 11 mars 1974, jour de la rébellion de Moustapha Barzani contre la loi d'autonomie élaborée par le gouvernement de Bagdad, et n'a cessé de s'y intéresser, notamment pour obtenir la libération de son mari, directeur des travaux de la Sogreah à Kirkouk, pris en otage par le Parti communiste irakien de juillet 1981 à janvier 1982. Puis elle s'est rendue dans différentes parties du Kurdistan et auprès des mouvements intéressés pour mener son enquête, de sorte qu'elle n'hésite pas à s'interroger sur l'origine réelle — arménienne, turcomane, arabe ou kurde — de certaines régions, au risque d'irriter les idéologies.

Que Christiane More éprouve de la sympathie pour les Kurdes et leur cause ne fait pas de doute. Mais elle évite de verser dans l'apologie ou le lyrisme. Elle reste lucide et exerce son esprit critique, ce qui n'est pas toujours facile dans ce genre de recherche. Comme le souligne Maxime Rodinson, « c'est ce qui donne toute sa valeur à ses analyses ».

PAUL BALTA.

★ Ed. L'Harmattan, Paris 1984, 312 p., 9 cartes, 110 F.

## KURŞUN NEYLESİN TÜRKÜYE?!..

Bu kasette yer alan türküler, Türk ve Kürt sanatçılarının, yurtlarındaki insan hakları ve demokrasi savaşımına küçük bir armağandır.



DELAL EMEKÇI  
GULİSTAN HEVAL ve Ç. Korusu  
MEHMET KOÇ  
MELİKE DEMİRAĞ  
NEDİM HAZAR ve YARINİSTAN  
NİZAMETTİN ARIÇ  
ORHAN TEMUR  
RIZA ASLANDOĞAN  
TAHSİN İNCİRCİ  
Kreuzberg'li Dostlar ve SEMA  
TULAY GERMAN  
ŞIVAN PERWER  
UFUK ADALI

## KURŞUN NEYLESİN TÜRKÜYE?!..

Tahsin İncirci-Kreuzberg'li Dostlar ve Sema: BEKTAŞI NEFESİ (Geleneksel, İncirci) · Şivan Perwer: BENDER (Gel.) · Nedim Hazar ve Yarinistan: BİLMEM ŞU FELEĞİN (Gel.) · Tulay German: MAPUSANE (Gel./Burl) · Mehmet Koç: KAN GÜLLERİ (M. Koç) · Melike Demirağ: MEVLAM, BU TAŞA CAN VER (Gel.) · HEVAL/Bremen T.İ.DER. Çocuk Korusu: SİLAH VE ÇOCUK (Heval)

Nizamettin Ariç: ZENCİR JI GERDANIM ŞİKEST (Cigerxwîn, Ariç) · Orhan Temur: BOLU BEYİ (Geleneksel) · Gülistan: LORÉ (Gel.) · Ufuk Adalı: YÜCE DAĞ BAŞINA (Gel.) · Delal: SING U BERÉ (Gel.) · Emekçi: SARÉ (Gel.) · Riza Aslandoğan: DAĞLAR (Aslandoğan)

# Die ignorierte Kultur

## Kurden in der Bundesrepublik

**Zusammenfassung einer Arbeitstagung „Passion der Kurden“, die vom 13.-15. Juni 1984 in Dortmund stattfand. Veranstalter waren die Universität Dortmund, das Kurdische Institut und RWAG-Institut für pol. Bildung.**

Unter den Ausländern in der Bundesrepublik sind sie mit etwa 400 000 Menschen die viertgrößte Gruppe. Ihre Heimat, ein Gebiet in der Größenordnung Frankreichs, verteilt sich auf die Türkei, den Iran und Irak, sowie Syrien.

Brutale politische Unterdrückung, kulturelle Diskriminierung und die bewußte wirtschaftliche Vernachlässigung der kurdischen Gebiete mit einer daraus resultierenden Massenarmut, zwangen viele von ihnen ihre Heimat zu verlassen. Etwa ein Drittel aller Arbeitsemigranten aus der Türkei die in der Bundesrepublik und West-Berlin leben, sind Kurden.

Für die türkischen Behörden existiert diese ethnische Bezeichnung nicht. Spätestens seit den Massakern und Unterwerfungsaktionen der türkischen Armee in den 30er Jahren, gelten die Kurden im offiziellen türkischen Sprachgebrauch als „Bergtürken“ oder „Bewohner Ostanatoliens“. Die Ignoranz der Nachfolger Kemal Atatürks gegenüber den Problemen der Kurden, die auch bei zahlreichen „fortschrittlichen“ türkischen Organisationen und Intellektuellen Wirkung zeigt, setzt sich in der Bundesrepublik fort: Kurden werden von deutschen Behörden und vielen sozialen Einrichtungen nicht als eigenständige Bevölkerungsgruppe anerkannt – mehr noch: argwöhnisch beobachtet von den türkischen Konsulaten und „weniger offiziellen“ Einrichtungen, leisten deutsche Institutionen oftmals aus Unwissenheit ihren Beitrag zur „Türkifizierung“ der Kurden.

Kurdische Kinder aus der Türkei werden in türkische Klassen geschickt; verstehen sie nur ihre Muttersprache, landen sie nicht selten in der Sonderschule.

Alphabetisierungskurse und Sprachkurse, wie sie von zahlreichen Erwachsenenbildungsinstituten in anderen Sprachen angeboten werden, finden in Kurdisch nicht statt, obwohl es für die Entwicklung und den Fortbestand der Sprache und anderer kultureller Äußerungen wichtig ist, daß Kinder und Erwachsene sich auch ihre Schriftsprache aneignen.

Informationsmittel der Arbeitsämter und sozialen Einrichtungen liegen auf kurdisch nicht oder selten vor, was es für Kurden zusätzlich schwer macht sich zurechtfinden. Während Männer das Türkische häufig zwangsweise beim Militär gelernt haben, erfahren kurdische Frauen eine besondere

Diskriminierung. Sie sind von vielen Kommunikationsmöglichkeiten ausgeschlossen. Angefangen beim Einkauf in türkischen oder deutschen Läden, auf Ämtern, wo es für sie keinen Dolmetscher gibt, im Gesundheitswesen. Für diese Frauen gibt es fast keine Treffpunkte oder Beratungsstellen. In allen Bereichen werden sie als Türiinnen eingestuft, ihre Hilfslosigkeit und ihr Nicht-Verstehen wird dann oft genug als Dummheit und Rückständigkeit missverstanden.

Mehr noch als bei anderen ausländischen Frauen beschränkt sich ihr Leben auf die Wohnung und Familie, aber auch dort sind sie in einer Außenseiterposition. Fernseh- und Rundfunksendungen für Kurden gibt es nicht, Fernseh- oder Videoprogramme müssen so von den Kindern oder dem Mann aus dem Deutschen oder Türkischen übersetzt werden.

Wo in Ausländerprogrammen das Kurdenproblem erwähnt oder über Aktivitäten kurdischer Organisationen berichtet wird, hagelt es Proteste der türkischen Botschaft, denen mit Rücksicht auf die „außenpolitischen Belange“ der BRD (oder besser: NATO) bereitwillig nachgegeben wird.

Kurdistan ist die Achillesferse der Türkei, ein Ort organisierten staatlichen Terrors. Aber „übergeordnete Interessen“ und Unwissenheit auf regionaler und lokaler Ebene, hindern Bundesregierung, Landesregierungen, Kommunen und Behörden Kurden mindestens die gleichen Rechte einzuräumen, die andere ethnische Minderheiten (in beschränktem Maße) gewährt werden. Gewollt oder ungewollt setzen sie die assimilationistische Politik der türkischen Regierung fort – durch die Auslieferung kurdischer Asylanten und die Zusammenarbeit deutscher Stellen mit dem türkischen Geheimdienst machen sie sich direkt der Verletzung von Menschenrechten schuldig.

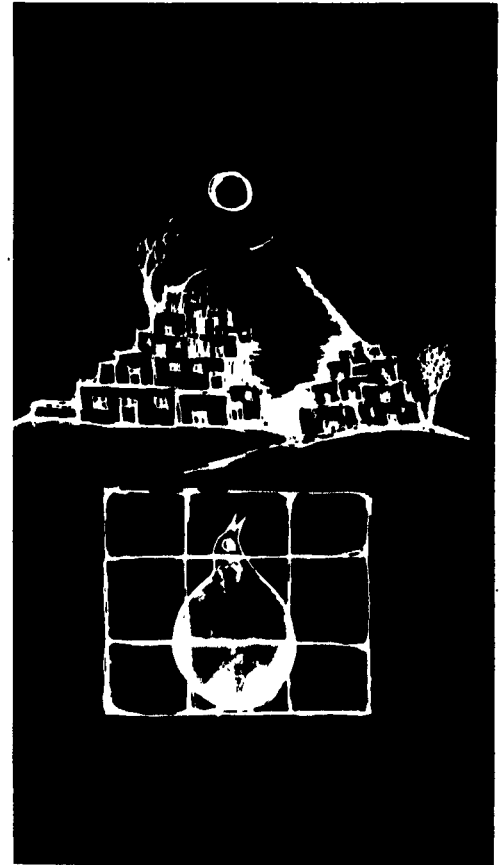
### Ansätze zur kulturellen Gegenwehr:

Vielfältig und für den deutschen Beobachter nicht immer verständlich sind die kurdischen Organisationen, Parteien und Kulturgruppen in der Bundesrepublik. Ansätze für ein überparteiliches Bildungs- und Beratungsangebot hat das Kurdische Institut in Bonn entwickelt.

In Berlin gibt es seit einigen Jahren eine vom Kirchenkreis Spandau eingerichtete Beratungsstelle, welche sich um die spezifischen Probleme der kurdischen Frauen bemüht.

Neben einer allgemeinen sozialen Beratung werden vor allem Deutsch- und Kurdisch-Sprachkurse und Alphabetisierungskurse sowie psychosoziale Hilfen angeboten.

Hiltrud Fischer



## Das Kurdische Institut

Das Kurdische Institut ist eine internationale Einrichtung mit Sektionen in mehreren Ländern, die sich um die Probleme der kurdischen Diaspora bemüht, die weder eine Botschaft, einen Kulturbeauftragten, wissenschaftliche oder soziale Einrichtungen besaß und auch von keiner nationalen oder internationalen Organisation betreut wird. Die Aufgabe des Instituts besteht darin die rechtlichen, sozialen und kulturellen Interessen der Kurden im Ausland zu analysieren, kurdisches Kulturgut zu bewahren und zu verbreiten, praktische Ratgeber und Orientierungshilfen herauszugeben und eine Brücke zwischen den Kurden und der Bevölkerung des Gastlandes zu schlagen.

In enger Zusammenarbeit mit dem Deutschen Roten Kreuz werden Maßnahmen und Angebote im Bereich der sozial-humanitären Hilfe durchgeführt. Bindeglied zwischen Deutschen und Kurden ist die zweisprachige Zeitschrift „Mizgin“.

Kurdisches Institut, Deutsche Sektion  
Colmanstraße 5, 53 Bonn 1

## ***Das kurdische Institut, Teil eines Multikultu- rellen Mosaiks***

### ***Einladung zum kurdi- schen Festival im Sep- tember in Köln***

Die Kurden leben heute nach einer leidvollen und bewegten Geschichte als Volk ohne Staat in fünf verschiedenen Ländern. Im Iran, in Syrien, der Türkei, und der Sowjetunion. Sie leben dort jeweils als eine große Minderheitengruppe, werden oft als Mitbürger minderer Qualität angesehen und sind als ethnische Gruppe offiziell nicht anerkannt. Deshalb ist die Bundesrepublik Deutschland als Mitglied der Völkerfamilie in besonderer Weise aufgerufen, die kulturelle Situation und die Identitätsprobleme der Kurden zu berücksichtigen. In der Bundesrepublik leben etwa 400.000 Kurden. Sie stellen etwa ein Drittel der Arbeitnehmer und deren Familien aus der Türkei dar. Viele sind aus ihrer Heimat ausgewandert. Weil die alltägliche Unterdrückung und die systematische Vernachlässigung der kurdischen Heimatgebiete ein menschenwürdiges Leben unmöglich machen. Kurzfristige ökonomische Interessen zählen auch in diesem Fall mehr als die kulturelle Identität und die Menschenrechte ethnischer Minderheiten. So werden die Möglichkeiten einer multikulturellen Gesellschaft, eines Landes mit vielfältigen Lebensformen für die Entwicklung von Mensch und Natur nicht genutzt. Wichtige Schritte auf dem Weg zu einer Bundesrepublik verschiedener ökologischer Lebensweisen und zur Entwicklung einer zeitgemäßen kurdischen Identität sind beispielsweise die Anerkennung der Kurden als eigenständige kulturelle Gruppe in der Bundesrepublik und muttersprachlicher Unterricht für Kurden. Außerdem könnten in allen Medien Sendezeiten für kurdische Programme vorgesehen werden, kurdische Institutionen sollten personell, räumlich und finanziell unterstützt werden. Gedacht ist dabei unter an-

derem an Beratungsstellen, Theater, Kultur- und Jugendtreffs, Siedlungsprojekte und nicht zuletzt das kurdische Institut. Kurden sind aufgrund ihrer Unterdrückung und Verfolgung als Asylberechtigte im Sinne des Grundgesetzes anzuerkennen. Kurdische Frauen haben nicht nur mit sprachlichen Schwierigkeiten zu kämpfen, sondern auch mit der allgemeinen Benachteiligung der Frauen. Das Kurdische gehört zum nordwestiranischen Zweig der indogermanischen Sprachfamilie und ist weder mit dem Türkischen noch mit dem Arabischen in irgendeiner Weise verwandt.

Bei der Gestaltung des kurdischen Identifikationsprozesses und der Begegnung mit Menschen anderer Völker kommt der Arbeit des Kur-

derer an Beratungsstellen, Theater, Kultur- und Jugendtreffs, Siedlungsprojekte und nicht zuletzt das kurdische Institut. Kurden sind aufgrund ihrer Unterdrückung und Verfolgung als Asylberechtigte im Sinne des Grundgesetzes anzuerkennen. Kurdische Frauen haben nicht nur mit sprachlichen Schwierigkeiten zu kämpfen, sondern auch mit der allgemeinen Benachteiligung der Frauen. Das Kurdische gehört zum nordwestiranischen Zweig der indogermanischen Sprachfamilie und ist weder mit dem Türkischen noch mit dem Arabischen in irgendeiner Weise verwandt.



Fortsetzung von Seite 21

dischen Institus große Bedeutung zu. Seinem Selbstverständnis nach ist es „eine Einrichtung, die die in Europa lebenden kurdischen Künstler, Forscher und Schriftsteller verschiedener Herkunft und unterschiedlichen Strömungen vereint“. Seine Aufgabe ist es, den Kurden das Wissen um ihr kulturelles Leben zu erhalten und die Öffentlichkeit sowohl über die nationale, kulturelle, als auch über die soziale Frage der Kurden zu informieren.

Zu den Publikationen des Kurdischen Instituts gehört die Literaturzeitschrift „Hevi“ (Hoffnung), das sozial- kulturwissenschaftliche Periodikum „Studia Kurdica“, „MIZGIN“- eine kurdisch-deutsche Zeitschrift und einige Gesundheitsratgeber. Eine erste Serie von acht Kassetten mit kurdischer Musik (Instrumentalmusik und Volkslieder) sowie die ersten Videokassetten, die jemals in kurdischer Sprache bespielt wurden, können beim Kurdischen Institut bestellt werden. Ein weiterer Schwerpunkt ist die betonte und bewußte Hinwendung zur Sozialarbeit, deren Notwendigkeit im Gastarbeiterland Bundesrepublik verständlich ist. Mit dem Deutschen Roten Kreuz und verschiedenen anderen Organisationen besteht eine kontinuierliche Zusammenarbeit. Die Soziale Beratung umfaßt nahezu alle Lebensbereiche. Gesundheit, Asyl, Stipendien, Wohnungssuche, Sprachkurse, Lehrstellen für Jugendliche, Familienberatung, Krankenbetreuung.

Das nächste große Ereignis ist ein Festival kurdischer Kultur als Trauerfeier für Yilmaz Güney in der Kölner Sporthalle. Am 21.9.85 wird jeder Besucher und Teilnehmer dieses orientalischen Festes von 14 Uhr nachmittags bis Mitternacht für 10 Stunden kurdische Kultur in ihrer Vielfalt und vitalen Kraft genießen können. Mit diesem Festival schafft das Kurdische Institut gleichzeitig eine Plattform für ein multikulturelles Mosaik. Deshalb werden auch Künstler aus anderen Ländern ihre eigene Kultur darstellen. Ein persischer Maler wird sein selbstgemaltes Bild von Yilmaz Gü-

ney überreichen, ein persischer Pianist wird ihm ein selbst komponiertes Lied widmen. Das Programm beginnt mit einem vom Kurdischen Institut zusammengestellten Dokumentarfilm über Leben und Werk Gülneys. Darauf folgt ein Rundgespräch, an dem unter anderem Ingeborg Drewitz und Udo Lindenberg teilnehmen. Ferner wird die Witwe Güneys teilnehmen.

Musikalische Beiträge stehen im Mittelpunkt des Programms - ein wenig ungewöhnlich bei einer Trauerfeier für einen Filmregisseur, aber durchaus verständlich, wenn man die zum großen Teil von Musik inspirierten Filme Güneys kennt. So werden die Musiker und Sänger seiner Filmmusiken auftreten, wobei die musikalischen Einlagen von

tonlosen Ausschnitten aus Güney-Filmen begleitet werden. Zu den Stars des Abend gehören eine türkisch-kurdische Folkloregruppe der Universität Köln sowie Melike Demirag. Shivan, der wohlbekannteste und bedeutendste Sänger, wird zwei eigens zu Ehren Güneys geschriebene Lieder singen, von filmischen Impressionen aus dem Schaffen des großen, leider viel zu früh verstorbenen Regisseurs begleitet werden.

Weitere Trauerfeiern finden am 7.9. in Paris und am 14.9. in Brüssel statt.

Kurdisches Institut Deutsche Sektion  
Colmanstraße 5,  
5300 Bonn 1



# Kulturelles Zentrum der Kurden

In Bonn betreut ein Institut die viertgrößte ausländische Gruppe in der Bundesrepublik

**Bonn (go)** – Seit zwei Jahren haben die rund 350 000 Kurden, die in Deutschland leben, eine Anlaufstelle: das Kurdische Institut in der Bonner Colmantstraße. Eine Anlaufstelle, die zugleich auch Sprachrohr sein will.

Fünfzehn Jahre lang, so sagt Dr. Yekta Geylani vom Kurdischen Institut, hätten Kurden in Deutschland gelebt. Eine offizielle Anerkennung als eigenständiger Volksstamm sei ihnen aber nie gewährt worden. Dabei gelten die Kurden, die in ihrem Heimatland Türkei über Verfolgung klagen, heute als viertgrößte Gruppe unter den ausländischen Bürgern in Deutschland.

Seit es das Kurdische Institut gibt, ist das anders geworden. Das Deutsche Rote Kreuz (DRK)

unterstützt die soziale Arbeit des Institutes. In Zusammenarbeit mit dem DRK sind informierende Broschüren gedruckt worden: Über Erste Hilfe und „Wenn man ins Krankenhaus muß...“ Einen anderen Ratgeber für kurdische Frauen und Mütter hat die Bundeszentrale für gesundheitliche Aufklärung mitgestaltet.

Die Bedeutung solcher Broschüren wird an der Tatsache deutlich, daß viele der Kurden nicht nur schlecht deutsch, sondern oft auch kein türkisch sprechen. Vor allem die Frauen des nach Eigenständigkeit strebenden Bergvolkes sind zu 80 Prozent nicht der türkischen Sprache mächtig. Deshalb ist die Frauenarbeit zu einem Schwerpunkt innerhalb der sozialen

Tätigkeit des Kurdischen Institutes geworden.

Aber auch der Kulturpflege mißt das Institut in der Colmantstraße große Bedeutung bei, denn auch hier ist den Kurden wenig gedient mit dem breiten Angebot an türkischer Kultur, das in Deutschland mittlerweile verfügbar ist. So hat das Institut nun eine Reihe von Musikkassetten mit kurdischer Volksmusik produziert und verkauft sie zum Selbstkostenpreis.

Auch eine Vielzahl kultureller Veranstaltungen hat das Institut in den ersten zwei Jahren seines Bestehens organisiert – von Kunstausstellungen und Freiluftveranstaltungen über Sprach-, Musik- und Tanzkurse bis hin zu einem großen Fest, das am 21. September in der

Kölner Sporthalle stattfindet. Gemeinsam mit dem Kulturforum der SPD erinnert das Kurdische Institut mit diesem Fest an die erste Wiederkehr des Todestages des – auch in Deutschland recht bekannten – Filmregisseurs Yilmaz Güney. Er war auch einer der Mitbegründer des Kurdischen Institutes in Paris war, des ersten seiner Art in Europa, dem dann das Bonner Haus folgte.

Daß sich die Sporthalle bei diesem Ereignis mit kurdischen, türkischen und deutschen Gästen füllen wird, daran haben die Organisatoren wenig Zweifel. Immerhin leben allein in Nordrhein-Westfalen rund 160 000 Kurden. Im Kölner Vorort Kalk allein gibt es eine Kolonie von 7000 Kurden – mehr als die Kölner Sporthalle faßt.

# VOLKTLAT



Hans-Georg Lorenz und Agace Aso (zweite von links) begrüßten die Bundestagsabgeordnete an der Beratungsstelle für ausländische Frauen in der Neustadt.  
(Foto: Beyerlein)

## Abgeordnete zu Gast

### Besuch im Beratungszentrum für ausländische Frauen

Ein eigenes Aufenthaltsrecht für alle Mitglieder ausländischer Familien sei eine der Forderungen ihrer Fraktion bei den Bemühungen eines einheitlichen Bundesausländergesetzes, erklärte die stellvertretende Vorsitzende der SPD-Fraktion im Bundestag, Herta Däubler-Gmelin, während eines Besuches des Beratungszentrums für türkische und kurdische Frauen in Spandau. Eine Gruppe von SPD-Parlamentarierinnen hatte sich gestern in den Räumen an der Jagowstraße eingefunden, um sich von den Mitarbeiterinnen der Beratungsstelle über die speziellen Probleme ausländischer Frauen in Berlin informieren zu lassen.

Auf die Benachteiligung türkischer und kurdischer Frauen wies auch Aso Agace, eine der Mitarbeiterinnen der Beratungsstelle, hin. Da in der Regel nur der Ehemann eine Aufenthaltsgenehmigung erhalte, käme es zu erheblichen Belastungen, wenn sich die Partner trennen wollten. Da eine Trennung offiziell nicht zugegeben werden dürfe, die Frau müsse sonst die Ausweisung befürchten, sei sie auf das Einvernehmen mit ihrem Ehemann angewiesen. Teilweise müssten ausländische Frauen aus diesem Grunde sogar ertragen, daß der Mann sich eine zweite Frau nehme.

Weiterhin machte Aso Agace auf die spezielle Situation kurdischer Frauen in Berlin aufmerksam, die oftmals unterschätzt werde. Da häufig Spannungen zu türkischen Familien beständen, seien diese Frauen nicht nur gegenüber den Deutschen isoliert. Erfreulich sei allerdings, daß trotz anfänglich befürchteter Schwierigkeiten die Zusammenarbeit von Mitgliedern beider Volksgrup-

pen in den verschiedenen im Beratungszentrum angebotenen Kursen „sehr gut klappt“. Dort werden neben der allgemeinen Beratung, zu der auch Männer kommen können, Deutsch-, Alphabetisierungs- und Nähkurse für Frauen veranstaltet.

Herta Däubler-Gmelin, die sich als Vorsitzende der Innen- und Rechtspolitischen Kommission insbesondere mit Fragen des Ausländerrechtes beschäftigt, beklagte, daß das jetzige Ausländerrecht unverständlich sei und im Ermessen der jeweiligen Verwaltungen liege. „Wir müssen akzeptieren, daß viele ausländische Arbeitnehmer hierbleiben wollen“, erklärte die Juristin. Daher setze sie sich für einheitliche Rechtsprechung ein, die Rechte und Pflichten klar definiere. Unter anderem fordere sie einen „fast automatischen Anspruch auf Aufenthaltsdauer bei einer bestimmten Aufenthaltsdauer ein, damit eine „bessere Planbarkeit“ gewährleistet sei.“

Мери Кочар

# Т'эрицзанийа т'ърка дэрһөдә к'өрда у пьрса к'өрдага

Һөжмара газета „Грамаи т'ерт“—сйө 28-е ийуне сала

1985-да мчала Мери Кочаре нөшърбуиө, кө эм т'өрщмө-

кьри р'абөри хвөндөванед хвө дькьн.

Ван ахьрийа, нава вө'дөки эп'ещөйи көртда, университета Ереванейө дөвлөте жь Т'уркиае, жь института Анкараейө легөр'инед култура т'ьркаиө блми щара сьсийа к'т'еба, кө хут жь алие ве институтеда һатьнө нөшъркьрьне, у пер'а жи нөмө— насиед бь змане англиси, урьси дьстино, кө эм р'а бөри хвөндөвана дькьн.

.... Эм өве мөсөла п'ешк'ешкьрьне жь алие института меда к'т'ебхана Wөр'а дьшиньн. Эм жь Wө һиви дькьн дөрһөдә ванда лөз фькра хвө ө'лами мөкьн. Нвнсара дөрһөдә стөндьна ван к'т'ебада ве бльнд бе қимөткьрьне. Ле, өгөр нөма мө бе дцаб бьминө, өве нишан бьдө, вөки нөшъркьрьнед мө бона Wө һ'өваск'ар ниньн, у өме вьрһада иди т'ө тышти Wөр'а нөшиньн.

Бь хвөстьнед һөрө баш у бь қөдьргьртьна—института култура т'ьркаиө блм—изгөр'ие”.

Эм ө'ламетне дьдье сөрөк ванийа институте, вөки мөсөлед к'т'ебед п'ешк'ешкьри мө стөндьнө у р'е тер'а дьбиньн фькра хвө дөрһөдә ванда бь дөсти пресе ө'лам бькьн.

Пешнеда эм бежьи, вөки эм р'ьнд һаж чөнд монография һөне, кө бь дөрһошма ве институте һатьнө нөшъркьрьне. Нава ван хөбатада „изгөр'нед“ бса жи һөне, кө дөрһөдә һөлөқөтнед өрмөнийа—т'ьркаиө т'эрицне—сөйасөтнеданьн.

Бь ви щур'өйи өв к'т'еб бьн дөсте меданьн, кө дөрһөдә пьрсед пешдаһатьна к'өрда, анализкьрьна к'өрдийө зманзание, дөрөщед ө'мре ванө соснал—сөйасөтие у културнеданьн. Аһа навниша ван к'т'еба: 1. Айдын Т'амери: „К'өрдөд Т'уркестане“. Р'өбөд к'өрда, ө'мре ванн сөйасөтие, сосналне у културне. Нөшъркьрьна 2-а, Анкара, с. 1983-а.

2. К'ьазим Миршан: „Жь пөшт'ьркие һ'өтани к'өрдийа вө'де һһа“, Анкара, с. 1983-а.

3. Дос. Т'унщөр Гьуленсой: „Изгөр'и дөрһөдә зманед көрманщийа т'ьрки у заза т'ьркида“, Анкара, с. 1983-а.

4. Исмет' П'армак'сьзог'лу. „К'өрдөд т'ьрк у т'уркмен нава т'өрщөдә“, Анкара, с. 1983-а.

5. Сулейман Сабри: „Т'эрицә Wане у изгөр'и дөрһөдә к'өрдөд т'ьркида“, Анкара, с. 1982-а.

6. Шьук'рйу Мөһмед Сөг'бан: „Пьрса к'өрда“, нөшъркьрьна 4-а, Анкара, с. 1981-е.

7. һайри Башбуг': „Невруз“, Стөмбол, с. 1985-а.

Бөри ве йөке, вөки мө насийа хвө бьда ван к'т'еба, мө т'ьре, вөки п'ешөкзан—блмдаред ве институте р'ьнд һаж дөрөщә к'өрдзанийа советнейө һһа һөне у дьхвөзьн фькра һөвалбөндөд хвөйө вөлатед дөрөкөйө занө бьбьһен дөрһөдә хөбатед хвөдә...

Анализкьрьна хөбатед к'өрдзание щарөкө майин жи өм данө бавөркьрьне, вөки иро нава блмед Т'уркиаейө һумани тарда традиснаед нөдити пешда дьчьн, мөрөме к'ижанайн һ'имли өвө, вөки модела структура типазанне, т'эстиқьн бь стереотипа бь р'өһ'е блминн қөлл.

Өв стереотип, алие хвөдә, сөр һ'име ван пьрсданинед сөйасөтие те т'өшкилкьрьне, кө к'өмед Т'уркиаейө сөйасөтнейө сөрөкван данино пешийа хвө, дьщө'диньн блм бьднө хөбатандьне чава мөщала т'өшкилбун у сөрк'арикьрьна фө'мдарийа мерьвө мөхлуқөтнейө һөрө фөрэ. Ле апарата идөслогиа Т'уркиаейө р'өсмийө пропагандистие бона вөлетда пьрсданинед мқабьлһөвбунед млөтнейө несафи кьри вөщөрө, дьщө'динө блм монополизасна бькө.

Чава жь нөшъркьрьнед Т'уркиаейө ахьрие те к'ьвше, пешдак'ьшандьна проблема пешдаһатьна к'өрда, змане к'өрдн у хвөшьветийа к'өрда нава т'эрицзанийа т'ьркада бь щур'ө бөрк' бьһһат'е сөйасөтнейн к'ьвшкьри дөст тинө— авторед т'ьрк жь блм дур дькө, бь ве йөкева избат дькө, вөки өванз, һөла жь вө'де имперна османнеда дөстпекьри, дь шөхбөле һ'ьнщьр'андьна һ'өжандьнд млөтед бьч'укө азадариөда мнәсөркьред курса сөйасөтийа бь традиснаед „сианөтө“ дөвлөмөндьн.

Нөһһөр'и ве йөке, вөки авторед т'ьрк һәр тышти дькьн бона щур'ө блми бьдьн арманц у пьрсданинед хвө, нькарьн хвө зөвткьн у хвөндөванар'а, гьва щьрөвөдькьн, вөки чьма у бона чь изгөр'и к'өрдзание теңө кьрьне. Ава, мөсөла, пешготьна к'т'еба К'ьазим Миршанө „Жь пөшт'ьркие һ'өтани к'өрдийа вө'де һһа“—да Ог'уз П'ала дьнвисө: „... Эв к'өм, кө дьхвөзьн йөктийа мөйө млөтне бьт'өр'ьбиньн, бса жи дөсте хвө һьлдьдье сөр йөктийа т'ьрки. Эвана дьщөр'ьбиньн заравө т'ьркийа Анатолийа Р'өһьлате жь т'ьрки бьднө башқөкьрьне, кө бь ө'рөбизма у фарьзизмава т'ьжнийө у өви ө'ламкьн чава зманөки хвөхөтне, сөрбөст“. Ве шунда хөдане пешготьнө ө'лам дькө, вөки „Т'ьрк щара ө'вльн бөри дөврана мө бөрбь Анатолийа к'ьшьяно. Т'ьрк һ'өсаб дьбьн һ'ьндаре синьлизаснае ль Анатолийа. Ль сөр ве территорияе щар—щара к'ьвшбуна бьйуздийа, фарьза у ө'рөба һавьр'и йәне сөкһандьн кьрийө нава пешдачуийна синьлизаснаеда“.

Эв фькьр, кө пешготьна к'т'еба „Изгөр'и дөрһөдә көрманщийа т'ьрки у заза т'ьркида“ һөйө, минани йа жорөйө һьм бь сөрөщөма хвөва, һьм бь бөщабдарийа хвөва: „Ана толия Р'өһьлате п'арөкө вөт'өне т'ьркаиө: вөдөрө һ'өму бнөли т'ьркьн, змане ванн хөбөрдәне заравөки т'ьркийө. Нөһһө-





«пашдамайи» һини эмане т'ьрки бькә, әва йәка we бубуйа гава пешьн бона әве цмаә'те быг'һинә дәрәца мәрвайейә лазьм.

К'брдзане һоланд М. Ван Бруинсен дәрһәца we йәкеда т'әг'мин дькә, вәки «нава һә-йәтиһа хвәда Т'уркиа р'еспубликие әве мисиа р'онайидарие һ'әсаб дькә чача борщдарикә хвәйә фәрс у чьқаси дһа гәләки зоре дьдә к'брда, әвқаси п'арәкә ванә дһа мәзын инк'ар дькә бе «сивилизасиакьрың»-е (M. van Bruinsep. The kurdsin Turkey. Merip Reports, February, 1984).

Автор, кә бы чәләнги бәла пешдаһатһа к'брда у т'әриқа сәдсалиед қәдими дьдһне, дәрбази сәдсалиед навин у вә'дс т'әзә дьбһн.

Ван п'арада к'әмала система қәлпи-қулпийә «қәйдәкьрийә» практик дьк'әвә бын гьраниһа дьбарә, дьбә пьрса әк'сиәрмәниһа, кә қәй бежи бона авторед т'ьрк дьбә фона т'әриқейә һ'имли дь шьхәлә шьровәкьрына қә-вьмандьна, избатийа, қийата у фә'шкьрына һ'имкьрына ванда (гәлә бы we мәһние нинә, вәки әм хәләсә лайиқи we һөрмәтс бун, кә мә хут әв мәсәлед к'т'әбед Т'уркиаейә «п'ешк'ешкьри» стәндьн?).

Мәсәлә, к'т'әба Андин Т'әнерийә «Р'әһед к'брда, ә'мре вани сәһасәтие, сосиалие у културие»-да әм дьхуньн: «Ила һи жь сәдсалиһа 12-да дәстпе кьри, һәләқәтиед к'брда у т'ьрка қәвин у мьт'һ'им бун. Әвәна т'әвайи бона һ'әбандьне шәр'к'ари дькьрың...

Т'ьрка у к'брда һ'әму пьрса да т'әвайи шьхәл дькьрың — илаһи дь we шәр'к'ариәда, кә мқабьли монг'ола у әрмәнийә дьһатә кьрыне...».

Автор, те бежи т'әг'мин дькә, вәки әгәр дьһапини, ви чахи р'әстие т'әриқийә лапә быч'ук бинә орт'е, паше бьһапинә, we шунда гьһие хвә пешда дьбә: «... сәрк'аред т'ьрк жь васәлед хвәйә бьндәст у гьрә-гьред ван дьхвәстьн, вәки бей гьһи—готьн у әсәйи бенә р'әе... Ым дәвранә селщукада, һьм дәвранә османәда навбәйна к'брда у т'ьркада һьлбәт һьнәк шәр' һәбуһә, ле әв йәк сие навәжә сәр достийа т'ьрка у к'брдаейә бы қбр'на».

Сәһасәтиһа дәвләта османнейә мләтие, жь сәдсалиһа 18-да дәстпекьри, бы сәда р'уп'елед қәт'ленә ед т'әриқа булг'арә, серба, һөр'бма, р'умна, әрмәнийә, к'брдаейә цмаә'тие. Чачьте к'вше, кәштьн у дардакьрына бона сьлт'анед т'ьрк чапнишед бы тәһәрәки бун бона

ләһинә на «т'әриқийә»-е иро бәсә, вәки ван вәләтә да, кә жь нире Т'уркиае амбуно, к'т'әбәк йәне хәбәтәкә блми бе к'вше, ль к'б шәр'к'арийа цмаә'тайә мерхасие мқабьли зорбәти у нире т'ьрка те нвисаре у анализкьрыне, ви чахи т'әриқзанед т'ьрк щи бы щи, бы һ'әләк'арийа кә хәйсәте ванә, дәстпе дькьн шькьят дькьн, вәки гьва «ван мләта бы бешекьрийа р'әш щабә һ'әму шьхәлә т'ьркийә қәһш данә, у ә'йан нинә, вәки чьр'а т'ә кәс вана һ'әз нақә». Ле вана чь шьхәлә қәһш кьрыңә у әв бы чь һ'әзкьрыңәкә зорва идеолог-т'әләлед сьлт'ание, we шунда пәйһатиед ванә һәйә сәһасәтие жь к'брде сәр дине ван, ле иро бса жи ә'йан дьбә — бред ванә к'брдә хун—қәтиә һ'әзкьрыңә?

Усйана к'брдаейә пешьн мқабьли имперна османне бәрбанга сәдсалиһа 19-а— сала 1806-а буйә. Усйана пешьн р'уп'еле салнвисарийа we шәр'к'арийа мерхасиейә пешьнә, кә цмаә'та к'брда бона хвәхвәтиһа мьләтие кьрийә. Р'уп'елед we салнвисаре һәла тенә нвисаре, у ван р'уп'елада гәләк мәсәлед шәр'к'арийа к'брда у әрмәнийәейә йәкти һатһнә нвисаре, кә мқабьли дьжмьне т'омәри кьрыңә.

Әм бир биньн усйана к'брда у әрмәнийә сала 1864-йә т'әвайи ль Сасуне, гава усйанчийар'а ль һәв һат алт'ьндарие бьбьн, сайа we йәкә әве нәһ'ис бист сала сәр һәв хәрщ нәдьда сьлт'ан.

Вәхта қәвмандьнед Ванейә сала 1862-йә ә'йан, жь гөндәд доре вәкә 20.000 к'брд у әрмәнийәд силһ'ькьри ләз чун али-к'арие бьднә хвәйкьред Ване (Н. Махмудов: «Цмаә'та к'брда», Ереван, с. 1959-а).

Избати у документед архива гьштнә нәинк'аркьрыңә.

Министре шьхәлед һөндөр' Д. Толстой 11-е августе сала 1893-а п'адше урьср'а аһа чь дьнвисә: «Вәхте дө леньһер'андьнед ахьрие һатийә избаткьрыне, вәки навбәйна әрмәнийә у к'брдада һәвр'ақайилбуна дьзикава һәйә, вәхта ләзьмбә али-к'арийа силһ'ькьри бьднә әрмәнийә» (М. Г. Персисян: «Шәр'к'арийа цмаә'та әрмәнийә азадарие мқабьли деспотизма Т'уркиае», Ереван, с. 1955-а).

Бәле, нава т'әриқа ван һәр дө цмаә'тада, кә бын нире Т'уркиаеда дьһатһнә зерандьне, вә'дс бса һәбуһә, гава сәһасәтиһа мьхәнәт «п'арәвәкә, вәки бьки бын дәсте хвә» бәрәд хвәйә тә'л дан. Әв сәһасәти сәр

цмаә'тә к'брда гьран р'уп'еле, кә мьнәкә һәла нькарьбу фә'р буһә вәдә дәма т'әриқе т'әг'мәниә бәсә вәкә сәдсалиһа 20-к'ә т'әриқәна к'брда. вәләт дәр-кәда бу, вә'ф р'әф'ә'м дьр'ә вәки чь we бә сәре цмаә'тә ван у Абдыл Һамид, кә вәхте қьр'кьрыңед әрмәнийә хвә пыш к'брдава вәшартьбу, бона цмаә'та к'брд чь йәзие һазьр дькә.

Р'едакторе газета «К'брдстан» Ә'бдөлр'әһ'ман бәг сала 1901-е р'уп'елед газета хвәда бы зма-нед к'брди у т'ьрки газийа бәр бы к'брда нәшьркьр. Аһа хуг нава we газиеда чь дьһатә готьне:

«К'брдно, гәлә бәс нинә хь-мәти нәк'әред қблхван у Абдыл Һамид бькьн, кә вә жь к'ьр-һәмәте сивилизасиәе у пешда-чуйиңе, бәре р'онкайе, бәхтәва-рийа азабуне мә'руи дькә, бәр т'әмамийа дьһиәсә вә бәһдрмәт дькә— бы нәмаһи вә дә'ф дь-дә бәрбь гьшәк'арийа у навәки к'ьрет вәр'а тинә.

Бь дәсти қьр'а әрмәнийә әви һун нәшбур кьрың һәләқәтнед бы сәд сала у әвқаси т'әһийәти т'әви әрмәнийә и'әсәс бькьн, щабдарийа бона қәг'лед кьри дан сәр мьле вә— бы сәри вә хвә жь дьһиәсә вәшарт. Ле заньбьн, вәки һунә жи жь али-Абдыл Һамидда бе щәзакьркь номиньн».

Т'әриқе нишан да, вәки өз хәбәре шьхәлванәки к'брдаейә сәһасәтнейи пешьн хәбәре п'ә-хәмбәра бун. Паши қьр'а әр-мәнийә, гава қәзаед р'оһьләте бавар бьки хали бун, бәр зьла-ма диwana Т'уркиае к'брд тәк-т'әне ман. Сала 1916-а дәстпе-кьрың әв зоре щигьһасти қә-заед К'онае, Анкарае у Аданае кьрың.

Бавәр бьки навбьр'и нәк'ә-тиһә нава т'әриқа һ'әжандьн, усйанед к'брдаейә сәлед 1919—1937-а, жь к'йжана усйанед 1921-е у 1937-а ед лапә зор буно.

Аһа газета Т'уркиаейә «Ва-к'ьт» мөһа майе сала 1925-а чь дьнвисә: «Ведәре, ль к'б шуре т'ьрка вәрәқ дьдә, ведәре пьрса к'брда т'бнә». Ле шуре т'ьрка хвәстьн у щә'дан-дьнед т'әмамийа цмаә'тәкәйә хвәқраркьрыне нькарбу. Т'әриқа шәр'к'арийа к'брдаейә мьләтие— азадарие, кә этапед һьлк'әтһнә у дак'әтһнайә башқә-башқәр'а дәрбаз буйә, һ'әтани иро жи пешда дьчә. Нава қә-вьмандьнед we шәр'к'арийә сәхтда хвәфә'мкьрына к'брдаейә идеатие у бажарвание қал дь-бә.

К'бтасийа салед 50-да пьрса к'брда диса бу проблема сайа-сәтнейә фәрс. К'бтмәта Тур-киәе бь зордаини у гьртнед п'р'ва шаба хвөстнед к'брда да, кб дьхвөстн бь кьрнед һәр г'өне бь бьийат'е р'онкайе азия демократие дөст биный (дөрс-дайина змане млетие мөк'т'ә-бада, нөшп'ркьрына газета у ед майин), ле президент К'емал Г'юрсел преседа ө'лам кьр, вөки „өгөр т'ьрнед ч'йаы сөр-һ'ышк (к'брд— М. К.) хвө п'ак хвөй нөкьн, орди у аши-сиз һавасе ве г'бид у бажаред ван жь сөр р'у—баре дьйисе бьднө һьлдәне. Әме нөшпур бьн бона ван һ'ышкөне хушөне бса сазкьн, вөки һанн ве не жь вана, не жь вөлете ван г'б тьшт нечкьн“.

„Ө'шарөтийа“ президент бу газн бона зерандьн, гьртн у кбштына интеллигенсия к'брда—пей публицист К'емал Бурһан, шайир Муса Ә'ит'өр, т'өрщме-чие поэма Аһ'мөде Ханийә „Мөм у Зин“ Мөһ'өмөд Әмиһ Бозарслан у гөлөкед майин к'ә тын. К'имдарөки Партия к'брда-йө демократиейә Туркияейә ч'өпе бь нөмаи һатө кбштыне 27-е апреле сала 1971-е жь р'ожа пешьнда, гава вөлетда һ'але өскөрие һатө ө'ламкьрыне. „Т'өшкилөта Анатолиа Р'оһьла-тейә културнейә пей“ (ДДКО) һатө қөдөхөкьрыне. Суда өскө-рие бь гьртна салед щбда—щбда (10—25) 26 өндамед өве т'өшкилөте щөза кьр, өвана бона шөхблванийа п'ирө—п'и-рөкьрыне у бона ве йөке гбнө-к'ар дькьрын, кб гьва т'өви хө-бата П'К'Д (Партия К'брдста-нейә Демократие) дьбьн.

Сала 1967-а, гава диса Тур-киаеда шовинист — пант'йур-киста сөри бьнд кьрын у бь сөрк'арийа полковник Арп'ар'-слан Т'йурк'еш дөстбь нөп'а-киед фашизме кьрын, р'уп'елед газета „От'ук'ен“-еда (органа фашистед т'ьрк) мқала Ниһал Ат'сыз нөшпур бу:

„К'брд, өгөр өвана дьхвазьн диса бь змане хвө хөбөрдьн, кб 4—5 һ'өзар хөбөре ви һөне, у өгөр дьхвөзын дөвлөта хвө саз-кьн, ви чахи бьра жь Туркиае дурк'өвын, һ'өтани ч'ө'ве ван дьбьр'ө.“

Мө т'ьрка өв хвөли зөвт кь-рийө— вөкө ч'өма хун р'ети-йө, өрмөни у һөр'өмед Бйузанд-нае к'өкб'р'кьрыне у қьр'кьр-лө. Вөхта шөр'е һ'өмд'ийасийн пөшн, гава өрмөнийа мөр'а ха-йинти кьр, к'брд жь бөр фөрха мө хьлаз бун, чьмки ч'йаед бьлдда дьман у р'е—п'өгө ван ч'йа жөдк'өтын. Йане на-ван көһ'ийада өве млате бьч'ук

буна. Иро ван щййада п'ьр'ани к'брдын, ле хийала ван дөрһө-қа сазкьрына дөвлөта хвөхвө-тнеда мивани хийала һөр'өме Бйузанднае йане чинани хийа-ла өрмөнийә дөрһөқа Эрмө-нистана Мөзьнда.

... Сөб'ьр'кьрына щмаө'та г'ьрк бөһ'ахудо, ле гава дөма бса те, вөхта өв иди щкьрө-сөб'ьр'кө, өв дьбө мивани шөрө-ки һарбуйн. Бьра к'брд дөрһөқа шөда жь өрмөнийа бьшп'рсьн у бьра мөсала өрмөнийа ванр'а бьбө дөрс...“.

Дөсйөа кьрнед қөт'ле, кб һьмбөри щмаө'та к'брда тене кьрыне, бь шө'детнед т'өзөва те т'амкьрыне. Аһа һөжмарз „Правда“-өйө 5-е ийуне сала 1983-да чь һатийө нөшп'ркьрыне

„Чава агентийа Франс-пресе ө'лам дькө, бажаре Туркияейн Днарбөк'реда судкьрына к'өма өндамед „Партия к'брдайө к'ар-кьра“ к'өта бу. Суда өскөрие 35 мөрийар'а кбштын дөрхьс-тийө, 28 мөрийар'а — гьртна һ'өта—һ'өтайө, ле 331 гьр-тийар'а— гьртна вө'де щбда щбда— 3—24 сал дөрхьстийө. Әвана бона ве шөхблвание те-не гбнөк'аркьрыне, кб те кьрыне бона ль сөр э'рде Тур-киае дөвлөта к'брдайө сөрбөст сазкьн. Франс-прес дьдө к'ывше, вөки Туркияеда жь мөһа сөнт-йабре сала 1980-да, гава өскө-ра диван һьлдәне дөсте хвө, 5 суд һатнө кьрыне, ль к'б шө-хблед 2.500-к зөдөт'р өндамед „Партия к'брдайө к'аркьра“ һа-тынө лөһ'һер'андьне“.

Ле ван р'ожа дьле фашистед т'ьрда ө'йдө. Гьбрөд гөвр мьқа-бьли вөсийөтед өләһ вөдьхөн, хвөбиркьри к'өф дькьн. Бона шабуна бса мөнийа ванө мөзын һөйө: Туркияеда „фйу-рере вани мөзын“ Т'йурк'еш жь һ'өбсе азакьрыне („Литератур-найа газета“, 22-е майе сала 1985-а).

К'брдзан М. Ван Бруинсен, кб Анатолиа Р'оһьлатеда гөр'на-йө, өве избатне дьдө к'ывше:

„Вона вөт'анһ'өзе Туркияе-йи орт'ө һ'өму щөр'бандьмед к'брда сөба хвөйкьрына зман у э'рф—э'дөте хвө бөшык щө-р'ьбандьмед р'өаксийн. Сөр-к'арийа Туркияейә өскөрие у бюрократие һөрг'ым жь һөр шур'ө диварбуна хвөфө'ндар-йа к'брдайө млетие гьрслөйө, дна бь хөзөб, бь зерандьнава, бь нөщалөд дна бөр'ва мқабьли ван шөр' кьрийө не кб мқабь-ли һөр шур'ө қөзийәед майин, кб вөмбөри бөқөзийәбуна дөв-лөте булө (ве р'өқамеда кому-низм).“

... К'бщөта һөрө бьч'ук дөр-һөқа идея йөнтийа млетнеда

(мөсала, өв гөтын, вөки к'брд щмаө'төкө башқөмө) вөйдадөфө бса вөщда тнө, те бөжи бөй-рақа дөвлөте йане вөйтәме Ат'ат'йурк һөр'ьмандьнө“.

Бона өм гьлие хвө дөрһөқа пьрса һ'але к'брдзание ль Тур-киае хьлаз бькьн, бөй наве р'астие наве ван, сөд һ'өйф т'өк-т'ук бьлдара бир нөкьн, е кб хвө данө бьн дөрбе, дьхвөзын наве бьлдаре т'ьрки һ'өрамкьри у р'ур'өшкьри жь қьр'өже бьднө т'өмьзкьрыне. Сосниологе т'ьрк Исмайил Вешичи бона к'т'өба „Фькра т'ьрка дөрһөқа т'өрнөе у қөбилед к'брдада“ (Анкара, с. 1977-а) 3 сала һатийө гьр-тынө. Вөк'илед мөхлуқөтийа Туркияейө пеш һ'өсаб дьдьнө хвө бона сөйасөтийа к'өмед Туркияейө сөрк'арикьрө млө-тнейө бь қөзийа, кб һа хвө у империализма Амеркиае кьры-нө йөк. Амеркиа алне хвөда һ'але сөйасөтие дьдө хөбтандь-не бона вөлетда гөр'кьрына фь-кьред өк'сикомунизме у өк'си-советизме. Т'өза шовинистед Туркияейө көннө п'өзыни дөрһө-қа ве йөкеда, вөки „пырса өр-мөнийа р'уе сөйасөтийа Урьсе-та саризмеданө“, кб һна жи Т'фақа Советие дьвөрьминө, иро иди дөрһөқа пьрса к'брда, һ'өжандьна к'брдайө азадарнеда те хөбтандьне, кб гьва жь алисе... Т'Р'СС-да те р'өһ'даркьрыне.

Дөнге һистериа Амеркиаейө өк'сисөветие у өк'сисоснализме дьгьһижө гөбе пант'йуркиста у бь авазе млетие пашда вөдгө-р'ө. К'ьрекрөрие сөрвөртийа щө'суснейө мөр'өзие һенси (өв жь щерга мқалед мқалөда-ре „Литературнайа газета“-йи мөхсус И. Андронов мөхлуқө-тийа советнейө хвөндөванр'а насе), кб фькред өк'снөрмөни-йа дьдө гөр'кьрыне, архайин т'өмаийа Туркияеда дьгөр'ө.

Әм дьхвөзын щарөкө майин жи бир биный, вөки И. Андро-нов дөрһөқа һенсида һөжмара „Литературнайа газета“-өйө 4-е августе сала 1984-да чь дь-висө:

„Вона т'амп'рына һитара һистер һенси лаванө аликки мө'растийа виийн крөйинө гөлө-ки к'ьрет мөхсус бьднө к'ывше. Эва иди щара сьсийәно, кб өв дьчө Туркиае у дьщө'днө ве-дөрө мөлт'ьртнә шөвиниста қа-зашкькө, бөр т'өмаийа дьйисе „тер'оризма өрмөнийә өк'си-т'ьрка“ гбнөк'ар дькө. Вөки бөре гөр'кьрына ө'йната т'ьрки мқабьли өрмөнийа гьһандийө чь, гьшкар'а ө'йанө: бь сөда һ'ө-кара мөри шөһ'ид бун. Чава өв һатнө бөваркьрыне, бө'сөд ве

иш'уна р'еш—и'ешда вела  
Туркиаеда земдине у т'абетне  
надьне бналнед вефо армани".

Мохлуфетийа Туркиаефо де-  
мократийе пеш у Партия ве-  
фо комунистне ван цовлада,  
кб бона Туркиае гелеки бь фе-  
зийано, хве р'иа р'аст дьгрн,  
дьяне к'вше, веки истерна  
пант'йуркиста у цалмодалма  
эн'сюрманийа бона ван меще-  
лене гелеки р'янде себа гбнда-  
рийа т'ьрикед хобатк'ар жь ге-  
носеда к'брда, кб про те мя-  
сержьрне, бьдне дурхьстьне.

На хер, мадулед института  
леньер'андьна пьрсед култура  
т'ьркийе блми, эв, чь кб Ве  
мор'а шандийе, блм нине. Жь  
виша, чь кб Хун блм навдькн,  
бина к'ор'атне те.

---

Р'едактор **МИРОЕ ЭСЭД**

---

**АДРЕСА Р'ЕДАКСИАЕ: 375023, Ереван—23, проспекта Орцоникидзе № 2. Цате 12-а.**



## POLITICS IRAQ

## Saddam's amnesty ploy fails to impress Iraqi opposition

Saddam Hussein's offer of an amnesty to political opponents has been dismissed by the Islamic Dawa Party as a "tactical decision by a weak regime at a moment of despair." This coverage by *Yousef Bendali*

● Iraq's underground Islamic Dawa Party (IDP) of Iraq has rejected the proposed amnesty extended by the Baghdad regime to the Iraqi opposition. Speaking at a press conference in London in February, Dr Aii, the IDP's spokesman in the United Kingdom, dismissed the move as a "propaganda ploy" designed to undermine the Islamic opposition.

The government decree, which was issued on February 13, said that the amnesty concerns Iraqi citizens "who conducted activities hostile to their country and (that) it extends to all illegal parties and political movements," in the words of the Iraqi embassy in London. Considering that other opposition groups like the communists — and excluding the Kurds — are not important, the main political party concerned with a "pardon" is that of the Islamists, who are basically assembled under the IDP. The Muslim activists were specifically mentioned as "the front organisation of ad-Dawa Party and allied groups which have acted in the interests of Iran and those regimes with which it is linked."

The decree indicated that all sentences passed against the Dawa Party members had been annulled retroactively and that legal proceedings against members had been stopped. Those referred to by the decree, and who are inside Iraq, were required to report to the nearest military or civilian authority within 30 days. Those in exile were urged to contact Iraqi embassies within 60 days from the date of the pardon.

The Revolutionary Command Council said that the decision to grant an amnesty was spurred by the regime's "concern for every Iraqi citizen." Saddam Hussein's "magnanimity" towards "those who have erred or been led astray" was to provide them with an opportunity "to affirm their loyalty to their country and their readiness to serve it," the announcement added.

The Iraqi government's decision to grant amnesty to the Islamists followed a similar move on January 25 by Syria's Hafez Assad. According to some Syrian Islamist sources in London, Assad's amnesty led 17 people to go back to Syria and seems to have encouraged Saddam Hussein to act likewise.

In spite of the allegedly "humane" consideration put forward by the Iraqi regime, the real reason for the pardon lies elsewhere. Over five years of war with Iran have bled Iraq's economy, drained its foreign reserves and led the authorities to contract huge debts. In spite of his now formidable arsenal — and poorer stocks on the Iranian side — Saddam Hussein has not succeeded in disentangling his army from this costly conflict which might cause his fall.

In addition to the Gulf war, the final failure of the negotiations on January 15 with the moderate Kurdish rebels of Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) was yet another blow to Baghdad. The Iraqi army is over-stretched by having to fight the Kurds. By the negotiations, which started with Talabani in December 1983, Saddam Hussein sought to neutralise, if not win over, the PUK and thus relieve pressure on his forces.

However, a first blow was dealt to the negotiations last October when Baghdad signed a military cooperation agreement with Turkey, aimed at trapping the Kurdish rebels. Last January's final failure was a repeat of March 1984. The talks stumbled against the status of the oil-rich Kirkouk area which the Kurds insist is to be part of an autonomous Kurdistan. With Kirkouk oil exports via Turkey its principal lifeline, the Baathist regime has consistently opposed Kurdish control of the region. On the other hand the PUK cannot give away Kirkouk without losing home support.

The breakdown of 14 months of negotiations is all the more important as it has led to a rapprochement between Talabani's PUK, Massoud Barzani's Kurdish Democratic Party (friendly with Iran) and the Iraqi communist rebels. Observers believe that the declaration of general amnesty may be aimed at preventing a joint front between these three groups — a move which would certainly increase the Baghdad regime's vulnerability.

Yet another reason for the amnesty is believed to be Baghdad's eagerness to obtain unreserved American assistance by showing that it respects human rights. By branding the Dawa Party as being

manipulated by Teheran, Baghdad hopes to convince those still-reluctant Congressmen to endorse Washington's full support for Iraq in the Gulf war. Iraq has already been dropped from the US blacklist and has been given military aid.

Finally the amnesty "move" is certainly meant to create trouble for the half a million Iraqis in exile, particularly in Europe. Various official pressures on European governments have made it difficult for Iraqi exiles to obtain political asylum. With the announcement of a general amnesty, the host countries are in a position to seek their departure.

With these factors in mind the Islamic Dawa Party dismissed the amnesty as a "tactical decision by a weak regime at a moment of despair." This "political ploy" was resorted to, the IDP's UK spokesman added, because Saddam did not reach his goal through violence. The Iraqi Islamists challenged Hussein's sincerity by arguing that the amnesty was not extended to the many thousands of Iraqi prisoners of all affiliations.

In response to Baghdad's move the Islamic Dawa Party outlined four conditions for the settlement of the situation in Iraq. First, the war with the Islamic Republic of Iran must be ended; second, all political prisoners must be released; third, a regime must declare political freedom and hold general elections under the supervision of independent observers; and fourth, all the Iraqis expelled to Iran under the pretext that they were Iranian nationals must be able to return.

Saddam Hussein will not, of course, accept these conditions which are tantamount to committing suicide. There are doubts as to whether the amnesty was real. Past and present experience in other Muslim countries, particularly in the Maghreb, show that when the Islamists are released from jail or cleared from prosecution, they continue to be held under house arrest or under close surveillance. So far no Iraqi exile seems to have returned to Iraq or reported locally.

Although the Iraqis claim that some of the regime's opponents have "repented", their London embassy says they have no specific information regarding numbers or names. It seems most likely that those who will benefit from the amnesty will be those who were already actually in prison. They have been promised freedom and their jobs back.

For the exiles and fugitives, two stumbling blocks remain. Most of them are draft dodgers as well as political opponents. The government has promised no political freedom, and the war still goes on. Return for them will mean certain conscription and an eventual clash with a regime which will not tolerate their views. So things remain the same for the time being.

TRANSLATION OF NEWSPAPER**CHASING KURD GUERRILLAS' KIDNAPPING CASE IN IRAQ**

The Foreign Ministry Is Very Careful In Negotiations With The Highest Priority Being Put On 'Life'.

One month has passed since kidnapping of two wireless communication engineers from the NEC (Shiba, Minato-ku, Tokyo) group by Kurdish anti-government guerrilla group, PUK in the northern part of Iraq became apparent. Although the Foreign Ministry continues prudent negotiations, putting the highest priority on their safety, toward the earliest possible solution, NEC and their families are very worried. It is a commonly accepted notion that Iraq's public peace and order are steadily maintained, Iraqi people have favorable feeling toward Japan and therefore Japanese people are pretty safe there. Under such circumstances why was it that Kurdish guerrillas Kidnapped Japanese? There are about 1,500 Japanese people living in Iraq now. Are the two engineers, who are said to be safe, truly safe?

In NEC's Head Office located near Tamachi Station of JNR Yamanote Line, one of the staff in PR Office says, hardening his face, "We have left all talks for releasing the two men to the Foreign Ministry, for we have been told by the Ministry not to take any actions by ourselves". NEC has not announced either the two engineers' names or professions for protecting their life. They only explained, "They are single men, one is in his 20's and the other in his 30's. As to further information, we are not in a position to let you know." Their worry that the case may lead to an unexpected development is apparently felt.

The situation of the kidnapping case summarized from foreign news and the Foreign Ministry's explanation is as follows:  
The two engineer's job is to maintain and control the wireless communication system NEC constructed in Iraq. The case took place on April 7. When they were making the round with a Jordanian who is concerned in a car near Koisanjak, north-western part of Erbil situated in the northern part of Iraq, they were involved in the fight between the government army and PUK band and captured at last.

#### Protest Statement Announced On Economic Development

It is reported that Japanese Embassy in Baghdad received contact from PUK concerning the kidnapping immediately after they got lost. However, the Foreign Ministry refrained from announcing the case with diplomatic consideration to Iraqi government. But on April 24, a PUK spokesman living in Cyprus announced the kidnapping case and made the following statement: "We kidnapped two Japanese. It is a protest against Japan's being profoundly involved in economic development in Iraq."

NEC has participated in many construction projects in Iraq under the contract concluded with Iraqi government since twenty-odd years before and because of it PUK may think NEC 'a suitable target'. The Foreign Ministry, for the first time at that stage, announced the case and that they have worked upon Iraqi government for their release.

## Frequent Kidnapping of Foreigners --- None Has Murdered.

With such development the Foreign Ministry, which has been always careful, became far more prudent. A consul in charge says, "Talks have been continued between Iraqi government and the guerrillas. Japanese government helps to establish favorable atmosphere there to make the talks go further for solution.

Japanese Embassy, too, has repeatedly called for the release of the hostages to Iraqi government. The Embassy, foreseeing that eventually they will be released safely, takes the stance to patiently wait for the situation to turn favorably.

### Released After Half A Year At Longest

The Embassy's expectation stems from such the background as this: There was a case taking place before that an engineer from NEC was captured near the before-mentioned place. But he was released in a week. The Foreign Ministry explains, "There were several cases that other foreigners such as Jordanians and Italians were kidnapped, but they were released in half a year at longest. No news was heard that 'hostages' were attached or killed".

Almost simultaneously with the kidnapping of the two Japanese, an abortive kidnapping of Japanese was reported, too. It is reported that the Japanese escaped while the guerrillas were engaged in rifle-shooting fight with the government army, which happened to be around there. "It is not clear whether or not the guerrillas kidnap Japanese intentionally", says the Foreign Ministry.

8

**Fifty Days Having Passed Since 'Kept In Custody In A Village'.  
Hostage Being A Means For Public Relations?**

What has become of the captured two Japanese engineers? The case of last time but one was that a NEC employee happened to be go into the territory of Kurdish guerrillas after getting lost and was captured there. He was reportedly 'entertained' by the residents. On the other hand, NEC thinks the last case to be in a rather severe situation, for the fact that 'the statement of a crime' was made indicates strong possibility that Japanese were intentionally aimed at.

Fifty days have already passed since the crime was committed. However, according to the Foreign Ministry, they are reportedly kept in custody in a Kurdish village and it has been confirmed that they are safe. They are not in an imminent condition such as being tied. There seems no impeding danger to their life.

Scarcity of information available in Japan on Kurd or the guerrillas is the reason why the present situation and the background of the case has not known very well. Mr. Koichi Imaizumi, Assistant Chief Institute of Middle-east Economic Study says, "Study on Kurd has just started by the specialists. Materials written in Japanese language are limited in volume".

## Kurd Being A Courageous And Nobel Agricultural People

Kurd is an agricultural people who live in a part of Iran, Iraq, Turkey and Soviet Union and has a population of approx. 10 million. Majority of the people are Sunnite-Islamites. The Kurdish are known for their bravery and some of them used to be incorporated into British Army as 'Kurdish soldiers'.

About 2.5 million Kurdish live in Iraq and they have been rivalry in the central government, calling for expanded autonomy and independence. "But nowadays most of them live peacefully in harmony with the central government. Not a few Kurdish take important positions in the political circle, and it will be more appropriate to say that radical groups, which are only a part of the Kurdish, continue underground conflicts," says Mr. Imaizumi. PUK is one of the radical groups. Its sphere of influence is not clearly known but it is presumed that the organization develops their actions in the area near Turkey of north-eastern part of Iraq. Another is a group called Kurdish Democratic Party (KDP). It is reported that PUK, receiving arms aid from Iran, is a more 'armed' group.

## Confronted With Government Calling For Expansion of Autonomy

The Kurdish guerrillas with PUK as their center have continued talks, calling for the expansion of autonomy in the past two years.

The talks were broken off last year and it was immediately after it that they began to take a 'Kidnapping stratety'. Two Italian engineers were captured in February and Italian government has continued negotiations for their release.

How will the further development be? Mr. Imaizumi comments,  
"While the guerrillas want direct talks with Japanese government,  
Japan cannot afford to do so because of diplomatic consideration  
to Iraqi government. That's what is very difficult."

- 1 Are The Two Japanese Engineers (NEC Group) Still Safe Now?
- 2 NEC has left everything to the Foreign ministry. -- at Head Office located in Shiba, Tokyo
- 3 Large scale projects including construction a power plant are being carried out in Iraq. There are lots of dump trucks running around. -- In the suburb of Baghdad
- 4 Kurd guerrillas receiving field training in a mountain area in the northern part of Iraq

July 4, 1985

## TRANSLATION OF NEWSPAPER

### **Two Japanese Still Placed Under Restraint Kurdish guerrillas have released 22 foreign hostages**

(Athens, July 3, UPI) A spokesman of Patriotic Union of Kurd (PUK), an anti-government guerrilla organization in Iraq announced on 3rd the release of 22 foreign hostages who had been under its restraint. It also stated that two Japanese and two Koreans were still our 'guests', by which it was confirmed that the Japanese hostages were still placed under its control:

According to the spokesman, the released foreigners are an Italian, a Chinese, six Bulgarians, four Polish men and ten Rumanians, who were bound for several months.

The two Japanese were kidnapped together with a Jordan engineer who happened to be with them at the north-western part of the northern part of Iraq when a fight broke out between the government army and the guerrilla band. The case was made public on April 24th.

PUK has urged to the countries and enterprises to which hostages belong, (1) not to carry out any military and military-related projects within the Kurdish residential area without PUK's permission and (2) to press Iraqi government to discontinue its cruel oppression policies on Kurd.



## Japan to Keep Up Iraq Talks On Release of NEC Hostages

The Foreign Ministry said Thursday it will continue its negotiations through the Iraqi government in a bid to obtain the release of two Japanese radio technicians held hostage by Kurdish rebels in northern Iraq since April 7.

A rebel spokesman said in Athens Wednesday the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), one of the two Kurdish rebel groups in Iraq, had released 22 foreigners held hostage for months, but not the two Japanese workers of an NEC Corp.-affiliated firm stationed in Iraq.

The PUK's demands, although unclear, include commitments by the Japanese government and Japanese firms not to engage in military or related projects in Iraqi Kurdistan, and to urge the Iraqi government to stop repressing the rebels' independence movements.

The Japanese government and firms have not been engaged in any foreign military projects since the end of World War II because of the nation's self-defense-only national policies.

According to the ministry, the two Japanese were abducted by the rebels April 7 while they were on their way by car to carry out maintenance work on some radio equipment in northern Iraq.

The ministry has confirmed, from various sources, that the two men are safe, healthy, and have been treated as "guests" in Kurdish villages.

A few Japanese workmen were almost kidnapped in 1982 in the area. Later in the year, one NEC worker was abducted but was released a week later before the Japanese government had taken any action,

ministry officials said.

In all previous abductions carried out by PUK, none of the hostages have been killed or harmed, according to the ministry.

The Kurds are a mountain people who themselves claim to be the descendants of the ancient Medes. Their homeland is now divided between Turkey, Iraq and Iran, with enclaves of Kurds also in Syria and the Soviet Union.

The Kurdish-Iraqi war of 1970 led to an agreement to allow the Kurds limited autonomy, but this was not fully implemented and warfare broke out again in 1974.

### Rebels Release 22

ATHENS (UPI) — Kurdish rebels in northern Iraq released 22 foreigners held hostage for months, but they still hold two Japanese and two South Koreans, a rebel spokesman said Wednesday.

The Patriotic Union of Kurdistan (PUK) is one of two major guerrilla groups demanding a greater degree of autonomy for Iraq's estimated 3 million Kurds.

"Most of the hostages have been released, but the Japanese and the South Koreans are still our guests," the PUK spokesman said.

The hostages, most of whom were involved in projects in Iraqi Kurdistan, were being held in the PUK headquarters in Marga Qaladza near the Iranian border.

The rebels released 1 Italian, 1 Chinese, 6 Bulgarians, 4 Poles and 10 Romanians, he said.

The Italian was identified as Antonio Chiaverini, 58, who was kidnapped on Feb. 12. Chiaverini, an employee of the Milan-based company SAI, was

working on an electrification project in Iraqi Kurdistan.

The rebels demanded a commitment from foreign governments and companies not to "engage in military or related projects in Iraqi Kurdistan without the approval of the PUK." They also urged the governments involved to press Iraq to discontinue its "harsh and repressive" policies against the Kurds.

The spokesman said the rebels negotiated the release of the Italian, the Chinese, the Bulgarians, the Poles and the Romanians with their governments. He said negotiations were continuing with the governments of Japan and South Korea.

"We had a friendly chat with the governments of those released. The problem was resolved," he said.

The spokesman said the governments involved had "taken notice" of the rebels' position, but he declined to specify whether they had pledged to consult with the rebels before engaging in further projects in Iraqi Kurdistan.

Western diplomats said the rebels had been given the opportunity to present their case to the governments of some of the hostages.

Last month, the Iranian-backed Kurdish Democratic Party (KDP) warned foreign companies it would attack economic and military projects that "strengthened" the government of Iraqi President Saddam Hussein.

### Manila Murder

A Japanese man has been found stabbed to death in a hotel room in Manila, the Japanese Embassy in Manila reported to the Foreign Ministry here Wednesday.

## Kurdish Rebels Free 22 Foreign Hostages

ATHENS, Greece (UPI) — Kurdish rebels in northern Iraq who have held 26 foreign technicians hostage for months released 22 of their captives but retained custody of the other four, a rebel spokesman said Wednesday.

The rebel group Patriotic Union of Kurdistan have released an Italian, a Chinese, six Bulgarians, four Poles, and 10 Rumanians, said the spokesman. He did not reveal exactly when the men were released.

The spokesman for the PUK, one of two major groups of rebels who have been fighting since 1961 for greater autonomy for Iraq's estimated 3 million Kurds, said the group was still holding two Japanese and two South Koreans.

"Most of the hostages have been released but the Japanese and the South Koreans are still our guests," the spokesman said. He said the hostages were being held at the PUK headquarters in Marga Qaladiza near the Iranian border.

Most of the hostages were involved in construction projects in Iraqi Kurdistan in northern Iraq, where some of the country's major oil fields are located. Parts of the Kurdistan region also lie in Turkey, Iran, Syria and the Soviet Union.

The rebels had demanded that in return for the hostages, the governments and companies in their countries agree not to "engage in military or related projects in Iraqi Kurdistan without the approval of the PUK."

In addition, they urged the governments involved to press

Iraq to end its "harsh and repressive" policies against the Kurds.

The spokesman said the 22 men who have been freed were released after negotiations with their governments but he declined to disclose whether pledges to comply with the rebels' demands had been received.

*(Related Story On Page 12)*

## Kurd Rebels Holding 2 NEC Engineers

The Foreign Ministry Thursday confirmed two Japanese are being held hostage by a Kurdish rebel group in Iraq, and identified them as engineers of NEC Corp., a leading electrical appliance maker of Japan.

Officials at the consular section, however, refused to comment on continuing negotiations for the release of the hostages between the Japanese government and Kurdish group, called the Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

Neither did they disclose the names of the engineers, citing considerations of safety for the hostages.

According to the officials, the two NEC employees were abducted by the group along with a Jordanian engineer on April 4, when a fight occurred near Arbil in northern Iraq between the Kurdish guerrillas and government troops.

The Japanese government immediately requested cooperation from the Iraqi government in rescuing the Japanese hostages and safeguarding their lives, the officials said.

They said negotiations for their release have been conducted chiefly by NEC, with the Foreign Ministry working as a backup.

But an NEC spokesman said the ministry has been in the forefront of the negotiations and,

the company has no direct negotiating channel with the Kurdish group.

"The guerrillas have not presented us with any conditions for the release," the spokesman said.

Reports said PUK has freed 22 foreigners held hostage for months, leaving only two Japanese and two South Koreans in captivity.

PUK is a major guerrilla group demanding a greater degree of autonomy for an estimated 3 million Kurds in northern Iraq, the reports said.

The rebels were quoted as demanding a commitment from foreign governments and companies concerned not to engage in military or related projects in Iraqi Kurdistan without the approval of PUK.



# DINNER WITH THE AMBASSADOR

## A visit to Turkey

By ARTHUR MILLER\*

Turkey. The dinner took place the day after we spent a deeply moving evening with the fiancée of Aly Taygun, a young director whose innovative work had created much excitement at Yale University's drama school a couple of years ago, and the young wife of a painter who, like Taygun, is serving an eight-year jail sentence for his membership in the Turkish Peace Association.

The second woman's hope that we might help her husband in some way prompted her to show us several sepia drawings he had handed her during the five-minute visits she is permitted every two weeks. The drawings, mostly portraits of her, were packed with an almost palpable sensuous power.

When I found myself momentarily alone with the ambassador, I immediately began telling him about the imprisoned artist and his wife. To my surprise and pleasure, he was at once caught up in the story. He wanted to know their names, implying he would inquire about them. It seemed a good beginning.

**T**HE ambassador, a spry, diminutive man in his 80s, is famous for his absolute deference to the Turkish military, with whom he has completely identified American interests. All I knew about him was that he had worked as a campaign adviser to Barry Goldwater. I learned later that he had been a professor at the University of Pennsylvania and has been considered a leading thinker of the far Right.

That night he displayed a cultivated, literary air, not at all the image of a fiercely militant right-winger. He is an Austrian, naturalised in 1938; his rosy complexion and full head of silver hair, his blue baggy eyes with their soft drooping lids, his natty grey suit and sharp intelligence all suggested Vienna and civilised coffee-house discussions.

As we moved to the table, he confided to me that there might well be a declaration of amnesty in Turkey in the near future, giving the impression of cautious liberalism. "We

can't push them too far," he said of the military. "We don't want to lose them."

Taking my seat across the table from the ambassador and to the right of his wife, I thought how functional the elegance of the table was, as though to protect power by enforcing good manners and empty conversations. The image of the imprisoned painter would not go away, but could such an unpleasant thought be introduced at a dinner given by my country's ambassador in my honour?

Harold Pinter was seated on the same side of the table as I was, half a dozen places down. The soup had hardly been served when I heard his strong baritone above the general babble and caught in it the flow of a quickened mind.

On my left, Mayrose Strausz-Hupe, a beautiful woman who looks less than half her husband's age (the daughter, she volunteered, of a Ceylonese Ford dealer), was drawing a map of her country on the tablecloth with her fingernail, showing the demarcations between the religious factions that had been tearing the country apart in the years since the British left.

\*ARTHUR MILLER'S most recent book is *Salesman in Beijing* (Viking).

**QUOTE:** *America ought to be holding up democratic norms, if only as a goal, instead of justifying their destruction as the only defence against chaos.*

As the roast veal was served, Pinter's voice rose higher, his British diction sprouting angry ratchets. I could hear that he was engaged in a cross-table discussion with Nazli Ilıcak, a widely-read columnist whom we had met at the offices of her husband's newspaper, Tercuman, some days earlier, and Frank Trinkka, the American deputy chief of mission, an unsmiling, tight-bodied man, with tinted glasses and a knife-like self-assurance.

I could not make out what Pinter was saying, but I could hear Ilıcak and the deputy chief replying, "That's your viewpoint. We have to see it in the round. You are only seeing part of it..." The ambassador, forking his veal, did not even glance in Pinter's direction as the playwright's voice reached the volume of an MP in the House of Commons.

Madame Ambassador continued with her geographical drawing, maintaining an admirable aplomb. Her husband was trying to engage his neighbour in conversation, when Pinter, with open rage, shouted across the table at Ilıcak, "That is an insult and was meant as an insult and I throw it back in your face!"

As I learned later, she had told Pinter that although the Turks would have to remain and face the realities of their country, he could go home and put it all into a profitable play.

The ambassador quickly tapped his crystal water glass with a silver spoon and brought silence. "I wish to welcome Mr Miller as our honoured guest," he said, and went on to extol my work in the theatre. He ended with a glance around the table which came to rest only for a moment on Pinter.

"This demonstrates that all viewpoints are welcome here," he said. And then, pointing to the floor of his residence, his voice thick with emotion: "Here is democracy. Right here, and we are proud of it. Imagine this happening in a communist country!" Whereupon he thanked me for coming.

I understood that it was up to me to respond to the toast. Protocol must be observed, and the ambassador had been an engaging host. But as we sat there in the brightly-lit room, an image popped into my mind: the painter's wife staring at an empty pillow; her husband lying on his mattress hardly a mile away, with six more years of prison ahead of him, all for an offence that, had I been a Turk, I surely would have committed myself.

**I** BEGAN by thanking the ambassador for the dinner and the welcome, at which he looked relieved. "Whatever our political difference," I said, "we share the same faith in democracy." The ambassador nodded appreciatively. I went on:

"A democracy enhances candour, my speech being without fear, it is impossible for us to ignore what we have witnessed in Turkey. We are playwrights, and playwrights are different from poets or novelists or perhaps any other kind of writer. We deal in the concrete... An actor has to be moved from point A to point B, and so you cannot act in general, only in particular. We do not know what the situation in Turkey was last year, so perhaps it is better now, as is claimed. We don't know what it will be in the future.

"We do know concretely what we have seen,

and what we have seen has no tangency with any democratic system in Western Europe or the United States.

"I wrote in *The Crucible* about people who were jailed and executed not for their actions but for what they were alleged to be thinking. So it is here; you have hundreds in jail for their alleged thoughts. We are told that Turkey is moving closer and closer to democracy, and that may turn out to be so, no one can say, but what it is now is a military dictatorship with certain mercile and brutal features.

"We are helping Turkey, and I am not saying we should not; but the real strength of a state in the last analysis is the support of her people, and the question is whether the United States is inadvertently helping to alienate the people by siding so completely with those who have deprived them of their elementary rights. Not a single action is alleged against the hundreds of Peace Association people in prison."

As I continued, I thought I saw the eyes of the ambassador glaze with astonishment or horror. But at the same time, he seemed to be listening to a kind of news: not political news, for he knew better than I did the state of affairs there, but news of an emotion, an outrage. After 20 minutes, I ended my speech:

"There isn't a Western lawyer who could come to this country and see what is happening in these military courts who would not groan with despair. The American people here ought to be holding up of democratic norms, if only as a goal, instead of justifying their destruction as the only defence against chaos."

The ambassador turned, gazed at the faces around the silent table and asked Erdal Inonu, son of a former president and prime minister and head of a political party, if he would respond to my remarks.

Inonu, 60, balding and squinting, a man with a gentle face and long hands which he softly clasped above the table, said that in general he could not help agreeing with my views and wanted to add his welcome to that of the ambassador. I could hardly believe this apparent victory. The ambassador gestured toward Ilıcak; she shook her head, her eyes rounded in shock.

A journalist was then invited to comment; he chose simply to rub his hands together, smile and welcome me to Turkey (though Pinter later revealed that this man had exchanged approving glances with him while I was speaking).

**A**ND so, with no more takers, we all rose, as the ambassador said something about a fascinating dinner. Before I could stop myself, I added, "This is one you won't forget soon," to which he responded with an uncertain smile.

The company adjourned to the sitting-room for coffee, and I sought out the deputy chief, sensing that he occupied the centre of power in the place. But I had hardly sat down when once again I heard Pinter's awesome baritone. Near the entry hall, Pinter was turning away from the ambassador, who, half his size, was shouting something and walking abruptly toward an astonished guest.

Pinter came directly to me and said proudly, "I have insulted your ambassador and have been asked to go."

Forced to be practical by Pinter's visible emotion, I wondered about transportation and found a guest whom we had met at a gathering of Peace Association supporters. He was happy to share his car, but the French ambassador intervened, at the risk of offending Strausz-Hupe, his colleague and friend, and offered to drive us to his residence.

On the way out to the black Peugeot, Pinter explained that the ambassador had remarked that there can always be a lot of opinions about anything, and he had replied, "Not if you've got an electric wire hooked to your genitals." The ambassador had stiffened and snapped, "Sir, you are a guest in my house!" Whereupon Pinter had concluded he had been thrown out.

Pinter was brimming with admiration for my peroration, as I was for his righteous indignation, without which I could not have launched my 20-minute speech. We decided we ought to form a team that would visit American embassies around the world.

Throughout our stay we had declined interviews, promis-

ing instead to hold a press conference on our last day.

**I**T TOOK place in the building of the Journalists' Association in Istanbul, and was attended by 25 or 30 men and women and a television crew from United Press International.

What we said at the press conference was more or less what we had said at the ambassador's dinner. We understood that Turkish journalists would be forbidden to print more than scraps of such opinions, but we felt we had to speak candidly.

The next day, in London, we learned that reporting about the press conference had been banned by the Government and that an investigation was to be launched into the whole visit. But news of it has nevertheless penetrated the prisons, as we have indirectly learned, and has brought some hope that the world has not forgotten these people.

Unhappily, Prime Minister Ozal could stand before the Washington Press Club recently and declare there are no political prisoners in Turkey without causing a ripple in his audience. There is nothing farther away from Washington than the entire world.

(The Nation)

## Turkey: Mehdi Zana

By Caroline Moorehead

The Mayor of Diyarbakir, the main Kurdish city in Turkey, is serving a 24-year sentence for membership of a dissident group responsible for murdering a policeman, for being in possession of two pistols, and for having false identity papers.

Human rights observers who attended Mehdi Zana's trial in October, 1983, are convinced the charges are false and that he is in jail solely because of



his avowed Kurdish sympathies.

Mr Zana is a tailor by profession. A socialist, he stood as an independent and got 63 per cent of the vote in the mayoral elections of 1977.

Before his arrest he was known for his links with Western European cities, particularly in France.

Observers at his trial also remarked on his shrunken appearance and seeming inability to stand. His sister has since reported that he had been severely tortured and that once she failed to recognize him during a visit to the prison.

4.7.1985

## Kurdish Rebels Release 22 of 26 Hostages in Iraq

ATHENS, July 3 (UPI) — Kurdish rebels in northern Iraq, who have held 26 foreign technicians hostage for months, have released 22 of their captives, but kept four others, a rebel spokesman said today.

The rebel group, Patriotic Union of Kurdistan, had released an Italian, a Chinese, 6 Bulgarians, 4 Poles, and 10 Rumanians, the spokesman said. He did not reveal exactly when the men were released from the group's headquarters in Marga Qaladiza near the Iranian border. The spokesman said the group was still holding two Japanese and two South Koreans. Most of the hostages had been involved in construction projects in Iraq.

The guerrillas had demanded that in return for the hostages, the governments and companies in their countries agree not to "engage in military or related projects in Iraqi Kurdistan without the approval" of the rebels.

JANR: IRAQI KURDISTAN PARTY HAILS LIBYAN SUPPORT

LD241548

TRIPOLI JANR IN ENGLISH 1428 GMT 24 JUL 85

OR (( TEXT)) TRIPOLI, 7 DULQIDAH, 24 JULY. JAMAHIRIYAH NEWS AGENCY -- THE CENTRAL COMMITTEE OF THE KURDISTAN DEMOCRATIC PARTY IN IRAQ HAS HAILED THE STANDS OF THE JAMAHIRIYA TOWARDS THE KURDISH CAUSE AND MATERIAL AND MORAL SUPPORT GIVEN TO ALL LIBERATION MOVEMENTS IN THE WORLD.

THE COMMITTEE SAID IN A CABLE SENT TO THE LEADER OF THE REVOLUTION THAT THIS SUPPORT STRENGTHENS ARAB-KURDISH BROTHERHOOD AND FATEFUL ALLIANCE IN THE STRUGGLE AGAINST IMPERIALISM, ZIONISM AND REACTIONISM FOR LIBERATION AND PROGRESS.

IT CONFIRMED ALSO TOTAL SUPPORT TO THE RIGHTS OF THE PALESTINIAN PEOPLE AND CONDEMNED THE CONSPIRATORIAL DESIGNS OF AMMAN-BAGHDAD-CAIRO AXES.

(ENDCALL) 241428 PAGE/AM 24/15362 JUL

BT

44204

# 'Operation Sonne' im kurdischen Dorf

Ankara (afp) — Beytussebab, ein Kurdenort mit 3.000 Einwohnern und einer Besatzung von hunderten Kommandos der türkischen Gendarmerie, liegt mitten im Herzen des Hauptschauplatzes des separatistischen Aufstandes, der vor einem Jahr im Südosten der Türkei wieder aufschäumte. Die „kritische Region“, wie sie im Militärjargon heißt und wo die „Apocular“, die kurdischen Rebellen, sich in den Bergen versteckt halten, erstreckt sich vom Norden der an Syrien angrenzenden Provinz Mardin über die Provinzen Siirt und Hakkari bis zur Provinz Van nahe der Grenze zum Irak und Iran. Dieses kahle, unwirtliche Gebirgsland schlägt alle türkischen Rekorde von Arbeitslosigkeit. An seinen äußersten Punkten, Eruh (Siirt) und Semdinli (Hakkari), gab die „Partei der Kurdischen Werktätigen“ (PKK) am 15. August 1984 mit zwei „Vur-Kac“-Operationen („Schieß und fliehe“) gegen die Sicherheitskräfte den Startschuß zu einem Aufflammen des seit dem Militärputsch vom September 1980 schwelenden Autonomiekampfes. Die Antwort der Armee war unerbittlich.

In der „Operation Sonne“, dem systematischen Durchkämmen von Dörfern und Bergen, verloren laut offizieller Version die PKK 68 und die Sicherheitskräfte 42 Mann bei über 70 bewaffneten Zusammenstößen, während die Zivilbevölkerung 40 Opfer zu beklagen hatte und über 500 Separatisten gefangen genommen wurden. Unter der Bevölkerung kursieren weit höhere Zahlen. Zehn von der ersten Verhaftungswelle erfaßte kurdische Aktivisten wurden vor wenigen Tagen von einem Militärgericht in Diyarbakir zum Tode verurteilt.

Beytussebab liegt praktisch auf halbem Wege zwischen Eruh und Semdinli abseits von der Gebirgspiste, die von Siirt nach Hakkari führt. Für den, der vom Sü-

den her kommt, beginnt der Ernst der Dinge in Cizre am Tigris. Das Kriegsrecht, das außer in Mus und Bitlis in allen Provinzen mit starker kurdischer Bevölkerung aufrechterhalten wird, mutet hier wie eine Kriegssituation an. Das Militär ist weit zahlreicher, sehr viel nervöser, bedrohlicher und drohend. Die Kontrollen häufen sich: „Aussteigen! In die Reihe! Papiere her! Hände über den Kopf! Beine auseinander!“ Männer werden von den Füßen bis zum Kopf abgesehen. Frauen und Kindern bleibt das erspart, was bei den Männern schon wie ein Ritus anmutet. Ist man am ganzen Körper abgetastet, nimmt man die Spitze der Reihe ein und erhält seine Papiere zurück, die mit einer mehrseitigen Fahndungsliste verglichen werden. Dann geht es weiter, bis die ganze Prozedur schon wenige Kilometer weiter von neuem beginnt. Die meisten Kurden unterwerfen sich ihr mit scheinbarem Gleichmut, stumm. So durchquert man Sirnak und Ulidere, zwei weitere Guerillahochburgen. Dann hört die Straße auf und es beginnt eine unglaublich mühsame Piste durch das über 3.000 Meter hoch ansteigende Gebirge. Am Fuße des „Tanin Daglari“ erblickt man die Auftriebe kurdischer Schäfer, deren Außeres dem der „Peschmergas“, der kurdischen Kämpfer gleicht: eine fast militärische Tuchweste, unten enggeschnürte Pluderhosen, um den Kopf geschlungene Tücher. Sie leben mit ihren vielköpfigen Familien in dunklen Zelten nahe der Gebirgsbäche. Der Gendarmerieposten auf der Paßhöhe ist wahrhaftig im Kriegszustand. Aus rund um den Posten ausgehobenen Gräben richten Soldaten mit Helmen aus dem Zweiten Weltkrieg ihre automatischen Gewehre auf Tal und Bergkämme. Für sie, die sie ausnahmslos aus anderen Teilen der Türkei stammen, ist dies die Hölle. Die Schönheiten der Natur lassen sie unberührt.

Beytussebab lebt bereits seit einem Jahr rund um die Uhr im Rhythmus der „Operation Sonne“. Nach Verstreichen der Sperrstunde wacht das Dorf zum Gezwitscher unzähliger Vögel, bis der Gesang dieses gigantischen Vogelbauers vom Geräusch der Armeepanzer überdeckt wird, die in Richtung Norden zu neuen Fahndungen nach „Terroristen“ aufbrechen. Auf der einzigen Straße patrouilliert die Militärpolizei unablässig in Dreierreihen mit Maschinenpistole im Anschlag und Walkie-Talkies auf der Brust. Unter dem Schutz von Sandläcken steuern offene kleine Militärlaster mit jeweils zehn bis auf die Zähne bewaffneten Soldaten die Berge an.

Mit verschlossener Miene sieht Yavuz sie vorbeifahren, jeden Tag seit einem Jahr. Abgefunden hat er sich nicht damit. Er verhehlt nicht, daß er wie die Mehrheit der Dorfbewohner seither für die Sache der „Apocular“ gewonnen wurde: „Sie sind die Stärksten. In den Bergen sind die Türken gegen sie nichts wert.“ Viele Einwohner der Region sind der Ansicht, daß die Dörfer in diesem Teil Kurdistans praktisch einem Kriegszustand unterworfen wurden. „Zwischen Kurden und Türken ist ein Punkt erreicht, von dem es kein Zurück gibt“, erklärt in Mardin ein Verantwortlicher der linksoppositionellen parlamentarischen „Volkspartei“. Ein aus dem Westen der Türkei stammender und in der Provinz Van praktizierender Arzt ist heute überzeugt, daß „vorher die Bevölkerung zum großen Teil gegen die Rebellen eingestellt war, denn sie wurde von ihnen nicht verschont, da deren Kampf auch die internen Konflikte der Kurden widerspiegelte. Aber seit Beginn der Operation Sonne wächst die Sympathie für die PKK, da sie nur noch gegen die türkische Armee kämpft.“

Serge Arnold

Donnerstag, 18. Juli 1985

## Für Kurden gelten die Menschenrechte nicht

Zu dem Bericht „Iraker wollen wieder Städte bombardieren“ in der SZ vom 2. Juli:

Wie Sie berichteten, haben irakische Kampfflugzeuge mehrmals kurdische Flüchtlingslager im Nordwesten des Iran angegriffen ohne irgendeinen vertretbaren Grund, nur um die Kurden auch jenseits der Grenze zu verletzen und zu demütigen, wobei u. a. sehr viele Frauen und Kinder getötet wurden.

Die kurdischen Flüchtlinge sind 1975 vor den Greueln des irakischen Militärs nach Iran geflohen, wo sie auch nicht viel zu erwarten hatten, und jetzt werden sie von den Irakern nicht einmal dort in Ruhe gelassen. Von der iranischen Seite werden ebenfalls die kurdischen Städte des Irak nicht verschont, sondern brutal bombardiert. Was die Kurdenfrage betrifft, sind sich beide Seiten letztlich einig, nur daß die Iraker noch rigoros gegen die Kurden vorgehen, weil durch den gegenwärtigen irakisch-iranischen Krieg ihr Plan vereitelt wurde, die vier Millionen Kurden des Irak nach Süden zu deportieren und dadurch zu vernichten. Im Irak zählt ein Menschenleben nicht, zumal wenn man Kurde ist.

Östliche und westliche Regierungen, darunter auch die Regierungen beider deutscher Staaten, wetteifern zwar immer in Beteuerungen, daß die

Menschenrechte in aller Welt geachtet werden sollten, aber andererseits pflegen sie ungeniert enge wirtschaftliche und politische Kontakte zu Staaten, in denen die Menschenrechte offensichtlich mit Füßen getreten werden, und unternehmen anscheinend so gut wie nichts, um die herrschenden Zustände zu ändern. Sie setzen sich an einen Tisch mit Saddam Hussein (irakischer Präsident von eigenen Gnaden, verantwortlich für den Tod von Hunderttausenden), der durch Terror und Mord seine Macht behauptet, und reden mit ihm, als wären solche Leute ihresgleichen und höchst achtbare Politiker. Durch solches Verhalten machen sich demokratische Politiker besonders unglaubwürdig und setzen langfristig gesehen Frieden und Freiheit aller beteiligten Völker aufs Spiel.

Besonders lächerlich wirkte auf den informierten Leser Ihr schon einige Zeit zurückliegender Bericht über den Empfang einer irakischen Parlamentsdelegation durch demokratisch gewählte Abgeordnete des Deutschen Bundestages, wo doch allgemein bekannt sein dürfte, daß das sogenannte irakische Parlament weder demokra-

tisch gewählt ist noch auch nur den geringsten politischen Einfluß besitzt. Derartige Empfänge sind wirklich eine Schande für jeden echten Demokraten.

B. Ibrahim  
Sozialistische Organisation  
Kurdischer Studenten in Europa (SOKSE)  
Postfach 1204  
8904 Friedberg

## EN MARGE DE LA GUERRE

# Les Kurdes d'Irak durcissent leurs revendications

Par ÉLISABETH PICARD \*

**A**PRÈS la signature de l'accord irako-iranien d'Alger le 6 mars 1975, quelques semaines avaient suffi à l'armée baasiste du président Saddam Hussein pour venir à bout du mouvement nationaliste kurde dirigé par le général Mustafa Barzani, désormais privé du soutien de Téhéran. Celui-ci, qui avait repoussé la loi d'autonomie promulguée à Bagdad un an plus tôt, s'exila. Plus de cent cinquante mille Kurdes (sur environ deux millions et demi, soit 25 % de la population irakienne) trouvèrent refuge en Iran. D'autres, en nombre au moins égal, furent déportés dans la région des marais, tandis que le gouvernement entreprenait l'arabisation forcée du Sinjar, de Khanaqin et de Kirkouk.

Plus grave, le mouvement de résistance éclatait entre factions rivales divisées en partisans de la collaboration avec les baasistes dans les nouvelles institutions locales, fidèles du mollah Barzani, qui songent à abandonner la lutte, et en dissidents de son Parti démocratique du Kurdistan (PDK) décidés à reprendre les armes : M. Jalal Talabani s'installe fin 1975 à Damas, où il reçoit l'appui du président syrien M. Hafez El Assad et fonde l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

La résistance se réorganise lentement, dans la clandestinité : les « peshmergas », approvisionnés en armes légères sur le marché libanais, regagnent les montagnes, rejoints de mois en mois par les déçus de la loi d'autonomie, dont l'application est restrictive, sinon fictive : en 1978, la faculté kurde de Bagdad ferme ; le gouvernement local d'Erbil n'a pas la maîtrise de ses ressources ; les « élus » de la région sont étroitement contrôlés par le Baas. Cependant, jusqu'aux deux premières années de la guerre du Golfe (octobre 1980-été 1982), les moyens financiers dont dispose le régime de M. Saddam Hussein lui permettent d'apaiser bien des critiques et de conserver, même parmi les Kurdes, des « clients » favorables à sa politique développementaliste. De plus, il dispose d'une milice nombreuse et équipée de moyens les plus modernes, l'armée du peuple, qui s'appuie dans chaque village du Nord sur des collaborateurs recrutés et mobilisés sur un mode clanique, les hommes du Jach. Et, surtout, la rivalité entre le PDK, cantonné au nord, le long de la frontière turque, et l'UPK, qui opère plutôt à l'est de Suleymanîé, à la frontière iranienne, dégénère fréquemment en affrontements armés.

Le Parti communiste (PCI), qui rompt avec le Baas en juin 1978, tente en vain de réconcilier les frères ennemis groupés dans deux fronts rivaux à Damas : le Front patriotique, autour de l'UPK (12 novembre 1980), et le Front national démocratique du PLK (28 novembre 1980). La Libye tente à son tour de grouper dix-neuf partis et formations en lutte dans les régions du nord de l'Irak autour d'une motion adoptée en commun à Tripoli le 6 février 1983, à partir de deux maîtres mots : abattre le régime dictatorial de M. Saddam Hussein et obtenir une véritable autonomie. Les accrochages n'en continuent pas moins, tel celui du 1<sup>er</sup> mai, où les troupes de Talabani s'attaquent aux sièges du PCI et du petit Parti socialiste kurde dans la vallée de Pestachan et font plusieurs centaines de victimes.

Mais, à dater de 1983, l'enlèvement des adversaires dans la guerre du Golfe suscite à la fois un changement qualitatif et une redéfinition de la lutte des Kurdes d'Irak. La « bataille de Saddam » coûte de plus en plus cher ; elle oblige le régime à abandonner maints projets sociaux, en particulier dans la région autonome, et même à imposer des restrictions aux populations. Elle devient surtout impopulaire en raison du nombre élevé de ses victimes.

### Changement d'objectifs

**N**OMBRE de jeunes Kurdes — ils sont cinquante mille dans l'armée irakienne en juillet 1984, selon M. Latif Jassim, le ministre de l'information — choisissent de désertir, souvent avec leurs armes, et rallient les hauteurs de la frontière avec l'Iran, où ils constituent une force d'appoint aux peshmergas du Juwd (le Front national démocratique). Le Juwd, dirigé par deux des fils de Mustafa Barzani, mort aux Etats-Unis en février 1979, reçoit le soutien du régime de Téhéran, dont les troupes prennent l'offensive par deux fois, en juillet puis en octobre 1983, sur le territoire irakien. Dans la vallée de Chouman, où il commande plus de trois mille combattants, M. Massoud Barzani dispose maintenant de RPG et de quelques armes DCA. Ses hommes pénètrent de nuit dans les bourgs, où ils s'attaquent aux cantonnements de l'armée du peuple, aux sièges du gouvernement et des services de renseignement. En mars de cette année-là, ils arrivent jusqu'au

cœur d'Erbil, avec des unités du PCI, et font plusieurs dizaines de prisonniers.

L'intensification de la lutte s'accompagne d'une révision des objectifs de la guérilla kurde. Alliée du PCI depuis 1978, elle est maintenant en contact avec les opposants chiites du Sud, dont les dirigeants sont réfugiés en Iran, avec Al Da'wa en particulier, et l'iman Bakr Hakim à Qom. Abandonnant, au moins provisoirement, les mots d'ordre indépendantistes et unitaires à l'échelle de la nation kurde, dispersée sur cinq Etats (Iran, Iraq, URSS, Turquie et Syrie), les responsables du Juwd, en particulier au PDK, au PSK et au PCI, donnent la priorité au renversement du président Saddam Hussein et à l'établissement en Irak d'un régime démocratique, tout en observant avec circonspection, comme le déclare M. Massoud Barzani au *Monde* le 14 octobre 1984, les projets d'« autonomie islamique » élaborés par le Conseil supérieur de la résistance chiite. La nation kurde est donc acculée à cette situation paradoxale, mais tactiquement bien compréhensible, de deux mouvements autonomistes, tous deux appelés d'ailleurs Parti démocratique du Kurdistan, luttant chacun contre le gouvernement central de son pays, l'Iran et l'Irak, avec le soutien et même aux côtés de l'Etat voisin en guerre. Ainsi M. Idris Barzani est-il installé à Karaj, dans la banlieue de Téhéran, et plusieurs centaines de ses peshmergas opèrent en coordination avec l'armée iranienne.

Outre que cette tactique a pour inconvénient de ternir l'image du PDK iranien, dont les attaques peuvent être confondues par la population avec celles de l'Iran ennemi et bientôt envahisseur, elle rappelle le précédent catastrophique de la guerre de 1974-1975, où les nationalistes kurdes d'Irak s'étaient confiés à l'alliance exclusive et indispensable du chah. Conscient du problème, M. Massoud Barzani concentre alors les actions armées du PDK dans le Badinan et la région nord frontalière de la Turquie, où il bénéficie de l'appui des autonomistes du PDK ; il prend ses distances avec

\* Chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques.

l'imam Khomeiny, transfère la direction politique à Damas et prend langue avec le colonel Kadhafi, qui lui promet, en mars 1985, une aide matérielle.

Dans la « guerre des chefs » qui déchire le mouvement kurde d'Irak, M. Talabani choisit au contraire de se battre dès 1982 aux côtés de l'armée iranienne et du PDK iranien de M. Ghassemlou contre le régime khomeiniste. Ebranlé par les coups de boutoir conjugués de l'armée ennemie et des opposants intérieurs, M. Saddam Hussein multiplie les offres d'ouverture à l'automne 1983, auxquelles l'UPK est seule à répondre favorablement le 10 décembre. Les négociations durent treize longs mois, ponctués de rumeurs contradictoires, au terme desquels l'UPK annonce, le 15 janvier 1985, leur rupture définitive et la reprise de la lutte armée. Sur les six propositions de l'UPK, deux ont paru en effet irrecevables au régime de Bagdad : l'une visait à confier au gouvernement régional l'autorité sur les forces armées du Kurdistan, dont les quarante mille hommes de M. Talabani auraient constitué le noyau central, tandis que le Jach aurait été dissous ; l'autre consistait à reconnaître l'appartenance de Kirkouk et de son bassin pétrolier à la région autonome, qui en contrôlerait ainsi les revenus. Mais quel pouvoir d'Etat, en Irak, accordera jamais au Kurdistan ces deux instruments-clés de l'indépendance ?

Alors que la négociation était en cours, l'agitation populaire se poursuivait dans le nord du pays, même dans la région de Suleymanié, fief des talabnistes. A l'occasion de Norouz 1984 (la fête du printemps) et de la commémoration du massacre d'étudiants par le régime à Qal'at Diza en avril 1974, les paysans ont formé des cortèges, chantant des hymnes nationalistes et conspuant les troupes gouvernementales. La tension est montée en juillet, lorsque Bagdad a tenté brusquement d'imposer aux étudiants de la région autonome, et à eux seuls, une conscription exceptionnelle pour les mois d'été. La faculté des beaux-arts d'Erbil s'est mise en grève et, le lendemain, toute l'université de Suleymanié et même les étudiants de Mossoul. Au cours des affrontements avec la police, qui ont fait plusieurs dizaines de victimes, les peshmergas ont défendu les étudiants. Durant l'été, l'armée du peuple, appuyée par huit mille miliciens du Jach, a essuyé une défaite devant la résistance conjuguée des dix mille hommes du PDK, de ses alliés du Juwd et même de plusieurs milliers de membres de l'UPK opposés aux négociations avec Bagdad.



(Bruno Barbey-Magnum)

#### UN PEUPLE ÉCARTELÉ

Dans les premiers mois de 1985, la lutte des Kurdes contre le régime irakien s'est étendue à l'ensemble de la région, de Zakho à Suleymanié et même à Kirkouk. Les partis d'opposition kurdes, démocrates et chiites ont refusé, le 13 février, de nouvelles propositions d'amnistie avancées par M. Saddam Hussein et réitéré leur volonté de changer le régime. Même si, avec un soutien international, les baasistes parviennent à en finir avec la guerre sans céder aux exigences de l'imam Khomeiny, ils devront compter à l'intérieur avec une opposition croissante dont les revendications se sont durcies et dont la lutte les menace jusque dans la capitale. Quelle que soit l'issue de la guerre du Golfe, l'Etat irakien devra reconsidérer dans un proche avenir le régime d'autonomie accordé au Kurdistan.

A l'échelon régional, cependant, la lutte des Kurdes d'Irak doit faire face à un autre danger : celui de l'opposition irréductible du régime d'Ankara à leur

mouvement national. En mai 1983, près de vingt mille soldats turcs ont franchi la frontière et poursuivi à une profondeur de plusieurs dizaines de kilomètres à l'intérieur du territoire irakien les combattants du PPK et du PDK irakien, appuyés par des hélicoptères. Le 17 octobre 1984, Ankara a rendu public un accord signé avec Bagdad d'« action coordonnée » dans la zone frontalière, autorisant l'intervention de son armée contre les militants nationalistes. S'agit-il seulement d'une délégation de pouvoir de la part des baasistes aux prises avec l'Iran dans la guerre du Golfe ? Ou de la reconnaissance de la Turquie, qui n'a pas oublié ses revendications sur Mossoul, comme gendarme de la région ? A voir comment le régime turc traite les nationalistes kurdes sur son propre territoire, on devine que les Kurdes d'Irak ont encore devant eux de longues années de lutte et de souffrance.





## الأكراد

## في شرق الأناضول

## صراع من أجل الهوية

يتعرض لهما من قبل السلطة ، كما يثير بعض جوانب المسألة الكردية التي تنكر حكومات تركيا المتعاقبة وجودها أصلا ..

في تحقيق من شرق الأناضول ، حيث يعيش عدة ملايين من الأكراد ، يستعرض جان كروز بعض جوانب حياة المجتمع الكردي هناك ، والحصار والقمع اللذين

فوق بلاد ما بين النهرين العليا . حيث تشرف الاقراص البيضاء لثلاثة رادارات امريكية على السهل الملتهب بحرارة الشمس ، وعلى سوريا القريبة ، وكذلك على تخوم العراق ، وايران . وفي هذه المناطق ، يشكل الأكراد اغلبية السكان ، الذين يضمنون ايضا اتراكا وعربا . ومثل هذا التمييز في اصول السكان يعد انتهاكا للحرمة في تركيا ، لانهم جميعا ، حسب التقاليد الحازمة الموروثة عن مصطفى كمال اتاتورك ، اتراك ، واتراك فقط . وهذا يكفي لضمان سعادتهم وعزتهم ..

والاكراد هنا يعيشون عند اسفل المر الجبلي ، في مجمعات من الخيام المصنوعة من الألياف السوداء ، قريبا من الجنود المتحصنين الذين هم جميعا من الأتراك ( لان المجندين الأكراد يرسلون تحسبا الى وسط وغرب الأناضول لتادية الخدمة العسكرية ) . وكان هناك راع يرتدي دنارا فضفاضا ، ويحمل عصا على كتفه ، يقود عبر الخيم قطيعا من الأغنام والماعز . وحول الخيم ، يتجمع عشرات من الاطفال حول الغريب الزائر ويتظارفون معه . وتنتهي الفتيات ، وحتى اصغرهن سنا ، بفساتين جميلة وطويلة مصنوعة من القماش الخفيف اللامع ، يرتدينها فوق سراويل مشدودة عند الكاحلين . وهذا زي محتشم ولا شك ، ولكن كل شيء فيه بهجة ، والوان فاقعة ، وحل من الذهب والفضة . والاختلاف كبير بين هذا الزي ، والزي الاسلامي المعاصر ، الذي عاد

الضابط المسؤول عن مخفر ، سرنك ، الذي اظهر من طيبة القلب تجاههم بقدر ما اظهر للصحفيين اللذين كانا يقومان برحلة ، سياحية ، في المنطقة ..

## حياة هادئة بين ثنايا الجبال

ولكن من السذاجة الاستنتاج من هذا الموقف اللائق تجاه الاجانب ان الامور تجري على ما يرام مع السكان . ففي بعض القرى ، يتواجد الجيش بصورة كثيفة الى درجة ان القرية تبدو وكأنها تحت الاحتلال : دوريات دائمة ، وحظر الخروج من المنازل اثناء الليل .

وفي المناطق الحدودية ، القيود اقسى بكثير . فالكسان ليس لهم الحق في ان يخزنوا في منازلهم اكثر من المؤن الضرورية لاستهلاكهم العادي ، وذلك لمنعهم من تزويد الانفصاليين ، بالمواد الغذائية . ومن البيديهي ان تقديم طعام او ملجأ ، للأرهابيين ، يسبب متاعب خطيرة للغاية . وما يزيد المشكلة صعوبة بالنسبة للسكان ، هو ان تخزين المؤن امر ضروري ، وخاصة في القرى والمصبات المنعزلة .

ومع ذلك ، وبغض النظر عن الوجود الدائم لرجال الدرك والجنود المسلمين والمتاهمين ، فان الحياة تبدو بالاحرى هادئة في المنطقة التي زرتها ما بين مدينة ديار بكر وحصون مدينة ماردين السوداء المطلة على نهر دجلة . وتجد تلك الحصون عموديا

صحيح ان الجنود متوترون ، ومخالف الدرك في كل قرية تشبه قلعا محصنة صغيرة ، وان اعمال التفتيش والمراقبة دائمة ومنظمة ، وفي الجبال ، لا ينتقل افراد الدرك الا ضمن قوافل تضم عدة شاحنات مزودة بمدافع رشاشة ويستقلها حوالي ستون رجلا اصابعهم على زناد اسلحتهم .

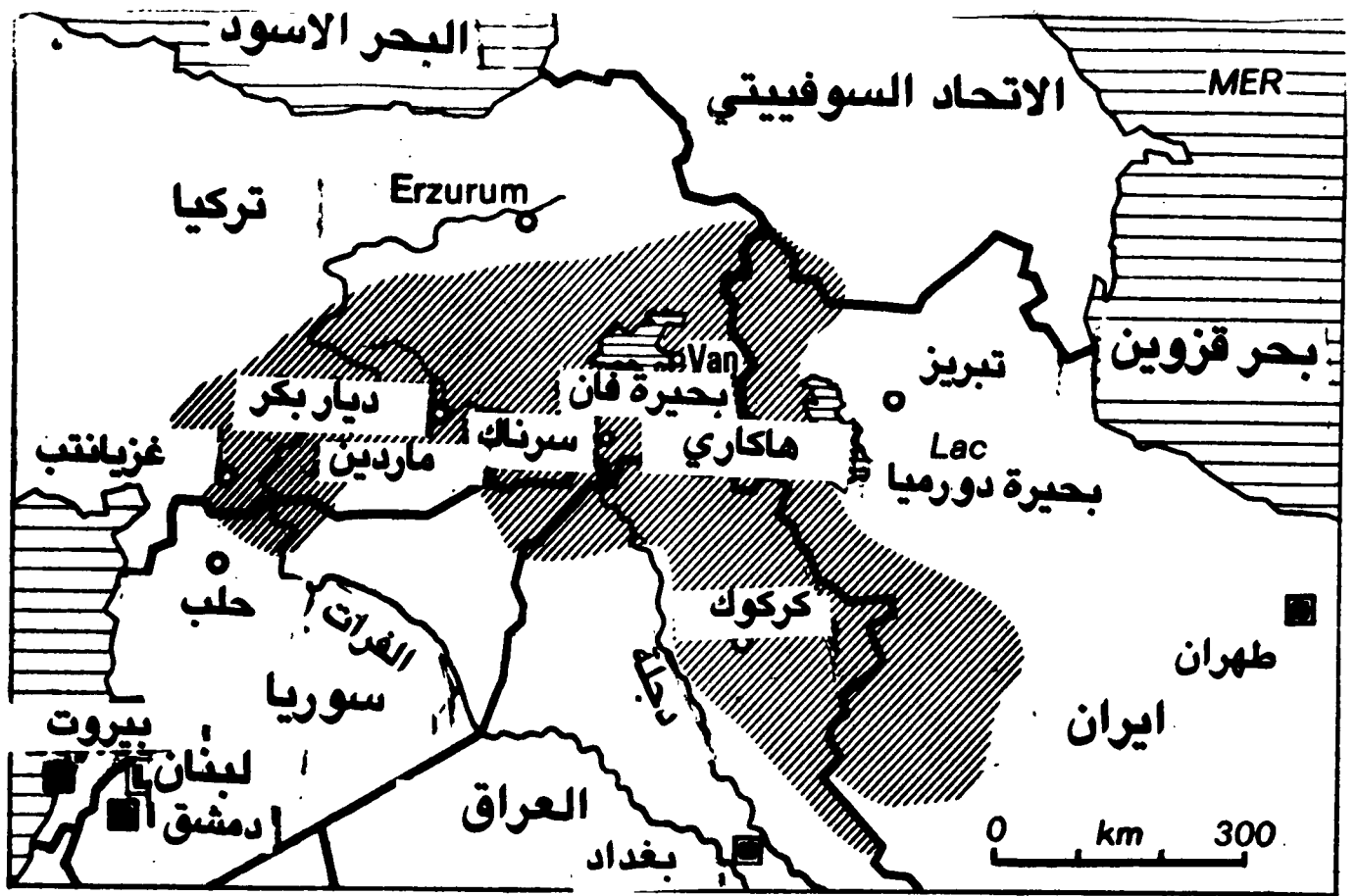
ولكن مع ذلك اجترنا هذه المناطق المشهورة بخطورتها ، دون اي حادث حتى اثناء الليل ، ونحن نستقل شلحنتنا التي كانت تتمايل وتهتز على طرقات لا تصدق . والتفسير بسيط : ذلك ان ، قطاع الطرق ، لا يهاجمون سوى الجنود ، مما يجعل منهم ، قطاع طرق ، من نوع خاص . ومع ذلك فان المنطقة ، الخاضعة حاليا للحاكم العرفية ، والتي ستخضع لها ولاشك لزمان طويل ، ليست محظورة اطلاقا على الاجانب .

وقد التقينا في اثناء رحلتنا بالملي الذي عضلات ووحيد ، كان يجابه بدراجته الاخلايد ، والصخور ، والممرات الجبلية التي لا تنتهي ، ولم يكن يبدو انه يخشى شيئا . كما التقينا بثلاثة شبان هولنديين كانوا يستقلون سيارة ، وكانوا من جهتهم يبدو قلقين جدا . ولكن السبب هو ان رجال الدرك كانوا قد استجوبوهم لحيازتهم اذياء ، حساسية ، في ذلك الاطار : منظر مثير قوي ، آلات تصوير مزودة بالكشكسات مقربة ، وخرائط مفصلة ( فهم من الساحطين في علم الطيريات ) . غير ان القضية سويت بعد عدة اكواب من الشاي قدمها

هبط الليل على المر الجبلي ، وغلف بعتمته الجبال الجرداء العالية من سلسلة جبال طوروس الشرقية . وخرج عشرة من افراد ، الدرك ، كانوا يرتدون زيهم القتالي من حصنهم المحاط باكياس الرمل ، ولقموا بنادقهم ، واتجهوا نحو كوكبات من الجنود المبعثرين حول ، المخفر ، ( على علو ٢٥٠٠ متر ) في دورية ليلية سيفضون الوقت خلالها في مراقبة منحدرات جرداء لدرجة انه يصعب على المرء ان يتصور كيف يمكن لعدو ان يختبئ فيها .

وعلى جانب الطريق ، كان افراد اخرون من الدرك يصوبون رشاشاتهم نحو ركاب الشلحنة التي اتخذنا لنا مكانا فيها . واجبر الركاب على وضع ايديهم فوق رؤوسهم ، فيما كان رجال الدرك يفتشون الحقائب ويدققون في الهويات . هذه العملية ، الروتينية ، تكررت عشر ، او خمس عشرة مرة خلال رحلة شملت عدة مئات من الكيلومترات فيما لا يمكن في تركيا تسميته بكرديستان التركية ، وحيث استأنف ، قطاع الطرق ، و ، الارهابيون ، و ، الانفصاليون ، حسب لغة السلطات التركية ، نشاطاتهم . ومحصلة هذه النشاطات كانت عدة عشرات من الهجمات ، ومقتل اربعين جنديا ودرجيا ، واربعين مدنيا ، وسبعة عشر انفصاليا ، واعتقال خمسمائة شخص .

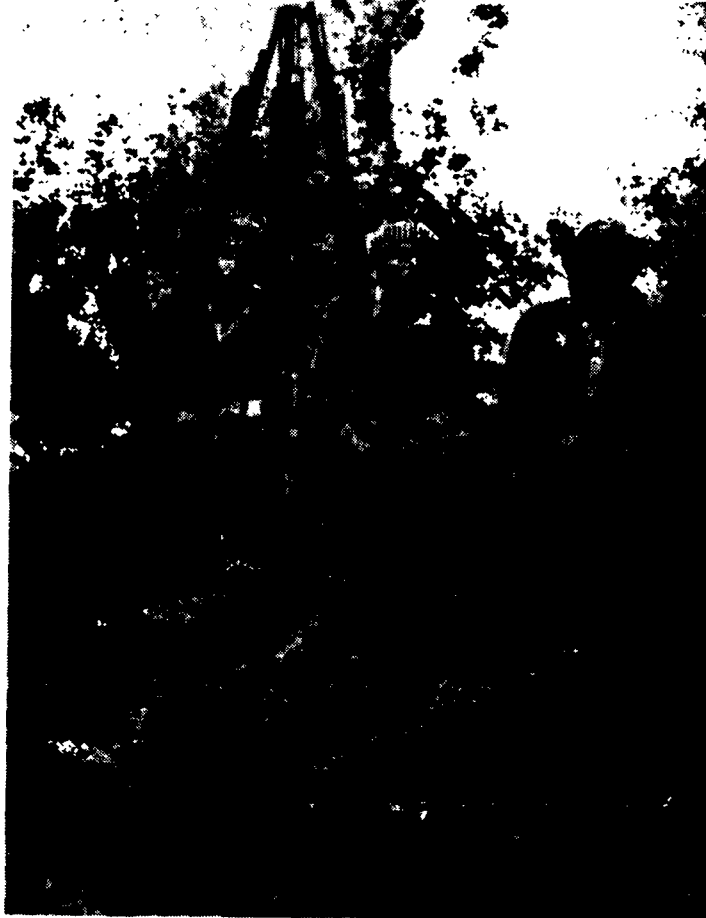
فهل الوضع حقا بهذه الخطورة ؟ وهل المنطقة مسرح لنشاط حرب العصابات ؟ يصعب اعتقاد ذلك



حده تجاه الاتراك وتعاطفه بدون تمييز مع حركات واحزاب مثل الحزب الشيوعي الكردستاني ( احد المنظمات السرية الكردية الرئيسية ) والاشتراكية - الديمقراطية ، وجميعها متماز ولا شك بفضيلة معارضة السلطة ( التركية ) القائمة . وعلى العكس من ذلك ، اظهر سائق سيارة اجرة مسيحي ، ويفتخر بذلك ، كرما له : قطاع الطرق ، وتعاطفا مع الجنود .

غير اننا التقينا ايضا باتراك ، يكتشفون ، على الارض مشكلة كردية كانوا يجهلون او يتجاهلون وجودها ، مثل ذلك الطبيب الذي اختطفه ثوار كلنوا بحاجة لمعالجة بعض افرادهم في الجبال الواقعة بين بحيرة فان والحدود الايرانية .

ان المشكلة قديمة وشديدة التعقيد . والاكراد شعب قديم ، وهم موزعون اسلسيا في اراض تركية ، وعراقية ، وايرانية ، وبعض انحاء سوريا ، ولم يكن لهم عمليا دولة خاصة بهم في اي يوم . ونفقتهم شفوية ، ولغتهم ( الشديدة التمايز حسب المناطق ) لم تدون خطيا الا مؤخرا ، ولكن بواسطة ثلاث ابيديات متنافسة . واكثر عدد من الاكراد موجود في تركيا ( والتقدير يختلف بين اربعة والثني عشر مليوناً من الاكراد ، الاتراك ، الذين يتركزون اسلسيا في الشرق ولكن ايضا في اسطنبول حيث يعيش نحو مليون منهم ) . وفي تركيا ايضا حقوقهم الخاصة محدودة اكثر من اي مكان آخر - والحقيقة ان هذه الحقوق معدومة : اذ لا يعترف لهم باي استقلال ذاتي من اي نوع كان ، ولا حتى باية هوية خاصة . ومجرد كلمة « كردي » محفورة على الصحافة ، واللغة الكردية لا تدرس في المدارس ،



الاخذ بعين الاعتبار الحذر السائد بشأن هذا الموضوع المحرم وكذلك صعوبة الاتصال . وقد سمعنا ملاحظات من نوع : اتراك واكراد ، لا مشكلات ، او ملاحظة اخرى مرفقة بابتسامته صغيرة : « اتراك واكراد ، مشكلات صغيرة . » ولكن يحدث ايضا خلال حديث بدون شهود ان يعبر رجل عن

معسكرات تقع داخل سوريا قبل ان ينسلوا الى تركيا عبر العراق . وحسب المسؤولين ذاتهم ، لا يبلغ مجموع عدد الازهابيين ، اكثر من بضعة مئات ، وهم يواجهون من الخارج ولا يلقون تعاطفا بين السكان الذين يريدون العيش بسلام . ولكن على الارض ، الاجوبة على اسئلتنا كانت اقل تواترا ، مع انه ينبغي ايضا

للظهور في بعض المدن التركية والاكراد ، وليس فقط الاقلية الصغيرة منهم التي تقضي الصيف تحت الخيام في المراعي الجبلية ، بل ايضا اكراد المدن والقصبات ، متعلقون بشدة بازيائهم التقليدية - لان تلك هي ولاشك الاصلة الوحيدة المسموحة لهم الى جانب لغتهم الخاصة التي لا يسمح لهم مع ذلك باستخدامها الا في التحدث . ومعظم الرجال في القرى يضعون العمامة ويلفون حول خصرهم نطاقا يبرز قامتهم الرشيقية والمنصبية . ولكن التمسك بالتقاليد ليس مطلقا : ففي منزل من ضيعة بيت السباب الضائعة في ثنانيا الجبال ، وقفت الام لالتقاط صورة تذكارية وهي ترتدي ثيابا وطنية بهيبة ، ولكن الابنة سارعت من جهتها لارتداء تنورة الجينز ، وحرصت على انزال الزنار حتى الوركين ، وغالت في مقدار احمر الشفاه .

### تعظيم شامل على الهوية الكردية

من هم اذن ، قطاع الطرق ، هؤلاء الذين يعكرون صفو هذه الحياة التي يمتزج فيها ، الفونكتور ، بالفقر ، والبطالة ، والاستغلال القاسي ؟ ان الفلاحين الاكراد يرتبطون بعلاقات شبه اقطاعية بالسيد ، وهو ايضا كردي ، الذي يعرف بلفظ « اغا » . وقد اعطى عربي من مدينة ماردين تفسيرا غريبا . فقد قال : « الازهابيون ليسوا اكرادا ، وانما ارمن يأتون من سوريا . » وهذا تفسير كافي ، ولكنه منقل بالذكريات المريرة والحقد ، ويمكن تتبع اثره في التفسيرات التي يقدمها رجال السياسة في انقرة . وادا صدقنا هؤلاء ، فان « الازهابيين » الاكراد والارمن يتلقون التدريب في

ولا تنشر أية مطبوعات باللغة الكردية (وقد ظهر بعضها في السبعينات قبل الانقلاب العسكري) ولا تسمع أية كلمة عن الأكراد عبر الإذاعة .  
في تركيا لا وجود لاقليات كردية !

وإذا ما غامر امرئ ، حتى بكل المراعاة والحذر ، بإثارة هذه المسألة ، مع أتراك ، سواء كانوا مسؤولين أم مواطنين عابدين ، فإن الوجوه تتحجر ، واللسنة تنعقد . والبعض ينكر كلياً أي وجود للمشكلة ، أو أنه يجعلها قصيرة فقط على بعدها الاجتماعي والاقتصادي ، فيشير إلى أولئك الأكراد الذين نجحوا ، من سفراء سابقين وتجار الثراء في إسطنبول ، ويقول أن المطلوب هو تنمية شرق البلاد وتحطيم البنى الإقطاعية القائمة فيه ، وهناك من يقول أن الحكومة تفعل ذلك بالفعل ، وأن الجيش لا يهتم فقط بأعمال القمع ، بل يقوم حالياً بعمل ممتاز ، حيث يثقب الطرقات ، ويقدم خدمات صحية .. الخ . ربما ، ولكن على الأرض ، هذا النشاط ، البناء ، ليس ظاهراً للعيان . والأشغال النادرة التي أمكننا مشاهدتها ، علماً بأننا لم نتجول إلا في جزء صغير من تلك المناطق الشاسعة ، هي من عمل مدنيين كان جنود مسلحون يراقبون محيط ورشاتهم . ما الذي يفسر هذا الإصرار الغريب

على التفكير لاية هوية خاصة بالأكراد إذا لم يكن الأذراء ؟ لقد سمعنا في عدة مناسبات الملاحظة التالية : . إذا مرت بقوية قذرة ، فذلك لأنها كردية . . وفي كل مكان تقريباً ، في السلطة كما في المعارضة ، على اليمين وعلى اليسار ، يصطدم المرء بما يشبه فعلاً حصاراً نفسياً حقيقياً . ومن خلال الحجج القانونية التي تثار باستمرار ( مثل معاهدة لوزان لعام ١٩٢٣ التي لا تعترف حسب تفسيرها ، التركي ، بوجود القليات سوى الإثنيات غير الإسلامية ، أي ليس الأكراد ) يستنتج أنبعث عقدة قديمة وهوس : إذ أن تركيا الكمالية ، تركيا التي كانت ان تضمحل في العدم بعد تمزيق الامبراطورية العثمانية ، تعالت وهي على شفير الهاوية بفضل عزيمة أتاتورك ( الذي قمع على كل حال ثورتين كرديتين ) . أنها أصغر تركيا يمكن أن تكون . وتقديم ادنى تنازل للأكراد ، الذين يعدون بالملايين ، والذين يطالب بعضهم صراحة بجمهورية فيدرالية أو حتى مستقلة ، سيهني اقتطاع شيء من تركيا هذه التي تقلصت أصلاً إلى حد ما الأدنى . فلا مجال هنالك إذن للاعتراف بحق الأكراد بأي شكل من أشكال الحكم الذاتي ، حتى النقابي منها ، لأن ذلك سيعتبر تعدياً لا يطلق على الوطن التركي . وانطلاقاً من ذلك فإن جميع الحجج جيدة . واذ سالنا الأمين العام للحزب

الحكم ، وهو حزب ، الوطن الام ، ، لماذا لا يسمح بنشر أية مطبوعات باللغة الكردية ، أجاب دون أن يهتز له جفن رغم أن جوابه مكسرة على البداية : . لأنه لا توجد ابجدية كردية . . بينما ربت صحيفة شلمة وهي تتصنع البراءة : . ولكن لأن الأكراد لم يطلبوا ذلك . . . . وقد قبل مسؤول كبير من الحزب الديمقراطي - الاشتراكي ، وهو الحزب المعارض الرئيسي ، الشارة المسألة عن طيب خاطر ، ليقول : . أن حالهم يشبه حال مقاطعة سكان بريتانيا الفرنسية عندهم . ومن حسن حظكم انكم سويتم المسألة قبلنا بعدة قرون . . ثم أعرب عن أسفه لأن الجيش غالباً ما يتصرف ، في الشرق ، بوحشية ، إذ يقوم الجنود بضرب رجال القرى أمام الملامرغامهم على الكلام . ولكن حتى هذا المسؤول لم يستطع كبح تقليب وجهه أذراء عندما أثيرت فكرة تدريس اللغة الكردية في المدارس . . . .  
أما رئيس الوزراء الأسبق سليمان ديميريل ، والمحظر عليه حالياً ممارسة أي نشاط سياسي . فقد كان مباشرًا بصورة أكبر : . صحيح أن تسوية المسألة الكردية ليست قريبة . ولكن لدينا الوسائل لمواجهةها . نعم بالقوة ، وأنا اقول لك ذلك صراحة . .  
ومن الخطأ الاعتقاد بأن التفكير السائد من ناحية اليسار يختلف كثيراً . وقد قل صحفي يساري حوكم في العام الماضي لتوقيعه على نداء من

أجل رفع الأحكام العرفية : . إن المسألة الكردية ليست أولوية . فللهم هو إعادة الديمقراطية وبناء تركيا اشتراكية . . والنقطة الأولى على الأقل ، أي ديمقراطية كاملة ، ستفيد ولا شك جميع المواطنين الأتراك . بمن فيهم الأكراد . ويبدو أن إعادة الديمقراطية هذه ، البطيئة والحذرة ، تمكن فرصاً جيدة لتحقيق . ولكن بالنسبة لبقية الأمور ، يتعين على الأكراد ، إذا لم يندمجوا كلياً من الآن وحتى يتحقق ذلك ، أن ينتظروا طويلاً ، وطويلاً جداً ، ويتعين أن ينتظروا أكثر من مئات ، الذين ينتظرون محاكمتهم وهم قادمين في سجون دييار بكر وماردين من الدرك الأتراك ، القابعين في مخابنهم وأصابعهم على الزناد ، والذين من جهتهم لا ينتظرون سوى استبدالهم ، أو نهاية مدة خدمتهم .

## Al-Qabas 177 1985

### اشتباكات تركية كردية

انقرة - رويتر - قتلت قوات الامن التركية اثنين من الأكراد واسرت أربعة آخرين في أحدث اشتباك من سلسلة اشتباكات في جنوب شرق البلاد . وقال بيان لادارة الاحكام العرفية أمس ان الاشتباك مع اعضاء جماعة انفصالية في اقليم سيرت . ولم يذكر البيان متى وقع الاشتباك .

ويستخدم تعبير جماعة انفصالية للإشارة الى الأكراد المطالبين بالحكم الذاتي .



# Türkei: Moskau steuert Kurden-Revolte

Kritik ungewöhnlich / Syrien bildet Separatisten aus / „Operation Sonne“ ohne Erfolg

E. ANTONAROS, Athen  
Indirekt, aber unmißverständlich hat der türkische Innenminister Yıldırım Akbulut kürzlich die Sowjetunion beschuldigt, den Guerrilla-Krieg der kurdischen Separatisten in der Südosttürkei systematisch zu unterstützen und zu lenken. Ohne die Russen beim Namen zu nennen, sagte Akbulut in einem vielbeachteten Interview mit der Istanbuler Tageszeitung „Milliyet“, eine genaue Studie der Ausrüstung und der Aktivitäten der Guerrillas hätte ergeben, daß sie „von einer einzigen Quelle außerhalb der Türkei“ gesteuert würden.

Akbuluts Äußerungen erregten wegen ihrer ungewöhnlichen Offenheit großes Aufsehen. In der Türkei ist es nicht üblich, daß sich Politiker und Zeitungen in dieser Form mit dem Kurdenproblem auseinandersetzen. Aber die Tatsache, daß neuerdings immer mehr Berichte über die Situation in Ostanatolien in der Presse erscheinen, läßt zweifellos erkennen, daß die türkischen Truppen weiterhin große Schwierigkeiten haben, die kurdische Revolte zu zerschlagen.

## 38 Soldaten getötet

Von Regierungs- und Militärsprechern in Ankara wird zwar der Umfang des kurdischen Aufstandes systematisch heruntergespielt. „Keine einzige Region in Ostanatolien ist unsicher. Die Sicherheitskräfte sind überall präsent“, stellte unlängst das Istanbuler Blatt „Cumhuriyet“ fest.

Aber in den letzten neun Monaten, also seit den kurdischen Überfällen auf die Ortschaften Erüh und Semdinli, sind nach amtlichen Angaben 38 Angehörige der Streitkräfte ums

Leben gekommen. In dieser Zeitspanne wurden 65 Separatisten umgebracht und 707 festgenommen. Dem Guerrilla-Krieg fielen auch 50 Zivilisten, unter ihnen neun Kinder, zum Opfer.

Seit Mitte Oktober 1984 ist die „Operation Sonne“ im Gange, deren Ziel die Zerschlagung der kurdischen Revolte ist. Nach Angaben in der türkischen Presse soll die einheimische Bevölkerung, die weitgehend aus Kurden besteht, „enger als bisher“ mit den Behörden zusammenarbeiten und die Identifizierung von einigen Anführern der offiziell als „Terroristen“ bezeichneten Separatisten ermöglicht haben.

Aber offenbar ist es dem Militär, das unter den Bestimmungen des Kriegesrechts operiert, noch nicht gelungen, sämtliche Widerstandsnester in diesem höchst unwegsamen Gebiet auszuheben. Westliche Diplomaten in Ankara besitzen sogar Informationen, wonach die Lage erheblich brisanter sein soll als sie von türkischer Seite dargestellt wird.

Ankaras Innenminister verwarf jetzt zum erstenmal die Behauptung, daß es sich bei den Kurden um „Banden“ handele, und sprach offen von „Guerrillas“: „Sie sind im Besitz von Kalaschnikows, Granatwerfern, Gewehren, Ferngläsern, Kompassen. Sie sind gut organisiert. Daher nenne ich sie Guerrillas. Wenn man ihre Ausrüstung untersucht, kann man nur feststellen, daß sie von einem unserer Nachbarn unterstützt werden. Es handelt sich nicht um voneinander unabhängig operierende Banden. Sie haben dieselbe zentrale Organisation.“

Nach Erkenntnissen des türkischen Geheimdienstes erhalten die Anführer der kurdischen Aufständischen ihre Ausbildung in Syrien. Das syrische Regime, das im Auftrag der Sowjets handelt, gewährt den Guerrillas Zuflucht nach jedem Angriff auf türkischem Territorium. Der Ostanatolien-Experte Ugur Mumcu behauptete neuerdings sogar, daß armenische und kurdische Terroristen seit einiger Zeit gemeinsam in syrischen Lagern ausgebildet werden sollen.

## NATO-Partner im Visier

Ziel dieser angeblich von den Sowjets finanzierten Aktion soll die mittelfristige Destabilisierung des NATO-Partners Türkei entlang seiner östlichen Grenze sein.

Allen Avancen von türkischer Seite zum Trotz hat sich Syrien bisher beharrlich geweigert, gemeinsam den Separatismus zu bekämpfen. Das ist in türkischen Augen der beste Beweis dafür, daß Damaskus daran interessiert ist, den Kurdenaufstand am Leben zu erhalten.

Abkulut („Die Guerrillas erhalten ihre Ausrüstung jenseits der Grenze“) hat jetzt zum erstenmal öffentlich zugegeben, daß Gespräche „über eine gemeinsame militärische Operation mit einem Nachbarland“ geführt werden. Gemeint ist Irak: Bereits letztes Jahr hatte das türkische Militär mit Bagdads Zustimmung die kurdischen Rebellen bis tief ins irakische Hoheitsgebiet hinein verfolgt. Daß Ankara und Bagdad nun aufs neue eine gemeinsame Aktion erörtern, zeigt, daß die „Operation Sonne“ nicht ganz erfolgreich gelaufen ist.

(SAD)

Der Tagesspiegel 11.7.1985

## Zehn kurdische Separatisten in der Türkei zum Tode verurteilt

39 Angeklagte erhielten langjährige Haftstrafen

Diyarbakir (AP). Das Kriegsgericht der türkischen Stadt Diyarbakir hat gestern zehn kurdische Separatisten zum Tode verurteilt. Die Todesurteile gegen zwei weitere Angeklagte, die mit der Justiz zusammengearbeitet hatten, wurden in Haftstrafen von je 24 Jahren umgewandelt. 39 Kurden erhielten Haftstrafen zwischen vier Jahren und lebenslänglich, und 29 wurden freigesprochen.

Dies berichtete gestern die Anatolische Agentur. Die Angeklagten gehören überwie-

gend der Kurdischen Arbeiterpartei an, die im türkischen Kurdistan einen Sezessionskrieg gegen die türkische Zentralregierung führt.

TASS 60 Jahre alt. Die sowjetische Nachrichten-Agentur TASS beging gestern ihr 60jähriges Bestehen. Die „Telegraf-Agentur der Sowjetunion“ wurde am 10. Juli 1925 geschaffen, als Nachfolgerin der im Dezember 1917 von Lenin gegründeten „Sankt-Petersburger Telegraf-Agentur“.

(AFP)

# Kurdische Namen verboten

Bundesrepublik unterstützt Politik des Nato-Partners Türkei

Mit rund einer viertel Million Angehörigen sind die Kurden die viertgrößte ausländische Volksgruppe in der Bundesrepublik. Dennoch werden die Kurden in der offiziellen Kulturpolitik der Bundesrepublik totgeschwiegen: Es gibt für kurdische Kinder weder muttersprachlichen Unterricht, noch eigene Fernsehsendungen im Rahmen der Ausländerprogramme. Selbst die kurdische Schreibweise der Namen erkennen bundesdeutsche Standesämter nicht an.

Die Hintergründe dieses Zustandes erläutert der wegrotierte Ex-Bundestagsabgeordnete der Grünen, Jürgen Reents: „Wenn ich sage, Kurden bedürfen unserer besonderen Solidarität, möchte ich daran erinnern, daß Kurden in der Bundesrepublik zwar ihre Steuern zahlen müssen, aber in der Schule ihre Muttersprache nicht lernen können. Argumente, die türkischen Generäle seien gegen die Unterrichtung der Muttersprache in deutschen Schulen sind erbärmlich, aber leider herrschende Meinung der hiesigen Kulturpolitik. Den Fernsehdirektoren ist kein Preis für Dallas und Denver zu hoch, aber für die Sendungen für unsere ausländischen Mitbürger gibt es zuwenig Geld. Natürlich haben die Generäle und die Regierung in Ankara Angst vor dem Selbstbewußtsein der Kurden...“

Die Rücksicht auf den Nato-Partner Türkei verhindert also vor allem eine den Geboten der Menschlichkeit entsprechende Kurden-Politik der Bundesrepublik. So ist etwa die Ablehnung der kurdischen Namensschreibweise durch bundesdeutsche Standesämter nur dann verständlich, wenn man weiß, daß die Militärs die türkischen Schreibweisen verordneten, um die in der Türkei geborenen Kurden zwangsweise an die türkische

Kultur anzupassen – selbst ihre Volkstänze dürfen die Kurden in der Türkei nicht ausüben und besonders brutales Vorgehen der Militärs gegen diese Minderheit ist beinahe schon selbstverständlich.

Oder auch das Beharren der bundesdeutschen Behörden auf Sozialberatung nur in türkischer Sprache kann nur als Unterstützung des türkischen Bestrebens zur Ausrottung dieses Volkes verstanden werden. Zudem ist eine solche Maßnahme schlicht irrsinnig: Viele Kurden verstehen nämlich gar kein Türkisch – es ist eine Fremdsprache für sie.

Die Kurden werden in allen Staaten, in denen sie leben, von den jeweiligen Regierungen verfolgt: Im Irak ebenso wie im Iran und in der Türkei ebenso wie in der UdSSR. Gemeinsam ist deshalb allen Kurden die Forderung nach einem eigenen Staat „Kurdistan“ auf dem Boden der Gebiete, in denen dieses Volk heute lebt. Nähere Informationen bei: KOMKAR-Föderation der Arbeitervereine aus Kurdistan in der BRD e. V., Burgunderstraße 35-37, 5000 Köln 1, Tel. (0221) 21 19 32. pr/sg

## Pro Lokal Zeitung

Beim deutschen Standesamt:  
Keine kurdischen Namen  
für türkische Kinder?

Dürfen Standesbeamte für türkische Kinder keine kurdischen Namen zulassen? Haben sie dafür eine entsprechende Anweisung vorliegen?

Diese Frage des SPD-Bundestagsabgeordneten Klaus Immer wurde jetzt von Staatssekretär Dr. Fröhlich beantwortet.

Nach internationalem Privatrecht, das auch in der Bundesrepublik gültig ist, ist für die Namensführung eines Ausländers sein Heimatrecht maßgebend.

Was dieses in Bezug auf die Türkei angeht, beruft sich die Bundesregierung auf eine Aussage der Türkischen Botschaft von 1981. Damals wurde die Auskunft zuteil:

- o Nach türkischem Recht sind die Eltern in der Wahl der Vornamen für ihre Kinder frei.
- o Der freien Namenswahl sind Grenzen gesetzt, wenn Kinder Vornamen erhalten sollen, "die mit der nationalen Kultur, den Regeln der Ethik, den Sitten und Traditionen unvereinbar sind oder gegen das Empfinden der Öffentlichkeit verstoßen."

Eine amtliche Namensliste wurde nicht herausgegeben. Auf kurdische Namen kann die Einschränkung der freien Namenswahl aber durchaus zutreffen, da dieser Volksstamm von der türkischen Regierung nicht anerkannt wird.

Den Ländern wurde die Aussage der Türkischen Botschaft seinerzeit mitgeteilt. Weitere Anweisungen liegen nach Angaben des Staatssekretärs zur Namensgebung für türkische Kinder nicht vor.

Informationen für und  
Über Ausländer

Nr. 15/85 - 26. Juli 85

## Kurderne mellom flere fronter

### I PERSPEKTIV

MEHMED ROJDI

Irak har i den siste tiden forsterket sine luftangrep mot sivile mål i de kurdiske kjerneområder i det nordvestlige Iran. Ifølge den statlig drevne Teheran radio ble det bare i juni drept mer enn 350 sivile kurdere på grunn av iraksk terrorbombing. De fleste er kvinner og barn i de hardt rammede byene Zivoh, Bahizan og Sardasht nær grensen til Irak.

Iraks hyppige flyangrep i den senere tid skyldes trolig at Iran forsyrer de irakske kurderne med våpen via de iranske kurderne som kontrollerer området. Irak irriterer seg over at dets egne kurdere nylig forenet seg med iransk hjelp. Denne forenede irakske kurdiske fronten består hovedsakelig av det sterke kurdiske demokratiske partiet (KDP), som ledes av den innflytelsesrike Barzani-familien, og den patriotiske kurdiske fronten (PUK).

Bagdad-regimet har hittil klart å splitte kurderne ved å støtte den ene part mot den andre. De to gruppene har siden annen verdenskrig kjempet for et selvstendig Kurdistan, men har bare oppnådd begrenset selvstyre i Nord-Irak. De to kurdiske gerilja-alliansene kontrollerer nå et betydelig område i det nordlige Irak og representerer en velorganisert geriljastyrke på omtrent 40.000 mann. Gjenforeningen av kurderne i Irak vil skape alvorlige vanskeligheter for Saddams Husseins regime og vil hindre det i å få kontroll over kurderne.

Samlingen av de irakske kurderne i nært samarbeid med

Iran har vakt uro både i Bagdad og i Ankara, og har økt spennin-gen mellom Iran og Tyrkia. Iran har nylig beskyldt Tyrkia for å ha planer om å sende store militære tropper til Nord-Irak for å slå ned den kurdiske motstandsbevegelsen. Dette ble nylig be-nektet på høyeste hold av den tyrkiske militært overvåkede re-gjeringen.

Men den sterke tyrkiske presi-denten, general Evren, har en annen versjon. Han uttalte for-leden at Tyrkia kan komme de kriminelle til livs uten å overskride de demokratiske rammer. Med de kriminelle mente han de kurdiske partisaner som opererer ved den tyrkiske grensen på iraksk side.

I juni 1983 sendte Tyrkia en militær styrke på 45.000 mann over grensen til Irak, og i august i fjor sendte tyrkerne 200.000 mann inn på iraksk territorium. De førte en nådeløs kamp mot kurderne for å «renske opp» i den kurdiske opposisjon i Irak. De to tyrkiske operasjonene, som kostet minst 2800 menneskeliv, var et resultat av en tyrkisk-iraksk avtale fra 1978 som ble fornyet i fjor. Denne avtalen gir militære styrker fra de to land rett til å bekjempe kurdiske motstandsgrupper inntil 15 ki-lometer inne på hverandres terri-torier. Men tyrkerne har, ifølge både kurdiske og iranske kilder, gått atskillig lenger enn avtalen tillater.

Iran har protestert med kraf-tige utfall mot den tyrkisk-irakske avtalen. Iran frykter at tyrkisk innblanding vil styrke Irak i konflikten. Den tyrkiske regjering frykter at en større kurdisk innflytelse i Irak vil føre til økte problemer med Tyrkias minst 12 millioner kurdere. Disse blir i Tyrkia oppfattet som po-tensielle opprørere.

I krigen mellom Iran og Irak er kurderne ofte blitt provosert til å velge side. Irak har i løpet av den 56-måneders lange krigen bombet praktisk talt alle kurdiske byer på iransk område. Både Iran og Irak har forsøkt å støtte kurdiske opprørsgrupper hos motparten, samtidig som de er blitt bekjempet på eget terri-torium. Men den kurdiske geriljaen (Pesh Merga) har stort sett holdt seg utenfor den religiøse krigen. Særlig de iranske kurderne, som siden den islamske revolusjonen i 1979 har gjort en tydelig motstand mot iransk verne i Teheran for å oppnå større selvstendighet, har vært forsiktede. — Vi har fryktet at de skulle bli oppfattet som marionetter for motpartens regim, dersom vi brukte krigssituasjonen til vår egen offensiv, uttalte en talsmann for de iranske kurderne til den franske avisen Le Monde nylig.

Det ser ut som om Iran fullstendig har vunnet kurderne i Irak til kamp mot den felle-sfiende, Husseins styret i Bagdad. Kurdernes militære styrke og lange erfaring i Nord-Irak er noe Bagdad må regne med, og kan bli en meget viktig faktor for iransk framrykking på nord-fron-ten i den avgjørende offensiven som Iran lenge har truet med.

Militære observatører mener at en iransk storoffensiv kan komme. Denne «avgjørende offensiven» som Iran håper endelig vil føre til Husseins fall i Bagdad, vil starte på to fronter. Dersom Tyrkia ikke blander seg inn i kurderspørsmålet i Nord-Irak, vil den nordlige fjellrike fronten, som består av kurdiske styrker, føre til ytterligere tap for de irakske styrker, noe som kan gjøre det lettere for et iransk gjennombrudd i den mer enn fire og et halvt år lange krigen.



Velkommen hjem Bertelsen, sier statssekretær Torbjørn Frøysnes i Utenriksdepartementet til Alexander Bertelsen (t. v.) da Bertelsen vendte hjem fra et og et halvt års fangenskap i Tyrkia i går

# - Hjertelig velkommen

**Statssekretær Torbjørn Frøysnes ønsket Bertelsen hjertelig velkommen tilbake til Norge.**

Frøysnes understreket den aktive diplomatiske innsats ledet av utenriksministeren personlig som han mente lå bak det han kalte den lykkeligste av alle løsninger i saken. Den 18. juli overleverte norsk UD en note til den tyrkiske ambas-

sadøren i Oslo om Bertelsen-saken, der det ble bedt om hjemsendelse. Ifølge Frøysnes traff den tyrkiske regjeringen sin beslutning om dette tirsdag. Frøysnes overbrakte også en personlig hilsen fra sin sjef, utenriksminister Stray. Stray befant seg onsdag i Luxembourg.

Statssekretær Frøysnes mente Utenriksdepartementet i sin behandling av denne saken hele tiden har

hatt for øye de skritt som kunne tjene Bertelsen best, og at et enda høyere støynivå ikke hadde ført til raskere frigivelse.

Han ville ikke gi kommentarer til om frigivelsen av Bertelsen ville gjøre det lettere for Tyrkia å bli medlem av den Internasjonale Demokratiske Union, en sak som avgjøres i Washington førstekommande fredag. Han understreket imidlertid at den

har vært en belastning på forholdet mellom Norge og Tyrkia.

## **Fortsatt støtte**

Alexander Bertelsen ber om fortsatt støtte fra den norske regjering og LO i sitt arbeid for å bedre forholdene i Tyrkia.

— Behandlingen av meg i fengslet ble drastisk forbedret etter at den norske regjering tok saken opp i

Europa-radet. LOs engasjement og den store oppmerksomheten norske massemedier har gitt min sak har vært av stor betydning, sier Bertelsen.

Utenriksdepartementet anser foreløpig Bertelsen-saken som avsluttet, med hensyn til men vil se an hva som kommer ut av samtalene departementet skal ha med Bertelsen i dagene framover.

Freitag 26. juli 1980

# FOLKEMORDET truer kurdene



**KURDER-VAKTPOST:** En geriljakriger fra den kurdiske minoriteten i fjellene mellom Iran, Irak og Tyrkia. Både Tyrkias president Kenan Evren (midten) og Iraks president Saddam Hussein (t.h.) har gjort ayatollah Khomeinis ord til sine: «Det kurdiske problem skal få sin endelige løsning.»

AV SVERRE STRANDHAGEN

**Folkemord truer den kurdiske befolkningen i Tyrkia, Iran og Irak. Alle tre lands armeer er nå i aksjon for å «løse det kurdiske problem for godt».**

Mens ayatollah Khomeini innleder en storstilt offensiv mot irakisk Kurdistan i krigen mot Irak, akter Tyrkia og Irak å rette et «dødsstøt» mot den kurdiske motstandskampen i en felles operasjon i grenseområdene mellom de to statene. Hundretusener av kurdere har lenge vært mellom dobbel ild i krigen mellom Iran og Irak. Teheran, Bagdad og Ankara fører dessuten hver sin «private krig» mot sine kurdiske minoriteter. I de siste ukene har det rast

harde kamper i iransk Kurdistan. Hundrevis av mennesker er drept i blodige sammenstøt mellom iranske regjeringsstyrker og kurdiske gerilja i det nord-vestre Iran. Irakiske bombefly har dessuten massakrert flere kurdiske flyktningeleire tidligere på sommeren.

Nå akter den iranske ayatollahen å slå kraftig og blodig tilbake. Talsmenn for Det kurdiske demokratiske parti i Iran (KDPI) opplyser til nyhetsbyrået UPI at 200 000 soldater er flyttet til den nord-

vestre delen av Iran. Meldinger om harde kamper ved grensen tyder på at storstilte angrep mot Irak på kurdiske område alt er i gang.

## «Operasjon Fred»

Siden august i fjor har en massiv terroraksjon rullet over tyrkisk Kurdistan. Lite har lekket ut om «Operasjon Fred», etter at tyrkisk presse fikk totalforbud mot å skrive om «opprydningsaksjonen». Men en vet at tusenvis er

arrestert og at et stort antall kurdere er dømt til døden. Forleden ble det kunngjort at 100 kurdere og 50 tyrkiske soldater er drept i sammenstøt det siste året. Tallet på døds ofre er sannsynligvis langt større.

Kurdere i ekail mener situasjonen nå er mer spent enn noen sinne og at det pågår en regelrett borgerkrig i Det-Tyrkia.

## Jerngrep

Til tross for at generalene har holdt tyrkisk Kurdistan i

et jerngrep siden kuppet i 1980, forklarer president Evrenaksjonen med at den kurdiske geriljaaktiviteten er blomstret opp slik at den tyrkiske stat er alvorlig truet.

Tegn på kurdiske oppvigleri må ikke bare kruses, sendet, må tas opp med roten, mener Evren.

Ved å ta knekken på den kurdiske geriljaen på irakisk side av grensen, hvor den kurdiske motstandskampen har sine sterkeste rotter, håper Ankara og Bagdad å løse begge lands «kurderproblemer».



Turquie-Kurdes

AMY

Six soldats turcs tués par des séparatistes kurdes

ANKARA, 2 aout (AFP) - Un officier et cinq soldats turcs ont été tués dans la nuit de jeudi à vendredi dans une embuscade tendue par des séparatistes kurdes, a-t-on appris de source bien informée.

Les rebelles, qui n'ont essuyé aucune perte et sont parvenus à s'enfuir, ont attaqué le groupe de militaires près de Sason, dans la province montagneuse de Siirt, (sud-ouest de la Turquie), a-t-on précisé de même source.

PL/PJM/Mdf

Turquie-Kurdes

AMY

Onze séparatistes kurdes venant d'Iran interceptés en Turquie

ANKARA, 2 aout (AFP) - Un groupe de onze séparatistes kurdes fortement armé a été intercepté, ces jours derniers, par la gendarmerie turque alors qu'il venait de franchir la frontière turco-iranienne, au sud-ouest de la Turquie, a-t-on indiqué vendredi à Ankara de source officielle.

Selon un communiqué du commandement de la 7ème armée turque, responsable de l'application de la loi martiale encore en vigueur dans les provinces de l'est du pays, les séparatistes ont été capturés dans la région montagneuse de Yuksekova (province de Hakkari), frontalière avec l'Iran.

Les gendarmes turcs ont également saisi d'importantes quantités d'explosifs que les rebelles transportaient à dos de mulet, ainsi qu'une dizaine de fusils d'assaut de fabrication soviétique et ouest-allemande ak-47 et g-3 et une dizaine de grenades, indique le communiqué qui ne précise ni la nationalité des rebelles ni la date exacte de l'incident.

P1/ss

Syrie-Irak

AMY

Le président syrien reçoit une délégation de l'opposition irakienne

DAMAS, 6 aout (AFP) - Le président syrien, M. Hafez al-Assad, a reçu mardi soir une délégation du Conseil Supérieur de la Révolution Islamique en Irak (branche de l'opposition irakienne), conduite par Dr Jaafari, vice-président de ce conseil, a annoncé la télévision syrienne.

L'entretien a porté sur les derniers développements dans le monde arabe et "la lutte du peuple irakien frère contre le régime du président Saddam Hussein et sa politique hostile aux intérêts du peuple irakien et arabe", a ajouté la télévision.

La délégation, qui comprend également un membre du comité militaire de l'opposition kurde irakienne, cheikh Barzinji, avait été reçue dans la journée par le ministre syrien des Affaires Etrangères, M. Farouk al-Chareh, a conclu la télévision.

Et/Dfe

**Sept alpinistes victimes des autonomistes kurdes**

Un groupe de sept alpinistes japonais et ouest-allemands a été dépouillé de son matériel et de ses vivres et retenu quatre heures par des séparatistes kurdes, samedi dernier sur le mont Ararat (est de la Turquie).

Les alpinistes (cinq Japonais et deux Allemands), qui avaient établi un camp à environ 3.000 m d'altitude, ont été encerclés par un commando de séparatistes kurdes. Ceux-ci se sont emparés de tout l'équipement et des vivres nécessaires aux sept alpinistes et à leurs quatre guides turcs pour poursuivre l'ascension du mont Ararat (5.165 m), point culminant de la Turquie, près de l'Iran.

**Turquie: Kurdes**

Un groupe de sept alpinistes japonais et ouest-allemands a été dépouillé de son matériel et de ses vivres et retenu quatre heures par des séparatistes kurdes, samedi dernier sur le mont Ararat (Est de la Turquie).

**Nice Matin**

1.8.1985

**Le mont Ararat « fermé » pour cause de kurdes**

Un groupe de sept alpinistes japonais et ouest-allemands a été dépouillé de son matériel et de ses vivres et retenu quatre heures par des séparatistes kurdes, samedi dernier, sur le mont Ararat (est de la Turquie). Les alpinistes (cinq Japonais et deux Oest-Allemands), qui avaient établi un camp à environ 3.000 mètres d'altitude, ont été encerclés par un commando de séparatistes kurdes. Ceux-ci se sont emparés de tout l'équipement et des vivres nécessaires aux sept alpinistes et à leurs quatre guides turcs pour poursuivre l'ascension du mont Ararat (5 165 mètres), point culminant de la Turquie, près de l'Iran. Sous la menace de leurs armes, les séparatistes ont contraint les alpinistes à écouter pendant quatre heures la lecture de textes sur les raisons de leur opposition armée au pouvoir central d'Ankara. Après le départ du commando, les alpinistes ont gagné la ville d'Erzurum, à 200 km du mont Ararat où ils ont porté plainte. Les autorités locales ont interdit l'accès de cette zone montagneuse aux touristes étrangers.

**LE JOURNAL QOTIDIEN**

**RHONE ALPES 2.8.1985**

**Le courrier des lecteurs**

**« La Turquie contre les Kurdes »**

« C'est avec stupéfaction que j'ai lu l'article intitulé « La Turquie contre les Kurdes » paru dans votre édition du 15 juillet », nous écrit M. Akin Ozcer, consul de Turquie à Lyon qui explique: « Je me trouve dans l'obligation d'attirer votre attention sur le fait que l'interprétation des incidents intervenus dans la région sud-est de la Turquie, dont les frontières ont été déterminées par un traité international, en l'occurrence le traité de paix de Lausanne, dont faisait partie également la France, s'avère incompatible avec le principe de l'objectivité de l'information... »

Il est facile d'exhumer le passé et d'animer les veilles querelles pour en faire l'objet de nouvelles discussions.

*Ce qui est difficile, c'est de pouvoir ensevelir à jamais le passé et de jeter les bases d'une amitié entre les Etats et leur peuple, dans le respect mutuel de leurs droits et de leur souveraineté. C'est ce qui a été, si heureusement, fait entre la Turquie et la France par le concours des uns et des autres. La presse, comme les gouvernements concernés, doit conserver cet acquis et ne jamais essayer de susciter la polémique.*

*L'article que je viens de mentionner, est malheureusement de nature à nier la souveraineté de la Turquie dans ces régions, et considéré comme nul et non avenue le Traité de Lausanne, selon lequel ces régions font partie de la Turquie, comme la Corse fait partie de la France... »*

**LE QUOTIDIEN DE PARIS**

3.8.1985

**Turquie : six militaires tués par les Kurdes**

Un officier et cinq soldats turcs ont été tués dans la nuit de jeudi à vendredi dans une embuscade tendue par des séparatistes kurdes. Les rebelles, qui n'ont essuyé aucune perte et sont parvenus à s'enfuir, ont attaqué le groupe de militaires près de Sason, dans la province montagneuse de Siirt (sud-ouest de la Turquie).

**Petit Bleu**

**Du Lot et Garonne**

5.8.1985

**DES REBELLES KURDES TUENT CINQ MILITAIRES TURCS**

Des rebelles autonomistes ont tué quatre militaires et un officier turcs dans une embuscade, ont annoncé samedi, les autorités d'Ankara.

Dans un communiqué de loi martiale, elles précisent que l'attaque a eu lieu jeudi, près de Sason, ville du sud-est du pays, où des rebelles kurdes s'affrontent régulièrement avec des troupes gouvernementales.

Turquie-RFA

MOY

protestation turque apres des manifestations de kurdes a Munich

ANKARA, 8 aout (AFP) - La Turquie a proteste, jeudi, contre des "manifestations anti-turcs" qui se sont deroulees ces jours derniers a Munich lors d'un festival mondial de folklore.

Dans un communique, le ministere turc des affaires etrangeres, a denonce la participation d'une delegation kurde a ce festival.

"en depit des promesses et des assurances faites a notre consulat de Munich avant ce festival, les organisateurs ont accepte la presence de hors-la-loi organises a l'etranger, manifestant contre l'integrite du territoire turc", indique le communique.

"Nous deplorons cet evenement inacceptable qui s'est deroule dans un pays ami et allie", conclut le texte.

P1/BFR

LYA  
20 ANS

jeune afrique

SEMAINE DU 1<sup>er</sup> AOUT  
1965  
N° 243

7. 8. 1985

## KURDES

## Plans sans lendemain

**S**elon des informations puisées aux sources officielles irakiennes, les pourparlers officiels engagés entre le gouvernement central et les délégués du mollah Barzani, dans le but de mettre fin aux combats qui se déroulent au Kurdistan, auraient échoué. Ces pourparlers avaient été entamés à Suleymanieh entre le général Abdel Rahman Aref, chef d'état-major de l'armée irakienne, frère du président de la République, et M. Chawkat Akraoui, représentant de Barzani.

Selon les mêmes sources, le gouvernement de Bagdad aurait présenté aux délégués kurdes un plan comportant cinq points essentiels :

1° Création d'une « wilaya » du Kurdistan, qui serait composée des deux provinces de Suleymanieh et d'Irbif et de deux parties des provinces de Mossoul et de Kirkouk ;

2° Affectation à la « wilaya » ainsi créée de 25 % des revenus du pétrole de la région nord de l'Irak ;  
3° Equivalence reconnue de la langue kurde dans les institutions officielles et les écoles des provinces kurdes ;  
4° Implantation au Kurdistan des unités kurdes de l'armée irakienne ;  
5° Représentation des Kurdes au sein du gouvernement central de Bagdad, de l'administration et de l'armée irakiennes.

Ce plan présenté par les délégués irakiens devait

être rejeté par la représentation de Barzani qui a formulé les contre-propositions suivantes :

1° La « wilaya » du Kurdistan devra comprendre les provinces d'Irbil, de Suleymanieh et de Kirkouk, ainsi que les portions de territoire prélevées sur les provinces de Mossoul et de Didla, habitées par des Kurdes ;  
2° Le gouvernement central garderait le contrôle des champs pétrolifères et déciderait de la politique pétrolière à suivre ;  
3° L'administration kurde

ne serait soumise ni à l'autorité ni au contrôle de l'administration centrale ; elle serait cependant consultée, chaque fois qu'il y a lieu, par l'intermédiaire de ses représentants au sein du gouvernement central ;

4° Il reviendrait à l'administration kurde d'approuver la nomination des hauts fonctionnaires kurdes de l'armée, de la police et de l'administration centrale ;

5° La constitution irakienne remaniée prévoirait l'élection d'un vice-président de la République, qui serait kurde, la présidence de la Chambre ou celle du Sénat revenant également à un Kurde.

A son tour, le général Abdel Rahman Aref a rejeté les contre-propositions kurdes.

Autre fait non moins important enregistré dans le développement de l'affaire kurde ; une division dans les rangs des partisans du mollah Barzani. Ce dernier aurait affirmé récemment devant des membres de son parti que M. Jalal Talabani n'était plus habilité à parler en son nom. □



Barzani (à g.) avec ses combattants kurdes.

# Foreign agents infiltrating ethnic groups: leaders

By PETER WHITE,  
 Ethnic Affairs Reporter

The leaders of local ethnic communities from Eastern bloc countries, the Middle East and Vietnam are aware that agents from foreign countries have infiltrated ethnic groups in Australia.

The community leaders support claims by the new director-general of the ASIO, Mr Alan Wrigley, that there was "clear evidence" of infiltration of groups in this country by agents from Russia, Central Europe and the Middle East.

They said Mr Wrigley's statements lent official credence to claims about the activities of foreign agents which the ethnic communities had been making for many years.

According to those contacted yesterday, the foreign agents gather intelligence and report back to their home countries on the activities of groups and individuals here. They also attempt to infiltrate local groups in an effort either to divide communities or to act as *agents provocateurs* to stir up violence.

The ethnic representatives did not, however, believe that the agents posed any physical threat to Australian residents, and none of those contacted believed the agents were currently using any form of sophisticated surveillance techniques.

Mrs Irene Bibrowicz, secretary of the Polish Solidarity movement in Australia, said: "We feel they are watching us all the time, because they know we are against Russia."

Father Milorad Loncar, of the Serbian Orthodox parish in Liverpool, said that information-gathering activities by Yugoslav agents meant that Serbs in Australia could not publicly say anything against communism if they ever intended visiting or returning to Yugoslavia.

He said the community here had positive evidence that dossiers on activities of Serbs in Australia were gathered by agents of the Yugoslav Government. Anyone

identified by the agents as anti-communist would risk immediate detention and imprisonment if they were to return to Yugoslavia, he claimed.

Mr Chahin Baker, of the Australian Kurdish Association whose members come from Iran, Iraq, Syria and Turkey, confirmed that Middle Eastern governments employed agents to collect information on Australian ethnic groups and to attempt to influence internal community politics.

Richard McGregor writes: ASIO keeps a watch both on foreign agents who have infiltrated communities here, and on violence-prone members of the ethnic groups.

Mr Wrigley made his reference to foreign agents in an interview on the *Carleton-Walsh Report* on ABC on Tuesday night.

"We have a number of communities who come from other countries whose domestic political scenes are not as placid as our own," he said.

"There is always an element of concern that the agents of these countries will involve themselves in these communities. There is clear evidence in some circumstances.

"We want these communities to feel part of Australia, and to feel as safe and secure as other Australians," he added.

Asked to be specific, Mr Wrigley said some Central European and Middle Eastern countries came into this category.

Like his predecessor, Mr Harvey Barnett, Mr Wrigley spoke to the press on his appointment. But Mr Barnett gave no further interviews until his retirement.

Mr Wrigley's fresh approach is evident after less than a week on the job. He is a former Defence Department bureaucrat who says he is not seduced by the ethos of the world of espionage.

In its first annual report tabled in Parliament last year, ASIO said Palestinian and Armenian terrorist groups, Yugoslav separatists and elements of the Middle Eastern communities were all under surveillance here.

**THURSDAY, AUGUST 8, 1985**



**Near Shirwan Mazin, in the corner of Iraq close to the Turkish border, Kurdish guerrillas are briefed before a military operation.**

*Photographs by Chris Fitchera*



**An Iraqi commando, identified as a second lieutenant, flanked by his Kurdish captors near Sulaymaniyah in late June.**

# The Other Gulf War

*With Iran's help,  
the Kurds fight on*

Kurdistan is a land that is not a country. The Kurds, 10 million strong, are a major minority in three countries — Iraq, Iran and Turkey — and spill over into Syria and Soviet Armenia as well. Since the late 19th century, they have waged intermittent war for a homeland of their own, which, if they could claim it, would center on the area where Iraq, Iran and Turkey come together in the Zagros Mountains.

Their last great leader, Mustafa Barzani, died in 1979 in the United States, where he had gone for medical treatment. Four years earlier, the shah of Iran had withdrawn the support that had enabled Barzani to fight a guerrilla war against the Ba'athist government of Iraq.

Now Iran, locked in its own protracted war with Iraq, again finds the Kurdish revolt useful, and Barzani's sons are back at war. They fight from two mountain strongholds inside Iraq, one in a "liberated area"



along the Turkish border, the other in southern Kurdistan, where they share a common but irregular front with Iranian forces.

In June, a French journalist, Chris Kutschera, visited the Kurds who are fighting on both of these fronts. He entered from Rezaiyeh, Iran, where the Kurdish refugee camp had just been bombed by the Iraqi Air Force.

His pictures provide a rare glimpse of the Pesh Merga, which means Forward to Death, of Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party.



Pesh Merga on patrol between Chwarta and Penjwin.



Little but an exhortation was intact after Iraqis attacked a camp near Rezaiyeh in Iran.



**A guerrilla aims his anti-aircraft weapon.**



**At 14, Adnan already claims to be a two-year veteran.**



**A woman of Pesh Merga and her husband, members of the Kurdistan Democratic Party in Sulaymaniyah.**

Svensk sikkerhetspoliti:

# Palme truet av kurdere

Aftenpostens korrespondent  
MORTEN FYHN

Stockholm, 6. august.

En kurdisk terroristgruppe har truet med å hevne seg på Sverige og på statsminister Olof Palme. Det hevder det svenske sikkerhetspolitiet i en hemmelig rapport.

Palme, som alltid har to sikkerhetsmenn i sin nærhet, vil ikke kommentere saken. Truslene ble kjent av sikkerhetspolitiet (SÄPO) for omtrent et år siden.

Det er Kurdistans Arbeiderparti, forkortet PKK, som ifølge en nå delvis offentlig hemmelig rapport fra SÄPO står bak truslene. PKK ledes av Abdullah Öcalan, som holder til i Damaskus. Til tross for SÄPOs advarsler fikk Öcalans hustru oppholdstillatelse i Sverige i 1981. Hennes mann fikk det ikke, og dette avslag skal ifølge SÄPO være årsaken til at kurderne har fremført trusler. Öcalan sies å ha planer om represaller mot Sverige og først og fremst statsminister Olof Palme.

SÄPO mener at PKK har både vilje og evne til å utføre terroristaksjoner i Sverige. Det sies også at PKK, som karakteriseres som en Sovjet-støttet marxistisk-leninistisk organisasjon, i 1980 vedtok å opprette hovedkvarter i Sverige etter at de militære overtok makten i Tyrkia. Av hensyn til svenske borgers sikkerhet oppfordrer SÄPO re-

gjeringen til å treffe tiltak overfor PKK.

Det finnes et stort antall kurdere i Sverige. De er imidlertid uenige seg i mellom, og er derfor organisert i to organisasjoner. Ifølge SÄPO arbeider PKK i Sverige gjennom Det kurdiske demokratiske riksforbund, en utbryterorganisasjon fra Det kurdiske riksforbund. SÄPO karakteriserer Det kurdiske demokratiske riksforbundet og dets kulturforeninger bl.a. i Stockholm og Uppsala som dekkorganisasjoner for PKK «etter øststatmodell».

SÄPO hevder videre at PKK har samarbeidet med den armeniske terroristgruppen ASALA og støttes av de palestinske terrororganisasjonene PFLP og DFLP. PKK finansierer sin virksomhet ved væpnede ran, men har også nær kontakt med Sovjet-Unionen, som skal ha betalt en kurdisk radiostasjon. SÄPO mener videre at hverken Baader-Meinhof, De røde brigader eller Den røde armé tilnærmevis har utført så mange voldsgjerninger som PKK.

Advokat Hüseyin Yildirim, kjent talsmann for kurderne i Europa, tar skarp avstand fra SÄPO-rapportens påstander om at PKK er en terroristorganisasjon. Advokaten beskylder SÄPO for å føre regjeringen bak lyset, og sier at PKK ikke tolererer at Sverige motarbeider kampen for et fritt Kurdistan. Yildirim som er i Sverige, sier at SÄPO har lyttet for mye på sine tyrkiske kolleger, og at det aldri har vært planer om aksjoner i Sverige.

Aftenposten

15. 8. 1985

# Kurderjakt i Tyrkia

Ankara (NTB-AFP): Ett år etter at kurdiske geriljastyrker tok opp igjen den væpnede kampen for et uavhengig Kurdistan, fortsetter den tyrkiske regjeringshæren sin brutale offensiv for å knuse kurderopprøret.

I alt 75 geriljasoldater, 47 regjeringssoldater og om lag 50 sivile er blitt drept i kamper mellom geriljasoldatene og regjeringshæren det siste året. Sammenstøtene har funnet sted i den fjellrike sørøstlige delen av Tyrkia som grenser opp til Iran, Irak og Syria.

Den tyrkiske hæren har arrestert mer enn 500 medlemmer eller tilhengere av Det kurdiske arbeiderpartiet (PKK)

som har gått i spissen for den nye kurderoffensiven.

10 kurdere ble dømt til døden av en militærdomstol i Diyarbakir i forrige måned. I alt 99 mennesker stod for retten. To andre rettssaker er planlagt i nærmeste framtid.

Den tyrkiske militærregjeringen har slått ned på kurderopprøret med hard hånd, og gjennomfører sine leteaksjoner med stor brutalitet.



# Kurdish independence struggle goes on

**ANKARA**

*The Turkish army is being kept busy by the continual refusal of the country's Kurdish minority to accept Turkish rule. Emil Anil reports on a little — publicised war.*

FOR centuries Kurds have been struggling for autonomy in the Middle East, fighting and losing wars in Iran, Iraq and Turkey.

But they have not given up, and for the past year a few hundred Kurdish guerillas have engaged crack troops of the Turkish army in a mini-war of attrition in the rugged eastern terrain.



*A Kurdish woman passes a display of cassette tapes in a street in Mahabad, traditional capital of Iran's Kurds ... Kurds often gather to listen to tapes of songs in their mother tongue.*

So far, according to official count, the rebels have killed 47 military personnel, three policemen and 52 civilians. Their own losses are almost equal, 95 killed in shoot-outs with soldiers.

Dozens have been rounded up and jailed and at least 10 have received the death penalty in subsequent trials.

At the beginning there were border skirmishes, with the guerillas based in camps in Syria, Iraq and Iran.

In May 1983, Turkey obtained Iraq's consent and sent two commando brigades across the mutual border to push the guerillas back.

## Garrisons

Most Turks felt that the problem had been dealt with conclusively.

But a year later, the guerillas, mostly members of the Kurdish Labour Party (PKK), also known as the Apocular Gang, started hit-and-run attacks against Turkish villages and military garrisons.

Little official information is available on the incidents besides routinely announced death tolls. Reports from local sources are often exaggerated.

"We do not want to publicise this matter," said a member of parliament from the ruling Motherland Party when asked about the almost weekly skirmishes. But news gets out as slain soldiers are given elaborate funerals.

The guerillas appear to be moving north from Turkey's southern borders with Syria and Iraq. According to local

sources, several hundred fresh recruits have infiltrated the country since the start of the warm season.

Recently the guerillas seemed to be in control of Mount Ararat, the legendary landing spot for Noah's Ark after the great deluge.

In late July and early August the Kurdish rebels raided four mountain camps of Japanese, French, American and West German climbing groups and expeditions in search of the ark.

They seized the equipment of the climbers, held them hostage for several hours and warned them never to return to the mountain, according to Turkish news agency reports.

The reports said army troops were combing the mountains to catch the guerillas.

## Combing

An estimated 10 million Kurds live dispersed in a 192,000-sq-km landlocked region of high mountain ranges and arid flat land within the borders of Turkey, Iraq, Iran, Syria and the Soviet Union.

They enjoy limited autonomy in Iraq. In Turkey, where there are an estimated six million Kurds in a total population of 50 million, a policy of assimilation has been in force for decades.

Kurds, who share the Moslem Sunni faith with the majority Turks, need only to learn Turkish to join the mainstream of society. Turkish citizens of Kurdish origin have risen to prominence as presi-



*Battle continues ... above, Kurdish rebels on trial in Diyarbakir. Right, a Kurdish guerilla keeps watch over a mountain road.*



dents, premiers, army generals and cabinet members.

Kurdish is not recognised as an official language in Turkey and education, publications and radio broadcasts in the language are forbidden.

In many eastern villages, however, officials need interpreters to communicate with the residents. In their coffee-houses and homes, Kurds listen to tapes of songs in their mothertongue.

### Interpreters

Despite the restrictions on Kurdish culture, Turkish officials claim an overwhelming majority of Kurds are loyal citizens with no nationalistic ambitions to set up separate state.

The guerilla group PKK is said by Turkish officials to be more Marxist than nationalistic.

In recent trials of captured rebels, defendants testified of Syrian and Soviet involvement and support for their cause and having been trained in guerilla camps in Syria, Iraq and Lebanon.

One defendant, Abdurrahman Kandemir, told a martial law court in Diyarbakir, the largest city in the east: "Our aim is to establish a Communist Kurdish state. This state is to be a member of the Warsaw Pact."

Sahin Bilici, another defendant, said he was recruited in West Germany, then sent to Damascus, and later to Lebanon for training.

### Problems

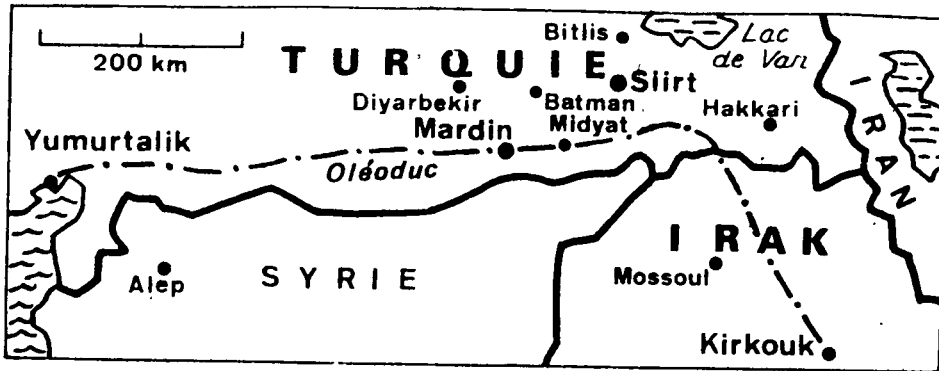
Most Turkish officials insist that there is an "eastern problem" in the impoverished, backward area, rather than a Kurdish problem.

In a recent interview with the Leftist Istanbul daily *Cumhuriyet*, Diyarbakir mayor Nurettin Dilek cited high unemployment as the most important problem.

Luring investments to the east was one of the major campaign promises of premier Turgut Ozal, who believes most social and political problems have an economic basis.

But generous tax breaks and low-interest state credits failed to attract private sector investments to the region.

"The reason they don't come is the same reason for the failure of so many state investments in this area — lack of skilled labour and inadequate infrastructure," said a state planning official in charge of development projects for the east.



# ① Turquie

## Le Sud-Est, une région sous surveillance

*Le tiers de l'armée d'Ankara est stationné dans cette région stratégique et négligée où la guérilla kurde est plus active que jamais.*

SIIRT :  
de notre envoyé spécial  
C. Jude LORIEUX

Comme agrippée sur un éperon rocheux qui domine la plaine ocre et vide, Mardin s'éveille avec le soleil. Ses venelles s'animent au passage des bourricots, apportant fruits et légumes au bazar. Sur les toits en terrasse, on les voit passer la nuit au frais, les dormeurs s'étirent et roulettent leur couverture. Dans la grande rue, les patrouilles de la police militaire poursuivent leur ronde : trois par trois, casque blanc vissé sur le crâne rasé, pistolet-mitrailleur à la hanche, ils tournent, tournent, tournent. Une équipe a-t-elle disparu, qu'une autre apparaît. Chef-lieu d'une province troublée par la guérilla kurde, Mardin est une ville sous surveillance. Une ville qui surveille aussi : la citadelle du XV<sup>e</sup> siècle qui surplombe les minarets des mosquées et les clochers des églises syriaques, est elle-même dominée par les trois énormes boules blanches des radars américains : la Syrie est toute proche, l'Irak à une centaine de kilomètres.

Région stratégique donc — car voisine de l'U.R.S.S. et sur une voie de passage obligé entre les mondes arabe et iranien, et l'Europe. Sur la route qui remonte d'Irak par la ville-

évêché syriaque de Midyat, avec ses maisons de pierres blanches, les camions-citernes se succèdent avec la régularité des patrouilles dans les rues de Mardin. De loin en loin les carcasses noircies des « pétroliers de la route » témoignent du risque de cette noria qui amène le brut iranien à la raffinerie de Batman, surveillée nuit et jour par des soldats juchés sur des miradors.

### Commandos de choc à bérêt bleu

Le tiers de l'armée turque — sans doute la plus puissante de la région — est stationnée dans ce bout du monde qu'est le sud-est de l'Anatolie. Certains jours sa présence saute aux yeux, comme sur l'aéroport de Diyarbakir, secoué par le rugissement des chasseurs à réaction, sur les routes de l'intérieur où progressent les escadrons de blindés en manoeuvre, ou bien encore sur la base militaire de Siirt, l'un des bastions de la lutte contre les « séparatistes ». Le voyageur qui circule en autobus ou en « dolmus » (taxi collectif) passe devant les postes de gendarmerie, véritables fortins cercés de réseaux de barbelés, et croise des camions chargés de commandos de choc à bérêt bleu.

Une cinquantaine de militai-

res ou policiers, quelque soixante-dix maquisards et une quarantaine de civils ont, selon les chiffres officiels, péri depuis le 15 août 1984, quand les « apocatur » — du nom de leur fondateur, un certain Apocatur — sont descendus des montagnes de Siirt et de Hakkari (aux confins irano-irakiens) pour faire la guerre à l'Etat turc. Des officiers, des médecins militaires et même un commandant de gendarmerie ont été victimes de ce que le ministre de l'Intérieur, M. Akbulut, a finalement qualifié de « guérilla ». Et non plus comme on le disait pudiquement de « banditisme ».

### Une population prise en tenailles

La population, l'une des plus pauvres de Turquie, est prise en tenailles entre l'armée et les séparatistes ; un hameau perdu dans la montagne recevra tout à tour la visite des maquisards — qui voudront manger — puis des militaires turcs, qui reprocheront à ses habitants d'avoir aidé les « bandits ». Sans contester aucune-ment la nécessité d'une action militaire énergique, certaines personnalités, comme l'ancien premier ministre social-démocrate Bulent Ecevit, se demandent, si les militaires n'ont pas

parfois la main trop lourde. Une bonne partie de la population locale ne comprend en tout cas pas ce qui se passe. Officier « appelé » un de mes amis turcs eut un jour affaire à un jeune Kurde, qui se plaignait de faire son service militaire pour la seconde fois. Interloqué, l'officier requestionna le conscrit par le truchement d'un interprète pour comprendre qu'il avait effectivement passé trois ans sous les drapeaux — mais pas les mêmes : ceux de la rébellion kurde ! Il ne faisait guère la différence. On l'avait à chaque fois arraché à sa terre et aux siens comme ces deux conscrits qu'un clan kurde — vieillards en pantalons bouffants, femmes en longues robes de couleur... et en larmes — accompagnèrent l'autre jour à Siirt jusqu'à l'autocar d'Ankara.

### « Mains étrangères »

La cause des séparatistes ne trouve guère de défenseurs à Ankara — ni à gauche ni à droite. « Il existe déjà vingt-quatre Etats indépendants sur le territoire de l'ancien empire ottoman ; nous n'en voulons pas un vingt-cinquième », souligne l'un des dirigeants du S.O.D.E.P., le nouveau parti social-démocrate.

Le ministre de l'Intérieur, M. Akbulut, explique la résurgence de la guérilla par le fait que « des personnes endoctrinées étaient poussées par des mains étrangères ». L'idée d'un complot international contre la Turquie, bastion de l'Occident et gardienne des détroits, est assez répandue dans la classe politique turque. « Au Moyen-Orient, nous rappelait M. Ecevit, le problème kurde a toujours été un problème international. » Pour l'ancien ambassadeur Kamran Inam, un des ténors du parti de la démocratie nationaliste (droite), « on assiste actuellement à la continuation du plan de déstabilisation qui n'a pas été abandonné après l'intervention militaire de 1980 ». L'U.R.S.S. — et ses amis syriens et bulgares — est, bien sûr, soupçonnée, mais d'autres noms sont cités : Israël — dont l'intérêt serait, dit-on, la balkanisation de la région ; et, pourquoi pas, les Etats-Unis.

Ce qui est certain c'est que l'armée fit l'an dernier des « incursions autorisées » en Irak, et qu'elle s'efforce aujourd'hui de rendre moins poreuse la frontière syrienne.

Mais c'est sans compter avec ce que Kamran Inam, qui est député de Bitlis, près du lac de Van, appelle la « spécificité » de cette région — c'est-à-dire un sous-développement économique et culturel, parfois

dû à son éloignement d'Ankara. « A Izmir, ou Ankara, un enfant sur trois a des chances de faire des études supérieures contre un sur vingt-sept dans l'Est », dénonce le député de Billis en accusant certains fonctionnaires et hommes politiques de traiter si mal les gens de l'Est qu'on pourrait dire : « Le séparatisme ne vient pas de l'Est, il vient d'Ankara. »

Premier ministre d'une République dont la Constitution bannit la langue kurde, M. Turgut Ozal a inscrit à son programme le développement économique et scolaire de l'Est. La politique économique libérale qu'il poursuit n'a pas facilité les choses puisqu'elle exclut, par définition, l'intervention de l'État. « Or, constate un journaliste écono-

mique, aucun homme d'affaires n'ira investir là-bas quelles que soient les primes offertes par le gouvernement. » Alors ? Sans doute faut-il attendre l'ouverture en 1992-1993 du grand barrage hydro-électrique Atatürk sur l'Euphrate pour espérer que les choses évoluent.

En arrachant la région à l'état arriéré où la laissèrent les sultans, puis la République, les

autorités turques ne mettront sans doute pas fin à l'irréductibilisme kurde. Mais en fournissant de l'eau, de l'énergie et donc de l'argent, elle atténueront des rancœurs qui, selon le mot de Kamran Inan, « facilitent les visées des gens de l'extérieur ».

C. L.

Journal de Geneve 14.8.1985

## SCANDINAVIE

# Kurdes en exil: la Suède met en cause les Syriens

■ Le PKK, le mouvement qui regroupe en Europe les Kurdes en exil, est-il une organisation terroriste dirigée et manipulée par Damas? Oui, répond sans hésiter le Säpo (Service de contre-espionnage suédois) qui affirme en avoir acquis, récemment, la certitude en mettant la main sur un plan détaillé de «représailles» que les militants de cette organisation s'apprêteraient à exercer au cours des prochains mois, contre le gouvernement de Stockholm.

COPENHAGUE: CAMILLE OLSEN

Ceux-ci viseraient ainsi à se venger des dirigeants du Royaume de Charles XVI Gustav, parce qu'ils ont refusé un visa de séjour à leur chef, Abdullah Öcalan. Jusqu'ici, ce dernier résidait en RFA, à Cologne, où il avait installé son quartier général. Or il y a quelques temps, pour des motifs inconnus, il décidait de transporter en Suède ses pénates et celles de son organisation. Le projet devait se heurter à l'opposition catégorique de la police suédoise, bien qu'en 1981, sa femme ait réussi – mais non sans difficultés il est vrai – à obtenir de bénéficier de l'asile en Suède.

Mais le Säpo disposait de raisons suffisantes pour justifier ce veto. Dans le courant de l'été

1984, un jeune Kurde de vingt ans était assassiné à Upsal. L'enquête qui suivit allait prouver que ce meurtre avait été commis sur ordre du PKK auquel la victime avait appartenu et dont elle avait cherché à se dégager (l'exécutant de cet acte criminel était passé aux aveux). Quelques mois plus tard, le Säpo arrêtait 8 autres Kurdes soupçonnés d'avoir trempé dans ce complot sanglant. Conformément aux dispositions de la législation anti-terroriste du Royaume, un arrêté d'expulsion était pris contre eux. Mais ils sont toujours en Suède, leurs avocats ayant fait valoir que les réexpédier en Turquie serait automatiquement signer leur condamnation à mort (le code suédois interdit l'extradition des malfaiteurs, activistes, etc. vers les pays où ils peuvent risquer la peine capitale). Ces huit Kurdes encombrants sont actuellement en liberté surveillée.

Les responsables du PKK protestent vigoureusement contre ces mesures et contre les calomnies dont les «accablent» les autorités suédoises qui, à les en croire, auraient le tort d'ajouter foi à la «propagande mensongère» que les «tyrans d'Ankara» répandent sur les Kurdes. Ils viennent de faire savoir que leur patience avait des limites, et ils accordent aux dirigeants de Stockholm deux mois pour changer d'attitude. ■

# La Turquie contre les Kurdes

Depuis un an, le gouvernement lutte contre leur réveil nationaliste

**B**EYTUSSEBAP, un village kurde de 3000 habitants, occupé par des centaines de commandos de la gendarmerie turque, est en plein cœur du principal théâtre de l'insurrection séparatiste qui a repris il y a un an dans le Sud-Est de la Turquie.

Cette « région critique », selon la terminologie militaire, où les « Apocular » (surnom des rebelles kurdes) hantent les montagnes, s'étend du Nord de la province de Mardin (frontalière avec la Syrie) à la province de Van, près de la frontière iranienne. Elle traverse la province de Siirt et couvre celle d'Hakkari (frontalière avec l'Iran et l'Irak). C'est une région d'un dénuement désespérant où le chômage bat tous ses records en Turquie.

A ses deux extrémités, Erüh (Siirt) et Sendinli (Hakkari), les militants du Parti des Travailleurs Kurdes (PKK) ont sonné le 15 août dernier, par deux opérations « Vur-Kac » (tire et enfuis-toi) contre les forces de sécurité, la reprise d'un combat autonomiste en sommeil depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980.

## Représailles

L'armée a répondu par une implacable « opération soleil », un ratisage systématique des villages et des montagnes. Selon les chiffres officiels, le PKK a perdu 68 hommes, les forces de sécurité 42 hommes et la population civile a eu 40 victimes. Il y a eu plus de 70 affrontements armés et plus de 500 séparatistes arrêtés. La rumeur publique dans la région donne toutefois des bilans beaucoup plus lourds.

Les rigueurs de la loi martiale, toujours en vigueur dans l'ensemble des provinces à forte population kurde, à l'exception de celles de Mus et Bitlis, se renforcent, confinant à l'état de guerre.

La présence militaire se multiplie, beaucoup plus nerveuse, menaçante et menacée. Les contrôles se répètent, impératifs : « Descendez... Alignez-vous... Donnez vos papiers... Mains sur la tête, jambes écartées ». Les hommes sont fouillés des pieds à la tête, les femmes et les enfants sont épargnés.

Cela devient vite un rituel. Une fois palpé sur tout le corps, on

prend la tête de l'alignement et on récupère ses papiers. Tous les noms ont été vérifiés sur une liste de personnes recherchées longue de plusieurs pages. Et l'on repart, cela recommencera dans quelques kilomètres. La plupart des Kurdes s'y soumettent avec une apparente indifférence, obstinément muette.

On traverse ainsi Sirmak et Uludere, autres hauts lieux de la guérilla séparatiste. La route s'arrête et lui succède une piste, incroyablement lente et difficile, à travers des montagnes qui culminent à plus de 3000 mètres. Au pied des montagnes de l'aurore (« Tanin Daglari »), on découvre les champs de transhumance des bergers kurdes dont l'allure s'apparente à celle des Peshnergas (les combattants kurdes) : costumes quasi militaires de toile, pantalons bouffants sur les hanches et les cuisses et resserrés sur les mollets, foulards enroulés sur la tête. Ils vivent avec leurs familles nombreuses, leurs femmes aux vêtements colorés et à l'allure altière, dans de sombres yourtes montées près des rivières de montagne.

Au sommet du col, le poste de gendarmerie est, lui, véritablement en état de guerre. Des soldats coiffés de casques de la Seconde Guerre mondiale pointent leurs fusils automatiques vers la vallée ou les cimes, allongés dans des fossés creusés tout autour du poste. Pour eux qui viennent toujours d'autres régions de la Turquie, celle-ci est une sorte d'enfer et ses beautés les laissent insensibles.

Depuis un an, Beytussebap vit au rythme de l'« opération soleil », jour et nuit, cette dernière étant soumise au couvre-feu. Le village se réveille au chant des oiseaux innombrables. Et puis le bruit de cette volière immense est couvert par celui des blindés de l'armée.

## Point de non retour

Ils se lancent sur les pistes du Nord pour une nouvelle journée de recherche des « terroristes » dans les montagnes. Sur le plateau, un double banc sur lequel sont assis 10 soldats casqués et fortement armés. Yavuz, le visage fermé, les regarde passer. Depuis un an, il les voit tous les jours, mais c'est,

toujours intolérable. Il ne cache pas qu'il a été gagné, comme selon lui la majorité du village, à la cause des « Apocular ». Il affirme : « Ce sont les plus forts. Dans les montagnes, les Turcs ne valent rien contre eux ».

Beaucoup estiment dans la région que, dans les villages de cette partie du Kurdistan, soumis à un quasi état de guerre, « un point de non retour a été atteint entre Kurdes et Turcs ». C'est ce qu'affirme à Mardin un responsable du parti populiste (opposition parlementaire,

de gauche) : « Ils livrent une guerre aux Kurdes, le retour à la normale est impossible ». Un médecin originaire de l'Ouest du pays qui travaille dans la province de Van dit pour sa part : « Avant, la population demeurait largement opposée aux rebelles car leur combat traversait des oppositions internes aux Kurdes et donc ne l'épargnait pas. Mais, depuis le début de l'opération soleil, la sympathie pour le PKK croît parce qu'il ne combat plus que contre l'armée turque ».

JOURNAL

DE L'ÎLE DE LA REUNION

Turquie

24.7.1985

## Torture à volonté

« **E**n Turquie, la torture est systématique. Telle est la conclusion du rapport de 76 pages que l'association humanitaire Amnesty International a rendu public ce mercredi. Fondées sur « des milliers d'informations reçues sur le sort réservé aux prisonniers politiques sous les différents gouvernements depuis le début des années 70 », les informations recueillies émanent de sources diverses : prisonniers, témoins, médecins...

« Je desserrai le bandeau et regardai autour de moi. Une vision d'horreur. Des gens entassés les uns sur les autres dans le couloir, attendant leur tour d'être torturés. Dix personnes, nues, les yeux bandés, étaient proménées de long en large dans les couloirs. On les battait pour les forcer à chanter des chants réactionnaires. D'autres, incapables de se tenir debout, étaient attachées à des tuyaux de chauffage brûlants... ». Ce récit est l'un des treize témoignages, d'hommes et de femmes torturés. Décharges électriques, « passage à tabac », violences sexuelles, brûlures, sont le lot quotidien des détenus politiques turcs...

La plupart d'entre eux sont accusés d'appartenir à des

organisations politiques ou syndicales de gauche, ou encore de militer dans des groupuscules « terroristes » kurdes. Près de 180 000 personnes auraient été détenues dans les geôles turques depuis 1980, selon la presse nationale elle-même.

Les autorités turques continuent cependant à nier les accusations portées contre elles. Les pouvoirs publics du pays affirment que toutes les plaintes déposées ont fait l'objet d'une enquête. Mais on est en droit de douter de cette affirmation. Amnesty International rapporte en effet que du 22 février au 4 avril 1984, des détenus de la prison militaire de Mamak, « haut lieu de la répression », ont mené une grève de la faim pour protester contre la torture et les mauvais traitements infligés : privation de sommeil, de nourriture, d'eau...

Ce type de mouvements spontanés n'est pas rare en Turquie, mais il s'accompagne toujours de mesures de rétorsion pires encore.

Constamment sous la menace des tortionnaires, même après leur libération, les « détenus » mènent une existence de perpétuels exilés. La fuite et l'exil deviennent des règles de vie, soulignée le rapport.

15. 8. 1985

**TURQUIE****Un an de guerre aux Kurdes**

Les combats entre l'armée turque et les patriotes kurdes se poursuivent dans l'est du pays, un an après le lancement d'un gigantesque ratissage dans la région montagneuse proche de l'Iran, de l'Irak et de la Syrie. Des dizaines de milliers de militaires y ont été envoyés en renfort.

Selon le dernier bilan communiqué par l'état-major de la VII<sup>e</sup> armée, chargée d'appliquer la loi martiale, soixante-quinze résistants, quarante-sept militaires et une cinquantaine de civils ont été tués, depuis le 15 août 1984, date du déclenchement de l'« Opération Soleil ». D'après des sources non officielles, les chiffres réels seraient beaucoup plus élevés.

Plus de cinq cents militants ou sympathisants du Parti des travailleurs kurdes (PKK) ont été arrêtés. Dix d'entre eux ont été condamnés à mort lors d'un premier procès, en juillet dernier, par le tribunal militaire de Dyarbakir. Deux autres procès se déroulent actuellement dans cette ville.

**LA CROIX**

17. 8. 1985

**Turquie : Nouvelle offensive kurde**

■ Les affrontements entre l'armée turque et les séparatistes kurdes se poursuivent dans l'est de la Turquie, un an après la reprise des combats par les rebelles et le lancement par les forces turques d'une gigantesque opération de ratissage dans ces régions montagneuses et très pauvres, frontalières avec l'Iran, l'Irak et la Syrie. Quelque 75 rebelles, 47 militaires et une cinquantaine de civils ont été tués officiellement au cours des combats depuis un an, mais on peut penser que le bilan est sensiblement plus élevé. Après une accalmie de quatre ans, les rebelles kurdes ont repris les armes pour prouver qu'ils « n'avaient pas été anéantis » par les forces turques.



21. 8. 1985

● Deux séparatistes kurdes ont été tués et deux autres blessés par les forces de sécurité turques, mardi près de la ville de Dogubeyazit, au pied du Mont Arafat. Selon un bilan officiel 99 rebelles, 56 militaires et 63 civils ont été tués dans l'est du pays depuis la reprise du combat séparatiste, le 15 août 1984.

**LE QUOTIDIEN DE PARIS**

29. 8. 1985

**TURQUIE: DIX MILLE PARTISANS KURDES**

La résistance kurde compte quelque 10 000 partisans, dont 40 % sont armés, pour lutter contre le colonialisme turc, a affirmé hier l'un des représentants en Europe du Front national de Libération du Kurdistan, M. Saadi Ferhan, à la presse à Bonn. Tirant le bilan d'un an de lutte, M. Ferhan, a indiqué que son mouvement contrôlait une grande partie du Kurdistan turc, plus précisément le triangle entre les villes de Van, Hakkari et Mardin (sud-est de la Turquie). « Si les villes ne sont occupées qu'à l'occasion d'actions ponctuelles, a-t-il dit, la campagne, par contre, est sous le contrôle des partisans ».

**ARDENNAIS**

29. 8. 1985

● **Kurdes** Les séparatistes kurdes de Turquie ont annoncé, dans un communiqué rendu public hier à Paris, qu'ils avaient tué 402 soldats turcs lors de 117 embuscades et affrontements avec l'armée depuis août 1984. Lors de ces actions menées par l'Unité de libération du Kurdistan (HRK) créée le 15 août 1984, 130 soldats ont été faits prisonniers, selon le "comité du Kurdistan", puis relâchés. Les séparatistes affirment également avoir abattu 46 "agents-dénonciateurs".

**LE SOIR**

20. 8. 1985

**Plusieurs dizaines de Kurdes ont été refoulés à la frontière**

Des incidents ont eu lieu une nouvelle fois entre des étrangers venus demander l'asile politique en Belgique et la gendarmerie de l'aéroport de Zaventem. Septante-six Kurdes, d'origine turque ont ainsi été renvoyés aux frontières sans avoir pu, selon l'association « Aide aux personnes déplacées » (A.P.D.) s'expliquer auprès des forces de l'ordre.

Ces Kurdes sont arrivés mercredi en Belgique et se sont vu immédiatement confisquer leur passeport par la gendarmerie. Celle-ci a gardé ces documents jusqu'au renvoi des intéressés le vendredi matin. Selon l'assistante sociale d'A.P.D., ce groupe n'avait pu obtenir le moindre renseignement sur les moyens de se reposer ou de se restaurer de-

puis l'arrivée en Belgique. Ils ont été renvoyés sans avoir pu expliquer les raisons de leur arrivée chez nous.

Les candidats réfugiés, qui sont entrés irrégulièrement en Belgique, ne sont pas automatiquement expulsés *manu militari*. Ils peuvent en effet se déclarer réfugié auprès d'un sous-officier de la gendarmerie au poste de l'aéroport. Celui-ci doit alors donner un récépissé de sa déclaration à l'étranger et transmettre le document au ministre de la Justice.

Selon le cabinet du ministre, cette déclaration n'aurait pas été faite par les Kurdes. On précise d'ailleurs qu'entre le 10 et le 18 août, 215 Turcs sont arrivés en Belgique. Parmi eux, 139 ont été admis à séjourner temporairement dans notre pays car ils

avaient introduit une demande pour bénéficier du statut de réfugié politique. Les 76 autres ont été renvoyés faute de l'avoir faite. Mais l'association « Aide aux personnes déplacées » souligne que ces candidats au statut de réfugié n'ont pu bénéficier des services d'un traducteur pour s'expliquer auprès des gendarmes.

« Nous ne voulons pas prendre position sur les raisons qui ont amené ces Kurdes en Belgique, ajoute l'association, mais nous sommes consternés de voir comment la gendarmerie et l'Office des étrangers ignorent les obligations internationales de la Belgique ainsi que la propre législation belge sur l'accès au territoire. »

M. Valt

## Amnesty International invite les autorités à lutter beaucoup plus énergiquement contre la torture

Tout en « saluant les initiatives prises par les autorités turques pour mettre fin à la torture », l'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International estime que ces efforts restent « totalement inefficaces » et invite les dirigeants d'Ankara à prendre des mesures beaucoup plus énergiques pour que cessent ces pratiques.

Amnesty rappelle que les tortures infligées aux détenus politiques étaient déjà « l'une de ses principales préoccupations » en Turquie, avant même le coup d'Etat militaire de septembre 1980. Cependant, ajoute Amnesty, « le nombre d'allégations de torture et de décès consécutifs s'est accru brusquement et de façon alarmante » après le coup d'Etat.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Le dossier établi à Londres, et dont la section française de l'organisation vient de rendre publics des extraits, ne comporte pas de témoignages postérieurs au début de 1984. Cependant, selon Amnesty, les tortures n'ont pas cessé depuis, même si l'on n'est pas en mesure d'obtenir des « témoignages détaillés », qui ne peuvent, en règle générale, être connus qu'après la libération des détenus, et même le plus souvent après leur départ de Turquie.

Les tortures, indique Amnesty – confirmant ce qu'admettent responsables et hommes politiques turcs, – semblent essentiellement avoir pour cadre les commissariats, aussitôt après l'arrestation. Mais Amnesty a aussi reçu des témoignages sur les tortures pratiquées dans diverses prisons, y compris des prisons militaires, à Diyarbakir, Erzurum, Ankara et Istanbul, et dans la prison civile « spéciale » de Malatya, réservée aux prisonniers politiques et aux trafiquants d'armes.

Parmi les témoignages cités, l'un des plus terrifiants provient de la célèbre prison militaire de Diyarbakir, où sont notamment incarcérés des militants kurdes. Diyarbakir est d'ailleurs l'une des prisons où des détenus ont observé des grèves de la faim, avec parfois des conséquences tragiques.

Amnesty rend compte de ses démarches auprès des autorités turques, qui ont accepté une sorte de « dialogue » en autorisant, par exemple, un représentant de l'organisation humanitaire à visiter Diyarbakir en janvier 1984, et en répondant à certaines demandes concernant le sort de prisonniers. Réponses plus ou moins précises, cependant : sur une centaine de cas de prisonniers qui seraient morts en détention, les autorités ont répondu dans vingt-cinq cas qu'une enquête ou un procès était en cours (manière de reconnaître qu'ils avaient pu périr des suites de mauvais traitements). Dans huit autres cas, la personne concernée était toujours en vie, et pour les autres cas les officiels ont évoqué des « causes naturelles de décès », ou le « manque d'informations » ou encore l'absence de toute trace de détention.

D'autres réponses ne laissent, hélas ! guère de place au doute. Ainsi, à propos de Mustafa Hayrullahoglu, arrêté à l'automne 1982 et mort peu après, la famille du prisonnier apprenait, par une lettre du procureur de la loi martiale d'Istanbul, que l'intéressé, arrêté le 21 octobre,

s'était donné la mort cinq jours plus tard, tandis que le procureur de la République avançait une version légèrement différente : arrêté le 5 novembre, il était « tombé malade » onze jours plus tard et avait succombé pendant son transfert à l'hôpital...

Amnesty fait état des articles consacrés par la presse turque elle-même à des cas de torture notamment lorsque, à l'automne 1984, le ministre des finances accusa la police d'avoir torturé des fonctionnaires des douanes impliqués dans une affaire de contrebande. L'organisation mentionne des informations de source officielle selon lesquelles plus d'une centaine de personnes coupables de tortures ou de mauvais traitements ont déjà été condamnées et incarcérées.

Amnesty invite les autorités à aller beaucoup plus loin, par exemple, en faisant clairement savoir que « la torture ne sera tolérée en aucune circonstance », en mettant un terme à la procédure de détention au secret, qui favorise ces pratiques, et en faisant en sorte que les aveux obtenus sous la torture ne puissent être invoqués lors d'un procès. J. K.

LE FIGARO

## LE FIGARO 26.8.1985

### ● Turquie : 106 peines de mort requises contre des séparatistes kurdes

Le procureur militaire a requis 106 peines de mort lors de son réquisitoire final dans le procès, à Diyarbakir (sud-est de la Turquie), de 469 militants du parti des travailleurs kurdes (P.K.K., la principale organisation séparatiste de Turquie). Ils sont accusés de nombreuses actions terroristes, meurtres, vols à main armée ainsi que de « tentative de séparation d'une partie du territoire national ».

Par ailleurs, trois rebelles kurdes ont été tués par les forces armées turques dans la région montagneuse d'Eruh (province de Siirt). L'armée leur avait dressé une embuscade alors qu'ils allaient chercher des vivres dans un village. Ce nouvel affrontement porte à 83 le nombre des séparatistes kurdes tués depuis le 15 août dernier.

## L'Humanité 25.8.1985

— IRAN —

## Un dirigeant du Toudeh torturé à mort

Hassan Ghezeli, membre du comité central du parti Toudeh d'Iran, est mort sous la torture. C'est ce qu'annonce la direction du parti Toudeh qui précise que le régime iranien a refusé de restituer son corps à sa famille.

Hassan Ghezeli avait été arrêté en février 1984, en même temps que les autres dirigeants du parti. Il avait été l'un des fondateurs du parti démocratique du Kurdistan d'Iran.

Après avoir été responsable des émissions en langue kurde de la radio Message de l'Iran, il avait dirigé à partir de 1979 l'organe central du parti Toudeh Namé Mordom.

Le parti Toudeh lance un nouvel appel aux forces progressistes en Iran et dans le monde à déployer tous leurs efforts pour sauver la vie des prisonniers politiques en Iran.

## Liberation 26.8.1985

### Turquie: Kurdes

106 peines de mort ont été requises par le procureur militaire dans le procès de 469 militants du parti des travailleurs kurdes (PKK) qui vient de s'achever à Diyarbakir (sud-est de la Turquie). Accusés de nombreuses actions terroristes, les militants kurdes avaient à répondre « d'une tentative de séparation d'une partie du territoire national ». Par ailleurs les autorités militaires ont annoncé hier avoir tué trois militants kurdes dans la région d'Eruh.

# OSTEOPATHE FAYENÇOIS

## CLAUDE BOURSIN A PASSÉ UN MOIS PARMI LES KURDES IRANIENS

*Dans les montagnes, il a soigné, appris aux Peshmergas à soulager, et rencontré Ghassemlou, leader du P.D.K.I.*

Aux grosses manchettes relatant la guerre Iran-Irak, se conforte l'oubli du Kurdistan.

Une région à cheval sur cinq pays.

Une zone en proie à la lutte armée, comme ultime rempart de revendication du droit d'un peuple à disposer de lui-même.

C'est dans ce synopsis politique compliqué qu'intervient « Médecins du monde », au côté de l'A.M.I. (Aide médicale internationale).

Là-bas, sur les contreforts montagneux, un ostéopathe fayençois, Claude Boursin, vient de passer un mois.

### DES « TOUBIBS » SOUS LES BOMBES

Le front de guerre Iran - Irak s'est déplacé vers le Kurdistan. Pour les « gardiens de la révolution » : d'une pierre funéraire, deux coups !

L'A.M.I. travaille dans ce contexte depuis plusieurs années. Elle y a implanté de solides structures hospitalières.

Aussi, « Médecins du Monde » n'a pas voulu doubler cette intervention. Bernard Kouchner (son fondateur) et Bernard Granjon (médecin marseillais responsable de la mission au Kurdistan) ont préféré le créneau montagneux.

« Entre la zone des combats et les infirmeries, il faut le plus souvent quatre à six journées de marche ! D'où, jusqu'à présent, une sélection des blessés, laissant pour compte ceux atteints à la tête ou à l'abdomen », nous dit Claude Boursin.

« Notre rôle, après avoir été pris en charge en Irak par le PDKI et acheminés sur place, est essentiellement de former des hommes susceptibles de pouvoir assurer les premiers soins aux blessés, avant de les transférer à l'arrière des lignes de combat... »

La « base » de M.D.M. a été installée fin 1984 dans la montagne, au nord du pays, vers Sardasht. Mais, côté irakien,

pour une relative sécurité des intervenants médicaux.

Un « village de convalescents » a été bâti de toutes piè-

ces, entouré de défenses dont quelques nids de mitrailleuses.

Sous une toile de tente, fondue dans un paysage qui appelle d'autres destinées, Claude Boursin a prodigué — (à raison de 10 heures quotidiennes — un enseignement à une quinzaine d'étudiants »

Ostéopathe, Boursin a dû compléter certaines connaissances pour les appliquer à ce monde dévasté : « Nous avons transmis un apprentissage pratique et théorique pour fai-

re de quelques Kurdes des secouristes de haut niveau, « spécialistes » des blessures de guerre... »

Après ses missions successives au Salvador, en Pologne, en Erythrée, le Fayençois profile d'autres projets pour secourir sur des terres, couleur de sang.

De sa rencontre avec Abdul Rahman Ghassemlou, secrétaire général du PDKI, Claude Boursin conserve le souvenir « d'un universitaire de très haut rang, doublé d'une intelli-



*Claude Boursin en montagne : un pistolet à la hanche et des « gardes » pour lui assurer une relative sécurité.*

(Repro P.P.)



gence rare (...). Il est conscient plus que quiconque que le Kurdistan iranien ne trouvera pas son autonomie tant que l'Iran sera aux mains d'un régime dictatorial. Mais il n'en soutient pas moins des espoirs et des convictions qui sont ceux de tout son peuple ! »

Témoin, Claude Boursin l'a été, en parcourant cette montagne frontalière, portant un pistolet à la ceinture et solidement encadré de Peshmergas armés : « pour assurer une sécurité qui n'a de signification que le nom qu'on veut bien lui prêter... »

La montagne résonne des bombardements et de la guérilla. Une poignée de médecins se sont fait pour devoir d'y apporter leur concours pour soulager, sans garantie pour leur personne.

La malette médicale qu'ils offrent pour toute sanction des compétences de secourisme concrétise leur acharnement pour maintenir la vie dans ces contrées oubliées.

Les Peshmergas — taxés de toutes les collusions politiques possibles — soignent, alphabétisent, nourrissent leurs prisonniers dont beaucoup sont des enfants...

Deux images au milieu d'une guerre...

Et une expérience que Claude Boursin, à l'instar de tous les membres bénévoles des initiatives médicales, renforce par une nécessaire déontologie, appliquée dans toute sa force passionnelle.

Pierre PERLA.

### UN TISSU DECHIRE !

Le Kurdistan est une zone stratégique. Un lieu d'invasion depuis des millénaires. Le lieu d'autant de révoltes aussi ! A l'heure actuelle, dans les terres iraniennes, le « Poki » (Parti démocrate du Kurdistan d'Iran) est majoritaire.

Il se présente, depuis sa création en août 45, comme la principale force politico-militaire et l'élément progressiste de cette région, successivement tirillée par le Chah, puis tout aussi « efficacement » par Khomeiny.

Depuis août 79, la « guerre sainte » a été proclamée contre les Kurdes iraniens. Les peshmergas ont pris le maquis (quelque 12.000 hommes), pour éviter la destruction des villes telles que Mehamad.

Les bombardements se succèdent à un rythme effroyable. Quelques chefs religieux et politiques iraniens gravent leurs noms sur ce conflit, (notamment Khalkali), comme autant de pierres tombales.

P.P.

### IRAN - JUIN 1985

D'un côté des armes hétéroclites. Elles sont vendues sous le manteau pour équiper les peshmergas (commandants kurdes). De l'autre, une forte puissance de feu.

Le traité de Sèvres datant de 1920 aurait pu consacrer l'Etat kurde indépendant. Il n'a jamais été appliqué !

Depuis, le Kurdistan lutte.

En Iran, il combat avec des moyens inversement proportionnels à ses ambitions : obtenir une autonomie de gestion (politique, économique, culturelle, administrative), sans remettre en cause l'intégrité territoriale de l'Iran.

## APRES DEMAIN. Juillet 85

# LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME LES RECENTES CONDAMNATIONS

Une fois de plus, en Turquie, un tribunal militaire, au terme d'un procès monstre où comparaissent ensemble plus de 600 accusés, vient de prononcer vingt deux condamnations à mort, infligeant aussi de lourdes peines de prison à des centaines d'autres condamnés.

Ces jugements frappent des Kurdes, que le gouvernement d'Ankara s'obstine à traiter de séparatistes parce qu'ils revendiquent simplement le respect de leur spécificité linguistique et culturelle. Mais toute opposition quelle que soit sa nature est éga-

lement étouffée.

La Turquie est signataire du Pacte de l'Atlantique. Elle a besoin de renforcer ses échanges économiques avec l'Europe. Elle est toujours membre du Conseil de l'Europe.

Cette situation donne aux gouvernements des pays démocratiques les moyens de faire entendre au régime d'Ankara qu'ils ne sont pas dupes des simulacres de démocratisation auxquels s'est livrée l'année dernière la dictature militaire installée par le coup d'Etat de 1980.

4 0L19 AFAS TUR NZ35 MOY  
Turquie-kurdes  
AMY

31739 214 424 VAL I

Deux séparatistes kurdes tués près du Mont Ararat

ANKARA, 20 août (AFP) - Deux séparatistes kurdes ont été tués et deux autres blessés par les forces de sécurité turques, mardi près de la ville de Dogubeyazit, au pied du Mont Ararat, dans l'est de la Turquie, a-t-on indiqué de source officielle.

Selon le bilan officiel établi par l'armée turque, 99 rebelles, 56 militaires et 63 civils ont été tués dans l'est du pays depuis la reprise du combat séparatiste kurde, le 15 août 1984.

L'armée turque effectue depuis la fin juillet une opération de ratissage dans cette région après une série d'attaques de rebelles kurdes contre des cordées d'alpinistes étrangers.

Un groupe de séparatistes, opposés au pouvoir central d'Ankara, cernés par des militaires a refusé de se rendre et a ouvert le feu provoquant la riposte des soldats, a-t-on précisé de source officielle.

Les 27 juillet et 5 août derniers, trois cordées d'alpinistes américains, japonais et ouest-allemands avaient été dépouillées de leur matériel et menacées de mort par des séparatistes qui avaient annoncé qu'ils "interdisaient" désormais à tout étranger l'accès au Mont Ararat, point culminant de la Turquie (5.165 m), frontalier de l'URSS et de l'Iran.

PL/DC/JHD

LA CROIX 21. 8. 1985

M O N D E

## NEUVIÈME ANNIVERSAIRE DE LA RÉSISTANCE KURDE

LE BILAN D'UNE ANNÉE DE LUTTE ARMÉE DU FRONT NATIONAL DE  
LIBÉRATION DU KURDISTAN

**L**es Kurdes, « peuple sans frontières », entament leur neuvième année de résistance contre l'État turc. Le 15 août 1984, l'attaque de 16 postes militaires turcs avait marqué la création de l'Unité de libération du Kurdistan (HRK) et la radicalisation de la résistance.

Le 28 août, les représentants du Front national de libération du Kurdistan (FNLK) à Bonn ont fait le bilan d'une année de lutte. « En 117 actions de guérilla, 402 soldats et policiers turcs ont été tués, 188 grièvement blessés et 46 traîtres passés par les armes », a précisé Saadi Ferhan, membre du FNLK. 130 soldats turcs ont été retenus en otages pendant quelques jours, puis relâchés après confiscation de leurs armes.

Le FNLK contrôle le triangle formé par les villes de Van, Hakkari et Mardin, au sud-est de la Turquie. « Les villes ne sont occupées qu'à l'occasion d'actions ponctuelles, a expliqué S. Ferhan, mais la campagne est sous le contrôle des partisans. »

De son côté, le HRK reconnaît avoir perdu 48 combattants, dont deux femmes. Ces actions incessantes, estime le FNLK encouragent de nombreux Kurdes à rejoindre la résistance. Le mouvement revendique 10000 partisans, dont 40 % en armes.

300000 soldats turcs seraient stationnés au Kurdistan turc, qui compte près de 10 millions d'habitants. « Le gouvernement d'Ankara a qualifié nos actions de rébellion non préparée et temporaire, a déclaré le FNLK, mais maintenant il applique la stratégie de

guerre spécifique. » Les civils trident : confiscation de vivres pour l'hiver, déportation des populations villageoises...

L'État turc a également ressorti des placards de l'empire ottoman la « loi des protecteurs des campagnes ». Par elle, des dénonciateurs sont armés et rémunérés. La « loi du repentir » a légalisé la délation. Par ces dispositions le régime turc reconnaît sa faiblesse, estime le FNLK.

Le 16 août, l'état-major turc est sorti de son silence. « Les informations données par l'armée sont inexactes et montrent clairement que l'État turc est obligé de reconnaître la légitimité de notre lutte », a déclaré le Comité du Kurdistan à Paris. Pour lui, cette lutte ne peut progresser sans les armes.

X. T.

ARMY DOMESTIC SERVICE IN HARBI. 1900 and 29 AUG 68

(FROM 'NEWS AND REPORTS' PROGRAM)

(TEXT) THE KURDISH RESISTANCE HAS PLEDGED TO CONTINUE ITS LEGITIMATE STRUGGLE AGAINST TURKISH COLONIALISM UNTIL ALL KURDISH TERRITORY IS LIBERATED. ONE OF THE OFFICIALS OF THE NATIONAL FRONT FOR THE LIBERATION OF KURDISTAN HAS SAID THAT THE KURDISH RESISTANCE COMPRISES 10,000 REVOLUTIONARIES, 40 PERCENT OF WHOM CARRY ARMS.

IN A STATEMENT HE MADE AT A PRESS CONFERENCE IN ANKARA, WEST GERMANY, CARRIED BY NEWS AGENCIES YESTERDAY, THE KURDISH OFFICIAL SAID. DURING A YEAR OF STRUGGLE BY THE FRONT, IT CONTROLS A LARGE PART OF TURKISH KURDISTAN STRETCHING FROM ANKARA AND TO HARBI AND HARBI, SOUTHEAST OF TURKEY.

THE KURDISH OFFICIAL REFERRED TO THE VICTORIES ACHIEVED BY THE KURDISH RESISTANCE OVER THE FORCES OF THE MILITARY JUNTA RULING IN TURKEY. HE SAID THAT THE KURDISH RESISTANCE IS IN FULL CONTROL OF RURAL AREAS. HE ADDED: DURING A YEAR OF STRUGGLE AGAINST THE TURKISH ARMY AND POLICE, THE KURDISH RESISTANCE HAS KILLED 102 POLICEMEN AND SOLDIERS AND SERIOUSLY WOUNDED 188, EXECUTED 46 TRAITORS, AND CAPTURED 130 TURKISH SOLDIERS WHO WERE RELEASED AFTER BEING DISARMED. HOWEVER, SOME OF THESE CAPTURED MEN JOINED THE KURDISH RESISTANCE AGAINST THE FORCES OF THE MILITARY JUNTA RULING IN TURKEY.

THE NATIONAL FRONT FOR THE LIBERATION OF KURDISTAN OFFICIAL ADDED: THE WAR BETWEEN THE FRONT'S FORCES AND THOSE OF THE GOVERNMENT HAS REACHED A LEVEL THAT IS IMPOSSIBLE FOR ANY POWER IN THE WORLD TO PREVENT IT. SUPPORT FOR THE KURDISH PEOPLE, INCLUDING 13 MILLION KURDS IN TURKEY OUT OF A TOTAL KURDISH POPULATION OF 25 MILLION IN KURDISTAN, HAS BEEN CONTINUALLY INCREASING. THE COLONIALIST TURKISH AUTHORITIES HAVE BEEN COMPELLED TO ADMIT THEIR INABILITY TO RESCIND THIS SUPPORT.

BASED ON THE NATIONAL FRONT FOR THE LIBERATION OF KURDISTAN REPRESENTATIVE'S STATEMENTS ON THE YEAR-LONG HEROIC ARMED STRUGGLE AGAINST THE TURKISH COLONIALIST FORCES, THE KURDISH RESISTANCE HAS RECEIVED SUPPORT FROM THE KURDISH PEOPLE AND MATERIAL AND POLITICAL SUPPORT FROM VARIOUS NATIONAL FORCES IN THE REGION AND THE WORLD. THIS SUPPORT BECAME ESPECIALLY EVIDENT AFTER THE RESISTANCE STRENGTHENED AGAINST THE TURKISH COLONIALIST FORCES, WHICH ADMITTED THAT CRUSHING BLOWS WERE DEALT TO THEM IN A CLASH ON 23 AUGUST BETWEEN THEM AND THE KURDISH RESISTANCE IN SOUTHEASTERN TURKEY.

## Kurdernes glemte krig

AF EMEL ANIL

ANKARA, i august - I århundreder har kurderne kæmpet for selvstyre i deres område i Mellemøsten. De har udkæmpet og tabt krige i Iran, Irak og Tyrkiet.

Men de har ikke givet op, og i de seneste år har nogle få hundrede kurdiske guerillaer bundet elitetropper fra den tyrkiske hær i en mini-udmattelseskrig i det uvejsomme terræn i det østlige Tyrkiet.

Ifølge officielle tal har oprørerne indtil nu dræbt 57 militærpersoner, tre politifolk og 52 civile. Deres egne tab er næsten tilsvarende: 95 dræbte i skudvekslinger med soldaterne.

Snesevis af kurdere er blevet taget til fange og mindst ti er senere blevet dømt til døden.

I BEGYNDELSEN var der tale om grænseepisoder med guerillaer, som opererede fra baser i Syrien, Irak og Iran. I maj 1983 fik Tyrkiet Iraks tilladelse til at sende to kommandobrigader over den fælles grænse for at trænge guerillaerne tilbage.

De fleste tyrkere mente, at problemet dermed var ude af verden. Men et år senere begyndte guerillaerne, hvoraf de fleste er medlemmer af Det Kurdiske Arbejderparti (PKK), også kendt under navnet Apocularbanden, at foretage overraskelsesangreb på tyrkiske landsbyer og militær-garnisoner.

Der bliver kun givet få officielle oplysninger ud over de rutinemæssige meddelelser om tabstallene. Rapporter fra lokale kilder er ofte overdrevne.

»Vi ønsker ikke offentlig omtale af den sag«, svarede et parlamentsmedlem fra det regerende Moderlands-parti, på et spørgsmål om de næsten ugentlige episoder. Men nyhederne slipper ud, når faldne soldater bliver begravet med alle æresbevisninger.

Guerillaerne synes at være ved at bevæge sig nordpå fra Tyrkiets sydgrænse til Syrien og Irak. Ifølge lokale kilder er flere hundrede nye guerillasoldater kommet ind i landet siden sommerens begyndelse.

For nylig synes guerillaerne at have vundet kontrol over Ararat-bjerget, hvor Noahs ark ifølge legenden

stødte på land efter syndfloden.

I slutningen af juli og begyndelsen af august angreb kurdiske oprørere fire lejre for henholdsvis japanske, franske, amerikanske og vesttyske bjergbestigergrupper og ekspeditioner på jagt efter arken.

Ifølge den tyrkiske presse beslaglagde de bjergbestigernes udstyr, holdt dem som gidsler i flere timer og advarede dem mod nogen sinde at vende tilbage til bjerget.

Pressen skrev, at tropper fra hæren finkæmmede bjergområderne for at finde guerillaerne.

ANSLÅET ti millioner kurdere lever spredt over et 192.999 kvadratkilometer stort område bestående af høje bjergkæder og tørre sletteområder inden for Tyrkiet, Irak, Iran, Syrien og Sovjetunionen.

I Irak har de begrænset selvstyre. I Tyrkiet, hvor der er omkring seks millioner kurdere ud af en befolkning på i alt 50 millioner, har man i mange år ført en assimileringspolitik.

Kurderne, som deler den sunni-muslimske tro med flertallet af tyrkerne, behøver blot at lære tyrkisk for at blive optaget i samfundet. Tyrkiske borgere af kurdisk oprindelse har indtaget høje poster som præsidenter, ministerpræsidenter, generaler og kabinetsmedlemmer.

Kurdisk anerkendes ikke som officielt sprog i Tyrkiet, og undervisning, udgivelser og radioudsendelser på sproget er forbudt.

Men i mange landsbyer østpå kan repræsentanter for styret kun kommunikere med befolkningen ved hjælp af tolk. I kaffehuse og i deres hjem lytter kurderne til sange på deres modersmål på bånd.

TRODS DISSE restriktioner mod kurdisk kultur, hævder tyrkiske embedsmænd, at det overvældende flertal af kurdere er loyale borgere, som ikke har nationalistiske ambitioner om at oprette en separat stat.

Guerillagruppen PKK er ifølge tyrkiske embedsmænd mere marxistisk end nationalistisk.

Under retssager mod tilfangetagne oprørere for nylig

har de anklagede sagt, at Syrien og Sovjetunionen støtter deres sag, og at de er blevet trænet i guerilla-lejre i Syrien, Irak og Libanon.

En af dem, Abdurrahman Kandemir, sagde til en militærdomstol i Diyarbakir, den største by i det østlige område, at »vort mål er at oprette en kommunistisk kurdisk stat. Denne stat skal være medlem af Warszawa-pagten«.

En anden anklaget, Sahin Bilici, fortalte, at han var blevet rekrutteret i Vesttyskland og sendt først til Damaskus i Syrien, derefter til Libanon for at modtage træning.

De fleste tyrkiske embedsmænd hævder, at der mere er tale om et »østligt problem« end et kurdisk problem i det fattige, tilbagestående område.

I et interview for nylig med det venstreorienterede Istanbul-dagblad, Cumhuriyet, sagde Diyarbakirs borgmester, Nurettin Dilek, at den høje arbejdsløshed var det største problem.



KURDISK PARTISAN  
(Foto: Ann Eriksson)

At skaffe investeringer til Østtyrket var en af ministerpræsident Turgut Özals vigtigste valgløfter. Han mener, at de fleste sociale og politiske problemer har økonomisk baggrund.

Men generøse skattelettelser og kreditter til lav rente har ikke kunnet få den private sektor til at investere i området.

»Grunden til at de ikke gør det, er den samme, som år så mange statslige inve-

steringer i området til at ende i fiasko: mangel på faglært arbejdskraft og utilstrækkelig infrastruktur«, sagde en embedsmand, som er beskæftiget med planlægning af udviklingsprojekter for den østlige del af landet. Han ønskede ikke sit navn nævnt, fordi de fleste tyrkiske embedsmænd har forbud mod at give baggrundsplysninger til journalister.

»Situationen udgør en fuldendt ond cirkel«, sagde han. »Fordi området er så tilbagestående, ikke blot økonomisk, men også socialt, vægrer de faglærte arbejdere sig mod at flytte østpå. Uden faglærte arbejdere til at opføre og drive fabrikker og værker vil området forblive tilbagestående«.

Emel Anil er korrespondent for *Assoc. of Press*

## DER TAGESSPIEGEL

27. 8. 1985

### Erneut Suche nach der Arche

Ararat (dpa). Der frühere amerikanische Astronaut James Irwin hat an der Spitze einer Sechs-Mann-Expedition auf dem 5156 Meter hohen Ararat mit einer viertägigen Suche nach der Arche Noahs begonnen. Begleitet wird die Expedition von mehr als 30 türkischen Gebirgsjägern, die Irwin vor kurdischen Separatisten schützen sollen. Es ist bereits der vierte Versuch des Ex-Astronauten, die Arche aufzuspüren. „Die Entdeckung der Arche würde wahrscheinlich zu einer Festigung des Glaubens führen und viele Ungläubige zurück zur Religion führen“, meinte Irwin.

31. 8. 1985

### Großmanöver im türkischen Kurdengebiet

Ankara (dpa). Im Südosten der Türkei, wo kurdische Separatisten seit einem Jahr einen Guerillakrieg führen, haben gestern großangelegte Manöver begonnen. Sie finden in den Provinzen an der Grenze zu Iran, zum Irak und zu Syrien statt. Nach Angaben der Militärbehörden nehmen an den Armeemanövern, die bis zum 5. September dauern sollen, auch Luftwaffen- und Polizeieinheiten teil. Hochrangige türkische Militärs hatten vor kurzem erklärt, daß Versuche der verbotenen Kurdischen Arbeiterpartei (PKK), im Südosten des Landes eine Volkserhebung zu erreichen, fehlgeschlagen seien.



*Les Nations Unies pour un monde meilleur*  
1945-1985  
*The United Nations for a better World*

## NATIONS UNIES · UNITED NATIONS

SERVICE DE L'INFORMATION - OFFICE DES NATIONS UNIES A GENÈVE  
INFORMATION SERVICE - UNITED NATIONS OFFICE AT GENEVA

Press Release HR/1764  
23 August 1985

SUB-COMMISSION ON PREVENTION OF DISCRIMINATION AND PROTECTION OF  
MINORITIES CONTINUES DISCUSSION OF THE VIOLATION OF HUMAN RIGHTS AND  
FUNDAMENTAL FREEDOMS

Hears Statements by Twelve Non-Governmental Organizations

The Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, at its afternoon meeting today, 23 August, continued consideration of the question of the violation of human rights and fundamental freedoms, including policies of racial discrimination and segregation and of apartheid, in all countries, with particular reference to colonial and other dependent countries and territories (agenda item 6).

The speakers were the representatives of Amnesty International, International Federation for the Protection of Rights of Ethnic, Religious, Linguistic and Other Minorities, Four Directions Council, International Federation of Human Rights, International League for the Rights and Liberation of Peoples, Human Rights Advocates, Disabled Peoples' International, National Aboriginal and Islander Legal Service Secretariat, Latin American Federation of Relatives of Disappeared Detainees, International Federation of Women in Legal Careers, and International Commission of Jurists.

The Sub-Commission will resume its work on Monday, 26 August (11 a.m. Conference Room XVII).

Statements in Debate

Verena GRAF, representative of the International League for the Rights and Liberation of Peoples, alerted the Sub-Commission to the systematic violation of the human rights and fundamental liberties of the Kurdish people. She referred in this regard to the human rights violations by the Turkey, Iran, Iraq and Syria, the States which shared and dominated the Kurd's land. It was striking to note that the United Nations had never taken a position concerning the Kurdish people.

Pippa TUCKER, representative of the Minority Rights Group, expressed her concern at the present plight of the Kurdish people, both as individuals and as a group, who were being denied fundamental human rights in a number of countries as well as a degree of political autonomy that had led to the present repression. She then described the situation of the Kurds in Turkey, which was the most hostile to them, in Iraq, where there had been grave violations of the rights of Kurds, and in Iran, where the human rights situation was truly horrific, not only for the Kurds but for many minorities.

Picardo ESPINOSA, representative of Centre Europe-Tiers Monde, drew attention to the violation of the human rights of the Kurdish people. The socio-economic situation of the Kurdish people was deteriorating and their natural riches, notably oil, were exploited by the countries that had divided up the Kurdish land among them, namely, Iran, Iraq and Syria. He urged the Sub-Commission seriously to consider the situation of the Kurds and that an adequate resolution be adopted at this session.

Fahim TARLAN, observer for Turkey, referred to the national Constitution as guaranteeing equal rights for all citizens irrespective of their race, religion and other factors. He said the assertions concerning the alleged oppression in Turkey of certain nationalities were made for obvious political, anti-Turkish purposes. The speaker drew attention to the problem of the Turkish population in Bulgaria which, he hoped, would be resolved on a good-neighbourly basis.

THE KURDS - A PEOPLE DENIED A VOICE  
IN THE INTERNATIONAL ARENA

The Minority Rights Group wishes to express its concern at the present plight of the Kurdish people, both as individuals and as a group, who are being denied fundamental human rights in a number of countries. However they have never been allowed to secure representation on their own behalf nor has any country offered to bring the Kurdish case before the United Nations General Assembly. The MRG is a Non-Governmental Organization with consultative status and whose aim is to secure justice for oppressed minority and majority groups and to educate and alert public opinion on abuses of human rights, and, with this mandate in mind, we wish to present an outline of the abuses against Kurdish people.

We stress that the MRG is not a political organization and we take no position on the question of self-determination within a Kurdish state, but only with abuses against human rights. We do feel however that it is the failure of many countries to recognize even a minimal Kurdish identity - involving language, culture, dress, folklore, names etc as well as a degree of political autonomy - that has led to the present repression.

There are presently around 20 million people who would consider themselves Kurds, if they were allowed to freely state their chosen identity. They are concentrated in three countries - Turkey, Iraq and Iran, with smaller numbers resident in Syria, Lebanon and the USSR, and almost 400,000 resident in Western Europe and elsewhere, both as migrant workers and refugees.

Approximately half the Kurdish population, around 10 million people, live in Turkey, and we consider that the situation there is the most hostile to them. Although around 24% of the population of Turkey are Kurdish their existence is almost wholly denied by the state authorities. ~~The Turkish position was laid down in 1930 when the then Minister of Justice stated:~~ 'I believe that the Turk must be the only lord, the only master in this country. Those who are not of Turkish stock can have only one right in this country, the right to be servants and slaves'. In 1979 the Turkish President said, 'There is no room for liberated regions and activities aimed at language, racial, class or sectarian differences in our homeland'. These statements, almost 40 years apart, summarize the Turkish state attitude towards the Kurds. The Kurdish language is banned for all official purposes, as are publications in Kurdish, radio and TV programmes. There are restrictions on Kurdish dress, folklore and names. Thus even purely cultural manifestations of Kurdish identity are banned. After the 1980 military coup those in charge of the government made it clear that they intend<sup>ed</sup> to brook no expression of the Kurdish movement or identity whatsoever. The ban on Kurdish was implemented more strictly than ever, villages and homes were raided by the army, and tens of thousands of people, were arrested and interrogated, frequently under torture.

Indeed torture is a regular and continuing feature of life in Turkey and has been well documented by many organizations such as Amnesty International, Cultural Survival and Merip Reports. The Kurds



feature prominently among those receiving the harshest treatment from the government. The death sentence has been repeatedly handed down to Kurdish detainees. Diyakbaker prison, in the heartland of Kurdistan, is infamous for torture. Mehdi Zana, former mayor of the city is serving a 24 year sentence, accused of separatist activities. He has allegedly suffered beating, electric shocks, been suspended by his feet and made to crawl with his chin on the ground. Yet the only reason he is in prison is on account of his well known position in Kurdish society and his support for a separate cultural identity - activities, which in most countries of the world, would not only be legal but might receive state encouragement and subsidy. There are many similar cases of torture, including Turks standing up for Kurdish identity. For example Dr Ismail Besikci is currently serving a 10 year sentence plus 5 years internal exile for reputedly injuring 'the reputation of the Turkish state' with the following words 'The official ideology in Turkey obstinately continues to deny the existence of a Kurdish people'.

In Iraq around 3.8 million of the 13.5 million population can be considered Kurdish, around 28% of the Iraqi population. There is more freedom to express cultural identity than in Turkey and some provision made for a degree of political autonomy. But even so there have been grave violations of the human rights of many Kurdish citizens. There have been numerous executions of political prisoners, for example in 1981 27 Kurds were sentenced to execution by the military court in Kirkuk. The Patriotic Union of Kurdistan claims 1400 of its members executed between 1976 and 1983. Yet not all those captured, imprisoned or executed are political opponents by any means. Particularly vulnerable are family members and those who have some connection with those even peripherally involved in politics whether this be as a fellow tribesman or as a friend. In 1983 8000 non-combatant Barzani tribesmen were seized by the government. Their whereabouts are still unknown and it is feared that they have been killed.

Between 1976 and 1978 about 600'000 Kurds, that approximate 18% of the Kurdish population of Iraq, were deported by force from their frontarea regions to the South of Iraq, according to a special law designed to separate the Kurdish population in Iraq from their fellows in Iran and Turkey. During the same period, the Kurdish population of the two main oil-bearing towns of Kurdistan (Kirkouk and Khanekin) were deported and replaced by Arabs colonics. This politic intended the arabisation of all the Kurdish oil-bearing regions.

Besides all this discrimination, the Kurdish National Movement represented by the UPK, successfully negotiated peace in 84 with the Iraqi government, but the latter violated the agreement and recommenced military operations in Kurdistan since January 1985.

In Iran the human rights situation is truly horrific not only for the Kurds but many minorities and other political groups. Here Kurds account for around 17% of the population, 5.7 million out of an estimated 37 million. There is no state recognition of the Kurds as a minority group. Their recognition comes only as a Sunni religious minority, a definition which is clearly inadequate, firstly as not all Kurds are Sunni moslems, and, secondly, because it fails to recognize the other indices of Kurdish identity, such as language and culture.

In 1984 the Iranian government ordered the deportation of 11'000 Kurdish peasants from their villages of the Sardesht region to an unknown area. Finally, it seems that the Iranian government is tending to settle the Kurdish question by military means, instead of negotiating for peace.

As in Turkey and Iraq there have been massive violations of the human rights of individuals. A recorded 5000 executions took place in Iran between 1979 and January 1984. This is undoubtedly a fraction of the total. Extra-judicial executions have taken place, particularly in Kurdistan and many non-combattants have been among the victims. A few incidents must suffice. On September 14th 1981 18 workers at a brick factory in Kurdistan were lined up against the wall by the Revolutionary Guards and gunned down. In June 1983, 59 Kurdish prisoners are reported to have been executed in Mahabad prison in retaliation for an attack by Kurdish forces on Mahabad the previous month.

Mr Chairman, we have merely outlined the barest details of the situation as experienced by the 20 million Kurdish people in these three countries - Turkey, Iraq and Iran. The situation is a horrific one for human rights both for the individuals concerned and for the Kurdish people as a minority group. MRG wishes to make three recommendations, which we would hope would give the people of Kurdistan a voice in the international arena, a voice which is even more important since it has been denied to them systematically in their own countries.

Firstly we urge both the Sub-Commission and the Commission of Human Rights to constantly monitor the situation of Kurds in the three countries of Turkey, Iraq and Iran. We would especially draw attention to the repeated violations of the following articles in the Universal Declaration of Human Rights: Articles 5, 6, 7, 9, 10, 20, 26, 27.

Secondly we press the need for a political discussion on the Kurdish issue in the General Assembly. We urge those nations who are concerned with the implementation of human rights and cultural identity to sponsor such a resolution leading to a political discussion. We would hope that the Kurdish people, who number 20 million, would at last have the right to speak in an international forum, as do, for example representatives from Palestine and Namibia.

Thirdly we call upon those nations who have ties of friendship, military alliance or trade, with Turkey, Iraq or Iran, to question these nations about their treatment of their Kurdish minority. We would especially urge those nations in the Council of Europe to place pressure on the Turkish government to stop imprisonment, torture and cruel and degrading treatment of its Kurdish minority and to press for recognition of Kurdish cultural identity.

Mr Chairman, the Kurdish issue is an international issue and should be treated as such. It is evident that the majority of the Kurdish people are deeply frustrated and unhappy with their situation and are demanding justice and human rights both as a group and as individuals.



*Les Nations Unies pour un monde meilleur*  
1945-1985  
*The United Nations for a better World*

## NATIONS UNIES • UNITED NATIONS

SERVICE DE L'INFORMATION - OFFICE DES NATIONS UNIES A GENÈVE  
INFORMATION SERVICE - UNITED NATIONS OFFICE AT GENEVA

Communiqué de presse HR/1764  
26 août 1985

DOUZE ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES S'ADRESSENT A LA SOUS-COMMISSION  
DES DROITS DE L'HOMME SUR LA QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS  
DE L'HOMME DANS TOUS LES PAYS

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, arrivée au terme de sa troisième semaine de travaux, a poursuivi cet après-midi, vendredi 23 août, son débat sur le point 6 relatif à la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans tous les pays.

Dans ce cadre, la Sous-Commission a entendu les déclarations des observateurs suivants : "Amnesty International", Fédération internationale pour la protection des droits des minorités ethniques, religieuses, linguistiques et autres, "Four directions council", Fédération internationale des droits de l'homme, Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples, "Human rights advocates", "Invisible peoples international", "National aboriginal and Islander legal service secretariat", Fédération latino-américaine des familles de disparus, Fédération internationale des femmes des carrières juridiques, Commission internationale des juristes, et Organisation pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

L'examen de cette question se poursuivra lundi à 11 heures.

### Résumé du débat

L'observateur de la Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples, M. Verena GRAF, a alerté la Sous-Commission au sujet de la situation permanente de violations systématiques des droits de l'homme et des peuples ainsi que des libertés fondamentales, dont est victime le peuple Kurde en Turquie, en Iran, en Irak et en Syrie, Etats qui partagent et dominent le pays Kurde.

L'observateur s'est étonné que les Nations Unies n'aient jamais pris position au sujet de la question kurde, alors que le droit à l'autodétermination de ce peuple est garanti par la Charte et que sa souveraineté nationale fut reconnue par le Traité de Sèvres ainsi que par la Société des Nations. Or le Traité de Lausanne de 1923, obéissant aux intérêts propres des puissances coloniales de l'époque, dressa un obstacle devant ce droit à l'auto-détermination. C'est là l'origine de la situation tragique actuellement vécue par le peuple Kurde.

L'observateur du Groupe des droits des minorités, Mme Pippa TUCKIAN, a fait part de ses préoccupations à l'égard de la situation du peuple kurde en Turquie, en Irak et en Iran.

Mme Tuckman a souhaité que la Sous-Commission examine la situation du peuple kurde dans ces trois pays. Elle a également suggéré qu'une discussion politique de la question ait lieu à l'Assemblée générale.

L'observateur du Centre Europe Tiers-Monde, M. Picardo ESPINOSA, s'est dit préoccupé par la violation systématique des droits de l'homme et des libertés fondamentales des personnes appartenant au peuple kurde en Turquie, en Iran et en Irak.

En effet, le peuple kurde est devenu une minorité en Turquie, en Iran, en Irak et en Syrie, après que son pays ait été artificiellement partagé selon les intérêts coloniaux britannique, français et turc pour le pétrole du Kurdistan.

Le peuple kurde, qui constitue le plus grand peuple du monde n'ayant pas, jusqu'à maintenant, droit à son indépendance nationale, ni à son développement socio-économique risque de plus l'anéantissement total.

L'observateur de la Turquie, M. Fahsin TARLAN a souligné que la Constitution de son pays, Etat indivisible, garantit les droits et libertés fondamentaux à tous les citoyens sans aucune distinction.

Il est très surprenant et malencontreux d'entendre citer le Traité de Sèvres, nul et non avenu car n'ayant pas été ratifié, et qui visait à bafouer tous les droits de la nation turque et à partager son territoire, a déclaré M. Tarlan. Suite à la guerre d'indépendance turque à laquelle participa l'ensemble du peuple anatolien, le Traité de Lausanne fut conclu en 1923. Ce Traité, qui a établi les bases du nouvel Etat turc, concerne également les minorités existantes en Turquie.

Les tentatives, visant à créer des divisions artificielles entre la population musulmane de l'Anatolie pour désintégrer le pays, ont toujours échouées, le peuple d'anatolie s'étant opposé à ces manoeuvres allant à l'encontre des réalités existantes. Des tentatives de même nature se poursuivent aujourd'hui pour créer une animosité contre la Turquie et parvenir ainsi au véritable objectif de caractère politique. Il est évident, que comme tout autre Etat, la Turquie ne peut tolérer ce genre d'action.

M. Tarlan a souligné, sans vouloir entrer dans le vif du sujet, que la violation des droits de l'homme de la minorité turque en Bulgarie constitue un problème très grave. Toutefois nous gardons l'espoir de pouvoir résoudre ce problème par voie de négociations bilatérales, basées sur un dialogue sincère et sur le principe de bon voisinage, a-t-il fait valoir.

Représentation permanente  
auprès de l'ONU:

Verena Graf  
Secrétaire général  
Case postale 170  
1211 GENEVE 4

SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES  
MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTEC-  
TION DES MINORITES  
Trente-huitième session - Genève

août 1985

Intervention orale, p. 6 de l'ordre du jour

Monsieur le Président,

Dans le cadre du point 6 de l'ordre du jour la Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples désire alerter, une fois de plus, sur la situation constante en matière de violations systématiques des droits de l'homme, des libertés fondamentales, ainsi que des droits du peuple; pratiquées à l'encontre du peuple kurde.

La violation des droits de l'homme par les républiques de Turquie, d'Iran, d'Irak et de Syrie, Etats partageant et dominant le pays kurde, a été le sujet de diverses déclarations et protestations de plusieurs organisations non gouvernementales, lors des sessions précédentes de cette Sous-Commission aussi bien que des sessions de la Commission des droits de l'homme. Mais malheureusement aucune mesure ni aucune résolution n'a vu le jour à ce sujet. Il est même surprenant que depuis sa création, l'ONU n'ait jamais pris position sur le problème kurde alors que le droit à l'autodétermination de ce peuple est assuré par la Charte des Nations Unies. En surplus, le droit du peuple kurde à une souveraineté nationale a été reconnu par le Traité de Sèvres en 1920 et par la Société des Nations. Des intérêts contraires des puissances coloniales de l'époque (britannique et française), ont remis en cause ce droit à l'autodétermination dans le Traité de Lausanne de 1923, qui est à l'origine de la situation tragique actuelle du peuple kurde.

Monsieur le Président,

Bien que le droit à l'autodétermination du peuple kurde tout entier ne puisse être sérieusement contesté, nous nous bornerons aujourd'hui à évoquer la situation dramatique des Kurdes en Turquie.

Il suffit de savoir qu'aujourd'hui l'existence d'environ 12 millions de Kurdes en Turquie est niée officiellement, bien qu'en réalité ils composent le quart de l'ensemble de la population de la République turque.

Les mots "kurde" et "Kurdistan" sont tabous. L'usage de la langue kurde, la pratique de la musique, le port du costume, de nommer les enfants par des prénoms kurdes, sont interdits. Le professeur Ismail Becikci, sociologue turc enseignant à la Faculté des sciences politiques d'Ankara, a été condamné à 15 ans, en 1972, pour avoir publié des études universitaires sur la société kurde en Turquie. Il a été condamné le 25 mars 1982, à nouveau à 10 ans de prison, par le gouvernement militaire, pour avoir écrit une lettre sur la situation des Kurdes en Turquie, à la présidente de la Société suisse des écrivains. Dans cette lettre, le prof. Becikci souligne: "l'idéologie officielle, en Turquie continue avec l'ob-  
~~stination à nier l'existence d'un peuple comme Kurde et une langue~~  
appelée kurde. L'une des particularités fondamentales de cette idéologie officielle ~~que nous pouvons nommer~~ kemalisme, est d'être farouchement anti-kurde. Elle est raciste et colonialiste". Il souligne encore: "les universités qu'on dit autonomes, les tribunaux qu'on appelle indépendants, les médias qu'on prétend libres, en particulier les institutions qu'on efforce de présenter comme démocratiques, ont accepté sans discussion cette idéologie. Partant de là, ces institutions sont devenues des constructions et des propagations de cette idéologie officielle adossée au mensonge (...). De telles institutions font des efforts insistants et conscients pour ne pas voir le problème kurde. Dans ces conditions, l'Etat turc continue tranquillement à exercer sa pression raciale et coloniale au Kurdistan (...). Malgré cette politique raciale et coloniale, l'Etat turc continue à prétendre qu'il est respectueux des droits de l'homme."

Il s'agit là évidemment d'une politique raciste qui s'institutionnalise contre un peuple. N'y aurait-il pas là un cas exemplaire pour les experts de la Sous-Commission et les organismes des droits de l'homme à l'ONU? Il faut rappeler néanmoins que cette politique contre laquelle nous nous élevons ne date pas d'aujourd'hui ou de hier, mais qu'elle a été appliquée de façon intensive depuis la création de l'Etat turc, contre le peuple kurde. Aujourd'hui la Turquie tend à légitimer sa politique raciste et répressive contre les Kurdes, en disant que les Kurdes sont des "indépendantistes ou encore "qu'ils menacent l'intégrité de la République".

Ici, la question n'est pas le problème de l'intégrité de l'Etat turc, car le Kurdistan de Turquie, ou des provinces de l'Est, comme veut l'appeler le gouvernement turc, n'ont jamais été une partie intégrante de la République de Turquie, n'ayant jamais été traitées sur un plan d'égalité avec les autres provinces de Turquie. L'Etat de Turquie a réduit le Kurdistan à une colonie sous-développée : aucune modernisation ni aucun investissement n'ont été réalisés dans cette région. Les autorités turques ont nommé cette région "Mahrumiyet bölgesi", ce qui signifie "région laissée à l'abandon, empêchée de se développer".

D'autre part, au contraire, le Kurdistan est utilisé constamment à la façon d'une colonie pour l'extraction et l'exportation de ses matières premières vers la métropole, l'ouest et le centre de la Turquie.

Enfin, malgré que la politique répressive appliquée à l'encontre du peuple kurde par les Etats de Turquie, d'Iran, d'Irak et de Syrie, varie d'un Etat à l'autre, le statu quo du Kurdistan persiste comme "colonie de multi-Etats. Mais son statut au niveau international, jusqu'à ce jour, est en réalité encore plus bas que celui d'une colonie.

La Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples demande respectueusement à la trente-huitième session de la Sous-Commission de considérer attentivement la question de la violation systématique des droits de l'homme et des libertés fondamentale et de la politique discriminatoire et de ségrégation appliquée à l'encontre du peuple kurde et de bien vouloir prendre en considération les para. 1, 4 et 6 de la résolution 8 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme, en vue d'une résolution ou d'une mesure adéquate par la présente session de la Sous-Commission à ce sujet.

Enfin, notre ligue demande à la Sous-commission d'intervenir auprès des autorités de la République de Turquie, de la manière qu'elle jugera adéquate, pour que le Professeur Ismaïl Bescikci, prisonnier pour ses opinions, soit libéré et qu'il lui soit permis de voyager librement à l'extérieur de la Turquie.



Sous-Commission de la lutte  
contre les mesures discriminatoires  
et de la protection des minorités.  
38ème session.

Communication orale sur le point 6 de l'Ordre du jour.

Madame la Présidente,

Le Centre Europe Tiers-Monde qui a pour but de faire connaître et de dénoncer par le moyen de publications tous les mécanismes d'oppression et d'exploitation de l'homme, où qu'ils se produisent dans le monde, est préoccupé par la violation systématique des droits de l'homme et des libertés fondamentales des personnes appartenant au peuple Kurde en Turquie, en Iran et en Irak. La violation des droits de l'homme appliquée à l'encontre du peuple Kurde a été le sujet des dénonciations de plusieurs organisations non-gouvernementales.

En effet, le peuple Kurde est devenu une minorité en Turquie, en Iran, en Irak et en Syrie, après que son pays ait été artificiellement partagé selon les intérêts coloniaux britannique, français et turc pour le pétrole du Kurdistan.

Le peuple Kurde, qui compte aujourd'hui plus de 20 millions d'âmes constitue le plus grand peuple du monde qui n'ait pas, jusqu'à maintenant, son indépendance nationale ni même le droit de son développement socio-économique. Au contraire, ce peuple vit aujourd'hui dans une situation culturelle, sociale et économique très précaire et risque l'anéantissement total. La situation socio-économique des populations Kurdes se dégrade de plus en plus et souffre de la domination et du contrôle qu'exercent les Etats centraux des autres nations sur ses richesses et notamment sur le pétrole, qui constitue d'ailleurs 75% du pétrole irakien, 25% du pétrole iranien et la totalité du pétrole de Turquie. Toutes les ressources naturelles et les matières premières qui sont produites au Kurdistan sont exportées massivement vers les villes métropoles de Turquie, d'Iran et d'Irak. Ces revenus ne sont du reste nullement investis au Kurdistan; au contraire, ces Etats utilisent ces moyens financiers pour renforcer leur occupation militaire.

./.

Aujourd'hui environ la moitié de la force armée turque, environ 400'000 soldats, se trouve au Kurdistan. L'armée turque, profitant de l'état de siège proclamé depuis le coup d'Etat de 1980, a dévasté la région et des dizaines de paysans Kurdes ont été exécutés pour avoir aidé la guerrilla kurde.

Après avoir refusé le droit d'autonomie du peuple Kurde en Iran, le gouvernement islamique a transformé le Kurdistan en véritable zone militaire où s'affrontent l'armée islamique et les combattants Kurdes.

En Irak, après l'arabisation des zones pétrolières du Kurdistan irakien en déportant les populations kurdes vers le sud du pays, le gouvernement a violé l'accord de cessez-le-feu conclu entre lui et le mouvement national kurde. Depuis janvier 1985, un plan d'opérations militaires de "terres brûlées" est en application.

Des centaines de partisans du mouvement national Kurde ont été exécutés sans jugement par les États turque, iranienne et irakienne sans le respect des principes de la Convention de Genève de 1949 ni de ses protocoles additionnels de 1977.

Le contrôle politique, l'exploitation économique et la domination socio-culturelle par une politique ségrégationniste ethnocentrique, maintenue par une occupation militaire, a transformé l'état du Kurdistan en une véritable colonie. Cette politique dominatrice a établi, contre le peuple Kurde, une discrimination raciale intensivement appliquée aujourd'hui en Turquie.

Madame la Présidente,

A cause de la situation outrancière dans ce pays, le ~~Conseil de l'Europe~~ <sup>le Conseil de l'Europe</sup> vient d'adopter cette année une résolution condamnant la violation des ~~droits de l'homme~~ <sup>droits de l'homme</sup> en Turquie. Dans cette résolution, le ~~Conseil de l'Europe~~ <sup>Conseil de l'Europe</sup> souligne que "le régime actuel a engagé une campagne de génocide systématique à l'égard de la minorité kurde".

Le Centre Europe Tiers-Monde demande instamment à la sous-commission de discuter sérieusement la situation de la violation des droits de l'homme appliquée contre le peuple Kurde, et qu'une résolution adéquate soit prise à cet effet dans la présente session. Notre organisation demande en outre que la sous-commission soulève cette question à la 42ème session de la Commission. Enfin elle demande à la sous-commission que la violation des droits de l'homme appliquée à l'encontre du peuple Kurde soit établie et discutée comme cas particulier dans l'agenda et l'ordre du jour de la sous-commission à partir de la 39ème session.

Genève, août 1985.



## "LE KURDISTAN OU LA MORT"

Camouflés dans les anfractuosités rocheuses, comme le veut l'expression consacrée : la vue était à couper le souffle. En fait, le souffle, nous l'avions déjà coupé à force de marcher sur les crêtes de ce pays superbe qu'est le Kurdistan iranien.

Juste en dessous de nous, Ahmad, un peshmerga, regardait le fond du défilé avec délice... Répercutés à l'infini par les parois rocheuses, les bruits des moteurs avait précédé le convoi militaire iranien.

**L**a montée du danger trouve généralement le soldat tendu, son visage se crispe. Ahmad, lui, se montrait de plus en plus joyeux à l'approche de l'embuscade. Comme tout combattant

kurde qui se respecte, il ne cachait pas sa joie d'envoyer l'un de ces maudits miliciens iraniens au «paradis d'Allah». Pour ce faire, il posa précautionneusement le canon de son Mauser 1898 frappé de l'aigle impériale sur un méplat rocheux. D'un geste du bras, il nous indiqua également qu'il viserait le mitrailleur du camion de tête dont nous voyions maintenant émerger le buste, au dessus de la cabine. La détonation claqua, mais avant qu'elle nous revienne avec l'écho, le milicien iranien s'était affaissé sur son fusil mitrailleur.

Les peshmergas de notre colonne - nous étions trois journalistes - ne tirèrent aucun coup de feu supplémentaire. Ils voulaient juste rappeler à ces «envahisseurs» en route vers Mahabad, la capitale historique du Kurdistan, que ce pays n'est pas le leur.

«Avec les Moudjahedins, nous sommes les derniers opposants de Khomeiny, répète souvent le docteur Ghassemlou qui dirige la principale force militaire kurde : le parti Démocratique du Kurdistan Iranien (PDKI). *Tous les autres sont morts, ou en exil*». Et l'on

Les combattants Kurdes posent sur une superbe prise de guerre à l'utilité certaine. Ce blindé est un Alvis Scorpion de fabrication britannique.

Par  
**THIBAUT  
D'OIRON**

Manque d'essence, difficultés de progression mais surtout pauvreté de l'armée kurde ont remis au goût du jour le mulet en tant que moyen de transport. Celui-ci porte un mortier de 81.



peut ajouter que s'il ne devait rester qu'un seul de ces opposants, il serait kurde, l'un des fils de ce peuple de montagnards qui guerroyent depuis la nuit des temps sur les frontières d'Irak, d'Irak, de Turquie, de Syrie et même du Liban. L'espoir d'un Kurdistan réuni et indépendant anime le cœur de tous ces guerriers, et chaque enfant kurde n'a de cesse de combattre pour le réaliser.

### Des années de guérilla

C'était hier en Irak. Il fallut plusieurs années aux troupes de Bagdad pour écraser sous les bombes et les gros bataillons, quelques milliers d'irréductibles commandés par un géant inconnu devenu figure historique de la révolte kurde, Mustapha Barzani.

C'est aujourd'hui en Iran. Après avoir favorisé la chute du Shah, les armes à la main, les Peshmergas demandèrent plus d'autonomie au nouveau régime. C'est l'ayatollah Khomeiny en personne qui leur répondit en décrétant la guerre sainte contre les kurdes en 1979-1980. Joignant le geste à la parole, le «*Saint homme de Quom*» envoya son armée et plu-

sieurs dizaines de milliers de miliciens mater les peshmergas. Submergés sous le nombre et abrutis par les premiers massacres commis par les gardiens de la Révolution, les trop fameux pasdarans, la guérilla kurde évacua les principales villes de la province les unes après les autres.

### Réalisme militaire et premiers succès

Après deux années très difficiles, le docteur Ghassemlou put regrouper une dizaine de milliers de combattants. Les sanglants revers subis depuis 1979 l'amènèrent à choisir un modèle d'organisation militaire plus moderne et mieux adapté à la guerre d'aujourd'hui que les vieilles structures tribales. Chaque village continue aujourd'hui de fournir son lot de combattants, mais ils ne dépendent plus du chef traditionnel. Les jeunes peshmergas et les plus âgés restent sur place, les autres, dans la force de l'âge, rejoignent les unités de la guérilla, celle-ci divisée en 5 commandements régionaux : Mahabad, Kermanshah, Sardasht, Baneh et Ilam. Chaque groupe se compose d'une petite cinquantaine d'hommes commandés par un officier et deux sous-officiers.

### Un bazar oriental

S'il fallait choisir un seul mot pour illustrer l'armement de ces guerriers, ce pourrait être bazar, nous sommes au pays des mille et une nuits. Etant totalement enclavés dans des pays qui craignent fortement leur tempérament indépendant et batailleur, les peshmergas doivent se contenter de l'armement saisi sur les troupes iraniennes qu'ils agrémentent de quelques vieux fusils de contrebande comme le Mauser d'Ahmad. C'est ainsi que pendant notre reportage, nous avons croisé le traditionnel AK 47 mais aussi des G3 marqués aux armes du Shah, quelques vieux Simonov ainsi que des Brno 7,62, des Mauser et même des fusils de chasse anglais de l'époque coloniale achetés au bazar de Peshawar au Pakistan. Chaque groupe emportait également une mitrailleuse (14,5 soviétique ou 12,7 américaine), quelque lance-roquettes RPG 7 hors d'âge et un

Deux résistants kurdes surveillent un compartiment de terrain typique de la région. Les montagnes, collines et vallées du Kurdistan aux étroits défilés, favorisent la guerre de harcèlement. Armés tous les deux de G3, l'homme de droite a la chance de posséder en sus la baïonnette de ce fusil d'assaut.





**FACE A LA JIHAD ISLAMIQUE,  
LA GUERRE SAINTE TOTALE,  
LES KURDES OPPOSENT DE VIEILLES  
ARMES DISPARATES, UN INSTINCT  
FORMIDABLE, LEUR COURAGE ET  
LE ROMANTISME DE TOUTES LES GUERILLAS !**

Les Kurdes sont équipés d'un matériel individuel des plus hétéroclites : fusil Mauser et Kalashnikov. Noter les cartouches 7,62 x 39 portées par l'homme au second plan.

mortier de 60 mm américain. Cela peut sembler bien léger et disparate pour tenir tête au corps de bataille iranien, mais il faut compter avec l'atavisme guerrier des kurdes, leur sens de l'embuscade assorti d'un instinct de tir proprement hallucinant.

**Héroïsme contre Fanatisme**

Cette pugnacité presque inébranlable a conduit le gouvernement iranien à mettre sur pied et envoyer un corps expéditionnaire toujours plus important. Mais les ayatollahs, déjà empétrés dans leur guerre sans fin avec l'Irak de Saddam Hussein, ne peuvent enlever leurs unités régulières, déjà clairsemées, du front irakien. Les 150 000 hommes qui opèrent sans pitié au Kurdistan appartiennent en grande majorité aux milices islamiques des gardiens de la Révolution. Mal formés, mal armés, le fanatisme qui les pousse aux pires excès à l'encontre de la population civile ne les empêche pas de subir des pertes très lourdes. Lors de la bataille de Mahabad en 1982, les forces iraniennes perdirent 2500 hommes ; les kurdes 350. «C'est une proportion tout à fait normale, m'a expliqué en anglais le chef de notre colonne, pour un peshmerga tué, ils doivent perdre une dizaine des leurs...»

**La guerre totale**

Cela ne doit pas nous conduire à présager pour autant une victoire militaire kurde. Les forces iraniennes contrôlent aujourd'hui toutes les villes et maintiennent tant bien que mal les grandes voies de

communications ouvertes. En cas d'accrochage sérieux, l'état major iranien, installé à Ouroumieh, ne se prive pas d'envoyer ses hélicoptères d'assaut Huey Cobra ou une escadrille de F4E. Nous avons pu le constater durant notre périple clandestin au Kurdistan. Des hélicoptères d'assaut contre des fusils, des hélicoptères de transport contre des ânes, l'équation kurde pourrait se résoudre facilement s'il n'y avait, répété de vallées en vallées, le cri de guerre des peshmergas : *le Kurdistan ou la mort*. ■

Groupe de guerilleros Kurdes en position d'embuscade. Ceux-ci sont armés de G3 cal. 7,62. Ces armes ont été récupérées sur les troupes de l'Ayatollah Khomeiny, ce fusil étant l'arme réglementaire des iraniens qui le fabriquent sous licence.



# Diyarbakir Theodula, leb wohl

## Erfahrungen in einem türkischen Kerker edition CON

Diyarbakir im Südosten der Türkei – die „heimliche Hauptstadt“ der Kurden – hat in den letzten Jahren traurige Berühmtheit erlangt als Standort eines der schlimmsten Foltergefängnisse der Türkei und Schauplatz von Massenprozessen gegen kurdische Oppositionelle.

Serafettin Kaya beschreibt prägnant und sachlich, was er während seiner siebenmonatigen Haft in diesem Gefängnis erlebt und gesehen hat.

„Er erzählt, wie die Praxis der Generäle, die von Menschenrechten und Rechtsstaat reden, hinter den Kulissen aussieht, wie abhängig angeblich unabhängige Richter sind, wie Folter, deren Existenz man immer wieder bestreitet, institutionalisiert ist“.

Dieses Buch bietet weder eine Analyse der politischen Situation in der Türkei, noch ist es eine bloße Schilderung von Folter und Kerker. Die Bedeutung dieser Veröffentlichung liegt vielmehr in der Darstellung von Folter, Gefängnis und Justiz als bewußtes Instrument zur Formierung eines türkischen Staates im Sinne des herrschenden Militärregimes, „in dessen Namen die Unterdrückung des kurdischen Volkes, der türkischen und kurdischen Demokraten und Patrioten geschieht“.

Der Autor ist Rechtsanwalt, er verteidigte kurdische Oppositionelle und trat offensiv gegen die Unterdrückung des kurdischen Volkes und für die Rechte seiner Mandanten ein.

Seit 1960 wurde er mehrmals verhaftet und Folterverhören unterzogen. Nach seiner letzten Verhaftung, die in dem vorliegenden Buch beschrieben ist, flüchtete er aus der Türkei und beantragte in der Bundesrepublik Asyl.

Ein ausführlicher Dokumentationsteil im Anhang des Buches veranschaulicht eine weitere Dimension der Unterdrückung durch das türkische Militärregime: die Unterstützung dieser Unterdrückungsmethoden in einem NATO-Partnerland von deutscher Seite. Kayas Asylantrag in der Bundesrepublik wurde zunächst abgelehnt mit der Begründung, daß die Türkei als unabhängige Nation berechtigt sei, Gesetze zu erlassen, die das Sprechen von Kurdisch, die Ausübung von kurdischer Kultur unter Strafe stellen. Wer sich dagegen auflehnt, sei kein politisch Verfolgter, sondern ein Krimineller.

Zwar wurde Serafettin Kaya im Widerspruchverfahren Asyl gewährt, trotzdem ist diese „Recht“-sprechung Grundlage in der Behandlung von Asylanträgen, werden mit dieser Begründung Flüchtlinge zurück in die Bedrohung durch Folter und Kerker geschickt.

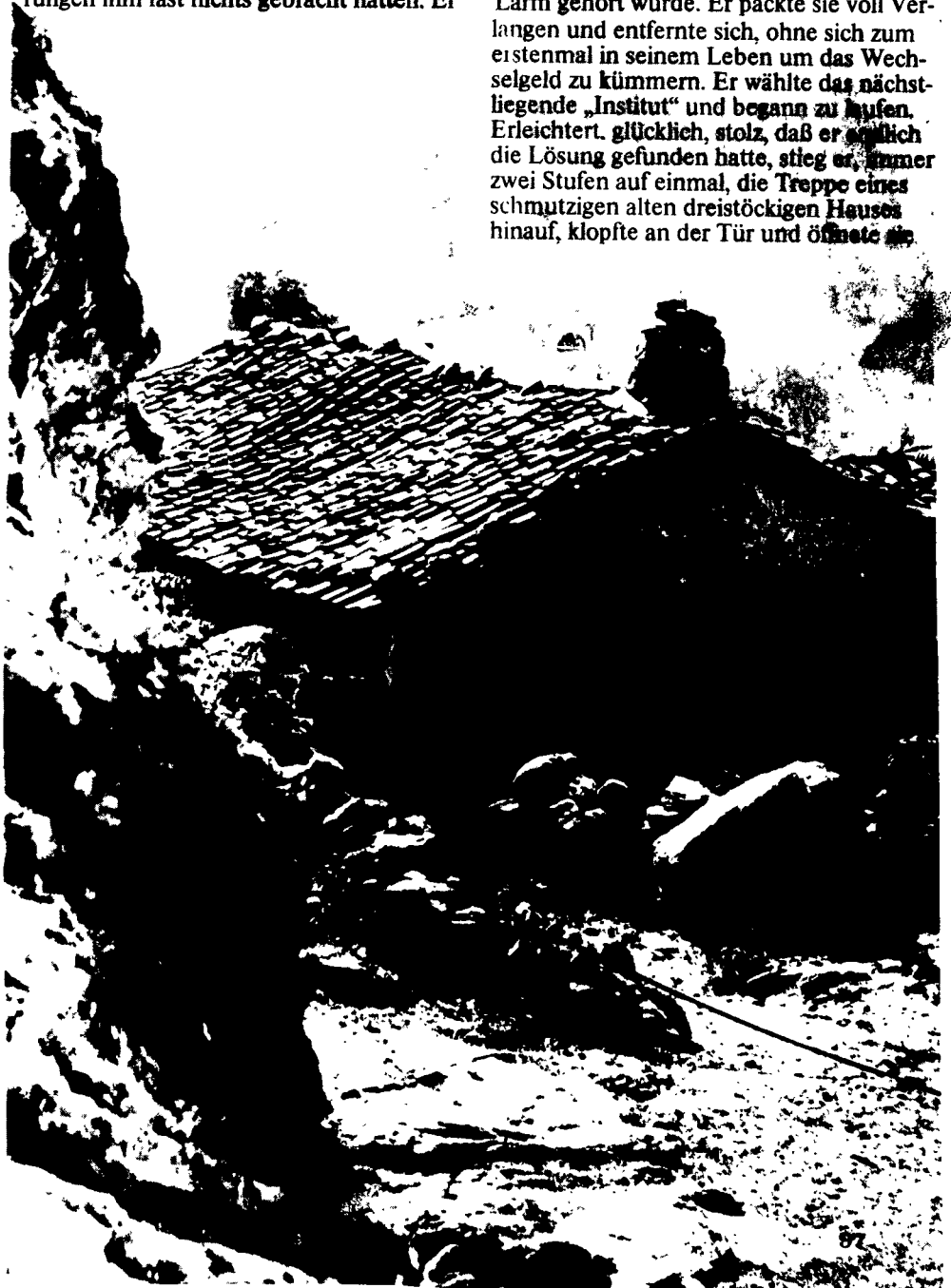
von Lili Zografu

Er stand völlig fassungslos auf einem Trottoir am Omoniaplatz. Was sollte er machen wohin gehen?... Er kennt ja auch niemanden, der ihm hilft. In Athen ist er einmal gewesen, als er Soldat war, für zwei Tage. Und dann später wieder, als er sich seine Papiere besorgte – einen Tag, alles in allem – bevor er sich nach Deutschland einschiffte.

Die Passanten stolperten über ihn, stießen ihn an und gingen weiter; er aber stand wie versteinert im Meer seiner Ratlosigkeit und blickte voller Verzweiflung um sich. Die Zigarette eines Vorübergehenden verbrannte ihm die Hand. Ja, das ist es! Eine Zigarette, er wollte eine Zigarette. Warum sollte er nicht rauchen, nachdem alle seine Entbehrungen ihm fast nichts gebracht hatten. Er

näherte sich dem Kiosk: Zigaretten – Welche? Er hatte ja noch nie welche gekauft. Er beseh verlor von oben bis unten den Kiosk. Vielleicht könnte er eine Packung sehen und sich an eine Marke erinnern. Seine Augen wurden plötzlich starr, als sie ganz mechanisch lasen „Ehevermittlung“. Eine Puppe lächelte ihn mitten aus der Seite heraus an. Und darunter in Großbuchstaben „DAS INSTITUT GLÜCK“ garantiert Ihnen den Ehepartner Ihres Geschmacks. Haben Sie Probleme? Nein, es genügt, daß Sie uns besuchen“.

Welche Zigarette, Herrgott noch mal, fragte ihn zum drittenmal der Kioskbesitzer. „Die Zeitung“, sagte er laut, damit er bei dem Lärm gehört würde. Er packte sie voll Verlangen und entfernte sich, ohne sich zum erstenmal in seinem Leben um das Wechselgeld zu kümmern. Er wählte das nächstliegende „Institut“ und begann zu laufen. Erleichtert, glücklich, stolz, daß er endlich die Lösung gefunden hatte, stieg er, immer zwei Stufen auf einmal, die Treppe eines schmutzigen alten dreistöckigen Hauses hinauf, klopfte an der Tür und öffnete die



ohne zu warten. Eine dickliche Frau mit öligem Haar wackelte mit ihren breiten Hüften. „Der Herr wünschen?“ „Den Generaldirektor bitte, in einer sehr vertraulichen Angelegenheit.“ „Wir haben keinen Generaldirektor hier, außer wenn Sie den Herrn Pandelis wollen....“ „Wer ist das?“ „Der Chef.“ „Wo ist er?“ „Schnell, ich hab's eilig...“ „Ich geh ihn rufen, vom Schneider nebenan.“

Ein paar Minuten später, die ihm wie eine Ewigkeit vorkamen, erschien der Herr Pandelis: dunkler Anzug mit glänzenden Stellen, breite Krawatte, Brillantine in seinen wenigen Haarsträhnen und mit dem Aussehen eines Bankiers (seiner Meinung nach) wegen einer alten Zigarre, die er in der Tasche aufbewahrte zusammen mit den Zahnstochern, die er in der Eckkneipe mitzunehmen pflegte und die er bei außergewöhnlichen Umständen in Erscheinung treten ließ. Stumm betrachtete er den Kunden und testete seine ökonomische Situation. Ein formloser Schlacks im Leinenanzug mit schlechtgeschnittenem Haar. „Armer Schlucker“, dachte Herr Pandelis enttäuscht. „Der Herr?“ „Ich komme in einer sehr vertraulichen Angelegenheit. Sind wir allein, Herr Direktor?“ „Das Fräulein ist meine Sekretärin.“ „Ich möchte, daß wir völlig allein sprechen.“ „Wie Sie wollen. Geh in Dein Büro, Maritsa.“ „In was für'n

Büro, hä...?“ „Nebenan. Also los!“ Die Sekretärin zog sich zurück, während der Kunde sich umsah, als ob er erwartete, irgendwo einen Neugierigen zu finden. „Ich höre.“ „Es ist unbedingt notwendig, eine Deutsche zu finden.“ „Wir sind keine Detektive, leider.“ „Sind Sie nicht ein Heiratsvermittlungsinstitut?“ „Genau.“ „Schön. Es ist unbedingt notwendig, eine Deutsche zu finden.“ „Haben Sie sie verloren?“ „Wo ich sie nicht mal gefunden habe. Und ich muß sofort eine Deutsche finden, auf jeden Fall.“ „Was wollen Sie mit Ihr?“ „Sie heiraten.“ „Sie heiraten? Wann?“ „Jetzt sofort.“ „Ich verstehe nicht, mein Herr! Sie irren sich...“ „Sind Sie eine Heiratsvermittlung oder nicht?“ „Sind wir.“ „Also ich bitte Sie, finden Sie sofort eine deutsche Braut für mich, ganz gleich, was es kostet, und was es macht, wird bezahlt.“ „Eine Braut zum Heiraten?“ „Jaa.“ „Sind Sie Grieche?“ „Natürlich.“ „Und wollen Sie in Deutschland leben?“ „Nein, ich war da. Hab da gearbeitet. Ich hab auch ein Automechaniker-Diplom.“ Er fing an, nervös an sich herumzusehen und holte ein Papier heraus: verkehrt. Schließlich zog er tief aus einer Tasche eine Zellophanhülle. „Da, bitte.“ Herr Pandelis betrachtete ihn enttäuscht und gleichgültig. „Ich hab sogar den Führerschein und ein eigenes Auto. Ich hab's unten, nicht direkt hier, etwas weiter unten, wenn Sie wollen, gehn wir runter, damit Sie es sehen...“ „Nicht nötig. Ich möcht aber endlich mal verstehen. Sie sind von Deutschland gekommen, wo Sie gearbeitet haben.“ „Jawohl, ich bin zurückgekommen, d.h. ich werde in mein Dorf Papatthero zurückkehren. Es ist unbedingt notwendig, Herr Direktor, daß ich wieder nach Papatthero zurückkehre. Ich werde eine Tankstelle eröffnen. Mein Dorf liegt an der Nationalstraße. Verstehn Sie, ja? Verkehr, Touristen...“ „Versteh ich. Und da woll'n Sie sich tüchtig üben in der Sprache...“ „Ich? In welcher Sprache?“ „Deutsch.“ „Aber das kann ich doch garnicht.“ „Ja, was wollen Sie dann mit der Deutschen machen?“ „Zur Frau nehmen.“ „Und Sie brauchen dazu unbedingt eine Deutsche?“ „Ich? Ach Direktor, die ekeln mich doch an; wie mich ganz Deutschland anekelt, das ganze, sag' ich Ihnen. Ich konnte die Stunde, wo ich weggeh' kaum erwarten. Sieben Jahre! Sieben Jahre hab ich geschuftet in Doppelschicht, damit ich das Geld zusammenbekam, das ich brauchte um nach Papatthero zurückzukehren, so schnell wie möglich... Am Anfang sagte ich ein Jahr, dann zwei, und dann dauerte es sieben Jahre, ehe ich mich auf den Rückweg machen konnte...“ „Ach, was für eine unendlich lange Fahrt von München bis dahin, wo ich die ersten Häuser des Dorfes sehen konnte...“

„Hören Sie, mein Herr, ich glaube, wir können nicht zusammenarbeiten, nein, was soll ich Ihnen sagen...“ „Bitte lassen Sie mich nicht im Stich! Ich hab viel Geld auf der Bank; sehen Sie hier mein Sparbuch...“ Er begann wieder nervös an sich herumzusehen und man hätte glauben können, seine

Taschen wären alle leer. Aber schließlich brachte er ein Sparbuch zutage und hielt es dem Herrn Pandelis unter die Nase. Der sah klar die eingetragene sechsstellige Zahl und setzte sofort ein schmieriges Lächeln auf: „Geht in Ordnung, wir werden Sie bedienen, wenn wir können, das ist unser Beruf.“

Als er vom Hügel aus die ersten Häuser des Dorfes sah, bremste er. Er stieg aus dem Auto, öffnete den Gepäckraum und holte den Staubwedel heraus, den er auf den Haufen gelegt hatte, auf das Gepäck und die Geschenke, die er mitbrachte. Er staubte das Auto vorsichtig ab und lächelte beim Anblick von Papatthero. Dann nahm er das Leder und putzte die Scheiben.

„Spiegel.“ Er verwahrte sorgfältig das Putzzeug und setzte sich wieder an seinen Platz. Das pistazienfarbene Auto rutschte weich und brachte ihn ins Dorf: 80 Türen. Die öffneten sich alle, als die erste Dorfbewohnerin schrie: „Mein Gott, der Stelios von der Marigio!“ Die Nachricht machte schneller die Runde als das Auto. Als er vor seiner Haustür ankam, erwarteten ihn alle. Seine Mutter, seine unverheiratete Schwester, die zwei verheirateten mit ihren Babies und der Esel, der einzige, der sich zufällig bei der Begrüßung befand. Während sie ihn hin und her schoben, warf Stelios einen Blick auf den kleinen Holzbalkon nebenan, sehnsüchtig, in der Hoffnung, Theodula zu sehen, und daß sie seinen Wagen sehen könnte. Aber Theodula hatte sich unter die Volksmenge gemischt, und Stelios lud seinen nagelneuen Plastikkoffer aus, und dann zog er mit äußerster Vorsicht den großen Karton mit dem Fernsehgerät heraus und brachte ihn seiner Mutter.

„Nimm ihn, Mutter, er gehört Dir!“ „Ein Fernseher, ein Fernseher, Marigio! Wir gratulieren!“ riefen die Nachbarinnen.

Stelios ging beladen auf die Haustür zu, ein bißchen erstaunt darüber, wie kühl die Mutter sein großes Geschenk entgegengenommen hatte. Als er den Apparat auf den Tisch stellte, glaubte er, sich rechtfertigen zu müssen: „Der größere, Mutter, paßt nicht ins Auto.“

„Schließ die Haustür,“ rief seine Mutter der kleinen Schwester zu, die als letzte hereinkam. „Und wo ist Deine Frau?“ Plötzlich sah sich Stelios einer Front von vier Frauen gegenüber, die auf seine Antwort warteten. „Meine Frau?“ „Ja!“ „Aber ich hab doch nicht geheiratet, Mutter.“ „Du hast nicht geheiratet?“ wunderten sich alle. „Aber ich hab' gearbeitet, Mutter, Tag und Nacht. Hab auch ein Diplom bekommen. Hier, sieh mal.“ Aufgeregt und krampfhaft suchte er an sich herum und brachte das Diplom in der Hülle zum Vorschein. „Mein Diplom, Mutter.“ „Ich versteh nichts von Diplomen und Urkunden.“ „Ich hab auch das Auto angeschafft. Mutter, und Geld gemacht, so viel Geld, wie wir nicht im Traum gesehen haben; damit will ich ein Geschäft aufmachen, daß wir satt zu essen haben und Du in einem Bett mit Matratze schlafen kannst, solange Du lebst, Mut-





ter... „Ich brauch keine Betten.“ „Und der Fernsehapparat, Mutter?“ „Nachdem Du keine Deutsche mitgebracht hast...“ „Eine Deutsche?“ „Jawohl! Jetzt wird uns das ganze Dorf auslachen. Wer versteht schon was von Ausbildung und Diplomen. Alle, die nach Deutschland gingen und angesehene Menschen wurden, kamen zurück mit nem Auto und mit Geld, aber auch mit einer deutschen Frau. Und das Dorf verehrt sie und schätzt sie...“ „Warum?“ „Weil,“ erklärte ihm seine Schwester, „weil sie alle etwas Besseres sind. Und wenn Du auch selber von gehobenem Stand bist und zu den Besseren gehörst, heiraten sie Dich.“ „Was redest Du bloß?“ rief Stelios. „Und wer hat Dir gesagt, daß die deutschen Frauen besser sind?“ „Alle sagen das,“ mischte sich die kleine Schwester ein. „Sieh sie Dir doch an!

Sie geben sich mit niemanden ab, reden bloß ausländisch mit ihrem Mann, und andere Gespräche mit uns Dorfleuten führen sie nicht.“ „Aha, das glaubt Ihr! Und wo sollen wir die finden he, wir, die Arbeiter, die „höherstehenden“ deutschen Frauen?“ „Da, wo alle sie finden“, unterbrach ihn seine große Schwester, „Deutschland ist doch voll von ihnen!“ Seine Mutter löste ihr Kopftuch und band es sich wieder um den Kopf vor lauter Verlegenheit.

„Es ist unerhört, Du kommst nach sieben Jahren wieder und bringst keine Deutsche mit! Wie soll ich den Nachbarn gegenüber treten! Wir werden ja zum Gespött, es ist eine Blamage!“ Stelios war drauf und dran, sich auf sie zu stürzen und sie zu schütteln, er wollte brüllen. Aber die siebenjährige Disziplin den Chefs gegenüber hatt ihn vieles gelehrt. Er biß die Zähne zusammen, ganz bleich. „Bist Du bei Trost, Mutter? Wieso Gespött?“ „Ja, doch, Gespött! Und selbst wenn Du 10 Diplome mitgebracht hättest!“ „Und das Auto. Mutter. Und das Geld, das ich auf der Bank habe?“ Seine Mutter zuckte die Schultern. „Mutter hat recht,“ bekräftigte die große Schwester. „Wer hat recht, zum Donnerwetter? Macht Euch denn alles keinen Eindruck? Als ich von hier wegging, war ich schon 30 Jahre alt und niemals hatten wir einen Tausender in unserem Haus gesehen, ja oder nein? Sag mal ehrlich, Mutter: Hast Du je tausend Drachmen in der Hand gehalten, bevor ich sie Dir aus Deutschland geschickt habe? Frag mich, Mutter, frag mich bei Gott, wie man dieses Geld verdient und das alles hier...“

Er fing wieder an an sich herumzutasten und fand endlich sein Sparbuch, das er ihr auf die Knie warf. „Wer ist Euer Feind im Dorf, sagt mir, wer ist unser Feind? Verwünsche ihn, Mutter, damit er all das Gute, was ich Euch gebracht habe, mit derselben Mühe erwerben muß, mit der ich es verdient habe. Frag mich, arme Mutter, wie es ist wenn man anfängt, ein Ungeheuer in seinem Leib zu spüren. frag mich, damit ich Dir von den Ungeheuern erzähle... Ungeheuer sind die Maschinen, und sie fällen Dich an jeden Tag, jede Nacht, jede Schicht, jeden Morgen, damit Du noch

schneller wirst und zurückkehren kannst...“

„Mutter,“ rief die kleine Schwester, „Onkel Petronikolis kommt.“ „Ach, er hat auch gehört, daß Du gekommen bist!“, wandte sich die Mutter mit der vorwurfsvollen Miene eines Menschen, der ins Unglück gestürzt wurde, an Stelios. „Und warum soll er es nicht hören? Hab ich denn was Schlechtes getan, daß ich wiedergekommen bin?“

„Und wie sollen wir es ihm sagen? Wo der immer voller Stolz davon sprach...“

„Was denn bloß, Mutter?“ „Ach, wenn ich mich beklagte, daß ich sterben würde, ohne Dich wiederzusehen, dann sagte er zu mir: Du sollst mal sehen, wie schnell der kommt und er wird die beste deutsche Frau mitbringen, die allerunnahbarste!“ „Ach so, damit wir nie Ruhe finden! Dort hat man mit deren Verachtung zu tun, und hier... um nicht aus der Übung zu kommen, was?...“

„Mein Junge, Dein Onkel ist unser Beschützer, er ist auch Dein zweiter Vater, das weißt Du! Und ich...“ Das Erscheinen von Petro unterbrach die alte Frau, die sich wieder einmal ihr Kopftuch neu band.

„Willkommen, Stelio, mein Junge! Aber Du hast ja abgenommen, Du Ärmster!“

„Guten Tag, Onkel. Wie soll ich nicht abnehmen? Du weißt ja, was es heißt, arbeiten bei den Deutschen!“ „Und ob...! Du warst ja damals noch an der Brust Deiner Mutter, aber frag uns mal, was wir für sie geschuftet haben... vier Jahre im Krieg!“

Die Verwandtschaft stand versteinert. Stelios sah die Frauen an, eine nach der anderen und erinnerte sich plötzlich daran, wie wichtig sein Onkel in der Verwandtschaft, ja, im ganzen Dorf gewesen war. Dorfvorsteher, da niemand sonst über Ochsen verfügte. Die ganze Ernte hing von Petros Wohlwollen ab. Ein hochgeachteter Mann. Er trat an die Stelle seines Vaters, der von den Deutschen getötet worden war. Hätte er ihnen nicht in der Woche ein Kilo Mehl gegeben, sie hätten kein Brot gehabt... tatsächlich ein Kilo Mehl für fünf Kinder und die Mutter, das reicht nicht mal für die Hostien beim Abendmahl. Aber die Mutter ging noch arbeiten und auch Stelios von seinem achten Lebensjahr an... „Was soll ich Dir sagen, Onkel. Alles ging gut. Ich hab vor, ein Geschäft aufzumachen, eine Tankstelle...“ „Er hat auch ein Diplom bekommen,“ mischte sich die Mutter ein.

„Zeig es Deinem Onkel, Stelios!“

„Stelios suchte herum ohne die erste Begeisterung; er glaubte, daß jetzt – angesichts des Familienschreckens – alles umsonst war. Er holte das Papier heraus; das blieb aber in der Luft hängen, als Petro sagte: „Und wo ist Deine Frau?“ Alle vier Frauen senkten die Köpfe. Stelios hörte plötzlich seine Stimme sagen: „In Athen.“ „Ganz allein? Und wo hast Du sie dort gelassen?“ „Im Hotel... Sie war furchtbar müde von der Reise, ich bin immer 100 gefahren und es nicht mehr abwarten konnte...“ „Ihr wurde es schlecht und

sie hat sich übergeben. Ja, es hat sie sehr mitgenommen.“ „Ist sie womöglich schwanger?“ Stelios schüttelte seinen Kopf, als erwache er aus einem Traum. „ich weiß noch nicht...“ Die Frauen hoben eine nach der anderen erstaunt den Kopf, nur die Mutter nicht. „He, Margio,“ rief der Onkel begeistert, „ich hoffe nicht, daß Du böse bist, weil Stelios eine Deutsche geheiratet hat!“ „Ich hab dazu nichts zu sagen. Aber laß ihn sie erst einmal holen...“ „Du willst sie holen?“ fragte die Mutter erstaunt.

„Wann?“ „Morgen, Mutter! Laß mich erst ein bißchen ausruhen. Damit auch sie wieder zu sich kommt...“ „Glück und Segen!“ die Mutter fing zu weinen an; „und warum, mein Junge, hast Du mir das nicht gesagt, damit auch ich mich ein bißchen freuen kann, ich Arme, immer nur „nein“ und noch einmal „nein“ hast Du gesagt...“ Seine Schwestern fingen langsam an optimistisch zu lächeln. „Und wie heißt sie?“ fragte die Kleinere. „Wie sie heißt?“ „Ja, ja,“ verlangten alle zusammen eine letzte Bestätigung, „sag uns, wie sie heißt.“ „Es ist schwer... sie heißt... Inge...“ Die Versammlung brach in ein hysterisches Gelächter aus, „schön, prima! Sag es nochmal!“ „Inge!“

Aber diese Inge fand sich niemals. Nicht einmal eine andere mit einem anderen Namen. Herr Pandelis, Makler, Kuppler und Heiratsvermittler auf dem Omoniaplatz, hatte keine Beziehungen außer zu Dirnen in seinem Revier. So präsentierte er ihm eine kohlrabenschwarze Griechin, die eine Weile in Deutschland gearbeitet hatte und angeblich deutsch sprach. Aber wenn es so war, warum hatte er dann nicht auch Theodula heiraten können mit den tiefdunklen Augen und den Augenbrauen, die wie eine Schnur aussahen, sein Nachbarsmädchen, von der er all die schrecklichen Jahre hindurch geträumt hatte! In seinem nagelneuen Plastikkoffer, den er nach Athen nicht wieder mitgenommen hatte, um seine Mutter in dem Glauben zu lassen, daß er schnell wiederkäme, war auch das Geschenk, das er in Köln gekauft hatte – für seine Verlobung mit Theodula.

Aber Stelios blieb lange aus, sehr lange. Er kam nie wieder nach Griechenland. ■

## LILI ZOGRÁFU

„Ich will weder Literatur noch Stil verkaufen. Alles was ich schreibe, sind Tatsachen, selbst oder von meinen nächsten Freunden und Bekannten erlebt oder erlitten.“

So charakterisiert Lili Zografu selbst im Vorwort zu einem ihrer Bücher ihre Art des Schreibens. Tatsächlich beträgt die literarisch-realistische „Produktion“ der hauptberuflichen Journalisten bisher fast 20 Titel, von denen einige bereits die 5. Auflage in Griechenland erreichten. Der Erzählungsband „Beruf: Dirne“, aus dem die vorliegende Erzählung „Theodula, leb wohl“ stammt, befindet sich inzwischen sogar in der 14. Auflage!



## MONITOR • Gulf war



It looks like a replay of the early 1970s. Iran has begun to use the Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP) as a weapon in its war with Iraq. And just as the former KDP leader Mulla Mustafa Barzani agreed to ally himself with the Shah in the 1970s, his son Massoud has now established a close alliance with the regime of Ayatollah Khomeini. It was the KDP which helped the Iranians cross into northern Iraq in 1983. Previously the organisation had been totally preoccupied in helping Khomeini fight his own Kurdish minority inside Iran.

It was the KDP's willingness to fight the Iranian Kurds which lost the organisation most of its popular support among the Kurds of Iraq, leaving the rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK) to build up its own base there. At that time the PUK was fighting Iraqi troops in Iraqi Kurdistan and helping train the Iranian Kurds to fight Khomeini's troops in Iran. But in May 1983, when Turkey entered the battle by sending troops across the Iraqi border, the PUK agreed to a ceasefire and negotiations with Baghdad.

By the time the truce had ended in late 1984, the KDP had started guerrilla activities in the border areas of Iraqi Kurdistan, under Iranian control, and it had begun to attract new recruits.

Its dependence on Iran, however, is causing grave concern to many Kurds who remember how easily the movement was smashed in 1975, when the Shah withdrew his support from the KDP in return for territorial concessions by Baghdad. PUK leaders are convinced that this could happen again when the Gulf war ends, and they are scrupulously avoiding any such alliances. But in the meantime, the KDP is stealing the limelight with a string of military successes in the north. Chris Kutschera visited the KDP's area of operations in northern Iraq. His report follows.

## Inside Kurdistan

**Chris Kutschera** is the first journalist to travel through Iranian lines into Iraqi Kurdistan. His special report is introduced by Political Editor **Judith Perera**.

Two kilometres away, the whole mountain is on fire. It is the middle of the night, and the scene could almost be beautiful. "This gives you an idea of our situation: our whole country is being destroyed by war," says Kak Darwish, leader of the Shwarta branch of Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP). We are between the Iranian and Iraqi lines in the Sharbajer area, some 25 kilometres west of Penjwin. The Iranian artillery is pounding Iraqi positions around Shwarta from a forward base just behind our hill.

An Iranian division with medium- and long-range artillery, tanks, Katyushas and Sam-2s is deployed in small camps all over this area, which was captured by Iran in October 1983. Some 5,000 Iraqi troops are firmly entrenched in the mountains opposite, with more camped around Sulaimaniya.

The 1,500 KDP peshmergas (fighters) in this area have inflicted some surprising defeats on the Iraqis. On 24 June, for instance, the Iraqi command ordered

### A KDP school where fighters learn to read

Second Lieutenant Adnan Abdullillah Ahmed to take control of the strategic mountains overlooking the Khornawazan-Said Siddik road. He took a major and 210 men with him (the KDP say there were at least 400). Three nights later they were shelled by mortars, and the next night he was taken prisoner by the KDP. "We heard some sentry shots, I came out of my shelter and was captured," he says, still puzzled.

Kak Abdullah, a former civil engineer and now leader of the KDP's Fourth Branch (Sulaimaniya), explains how his 45-man force operates. "We were watching them as soon as they arrived, noting where they laid mines and positioned sentries. On the night of the attack we shelled them from 7pm to keep them in their shelters, while our men went slowly up the mountain and sneaked past the sentries. At 1am we attacked, and it took less than three hours to clear them out." In that operation the KDP says it took eight kalashnikovs, two RPGs and one BKC, for the loss of four *shahid* (martyrs).

But in general the peshmergas prefer smaller, hit-and-run operations. "Unlike the Iranians, we are not fighting to take land," says Kak Abdullah. "We just go and hit the enemy - a fort, police station, *istikhbarat* (security) building - and return before they realise what's happening."

Organised in *dastas* (sections) of 12, the peshmergas walk from their bases to villages up to a week's travel away. There they plan operations in nearby cities and contact the KDP "internal organisation". These secret KDP members provide logistical help - food, shelter and clothing - so the peshmergas can enter the cities unnoticed. Once inside, other secret members give them weapons (usually Israeli Uzi submachine guns).

## MONITOR • Gulf war

Kirkuk is the best defended city, but even there the peshmergas are able to stay inside for weeks at a time. On 8 June the KDP killed an *istikhbarat* agent there, and subsequently put 18 peshmergas inside the city for a month to prepare a large operation. Kak Adnan, head of the KDP Third Branch (Kirkuk), knows the Kirkuk oil installations well, having worked for four years for the oil company. He admits they are difficult targets. The pipeline is heavily guarded, with checkpoints and barbed wire preventing the peshmergas from approaching within 100 metres. And they cannot come within five kilometres of the main oil installations. "If we wanted to do anything," says Kak Adnan, "we would have to use government cars to get in, but only our Politbureau can take such a decision."

Because of its military successes, the KDP is now recruiting young workers and students. Izzeddin, aged 18, was a construction worker in Shemshemal before he joined the peshmergas. As a child he was one of five shepherds in a village near Shemshemal. In 1980, three of his friends were killed by Iraqi helicopters when the village was destroyed by the army for harbouring peshmergas.

Fuad, aged 22, an uneducated itinerant salesman, made a living by taking oil by donkey to the villages around Kirkuk. Two years ago he was forcibly enrolled, he says, in the Iraqi *jaish shaabi* (popular army), where he was given a kalashnikov and 77 dinars (about \$240) a month. But after two months he deserted with his weapon, refusing to "fight my brothers".

Fellah was a student at Sulaimaniya university who was transferred to Irbil in 1980. In May 1984 when the students were



The KDP is winning new recruits like 14-year-old Adnan

asked to join the popular army for the summer vacation, they refused and demonstrated, provoking severe reprisals. Some 700, including Fellah, were expelled and 1,000 more lost a year of study. With 200 others, Fellah joined the peshmergas, while many more escaped to Europe.

Jelal, aged 18, a farmer in Bakrajo village near Sulaimaniya, joined the KDP when his two cousins were hanged in 1981 after they were caught helping peshmergas cross the border.

There are many stories about mass deportations from Badinan (near the Turkish border). After the collapse of the KDP revolt in 1975, all Kurdish villages within 20 kilometres of the Turkish border were destroyed and the villagers were deported to southern Iraq. When they were allowed back a few years later, they were put in refugee camps near Rowandiz and Irbil.

Then in August 1983, after an Iranian

attack on Hajj Omran, the Iraqi authorities, convinced that the KDP had acted as scouts for the Iranians, retaliated by deporting 8,000 male members of the Barzani tribe. "My brother worked as a civil engineer building a road near Irbil," says a Kurdish doctor. "He employed 1,000 workers from a Kurdish refugee camp. One morning they did not come to work, and the women at the camp explained that in the night the army had encircled the area and had taken away all the men."

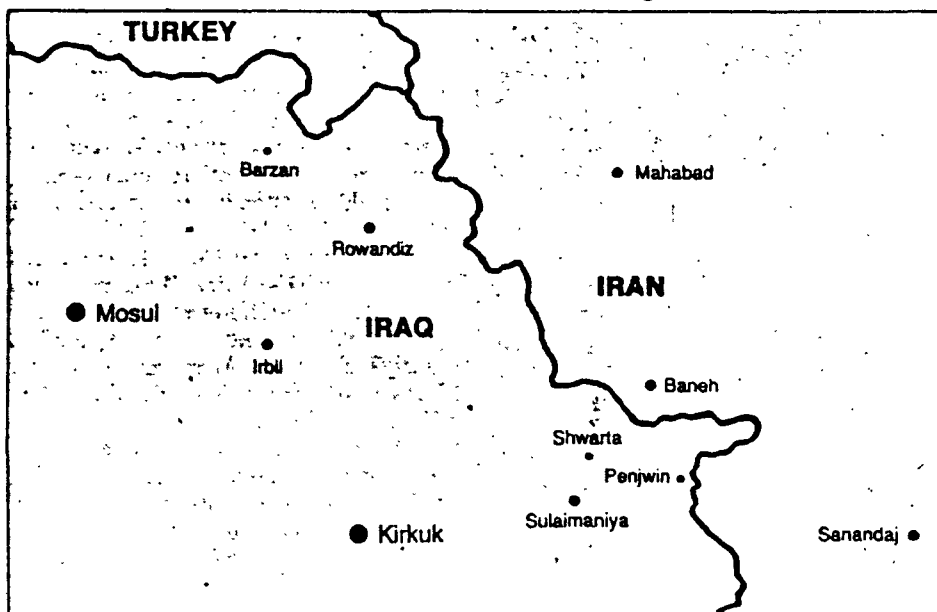
Since then, Kurds in camps or villages controlled by the army live in fear of deportation, and thousands have escaped to the mountains. Mala Abdullah lived in Dib Bel village, near Mergassour. "Every day the *jash* (Kurdish mercenaries) and soliders would beat us with sticks, accusing us of having links with the peshmergas," he says. "So one dark night we decided to leave. With 50 other families, we walked away taking only our horses and cows."

The KDP now controls a "liberated area" in Badinan which stretches 200 kilometres along the Turkish border from Syria to the river Ru-e-Shin near Barzan. This area is only 25 kilometres wide – far less than Barzani's stronghold in the 1970s – but it provides the KDP with a place for its headquarters, radio station and forces. The KDP claims to have 6,000 peshmergas in this area, which it shares with members of other "friendly" organisations. These include the other groups inside the National Democratic Front – the Iraqi Communist Party and the Socialist Party of Kurdistan (Pasok) – as well as the Iraqi Daawa (Shiite) Party and the PKK (Workers' Party of Kurdistan, Turkey).

There are two vital strategic targets in this area – the international highway linking Iraq with Turkey and Europe, and the pipeline through which Iraq exports most of its oil. Both are well defended, the road by a fence and the pipeline by a chain of underground forts 200 metres apart and linked by telephone. There are also minefields and regular dog patrols.

But the main deterrent to attack is the fear of Turkish reprisals. Since the spring, some 30,000 Turkish troops have been concentrated along the border. An attack could take place at any time and would certainly be triggered by sabotage of the pipeline. KDP Chairman Massoud Barzani says, "We do not want to create an international incident by blowing up the pipeline. We will do it when it will have the maximum effect on the Iraqis – when the internal situation deteriorates so much that they cannot cope."

The KDP does not expect to overthrow President Saddam Hussain by its hit-and-run operations, but Barzani points



out that the KDP is nevertheless pinning down thousands of Iraqi troops in Kurdistan. "This is a disaster for the Iraqi regime, which needs them desperately for the war in the south," he says. "But although the Kurdish revolution has always been effective in destabilising the regime, we cannot overthrow it by ourselves. This must be done along with other sections of the Iraqi opposition and within a regional framework."

As for a coup against Saddam Hussain, "We Kurds have a limited presence in the Iraqi army. This is a job for the Arab nationalists and the Islamic groups who

claim to have influence," says Barzani. "The KDP looks instead to its relations with Syria, Libya and especially Iraq."

But the alliance with Iran is not comfortable, and it is a decision that

**The alliance with Iran is not always comfortable, and decidedly unequal**

partnership. Some KDP leaders, for instance, are unhappy about the new strategic road which Iran has built to link Ouchnou with the KDP headquarters across the border at Khrena. Although this

enables the peshmergas to reach Khrena in a few hours by landrover, it is also seen as a sign that Iran intends eventually to send its own troops into this area, which is at present under full KDP control.

Nevertheless, Barzani and the KDP Politbureau see the alliance with Iran as "essential and strategic". According to one of Barzani's close aides, "There is no hope for the Kurdish movement as long as the status quo in the area is preserved. The Iranians are the only ones who want a change. Who knows what they will do to Turkey later on? They are very ambitious - and we must have a hand in it." □

THE GUIDE (Sydney Morning Herald) 7. 9. 1985

## PICK OF THE DAY

# Torture and brutality overlooked 'for democracy'

MENTION Turkey and many think of beautiful mosques, richly decorated ceramic tiles and exotically crowded bazaars.

But underneath that beauty is a country where academics, artists and writers are persecuted, imprisoned and tortured, not for subversive activity, but just for opposing the military government's views.

The frightening story of this repression is told in a new ABC arts program called *Surface Tension*. It includes interviews with playwrights Arthur Miller and Harold Pinter, Kurdish singer Sivan, Turkish actress Melike and Turkish composer Sanar.

Miller and Pinter are members of

### SURFACE TENSION

On Radio National [formerly 2FC] AT 3.30pm.

PEN - an apolitical international writers' club formed in 1921 with the aim of defending the right of writers to write. As members of PEN, Miller and Pinter recently made a trip to Turkey to investigate claims that writers were being harassed. They were horrified by what they found.

"Quite frankly I think the Turks take the cake," says Miller. "I don't think this kind of torture goes on in communist countries. I would be amazed if it did. It's a different kind

of repression, that of censorship. But this brutality [in Turkey] ... is frightening.

"Turkey is not a conventional dictatorship. Briefly, you can go into book stores and find books, plays and novels by people you wouldn't think they would allow, like Bertold Brecht ... If you wish you can go to the distributor and buy books by Marx, Engels and Lenin ... but God help you if you're found reading them. It's as nutty as that."

And Harold Pinter: "We were particularly concerned - Arthur as an American and me as an Englishman - with the views of our own governments. We found, of course not really to our surprise, Turkey being a member of NATO, a good many things were allowed to take place which are not only not questioned by our governments, but actually subscribed to ... in order to 'keep the world clean for democracy'."

Sivan, the Kurdish singer, says that many people are afraid to listen to his Kurdish language songs because they believe they will bring trouble upon themselves.

"But I have to do this," he says. "I have to sing. I have to think always about my people. Government want to forbid but they can't. Music is like wind. They can't forbid or stop the wind. You can't stop music."

Bronwyn Watson



Harold Pinter ... "the Turks take the cake."

**Turquie****Le président Evren  
rejette l'idée d'une amnistie**

Ankara (AFP). — Le président Kenan Evren a rejeté, dimanche 1<sup>er</sup> septembre, toute idée d'amnistie contre les auteurs de « crimes contre l'Etat ». Dans un discours très ferme, prononcé lors de l'ouverture de la session parlementaire, le président de la République a exhorté les parlementaires à ne pas oublier « les mauvaises expériences du passé ». « L'expérience prouve, a-t-il dit, que fréquemment le pardon encourage le criminel à commettre de nouveaux crimes. »

77 000 personnes arrêtées, depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980, sont encore détenues en Turquie pour des crimes et des délits politiques. Le chef de l'Etat a également rejeté l'idée d'une abolition de

la peine de mort. 412 peines capitales ont été prononcées, depuis septembre 1980, et 27 personnes ont été exécutées.

L'opposition social-démocrate fait actuellement campagne sur le thème de l'amnistie. Le Parti populiste, unique formation de gauche représentée au parlement, et son allié le SODEP (qui n'avait pas été autorisé à se présenter aux dernières législatives) réclament une amnistie pour tous les « prisonniers d'opinion », sauf les meurtriers.

D'autre part, le président Evren a exclu tout retour sur la scène politique des anciens dirigeants, de droite comme de gauche. La Turquie, « qui vit maintenant dans la paix et la tranquillité », ne doit pas laisser l'histoire se répéter, a-t-il notamment déclaré. Ces propos étaient destinés à M. Ecevit et surtout à M. Demirel qui, en dépit de l'interdiction qui pèse sur eux, s'exprime quasi quotidiennement dans la presse turque depuis quelques semaines.

**Stockholm:  
huit Kurdes en  
grève de la faim**

*Ils refusent d'être  
considérés  
comme terroristes.*

Une trentaine de Kurdes ont occupé hier l'ambassade de Suède à Paris pour soutenir huit de leurs compatriotes qui observent depuis 19 jours une grève de la faim à Stockholm, Malmö et Helsingborg. Tous protestent contre l'étiquette de terroristes qui leur a été donnée par le gouvernement suédois. « Nous sommes les enfants d'un peuple qui lutte pour sa liberté. Nous sommes qualifiés de terroristes sur des accusations secrètes. La Sûreté suédoise veut satisfaire la junte turque et présenter, sur des bases mensongères, le PKK comme une organisation terroriste. » C'est ce que dit l'avocat kurde, Hüseyin Yildirim à Stockholm. L'un des grévistes de la faim a de nouveau été hospitalisé et son état est critique.

Ces huit Kurdes en fait ont été officiellement expulsés de Suède en décembre 1984 sur décision du gouvernement mais, compte tenu de la situation politique en Turquie et des risques qu'ils encouraient en rentrant dans leur pays, le gouvernement suédois les autorisait à rester. Mais l'autorisation était assortie de contraintes sévères liées à l'accusation de terrorisme qui les frappe : interdiction de quitter le territoire de la commune où ils résident et obligation de se présenter trois fois par semaine à la police.

Le 20 juin 1984, un Kurde était abattu en pleine rue à Uppsala. Le meurtrier était arrêté et condamné à la réclusion à perpétuité. La victime, Enver Ata, était en conflit avec les représentants en Suède du PKK, le parti travailliste du Kurdistan. Avait-il été considéré comme un traître par le parti qui ne serait pas particulièrement tendre envers ses dissidents ? Dans son verdict, en tout cas, le tribunal suédois expliquait qu'il s'agissait d'un meurtre politique exécuté sur les ordres du peuple kurde. Le PKK a eu beau nier toute implication dans cette affaire, ses huit membres qui font aujourd'hui la grève de la faim étaient qualifiés de terroristes et faisaient l'objet d'une décision d'expulsion du territoire.

Le paragraphe 30 de la loi de 1980 sur les étrangers permet d'expulser de Suède tout étranger qui appartient à une organisation ou à un groupe dont on peut craindre qu'il utilise hors de son pays la violence, la menace ou la coercition à des fins politiques. Les huit Kurdes tombant sous cette définition, le gouvernement suédois a appliqué la loi pour la première fois et décidé de les expulser. Malgré leurs protestations et leur grève de la faim, le ministre du Travail et de l'Immigration, Anita Gradin, reste ferme : les huit Kurdes restent des terroristes aux yeux du gouvernement suédois. Il n'y a pas lieu de revenir sur la décision de décembre dernier.

11. 9. 1985

**Irak : Kurdistan**

Plus de 2 500 soldats iraniens ont été tués lundi sur le secteur nord du front (Kurdistan) a annoncé lundi soir l'agence irakienne d'information. L'aviation irakienne aurait lancé 97 raids dans la journée de lundi repoussant ainsi une offensive iranienne. Depuis plusieurs semaines, les combats se seraient intensifiés dans cette région.

**LE FIGARO**

30. 9. 1985

**TURQUIE****CINQ SOLDATS TUÉS  
PAR LES KURDES**

■ Cinq soldats turcs ont été tués et un officier grièvement blessé dans une embuscade tendue par des séparatistes kurdes dans la province de Dabakir (sud-est du pays).

FRFR

FRA0177 4 I 0158 FRA /AFP-AG07

Kurdes-ambassade

L'ambassade de Suède à Paris occupée par une trentaine de Kurdes

PARIS, 25 sep (AFP) - Une trentaine de Kurdes ont occupé mercredi matin l'ambassade de Suède à Paris en signe de protestation contre les expulsions ordonnées récemment par les autorités suédoises à l'encontre des réfugiés du Proche-Orient.

Selon un porte-parole de l'ambassade, les manifestants ont pénétré dans l'enceinte de l'ambassade, à l'occasion de l'ouverture des grilles pour l'arrivée des fonctionnaires. Ils ont occupé l'entrée de la chancellerie, entravant toute activité. L'ambassade a demandé l'intervention de la police française.

La Suède a expulsé en août dernier 129 ressortissants irakiens et iraniens, dont des Kurdes, devant l'afflux de ces fugitifs du Moyen-Orient à la recherche de l'asile politique. Selon les indications fournies par Stockholm, la plupart de ces réfugiés arrivent en Suède sans pièces d'identité, via la RDA.

rn/bb

AFP 251101 SEP 85

GLGL

FRA0656.3 I 0150 TUR /AFP-CD99

Turquie-kurdes

Cinq soldats turcs tués par des séparatistes kurdes

ANKARA, 29 sept (AFP) - Cinq soldats turcs ont été tués et un officier grièvement blessé dans une embuscade tendue par des séparatistes kurdes dans le sud-est de la Turquie, ont annoncé dimanche soir les autorités militaires.

Selon un communiqué de l'état-major de la 7ème armée turque chargée du maintien de l'ordre dans les provinces orientales du pays, l'accrochage s'est produit mercredi dernier près de la ville de Lice, dans la province de Diyarbakir. La patrouille de l'armée, qui revenait d'opération, se déplaçait à bord d'un véhicule tout terrain qui s'est retourné lors de l'attaque des rebelles kurdes à l'arme automatique.

Selon les bilans établis par l'armée turque, 105 séparatistes, 68 militaires et 64 civils ont été tués depuis la reprise des combats en Anatolie orientale, en août 1984.

.../SG

/T/

AFP 291850 SEP 85

# Der stille Krieg der Urenkel Sultan Saladins

Vom jahrzehntelangen Kampf der Kurden um größere Autonomie

Ankara, im September

Seit Karl May von seinem sächsischen Studierzimmer aus seine Helden Kara Ben Nemsi und Hadschi Halef Omar „durchs wilde Kurdistan“ reisen ließ, ist diese Weltgegend für Generationen von deutschen Lesern, die Mays Romane meist schon als Schulkinder verschlungen, mit Vorstellungen von Abenteuer und Orient-Romantik behaftet. Kurdistan, das ist für sie ein Märchen aus '1001 Nacht, mit dem allerdings die schöne Kalifentochter Scheherasade weniger zu tun hat als verwegene Männer, die sich für Gott und edle Menschlichkeit mit allerlei Bösewichtern herumschlagen.

Für die Bewohner dieses Landes, das sich in einer Ausdehnung von rund 200 000 Quadratkilometern zwischen dem Berg Ararat im Norden und dem persischen Kermanschah im Süden, zwischen dem Oberlauf des Euphrats im Westen und dem Urmia-See im Osten erstreckt, ist die Wirklichkeit weit weniger märchenhaft. Ihr Land — das Land der Kurden, in dem freilich auch Türken, Araber, Aserbeidschaner und vereinzelt Armenier wohnen — gehört fremden Herren. Es ist auf vier verschiedene Staaten verteilt. Der größte Teil gehört zur Türkei, der östliche Teil zu Iran, der südliche Teil zu Irak sowie ein kleinerer Zipfel zu Syrien.

In allen diesen Nationalstaaten bilden die Kurden eine Minderheit gegenüber der großen Mehrheit des Staatsvolkes — eine Minderheit, die hier weniger und dort mehr Autonomie genießt, die sie aber fast überall den Arabern, Türken oder Iranern gegenüber benachteiligt, oft unterdrückt und in der Entfaltung ihrer kulturellen Identität behindert fühlt. Deswegen führen die Kurden seit Jahrzehnten mit wechselndem Erfolg einen zähen, von der internationalen Öffentlichkeit weitgehend unbeachteten Kleinkrieg, mal gegen die Regierung in Bagdad, mal gegen die Herren in Teheran, fast immer jedoch gegen die türkischen Behörden in Ankara. Denn der Türkei wird von kurdischen Separatisten die rigoroseste Unterdrückung ihres Volkstums vorgeworfen.

Im Jahre 1138 wurde im mesopotamischen Tekrit dem Kurden Aijub ein Sohn geboren. Das Kind, das den Namen Salah ad Din bekam, sollte Weltgeschichte machen. Als Dreiunddreißigjähriger stürzte er die Dynastie der Fatimiden in Ägypten und gründete selbst die nach seinem Vater benannte Aijubiden-Dynastie. Als Sultan von Ägypten und Syrien lehrte er die europäischen Kreuzfahrer, die ihn Saladin nannten, das Fürchten, erweckte jedoch als aufgeklärter, großmütiger und tapferer Herrscher auch die Bewunderung der christlichen

Ritter. Saladins Urenkel proben nun den Aufstand gegen ihre moslemischen Brüder, wobei die Religion jedoch kaum eine Rolle spielt.

Über zehn Millionen Kurden — sie selbst nennen meist höhere Zahlen — leben in Kurdistan, davon über sechs Millionen allein im türkischen Teil des Landes. Das Land, das auch im Türkischen früher „Kurdistan“ hieß, wird man heute auf offiziellen Karten der Türkei vergebens suchen. Es existiert für die Behörden ebensowenig wie die Kurden selber, die im offiziellen Sprachgebrauch „Bergtürken“ heißen, obwohl sie weder ethnisch noch sprachlich etwas mit den Türken zu tun haben. Ihre Sprache darf in der Türkei weder in den Schulen gelehrt noch darf sie in Zeitungen, Büchern oder im Rundfunk verwandt werden. Solchen Kurden, die sich in die türkische Gesellschaft einfügen und gut türkisch sprechen, stehen prinzipiell die gleichen Chancen offen wie ihren türkischen Landsleuten.

Die Kurden sprechen eine indoeuropäische, dem Persischen nahestehende Sprache und sind in ihrer Mehrzahl sunnitische Moslems. Einige Stämme sind Schiiten, Jeziden oder Christen. Viele Sippen sind noch heute Halbnomaden, die im Sommer mit ihren Herden auf die Bergweide ziehen und dort ihre charakteristischen schwarzen Lederzelte aufschlagen.

Als sich Kara Ben Nemsi an den Lagerfeuern Kurdistans wärmte, war alles noch unkomplizierter. Die Kurden hatten nur einen Herrn, den osmanischen Sultan im fernen Sтамбуl, von wo man bekanntlich bis nach Bagdad reisen konnte, ohne irgendwelche Grenzen zu überschreiten. Einen türkischen oder arabischen Nationalismus, der ihnen das Leben schwer gemacht hätte, gab es noch nicht oder doch kaum. Wie andere Minderheiten des großen Vielvölkerstaates der Osmanli konnten sie weitgehend unbehelligt ihre eigene kulturelle Identität pflegen und bewahren, wenn sie dem Kaiser nur gaben, was des Kaisers war.

Dennoch hatten sowohl die Sultane als auch die persischen Schahs oft Ärger mit den selbstbewußten Kurdenfürsten, und die Oberherrschaft Konstantinopels war selten mehr als nominell. Einen unabhängigen kurdischen Gesamtstaat hat es jedoch in der Geschichte nie gegeben.

Einen solchen Staat erstrebt auch heute nur eine Minderheit der Kurden. Den meisten wäre es mit einer autonomen Selbstverwaltung getan, wie es sie — allerdings nach Meinung vieler politisch aktiver Kurden in nicht ausreichendem Maße — heute schon in Irak gibt. Nur die Militanten unter den Kurden — wie die zur

Zeit rührigste, marxistische Guerillagruppe Kurdische Arbeiterpartei (PKK) — wollen einen unabhängigen sozialistischen kurdischen Staat.

In jüngster Zeit haben die Partisanen der PKK nach türkischen Angaben 47 Soldaten, drei Polizisten und 52 Zivilisten getötet. In derselben Zeit seien 95 Guerillas von der Armee getötet worden. Vielen PKK-Mitgliedern wurde in den letzten Jahren vor türkischen Militärgerichten der Prozeß gemacht, einige wurden zum Tode verurteilt. 1983 verfolgten — mit Zustimmung der irakischen Regierung — türkische Truppenverbände mehrmals kurdische Guerillas bis weit nach Irak hinein. Doch nach einem Jahr relativer Ruhe begannen die Separatisten erneut mit Angriffen auf türkische Armeeposten und türkische Dörfer.

Diesmal scheinen die Partisanen ihre Aktionen weiter nach Norden verlegt zu haben als jemals zuvor. Kürzlich scheinen sie sogar zeitweise das Gebiet um den Berg Ararat direkt an der Grenze zur Sowjetrepublik Armenien besetzt gehalten zu haben. Jedenfalls griffen sie im Juli und August vier Lager westdeutscher, französischer, amerikanischer und japanischer Ararat-Expeditionen an, die sich auf der Suche nach den Resten von Noahs Arche an dem Berg aufhielten.

Seit den Tagen, als Noah mit seiner Arche nach biblischer Überlieferung dort nach der Sintflut strandete, scheint sich für den ausländischen Beobachter im „wilden Kurdistan“ wenig geändert zu haben. In den weiten Steppen und Bergen Kurdistans haben noch heute die Agas, die (türkischen und kurdischen) Großgrundbesitzer, das Sagen. Ihr Einfluß, der in den Dörfern des Ostens nahezu unumschränkt ist, reicht bis in die politischen Parteien nach Ankara und verhindert manche notwendige Reform.

In dieser selbst für viele Türken aus den westlichen Landesteilen oft unvorstellbaren Rückschrittlichkeit der Region sehen viele politische Beobachter denn auch neben dem kulturellen Aspekt den Hauptgrund für die Probleme des Landes jenseits des Euphrat. Alle Versuche zur wirtschaftlichen und sozialen Erschließung des Landes scheiterten bisher sowohl am Widerstand der alteingesessenen Feudalherren, denen ihre Bauern oft noch wie Leibeigene ausgeliefert sind, als auch an der mangelnden Infrastruktur und dem Fehlen qualifizierter Arbeitskräfte. „Die Lage ist ein perfekter Teufelskreis“, sagt ein Regierungsbeamter in Ankara. „Weil die Region so zurückgeblieben ist, kommen keine Fachkräfte. Ohne Fachkräfte aber, die Fabriken aufbauen und leiten können, bleibt die Region unterentwickelt.“

Karl Ernst (AP)

## ● TERCÜMAN, DGB'nin, Çalışma Bakanı Blüm'a gönderdiği mektubu açıklıyor

Sehr geehrter Herr Minister!

Uns sind Forderungen bekannt geworden, die Zeitschrift "Arbeitsplatz Deutschland" in kurdischer Sprache herauszugeben, die auch von einer Reihe von Abgeordneten aller Parteien unterstützt werden.

Wir möchten es nicht versäumen, Ihnen unsere Meinung zu diesem Problem mitzuteilen.

Bei aller Hochachtung vor der Kultur und Sprache der einzelnen bei uns beschäftigten ausländischen Arbeitnehmer gehört eine Auseinandersetzung über die Anerkennung einer u.a. in einem der Anwerbeländer beheimateten Sprache nicht zur Bewältigung der Problematik der hier lebenden ausländischen Arbeitnehmer und ihre Familien.

Die Bundesrepublik Deutschland hat Arbeitnehmer aus 8 Staaten angeworben. Die gemeinsame Anstrengung von Regierung, Verbänden und Institutionen ging dahin, den angeworbenen ausländischen Arbeitnehmern und ihren Familien zu helfen sich hier zurechtzufinden. Dazu gehörte die Vermittlung von Kenntnissen der deutschen Sprache und der deutschen Lebensweise, ebenso wie die Vermittlung von Informationen, die in einer Sprache erfolgen mußten, die die Betroffenen verstanden. Für alle aus der Türkei kommenden Arbeitnehmer und ihrer Familien war das die türkische Sprache.

Nach unseren Erfahrungen beherrscht jeder türkische Staatsbürger, gleich welcher Abstammung, der eine Schule besucht hat und Lesen und Schreiben kann, auch die türkische Sprache. Das heißt im Umkehrschluß, wer die türkische Sprache nicht beherrscht, kann weder Lesen noch Schreiben und auch die Sprache, die in seinem Heimatort gesprochen wurde, nicht lesen und schreiben.

Alman Sendikalar Birliği, Çalışma Bakanı Blüm'a gönderdiği mektupta Kürtçe dilinde yayın yapılmasına sert bir şekilde karşı çıktı. Yukarıda söz konusu mektubun fotokopisi görülmüyor.

# "ALMANYA'DA KÜRTÇE YAYIN YAPILAMAZ"

# "ALMANYA'DA KÜRTÇE YAYIN YAPILAMAZ"

● Bazı milletvekillerinin "İşyeri Almanya" adlı derginin Kürtçe yayınlanması için harekete geçmeleri üzerine, DGB bu girişime karşı çıktı

- DGB yönetim kurulu üyesi, "Almanya'da Türk olarak yaşamak isteyen bir kimse, Kürtçe değil, Almanca öğrenmek zorundadır" dedi
- "Kürtçe'nin tanınması, Türkiye'deki sürtüşmelerin Almanya'ya aktarılması çabalanna yardımcı olmak anlamına gelir"
- "Yabancılarla, Almanlar'ın özellikle Türkler'in birarada barış içinde yaşamaları açısından, Kürtçe'nin resmî dil gibi tanınması tasvip edilemez"
- "Türkiye ile işçi anlaşmamız var. Kürt lobisinden bir istek olmadı. Bu girişim maksatlıdır"
- "Bilim adamlarına göre, Kürtçe çeşitli dillerden alınmış deyimlerin toplanmasından gayn bir şey değildir"

## Fahir ERSİN

BONN, (Tercüman)- Alman İşçi Sendikaları Birliği (DGB), ayrılıkçı grupların, bazı milletvekillerinin de desteği ile Federal Çalışma Bakanlığı'nın çıkardığı "İşyeri Almanya" (AD) dergisinin Kürtçe olarak da neşredilmesi yolunda hükümet nezdindeki teşebbüslerine karşı çıkarak, Blum'dan buna "izin verilmemesini" istedi.

DGB yönetim kurulu üyesi Siegfried Bleicher, bu konuda, Federal Çalışma Bakanı Dr. Norbert Blum'a bir yazı göndererek, "Bunun fayda değil, yeni problemler yaratıp, işletmelerde çatışmalara da yol açacağını" bildirdi.

"Hem sol ve hem de sağ kanatça körlüklenen bu şekildeki maksatlı taleplerin, aşırı milliyetçilik cereyanlarını da kamçulayacağını" işaret eden DGB

Blum'a gönderdiği yazıda, "Kürtçe'nin tanınmasını, Türkiye'deki sürtüşmelerin Almanya'ya aktarılması yolundaki çabalara yardımcı olmak anlamına da gelecektir" dedi. Bazı milletvekillerinin de desteklediği bu teşebbüse Alman Sendikaları Birliği'nin kesinlikle karşı olduğunu belirten DGB

"Türkiye'nin hangi bölgesinden gelirse gelsin, Federal Almanya'da Türk olarak yaşamak isteyen bir kişinin, her şeyden önce Kürtçe değil, Almanca öğrenmesi gerektiğini" belirterek, "Bu sebeple, yabancılarla Almanlar'ın ve özellikle Türkler'in birarada, barış içinde yaşamaları açısından, Kürtçe'nin, Federal Çalışma Bakanlığı'nın

bir yayınında resmî dil gibi tanınmasını tasvip edilemeyeceğini" bildirdi.

Konu hakkında DGB'nin görüş ve şüphelerini bildirmeyi vazife saydıkları belirten Bleicher yazısında, "Türkiye'den işçi getirilmesi konusundaki anlaşmanın zoynan beri yürürlükte olmasına rağmen, bugüne kadar Kürt lobisinden Bonn hükümetine şimdiye kadar hiçbir istek ve teşebbüs olmadığını" hatırlatarak "bunun maksatlı olduğuna" işaret etti.

### DGB'NİN YAZISI

Alman işçi sendikaları yönetim kurulu üyesi Bleicher, Federal Çalışma Bakanı Dr. Blum'a gönderdiği iki sayfalık resmî yazıda, olayla ilgili olarak DGB'nin görüşlerini ve şüphelerini şu şekilde dile getirdi:

"Ülkemizde oturan ve çalışan yabancıların kültür ve diline saygısız olmakla beraber, işçi getirdiğimiz bir ülkede konuşulan bir dilin resmî bir dil olarak tanınması, ülkemizdeki yabancı işçi ve ailelerinin meselelerini çözme konusunda hiçbir yarar sağlayamaz. Federal Almanya, çeşitli seldik keden işçi getirmiştir. Federal hükümetin, derneklerin ve çeşitli kuruluşların ortak amacı, getirdiğimiz bu yabancı işçilerin ve ailelerinin karşılaştıkları güçlükleri yemelerine yardımcı olmaktır. Bu sebeple, getirdiğimiz yabancılara, Almanya'nın hayat tarzı ve Alman dilinin öğretilmesinin yanı sıra, bazı temel bilgilerin, geldikleri ülkelerin resmî dilinde verilmesi ge-

rekmetedir.

Türkiye'den gelen işçiler ve aileleri içinde bu bilgiler, Kürtçe olarak verilmektedir. Tecrübelerimize göre, hangi kökten gelirse gelsin, okula gitmiş, okuma-yazmayı öğrenmiş, her Türk vatandaşı Kürtçe bilmektedir. Diğer bir ifadeyle, Kürtçe bilmeyen bir kimse, kendi dilinde de okuma ve yazmayı bilmiyor demektir."

### YARATACAĞI SONUÇLAR

Ayrıca, Kürt dilinin tanınması, Türkiye'deki sürtüşmelerin Almanya'ya aktarılması yolundaki çabalara yardımcı olmak anlamına da gelecektir.

Bilim adamlarının da belirttiği gibi, Kürtçe çeşitli dillerden alınmış deyimlerin toplanmasından başka bir şey değildir. Bizim, bir dergiyi Kürtçe olarak yayınlamamız halinde, hangi deyimleri kullanmamız meselesi de ortaya çıkacaktır. Kaldı ki, (İşyeri Almanya) (AD) dergisinin Kürtçe basılması aşağıdaki sonuçları da beraberinde getirecektir.

1) Derginin Kürtçe olarak yayınlanması halinde, bu dil meselesi, sadece dergiyi kalmayacak, bunun yanı sıra, dayanışmanlık ve sosyal yardım bürolarının da bu dilde hizmet vermesi konusu ortaya çıkacaktır.

2) Ayrıca bu, işçi getirttiğimiz diğer ülkeler içinde benzer meseleler yaratacağıdır. Örneğin; İspanya'dan gelenler için başka, Katalanca, İtalya'dan gelenler için Sicilyaca, Sardunyaca. Yunanistan'dan gelenler için çeşitli Pontus dillerinde, Yugoslavya'dan gelenler için çeşitli Makedonya dillerinde de yayımlar yapılması gerekecektir.

Bunun kabulü ile en büyük tehlike ise Federal Almanya'daki yabancıların ülkemizde yaşayıp, çalışmalarından kaynaklanan problemlerin çözümlenmesinde, bunun bir faydasının olmayacağı gibi, aksine bunun çoğalmasına yol açması olacaktır."

### BU MAKSATLI BİR TEŞEBBÜSDÜR

"Türkiye ile işçi getirme konusundaki anlaşma 25 yıldan beri devam etmesine rağmen, Kürt lobisinin bu konuda şimdiye kadar hiçbir isteği ve teşebbüsü olmamıştır.

Türkiye'nin hangi bölgesinden gelirse gelsin, Federal Almanya'da Türk olarak yaşamak isteyen bir kişinin, her şeyden önce Kürtçe değil, Almanca öğrenmesi lazımdır. Bu sebeple, yabancılarla Almanlar'ın ve özellikle Türkler'in, barış içinde yaşamala-

rı açısından Kürtçe'nin Federal Çalışma Bakanlığı'nın bir yayınında resmî dil olarak tanınmasını kabul ve tasvip etmeyiz. Tecrübelerimize göre, Türk işçileri de bunu, Türkiye'nin bir iç meselesi olarak görmekte ve bu şekilde alevlendirilmesini tasvip etmeyecektir. Kürt dilinin kabulü ayrıca, pek çok işletmede sürtüşmelere de yol açacaktır ki, amacımız şüphesiz yeni meseleler yaratmak değil, mevcutları ortadan kaldırmaktır.

Hem sol ve hem de sağ kanatça körlüklenen bu şekildeki maksatlı talepler ayrıca aşırı milliyetçilik cereyanlarını da kamçulayacaktır. biz bu konudaki düşünceler ve şüphelerimizi size duyurmaya bir vazife biliyoruz."

### DGB'NİN GÖRÜŞÜ

• Hem sol ve hem sağ kanatça körlüklenen bu şekildeki maksatlı talepler, aşırı milliyetçilik cereyanlarını da kamçulayacaktır.

• Okula gitmiş, okuma-yazma öğrenmiş her Türk vatandaşı Kürtçe bilmektedir. Kürtçe bilmeyen bir kimse, kendi dilinde de okuma ve yazmayı bilmiyor demektir.

• Federal Almanya'da Türk olarak yaşamak isteyen bir kimsenin her şeyden önce, Kürtçe değil, Almanca öğrenmesi lazımdır.

• İsteğin kabulü ülkemizdeki yabancıların meselelerinin çözümlenmesine değil, aksine yeni meselelerin doğmasına sebep olacaktır.

• Bilim adamlarının da belirttiği gibi, Kürtçe çeşitli dillerden alınmış deyimlerin toplanmasından başka bir şey değildir.

• Kürtçe'yi kabul ederek, başkaca Katalanca, Sicilyaca, Sardunyaca, Rutence, Romence, Makedonyaca gibi dillerde de yayım yapmamız gerekecektir.



## Dünya Folklor Festivali'nde çirkinlik

## MÜNİH'TE SKANDAL

MÜNİH MİLLİYET BÜROSU  
İlk kez Münih'te düzenlenen Dünya Folklor Festivali'nin açılış töreninde "Türkiye" diye ellerinde Kürdistan yazısı ve bayrağı bulunan bir folklor ekibi takdim edildi.

35 ülkeden 100 folklor ekibinin katıldığı görkemli festivale Türkiye'den çağırılan iki folklor ekibi konut fonunu ödeyemedikleri için katılamadılar. Almanya'daki Türk folklor ekipleri de festivale katılamaz. Nürnberg'ten gelen bir folklor ekibine bolcauluk fırsatı doğdu ve başka isim ve bayrak altında Türkiye'nin adı kullanıldı.

Organizasyon Komitesi'nin yaptığı büyük hata sonucu, gündaki ışıkli tabloda "Türkiye" diye yazıldı. Festival orkestrası kısaca "Üsküdarlı erkerken" piyano çalarken salona giren bu gurubu spiker şöyle tanıttı:

"Türkiye... Eyet Kürt halkının 3000 yıllık geleneğiyle karşınızda Kurt folklor gurubunun oyuncular ve çalgıcıları..."



Münih'te düzenlenen Dünya Folklor Festivali'ne Türkiye'den davet edilen halk oyunları ekipleri konut fonunu ödeyemedikleri için gelemediler. Bunu fırsat bilen bazı kesimler ise, festivalde ayrılmış grupların ekneğine yağ sürmesine Türkiye'yi "Kurdistan" grubu altında tanıtmak istediler...

Takdimden sonra Münih Olimpiyat Kapalı Spor Salonu'nda bu grup Antep oyunlarını oynatarak binlerce seyircinin önünden geçerken çeşitli ülkelerin diplomatik temsilcileri ve Bayyera Ekonomi Bakanı Jaumann da en ön sıralarda durum izledi.

Olaydan sonra gazetemize açıklamada bulunan Festival Komitesi üyesi Bay H. Lorenz salonda üst bölümdeki ışıkli vazi tablosunun daha önceden

"Türkiye" diye hazırlandığını belirterek "Ne yapalım Türk grupları gelmeyince biz bu gruba neyi temsil ettiklerini sorduk. Onlar da Türkiye dediler ama salona böyle girişlerine mani olmadık. Üzgünüz."

Bir başka Alman yetkili de şuçu Türkiye'den konut fonu nedeniyle kendi ekiplerini getiremeyen Türk makamlarına atarak "Bizim politik bir amacımız yok, katılmak isteyen grupları da önleyemedik" diye

kaçamak bir açıklama yaptı.

Münih Başkonsolosluğu olaydan sonra Organizasyon komitesi'ne sert bir yazı gönderdi ve olayı protesto etti. Konsolosluk yetkilileri Alman'ların daha önce de uyarıldığını ve endişelerin netliğini belirttiler. Kendilerine festivalin politik amaçlara alet edilmeyeceğini söyledikleri halde böyle davranılmamasını yiddetle protesto ettiklerini açıkladılar.

Dışişleri ayağa kalktı  
Folklor Festivali rezaletini protesto

Münih'teki Folklor Festivali, Dışişleri'ni ayağa kaldırdı

10.8.85

# Rezaletini protesto

● Münih'te düzenlenen 1. Dünya Folklor Festivali'nde, Türkiye'nin bir ayrılmış grup tarafından ve başka bir bayrak altında temsil edilmesi olayının Dışişleri Bakanlığınca daha önceden haber alındığı, ancak önleme girişimlerinin sonuçsuz kaldığı vurgulandı

ANKARA, ÖZEL

**T**ÜRKİYE, Münih'te düzenlenen birinci Dünya Folklor Festivali'nin açılış töreninde Türkiye aleyhinde bölücü ifadeler taşıyan pankartlarla gösteri yapılmasını, Alman Hükümeti nezdinde protesto etti.

Dışişleri Bakanlığı'ndan yapılan açıklamada, olayın Türkiye'de esefle karşılandığı bildirilerek şöyle denildi:

"Festivalde bu tür faaliyetlerin yapılacağını önceden haber alınması üzerine, Münih Başkonsolosluğumuz yetkilileri nezdinde gerekli girişimlerde bulunmuş ve böyle bir gelişmenin gerek Türk kamuoyunda uyandıracağı baskılı tepkilere, gerek festivalin siyasi amaçlarla istismar edilmesinin sakıncalarına tertip komitesinin dikkatini çekmiştir. Bu görüşleri paylaşan komite, festivalde siyasi içerikli faaliyetlere müsaade edilmeyeceği konusunda Başkonsolosluğumuza teminat vermiş ve bunu yazılı olarak da teyid etmiştir.

"Ancak verilmemiş sözler ve teminata rağmen Festival Tertip Komitesi-yöneticileri, Batı demokrasi anlayışını istismar ederek yurt dışında örgütlenmiş kanun kaçaklarının baskılarına boyun eğmiş ve Türkiye'nin toprak bütünlüğüne yönelik bir gösterinin yapılmasına yine de göz yumabilmiştir.

"Böyle bir gösterinin Alman Federal Cumhuriyeti gibi dost ve müttefik bir ülkede vuku bulmuş olmasını kabul edilemez bir olay olarak görüyoruz."

**Münih Festivali'ndeki  
bölücü grup, ihraç edildi**

**Almanya'nın bölücüler  
için geç kalan özrü**

● Dışişleri Bakanlığı'na yapılan açıklamada, Türkiye'nin Bonn Büyükelçiliği'nin girişimi üzerine, Festival Komitesi'nin bu kararı aldığı bildirildi

MÜNİH - MEHMET AKTAN

**D**İŞİŞLERİ Bakanlığa, Federal Almanya'nın Münih'te düzenlenen "Birinci Dünya Folklor Festivali"ne katılarak, Türkiye aleyhine gösteri yapan grubun, Türkiye'nin girişimleri sonucu festivalden ihraç edildiğini bildirdi. Dışişleri'nden yapılan açıklamada, festivalin amacından saparılması ve Türkiye aleyhine bir gösteriye dönüştürülmesi üzerine, Bonn Büyükelçiliği'nin gerekli girişimler-

de bulunduğu belirtilerek, şöyle denildi:

"Ahşad mekamları, gerek Federal, gerekse eyalet düzeyinde, konunun önemini tümüyle idrak edilmediği, Festival Komitesi'nin olayın sonuçlarının ciddiyetini yeterince kavrayamadığını anlaşıldığına, Büyükelçilik ve Başkonsolosluğumuzca ifade etmiş ve olaydan duydukları üzüntüyü belirterek, söz konusu bölücü grubun festivalden ihraç edildiği bildirilmektedir."

**Hürriyet**

10. 8. 1985

*Almanya'yi kınadık*

**Bu nasıl  
dostluk!**

● Dışişleri Bakanlığınca yapılan açıklamada Türkiye'nin toprak bütünlüğüne yönelik bir gösteriye göz yumulması eleştirilerek Festival Komitesi'nin yurt dışında örgütlenmiş kanun kaçaklarının baskısına boyun eğmiş olması kınandı

**A**NKARA. (Hürriyet)- Münih'te salt günü yapılan Birinci Dünya Folklor Festivali'nin açılış töreninde Türkiye aleyhine bölücü bazı pankart ve bayrakların teşhir edilmesi Ankara'da "esef"le karşılandı. Böyle bir gösterinin Federal Almanya gibi "dost ve müttefik bir ülkede" meydana gelmiş olması: "Kabul edilemez bir olay" olarak nitelendirildi.

Dışişleri Bakanlığınca dün

yapılan yazılı açıklamada festivalin siyasi nitelikte bir gösteriye dönüştürülmesi kınanırken, Münih Başkonsolosluğu'nun bu tür faaliyetlerin yapılacağını önceden haber alması üzerine Festival Komitesi nezdinde gerekli uyarılarda bulunduğu ve "Festivalin siyasi amaçlarla işletilmesinin sakıncalarını" vurguladığı da belirtildi.

Açıklamada Festival Komitesi'nin başkonsolosluğumuza bu tür siyasi içerikli faaliyetlere izin verilmeyeceği konusunda "yazılı teminat" verilmiş olmasına rağmen, gene de Türkiye'nin toprak bütünlüğüne yönelik bir gösterinin yapılmasına göz yumulmuş olması şiddetle eleştirildi. Komite'nin "Batı demokrasi anlayışını işletilmeden, yurt dışında örgütlenmiş kanun kaçaklarının baskılarına boyun eğmiş" olması kınandı

**Münih Folklor Festivali'nde  
meydana gelen  
olayı kınadık**

Dışişleri Bakanlığı, Tertip Komitesi'nin başkonsolosluğumuza söz vermesine rağmen, Münih'te Türkiye aleyhinde pankartlar taşınmasının önlenmediğini belirtti

**A**NKARA. (Tercüman)- Münih'te 6 Ağustos tarihinde düzenlenen Birinci Dünya Folklor Festivali sırasında, Türkiye aleyhine bölücü gösteri yapılmasını kınadık. Dışişleri Bakanlığı dün konuyla ilgili olarak yaptığı açıklamada, "Böyle bir gösterinin Almanya Federal Cumhuriyeti gibi dost ve müttefik bir ülkede vukû bulmuş olmasını kabul edilmez bir olay olarak görüyoruz." denildi.

Açıklamada, festivalin açılış töreninde Türkiye ile ilgili bölücü ifadeler taşıyan bazı pankartlar teşhir edildiği ve festivalin siyasi nitelikli bir gösteriye dönüştürüldüğünün esefle müşahade edildiği bildirildi

Dışişleri Bakanlığının açıklamasında, Münih Başkonsolosluğu'nun, festivalde bu tür gösteriler olacağını önceden haber alarak tertip komitesi nezdinde gerekli girişimlerde bulunduğu da kaydedilerek komitenin siyasi faaliyetlere müsaade edilmeyeceği konusunda teminat verdiği ve bunu yazılı olarak da teyid ettiğini ifade edildi.

Dışişleri Bakanlığının açıklamasında, konuyla ilgili olarak Federal Almanya hükümet nezdinde gerekli teşebbüslerin yapıldığı da bildirildi.

12. 8. 1985



**SÖZÜN  
KISASI**

**RAUF TAMER**

**PAZAR KAHVESİ ...**

Hakkımızı asla helâl edemeyeceğimiz birkaç sanatçının, Türkiye aleyhtarlarıyla kol kola girmeleri çok düşündürücü... Bir ayrılıkçı grubun, Dünya Folklor Festivali'ne sızmaya kalkması çok dehşet verici. Ama, beri tarafta, kendi halinde oturan bir başka sanatçımızın "hiçbir suç işlemem, vatani-ma dönmek istiyorum" şeklindeki demeci çok sevindirici. Eski çevresiyle ilgili pişmanlık duygusu, hemen yanısıra haykırarak söylediği vatan hasreti, onu tekrar kazanmamıza yetecek ulvi sebeplerdir. İlgisiz kalınmaz. Ama biz, otekilerden bahsediyö-



### Gaflete selam

BİR süreden beri "sadece tesadüftür" demek için kendimizi orlayıp duruyoruz ama galiba artık ryanma zamanı geldi.

Bizim açımızdan son örneği "ca-nımız, cığerimiz" demeye pek teşne olduğumuz **Almanya** verdi. Çünkü gazeteleri görmüşsünüzdür. Münih'te düzenlenen **Dünya Halk Dansları Festivali**'ne, Türkiye'den ekip katılmayınca Nurenberg'den gelen bir grubu "**Türkiye**" diye dahil etmişler. Ama **Nurenberg**'den gelenler, önde küçük bir çocuğun taşıdığı "**Kürdistan**" yazısı arkasında, kırmızı-beyaz-yeşil bir bayrakla -ihtimal Kürdistan bayrağıdır- yürüyerek ve sonra **Gaziantep** yöresinden oyunlar oynayarak katılmışlar.

Şimdi bizim hariciyemiz çok celtellenmiş. Yapılan açıklamaya göre bizimkiler Batı Almanya Hükümeti'ni protesto etmeye kalkışmış. Türkiye'nin butunlüğünü tanınamama anlamına gelen bu tavir nedeniyle esef duyduğumuz bildirilmiştir.

Keşke öyle bir "**hariciyemiz**" daha doğrusu bu konularda gerçekten duyarlık gösteren bir devletimiz dikkat ederseniz, hükümetimiz demiyoruz. Çünkü böyle olayları göstermelik tepkilerle geçiştirmek son 35 senenin ortak politikasıdır. O nedenle artık bu tavir bir "**devlet politikası**" niteliği kazanmıştır- evet duyarlı bir devletimiz olsaydı da biz de Alman Hükümeti'ne illetlenlerin ciddiye alınacağına inansaydık.

Oysa şu anda Hariciyemizin başında Türk vatandaşlarına Almanya'nın "**vize alma zorunluğu**" koymasına ciddi bir tepki göstermemekle şöret kazanmış bir eski Bonn Büyükelçisi vardır. Kendisi, **Hataylı** hemşehrilerine vize vermeden **Suudi Arabistan**'ı dahi yola getirebilmiş değildir.

Sayın Başbakan'a gelince "**devlet**"i zedeleyen olayları küçümsemek

gibi bir özelliğe sahiptir. O nedenle Sayın **Özal**'dan umutlu olmak da abestir.

Ne var ki onların bu tutumunun faturasını -tıpkı daha önceki dönemlerde yöneticilerin kırıldığı yönetilenlerin temizlemiş olması gibi- halk çekecektir. Oy veren lakat verdiği oyun hakkını aramayan halk...

Nitekim Türkiye'de bugün, Ermeni anıtları eğer **Fransa**'da dikilirse, onu mesele yapan ama **Amerika**'da gelişmeleri boş gözlerle seyreden bir yönetim vardır. Bunun delili, **Dişişleri** Bakanlığı sözcüsünün, **Kaliforniya** Valisi **George Dökmecyan**'ın Başkan **Reagan** tarafından "**Soykırım Konseyi**"ne tayin edilmesi karşısında gösterdiği tepkidir.

Sözcü Sayın **Yalın Eralp**, gündür gazetelerde yayın konusu olan bu gelişmenin aslına otomatik telefonla üç dakika içinde Washington Büyükelçiliğimiz'den öğrenilecekken, olaydan habersiz gibi davranmakta ve gazetecilere "**Dökmecyan**'ın Konsey üyeliğine atanması kesinleşmişse, bu, Konsey'in çalışmalarını objektif bir biçimde yürütmesine olumlu katkıda bulunmaz" demekle yetinmektedir.

Bir başka deyişle bizimkilerin tepkisi, suratının bir tarafına tokat yiyen insanın öteki tarafını da çevirmesi gibidir.

Böyle bir tablo karşısında Ermenilerin ve Kürtlerin **Atina**'da merkez kurmaları, **Almanya**'nın Köln şehrinde **APÖ**'cuların faaliyet göstermesi, **İsveç**'in, "**anti-Türk**" faaliyetlerin merkezi olması, **Suriye**'nin bizim aleyhimize "**terörist eğitim kampları**" kurması ve pek aziz pek muhterem dostumuz **Kaddafi**'nin "**Kürt bağımsızlık hareketlerini desteklemesi**" neden tesadüf olsun?

Meydanı biz veriyoruz, onlar da oynuyor.

## Alman yalancı

●Münih'teki Halk Oyunları Şenliği'nden atıldığı açıklanan bolucu grup, çünkü kapanış gösterilerine yine katıldı.

### Erdoğan SALGIRBOYU

**MÜNİH**, (Hürriyet)- Münih'te 6 Ağustos'ta başlayan ve dün akşam sona eren 1'nci Dünya Halk Oyunları Şenliği'nden, Türkiye'nin ürazi sonucu çıkarıldığı belirtilen bölücü gruba mensup folklor ekibi, dün yapılan gösterilere yine katıldı. Oysa Şenlik Komitesi Başkanı **Gunter Roeleff**, Hürriyet muhabinine önceki sabah yaptığı açıklamada, söz konusu grubun festivalden kesinlikle çıkarıldığını söylemişti.

Almanların verdikleri teminatlarla karşın, bölücü gruba mensup folklor ekibi, dün öğleden sonra, programda daha önceden belirtilmiş olan saat ve yerde gösterisini gerçekleştirdi. Bu durum karşısında, yetkililer, gösteri sırasında jürinin

bulunmadığını söyleyip, "Bu yarışma dışı bir olaydı, festivalle bağlamıyor" diyerek kendilerini savunmaya çalıştılar.

Bölücü folklor ekibinin festivalin açılış törenine Türkiye'ye yönelik bölücü pankartlar taşıyarak katılması Türkiye tarafından şiddetle protesto edilmiş ve Bonn Büyükelçiliği'miz aracılığıyla Alman makamlar nezdinde girişimde bulunulmuştu. Bölücü folklor ekibinin festivalden ihraç edilmesi talebine ise Almanya yetkili makamları olumlu cevap vermişler ve, "Festival tertip komitesinin olayın sonuçlarının ciddiyetini yeterince kavramadığı anlaşılmıştır. Olaydan üzüntü duyduğumuzu ve grubun festivalden ihraç edilceğini bildiririz" demişlerdi.

## Almanların akli geç de olsa başına geldi Bölücü folklorcuları festivalden attılar

**ANKARA**, (Hürriyet)- Münih'te 6 Ağustos'ta başlayan 1 Dünya Folklor Festivali'nin açılış törenine Türkiye'ye yönelik bölücü pankart ve bayraklar taşıyan bir ekibin katılması üzerine, Ankara'nın Federal Alman yetkilileri nezdinde yaptığı girişimler başarılı oldu. Söz konusu bölücü grup festivalden ihraç edildi.

Dişişleri Bakanlığı'na dün yapılan bir açıklamada, Münih Başkonsolosluğumuza önceden verilmiş yazılı teminata rağmen, folklor festivali gibi kültürel bir faaliyetin "bir emrivaki" ile dost ve müttelik bir ülkede böylesine istismar edil-

●1. Dünya Folklor Festivali'nin açılış törenine Türkiye aleyhinde pankart ve bayraklar taşıyan bir ekibin katılması üzerine, Dişişleri Bakanlığımızca yapılan girişimler sonuç verdi.

mesinin önlenmesi amacıyla, Federal Alman Cumhuriyeti makamlarının yanı sıra, **Bavyera Eyalet Hükümeti** nezdinde gerekli girişimlerde bulunulduğu belirtildi.

**Bonn Büyükelçiliğimiz** Maslahatgüzarı ve Münih Başkonsolosumuz tarafından, Ankara'dan gelen talimat uyarınca, Alman yetkililerden söz konusu bölücü grubun festivalden ihraçının istendiği belirtilen açıklama-

mada, daha sonra şöyle denildi: "Alman makamları gerek federal, gerek eyalet düzeyinde konunun önemini tümüyle idrak ettiğini, Festival Tertip Komitesi'nin olayın sonuçlarının ciddiyetini yeterince kavrayamadığını anlaşıldığını, büyükelçimize ve başkonsolosumuza ifade etmişler ve olaydan duydukları üzüntüyü belirterek söz konusu bölücü grubun festivalden ihraç edildiğini bildirmişlerdir."

„Eklat beim Münchner Weltvolkstanzfestival

## Kurden ausgeschlossen

Veranstalter wollen „keine Politisierung“

MÜNCHEN — Wegen der Eröffnungsveranstaltung des gegenwärtig in München stattfindenden ersten Weltvolkstanzfestivals ist es zum Eklat gekommen, nachdem die kurdische Gruppe — zunächst unbemerkt — mit einer kurdischen Fahne und einem Plakat mit der Aufschrift „Kurdistan“ eingezogen war.

Das Veranstaltungskomitee unterrichtete die kurdische Gruppe davon, daß sie ab sofort unwiderruflich vom Festival ausgeschlossen sei. Zuvor hatte das türkische Generalkonsulat — etwa ein Drittel der Kurden lebt im türkischen Grenzgebiet — gegenüber den Veranstaltern das Verhalten der kurdischen Volkstanzgruppe mißbilligt.

Die Pressesprecherin der Veranstalter erklärte dazu auf Anfrage, eine politische Manifestation wie die der Kurden passe nicht zu dem reinen Tanzfestival, die Statuten verböten eine Politisierung der Veranstaltung. Deshalb seien die Kurden ausgeschlossen worden. Die Sprecherin bestätigte Kontakte zum türkischen Konsulat, das sich über das Verhalten der Kurden „nicht gerade glücklich“ gezeigt habe.

An die Öffentlichkeit war die Angelegenheit gelangt, nachdem türkische Pressevertreter entsprechende Fotos in türkischen Zeitungen im Heimatland verbreitet hatten. Die Kurden selbst sehen sich ihrerseits aus politischen Gründen ausgeschlossen und wollen heute vor dem Veranstaltungsgebäude demonstrieren.

## SUD DEUTSCHE ZEITUNG

Samstag/Sonntag, 10./11. August 1985

### Eklat beim Tanzfestival: Auftrittsverbot für Kurden

Das zunächst nicht beachtete Auftreten einer kurdischen Gruppe bei der Eröffnungsveranstaltung des Ersten Internationalen Weltvolkstanzfestivals in München hat nachträglich für einen Eklat gesorgt. Die kurdische Gruppe hatte am Dienstag mit einer eigenen Fahne und einem Plakat mit der Aufschrift „Kurdistan“ an der Eröffnung teilgenommen. Gestern, am Freitag, unterrichtete das Veranstaltungskomitee die Gruppe davon, daß sie von der weiteren Teilnahme am Festival ausgeschlossen sei. Zuvor hatte das türkische Generalkonsulat das Verhalten der kurdischen Volkstanzgruppe mißbilligt.

Die Pressesprecherin der Veranstalter erklärte auf Anfrage, diese politische Manifestation der Kurden passe nicht zu dem Charakter des Festivals, die Statuten verböten eine Politisierung der Veranstaltung. Die Sprecherin bestätigte auch Kontakte zum türkischen Konsulat.

Die Kurden selbst sehen sich aus politischen Gründen ausgeschlossen und wollen heute vor dem Veranstaltungsgebäude demonstrieren. dpa

ABERD ZEITUNG 10-11.8.1985

# Eklat um Kurden bei

# Volkstanz-Festival

## Tänzer von der Teilnahme ausgeschlossen

Von Bettina Hess

München — Das Münchner Welt-Volkstanz-Festival wird zum Politikum: Weil die kurdische Volksgruppe bei der Eröffnungsfeier ihre Fahne und ein Transparent mit der Aufschrift „Kurdistan“ mitführte, ist sie jetzt vom Festivalkomitee ausgeschlossen worden.

Nationale Embleme, so ein Sprecher des Komitees, seien nach den Statuten verboten. Das Verhalten der Kurden verstoße gegen das Motto des Festivals „Volkstanz ohne Grenzen“ und gegen das Bemühen um Gemeinsamkeit aller Folkloregruppen und Kulturen.

Als politischen Eklat bezeichnet Arati Serdar, Pressesprecher der „Konföderation kurdischer Vereine“, das Vorgehen des Komitees: „Uns ist bekannt, daß sowohl das türkische Konsulat als auch der türkische Ministerpräsident Turgut Özal gegen den Auftritt der Kurden protestiert haben.“ Türkische Journalisten hatten Fotos vom Einzug der Kurden in der Türkei verbreitet.

In der Nacht zum Freitag wurden die Kurden telefonisch über den Ausschluß vom Volkstanzfestival unterrichtet. Serdar empört: „Man hat uns keine Gelegenheit für

ein klärendes Gespräch gegeben.“ Die kurdische Folkloregruppe will heute, Samstag, vor der Olympiahalle demonstrieren.

Münchner Merkur Nr. 133

Samstag/Sonntag, 10./11. August 1985

## Kurden vom Volkstanzfestival ausgeschlossen

Von dem zur Zeit in München stattfindenden Weltvolkstanzfestival wurde gestern die kurdische Volkstanzgruppe vom Veranstaltungskomitee unwiderruflich ausgeschlossen. Die Tanzgruppe war bei der Eröffnungsveranstaltung mit einer kurdischen Fahne und einem Plakat mit der Aufschrift „Kurdistan“ einmarschiert.

Als Begründung erklärten die Veranstalter, daß eine politische Manifestation wie die der Kurden nicht zu einem reinen Tanzfestival passe. Die Kurden wollen heute de-



Nr. 34 Berlin mit dem TV-Programm vom 17. - 23. August  
**Aktuelle Illustrationen**  
**Fernsehzeitschrift**

## 4 000 Trachtler tanzten durch Bayern



„Hi Germany“  
Girls und Boys  
aus Texas be-  
grüßten die Fans  
in der Olympiahalle

Einer schmolte - und 4000 tanzten Mädchen aus Sizilien ließen bei der Tarantella ihre Röcke fliegen, Männer aus Schottland zur Dudesack-Musik ihren Kilt, Indianer aus Kanada wirbelten zur Eröffnung durch die Olympiahalle. Das erste Welt-Volkstanz-Festival war eröffnet. Eine Olympiade des Samba, Flamenco und der Schuhplattler.

Obwohl, wie gesagt einer schmolte. Und das war ausgerechnet Hans Zapf, Vorsitzender der Bayerischen Trachtenverbände. „Er hat die Feier boykottiert. Sie sei zu kommerziell. Außerdem gefiel es dem Verband nicht, daß Freddy Quinn beim Festival moderierte. Er habe nichts mit Folklore zu tun“, sagt die Veranstaltungsleitung.

Dennoch wurde es ein prächtiges Fest. 100 Gruppen aus 35 Nationen tanzten in 14 bayerischen Orten über Plätze und durch die Straßen. Hirten aus dem Baskenland, Girls aus Texas, sogar aus dem fernen Kurdistan kamen sie. 1987 soll das Festival in Chicago wiederholt werden. ■



Sie kamen aus Schweden und sogar aus dem fernen Kurdistan: 4000 Trachtler aus 35 Nationen marschieren in München auf

